

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

Supplément « Sans visa » Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14284 - 5 F

SAMEDI 24 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les conséquences de la démission de M^{me} Thatcher

Les partisans de l'Europe attendent de Londres une politique moins hostile

Cassandra
quitte
la scène

Les grands hommes d'Etat - sont le plus souvent, victimes d'eux-mêmes. La chute sans gloire - mais non sans panache - de Margaret Thatcher n'échappe pas à la règle. L'orgueil inflexible et une volonté de fer, l'obstination combattive et un ardent courage - ces fibres qualités de « Maggie », après l'avoir si bien servi à l'apogée de son règne, finirent - l'inevitable usure du pouvoir aidant - par lui nuire, hâtant sa fin, devenue fatale aux yeux de ses meilleurs amis politiques.

Ces vertus « victorienne » lui valent de ses pairs, à l'heure où l'irritation s'apaise, un hommage où l'admiration l'emporte - une fois n'est pas coutume - sur les hypocrisies d'usage. « On vous aime » lance par téléphone George Bush à celle qui fut la première femme à la tête d'une grande démocratie d'Occident. Elle qui prôna avec tant de conviction le « libéralisme » économique, cher à son ami Ronald Reagan, au point d'en faire un dogme qui porta désormais son nom, méritait bien ce gentil mot d'adieu.

Le jour même, M^{me} Thatcher venait de rendre un ultime service à son grand allié, en ordonnant l'envoi de quatorze mille soldats britanniques supplémentaires dans le Golfe. Son admiration pour l'Amérique ne l'empêcha pas de trouver M. Gorbatchev à son goût - « un homme stimulant » - et de juger d'ambivalence la personnalité « bonne pour l'humanité ». Preuve que chez « Maggie » - pragmatique et visionnaire - le poids des réalités et le sens de l'histoire pouvaient triompher de la doctrine.

Il y eut, dans le réalisme historique de M^{me} Thatcher, une faille majeure : l'Europe, qui fut sa roche Tarpeienne. Et pourtant, certains dirigeants « européens » fervents, idéologiquement aux antipodes du thatcherisme, tels MM. Jacques Delors et Felipe Gonzalez, ne cachèrent pas leur secrète admiration pour une femme qui avait su leur en remontrer. Son « anti-européisme » tenait en partie à sa méfiance viscérale à l'égard de la trop puissante Allemagne, héritage, outre-Manche, d'une longue tradition germanophobe trépassée parfois l'étatisme. Il dissimulait mal aussi, chez celle que l'ancien chancelier Helmut Schmidt appelait « lady Disraeli », un entêtement nationaliste farouche - et presque pathétique - à enlever l'indéfectible déclin de l'Empire.

À cet égard, « Maggie » a sans doute gouverné quelques années de trop. À force de consentir discrètement à l'Europe les concessions qu'elle jurait bruyamment qu'elle ne ferait pas, elle a fini par ne plus faire peur à ses pairs, qui choisirent d'ignorer ses outas, mis au compte du caprice. C'était peut-être là, pour la « Dame de fer », la pire des humiliations. Pourtant, en défilant les « eurocrates de Bruxelles », le premier ministre britannique exprimait tout haut un sentiment partagé par beaucoup de citoyens du Vieux Continent. Peut-être, s'apercevra-t-on bientôt, que l'Europe avait aussi besoin d'une Cassandra.

M 0147 - 11240 - 5,00 F



Trois candidats briguent la succession de M^{me} Margaret Thatcher à la tête du Parti conservateur, et donc du gouvernement britannique : MM. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense ; Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office et John Major, chancelier de l'Echiquier.

Les députés tories voteront mardi 27 novembre. D'ici à cette date, M^{me} Thatcher, qui a informé la reine Elizabeth de sa décision de démissionner, reste premier ministre.

Après cette démission, les partisans de l'Europe espèrent un infléchissement de la position britannique, comme l'a déclaré M. Roland Dumas.

LONDRES

de notre correspondant

Les premiers ministres britanniques, en temps de paix en tout cas, ont généralement pour seul objectif de bien administrer leur pays. M^{me} Thatcher, elle, s'était mise à la tête d'une croisade. Elle a fait reculer l'Etat, au nom de la liberté individuelle et, serait allée beaucoup plus loin encore si elle en avait eu les moyens et si la société britannique l'avait permis. Elle a cherché à

Lire également

- Le thatcherisme, modèle économique des années 80
par SOPHIE GHERARDI
- Une puissance syndicale affaiblie
par MICHEL NOBLECOURT
- M. Heseltine, un pro-européen convaincu
par DOMINIQUE DHOMBRES
- La fin des antagonismes avec Paris ?
par CLAIRE TRÉAN
- Les avatars du thatcherisme français
par OLIVIER BIFFAUD, PATRICK JARREAU et PIERRE SERVANT

Pages 6 à 10

La réforme des lycées

Le Conseil national des programmes devait rendre public, vendredi 23 novembre, son rapport sur « l'évolution des lycées ». Ce document proposait un remodelage ambitieux des filières, des programmes et des horaires afin de favoriser une « réelle démocratisation » des études secondaires. Il prévoyait l'introduction d'une plus grande souplesse, grâce à des enseignements semestriels à option. De même, il proposait qu'une partie du baccalauréat soit évaluée en contrôle continu.

Ce projet de réforme sera examiné le 3 décembre par le Conseil supérieur de l'éducation. Le ministre de l'éducation nationale devrait arrêter sa décision avant l'été 1991.

Lire page 13 - section B
les articles de
GÉRARD COURTOIS
et de CHRISTINE GARIN



réduire le pouvoir de tous les corps intermédiaires. Les syndicats, bien sûr, mais aussi les collectivités locales et les associations professionnelles. Dans ce combat, il ne s'agissait pas seulement de politique au sens où on l'entend généralement. Elle n'était pas pour rien la fille d'un prédicateur, benévole et laïc, de l'Eglise méthodiste...

Ne compter que sur soi et ne jamais laisser les autres prendre les décisions à votre place. Telles sont

les valeurs, farouchement individualistes, auxquelles il faut ajouter l'esprit de parcimonie et le refus de toute extravagance, qu'elle avait héritées de son enfance à Grantham (Lincolnshire), au cœur d'une Angleterre encore victorienne. Son père y était épicière, au croisement des deux rues principales de la ville. Elle-même officiait parfois derrière le comptoir.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 6

Castro, Khrouchtchev et l'apocalypse

La correspondance des dirigeants cubain et soviétique pendant la crise des fusées, publiée par « le Monde » en exclusivité prouve que le premier était favorable à une attaque nucléaire des Etats-Unis en cas de tentative américaine d'invasion de Cuba

par Jacques Amalric

Pourquoi Fidel Castro s'est-il décidé, en en confiant une copie à Jean-Edern Hallier, à rendre public son échange de correspondance avec Khrouchtchev pendant la crise des fusées soviétiques installées à Cuba, en octobre 1962 ? A-t-il surtout voulu répondre à Khrouchtchev, qui lui a reproché dans ses mémoires d'outrage d'avoir eu

un comportement irresponsable en lui recommandant froidement, au plus fort de la crise, d'avoir recours aux armes nucléaires contre les Etats-Unis ? Ou le dit beaucoup à La Havane, mais force est de constater, à la lecture de ces documents passionnants, que le geste de Castro risque d'avoir l'effet inverse à celui recherché. Qu'apprenons-nous en effet dans ces cinq lettres ? Tout simplement que Fidel Castro

a recommandé à Khrouchtchev, dans une lettre écrite le 26 octobre, de lancer une « première frappe » nucléaire contre les Etats-Unis dans le cas où ils entreprendraient une opération d'invasion de l'île pour neutraliser les fusées nucléaires que les Soviétiques étaient en train d'y installer. Toujours dans la même lettre, Castro - qui n'envisage pas un instant, à ce stade, que le numéro un soviétique puisse céder

aux exigences de John Kennedy et retirer ses fusées - explique qu'il craint une opération américaine dans les trois jours qui viennent. De fait, le temps presse pour Washington car nombre de fusées sont déjà à Cuba et Kennedy ne se contentera probablement pas longtemps du blocus naval annoncé le 22 octobre.

Lire la suite page 3 ainsi que page 2
l'article de JEAN-EDERN HALLIER

"Un album formidable!"

Jacques Prudel France-Inter

"Le must des cadeaux de fin d'année"
Le Quotidien de Paris

"Un panorama haut en couleur de l'actualité scientifique"
L'Evénement du Jeudi

264 p. - 199 F

Ramsay/Agence Jules Verne

ALMANACH JULES VERNE
12 mois d'actualités des sciences
1991

chaque chapitre
renferme
documents
divers
guides

La chimie italienne contrôlée par l'Etat

M. Raul Gardini cède à l'ENI ses intérêts dans Enimont

page 29 - section D

Commerce extérieur : réduction du déficit

5,8 milliards de francs en octobre après 10,6 milliards en septembre

page 29 - section D

La crise du Golfe

Londres annonce l'envoi de quatorze mille soldats de plus

page 4

Vote sur le « peuple corse »

Les députés ont adopté, en première lecture, l'article premier du projet Joxe

page 11

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section D

DOCUMENT

La correspondance des dirigeants cubain et soviétique

POINT DE VUE

Le représentant de nos illusions et de nos désillusions

par Jean-Edern Hallier

JE ne suis ni de près ni de loin le chantre de Fidel Castro. Ou alors un écrivain n'a plus le droit de broder le moindre portrait sans se faire traiter de cirque de pompes. Comme l'écrivait récemment Jean Cau de mon livre : « Pourvu qu'on ne nous relise pas, et qu'on n'enchaîne pas la lecture de nos vieux dithyrambes avec celle, toute fraîche, de Jean-Edern Hallier car on pourrait comparer la qualité de nos cirages... »

Nul n'en disconvient, Castro est une légende qui a désormais plus de trente ans. Dans le vieil affrontement entre les États-Unis et Cuba, je me contente d'être contre le fort et pour le faible. Est-ce un crime si impardonnable aujourd'hui ? Je me suis rendu une première fois à Cuba du 20 juin au 7 juillet 1990. J'y suis retourné il y a trois semaines pour tourner l'émission « Océaniques » avec Pierre-André Boutang, dans le prolongement de ma conversation au clair de lune. Elle sera diffusée le 26 novembre sur FR3.

« L'Histoire m'absoudra »

De ce nouveau voyage, nous avons ramené onze heures de film. Nous avons tourné dans les hôpitaux, les écoles, les plantations de canne à sucre, la maison d'Hemingway, les bistrot de la vieille Havane et devant sa cathédrale. Ou, tout simplement, dans le bureau du Conseil d'État que Castro occupe en permanence. Pendant cinq autres jours je ne l'ai pas quitté — j'ai surtout découvert l'homme privé, le passionné de biologie, d'échecs, de littérature, de peinture et de la vie des Tour-regs.

En revenant d'une visite aux chantiers des brigadistes volontaires, je lui demandai s'il était en mesure d'écrire ce qu'il venait de me déclarer sur ses relations réelles avec Khrouchtchev à l'heure des fusées. Sur le moment, il ne me répondit pas, mais le soir même il me remit solennellement l'échange de cinq lettres avec le dirigeant soviétique — ajoutant qu'il faisait d'abord un cadeau à l'écrivain que je suis, même si les Russes risquent d'être légèrement agacés par la publication de pareils documents. Ils sont d'une importance exceptionnelle : ils éclaircissent la vérité historique d'un jour certes ambigu, mais ils démontent surtout complètement les doutes Mémoires de Khrouchtchev exhumés par son fils.

« L'Histoire m'absoudra », déclarait naguère Fidel Castro. C'est vrai. Ses critères ne sont pas les mêmes. Elle est faite par les grands fauves. Elle n'a pas à être

jugée par les animaux domestiques. Qu'on arrête de nous assommer avec les atteintes aux droits de l'homme, stratégie fatale de l'Amérique pour donner une justification historique à toute démission — d'autant que, selon le dernier rapport d'Amnesty International, il n'y a, en plus, pas un seul disparu à Cuba... A l'époque où on n'appelait pas de fusiller ceux qu'on appelait à-bas les contre-révolutionnaires, les Sartre, Duras et autres intellectuels français voulaient se faire embaucher comme ouvriers de la canne à sucre.

Chercher la petite bête...

Autrefois nous aurions mis cinquante ans à découvrir que Napoléon a massacré les Espagnols. Aujourd'hui, avec la vitesse de l'information, école forcée de la désillusion, n'importe quel témoin douteux réduit à néant tout personnage mythique de l'Histoire — et s'il invente des charniers à Timisoara, on le croit sur parole. Pas un grand homme, d'Alexandre à Charles-Quint, de Pierre le Grand à une grande femme, la dernière impératrice de Chine, n'aurait survécu dans l'histoire de l'humanité.

D'autant que si l'on veut chercher la petite bête chez Castro, l'exemple que donnent nos démocraties « avancées » est autrement plus édifiant. Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais. On a vu ce qu'a donné la démocratie américaine avec Truman en 1945 : Hiroshima, trois cent mille morts. A côté de Bush, le fameux génie déformé des Carpatas, Ceausescu, aura été largement dépassé par l'intervention américaine à Panama, avec ses quartiers détruits par les bombardements aveugles, et ces milliers de morts dans la population civile. D'ailleurs peu importe aux Américains : ils prennent leurs remords pour des absolutions.

Ce à quoi je suis le plus sensible chez Castro, c'est le défi. Don Quichotte n'est pas mort. Les hommes croient faire l'Histoire, ils ne savent pas l'Histoire qu'ils font. Pourquoi Castro ? Il n'y avait pas de personnage plus représentatif de nos illusions et de nos désillusions. En le prenant comme figure emblématique, j'ai voulu ramasser la mise de la seconde partie du vingtième siècle. Comme Christophe Colomb croyant découvrir les Indes, j'ai cru moi aussi partir à l'Est, comme tous les intellectuels se ruant par la brèche du mur de Berlin, et je me suis retrouvé à l'Ouest. Une fois de plus on ne me le pardonnera pas. Qu'y puis-je ?

Jean-Edern Hallier, écrivain, vient de publier aux éditions Messidor *Fidel Castro, conversation au clair de lune*.

1. « Ne laissez pas les impérialistes frapper le premier coup nucléaire »

La crise des fusées soviétiques a commencé le 16 octobre 1962, lorsque les services de renseignement américains remettent au président John Kennedy des photos aériennes, prises à plus de 20 000 mètres par les fameux avions espions U-2 — les satellites espions n'existent pas à l'époque, — indiquant clairement que les forces soviétiques, arrivées au mois d'août précédent dans l'île, installent des plates-formes de lancement de missiles nucléaires. Ces clichés montrent aussi les fusées, dont la portée est d'environ 1 800 kilomètres. La crise ne devient publique que le 22 du même mois, lorsque Kennedy la révèle à ses conseillers, accuse les dirigeants soviétiques de « dupes délibérées », déclare la mise en quarantaine de Cuba pour éviter l'arrivée de nouvelles armes et exige le retrait des armes controversées, qui menacent les États-Unis d'une « première frappe » nucléaire.

Moscou commence par nier les faits tandis que le blocus naval de Cuba est mis en place le 24 et que les États-Unis entreprennent de surveiller l'île à très basse altitude pour suivre les travaux d'installation de fusées. Le 25, devant la détermination américaine, Khrouchtchev fait parvenir un message secret à Kennedy (qui n'a, ce jour-là, jamais été publié) dans lequel il recon-

naît la présence des fusées nucléaires et laisse entendre qu'elles pourraient être retirées moyennant un engagement américain de ne pas envahir Cuba. Lorsque Fidel Castro écrit la lettre suivante à « M. K. », il n'est manifestement pas au courant de la démarche du dirigeant soviétique. Craignant soit une attaque aérienne contre les sites de fusées, soit une tentative d'invasion, il assure Khrouchtchev de la détermination cubaine et va jusqu'à lui suggérer une attaque nucléaire contre les États-Unis en cas de débarquement américain à Cuba.

Cheer camarade Khrouchtchev, De l'analyse de la situation et des rapports en notre possession, je conclus que l'agression peut se produire dans les prochaines vingt-quatre ou soixante-douze heures.

Il y a deux possibilités : la première et la plus probable, c'est l'attaque aérienne contre des objectifs précis avec pour seul but de les détruire ; la seconde, moins probable mais possible, c'est l'invasion. Je comprends que celle-ci, pour être réalisée, exige une grande quantité de forces et, de plus, c'est la forme la plus répugnante d'agression, ce qui peut l'empêcher.

Vous pouvez être sûr que nous résisterons fermement et réchouons à

l'attaque, quelle qu'elle soit. Le moral du peuple cubain est extrêmement élevé et il affrontera l'agresseur héroïquement.

Je souhaite, en ces circonstances, vous exprimer en quelques mots une opinion personnelle.

Si la seconde hypothèse se réalise et si les impérialistes envahissent Cuba, dans le but de l'occuper, le danger pour l'humanité d'une telle politique agressive est si grand qu'après cela l'Union soviétique ne devrait jamais laisser se créer une situation dans laquelle les impérialistes pourraient frapper contre elle le premier coup d'une guerre nucléaire.

Je vous dis ceci, car je crois que l'agressivité des impérialistes devient extrêmement dangereuse et s'ils en arrivent à un acte aussi brutal — violant la loi et le droit universel — que l'invasion de Cuba, ce serait le moment d'abandonner pour toujours un danger pareil. Il s'agit d'un acte relevant de la plus légitime défense, aussi dure et terrible que fût la solution, car il n'en existerait pas d'autre.

J'en arrive à cette conclusion à voir la façon dont se développe cette politique agressive et dont les impérialistes, en dépit de l'opinion mondiale, se placent au-dessus des principes et du droit, font le blocus des mers, vio-

lent notre espace aérien et préparent l'invasion, tout en faisant échouer toute possibilité de négociation, bien qu'ils connaissent la gravité du problème.

Vous avez été et vous êtes un insaisissable défenseur de la paix ; je comprends à quel point ces heures doivent être angoissées, quand les résultats de vos efforts surhumains sont menacés si sérieusement. Cependant, jusqu'au dernier moment, nous conserverons l'espoir que la paix soit sauvée et nous sommes prêts à y contribuer avec les moyens à notre portée. Mais, en même temps, nous nous disposons calmement à affronter une situation que nous voyons très réelle et très proche.

Je vous exprime, une fois de plus, la gratitude infinie et la reconnaissance de notre peuple envers le peuple soviétique, qui a été si généreux et si fidèle avec nous, et, à vous, j'exprime notre profonde gratitude et notre admiration, souhaitant de vous voir réussir dans votre énorme tâche et dans les graves responsabilités qui sont les vôtres.

Fraternellement,

FIDEL CASTRO

La Havane, le 26 octobre 1962.

2. « Ne vous laissez pas entraîner par votre sentiment d'indignation »

Après le message secret de Khrouchtchev du 25 octobre, Moscou sème la confusion à Washington en publiant le 27 un nouveau texte du secrétaire général dans lequel il propose toujours de retirer les fusées soviétiques de Cuba en échange d'une promesse américaine de non-envahissement de l'île, mais dans lequel il exige aussi le retrait des fusées américaines installées en Turquie (dépassées techniquement, en tout état de cause). Kennedy choisit d'ignorer ce second message — public — et répond avec prudence mais positivement au premier message, promettant de ne pas envahir Cuba si Khrouchtchev retire ses fusées. Quelques heures plus tard, le numéro un soviétique accepte le marché. Il lui reste à s'expliquer avec Castro, qui n'a manifestement pas été consulté. La lettre suivante, dans laquelle il reproche à « Fidel » d'avoir fait abattre un avion espion américain, indique qu'il suit que ce sera difficile.

Cher camarade Fidel Castro,

Notre message du 27 octobre au président Kennedy permet de régler la question en votre faveur, de défendre Cuba de l'invasion et du déclenchement de la guerre. La réponse de Kennedy que, semble-t-il, vous connaissez aussi, offre les garanties suivantes : non seulement les États-Unis n'envahiront pas Cuba avec leurs forces, mais ils ne permettront pas à leurs alliés de réaliser l'invasion. Le président des États-Unis répond ainsi positivement à mes messages des 26 et 27 octobre 1962.

Maintenant, nous venons de préparer notre réponse au message du président. Je ne vais pas vous l'exposer car vous en connaissez le texte qui est actuellement diffusé par la radio.

Pour cette raison, nous aimerions vous recommander, en ce moment où

la crise évolue, de ne pas vous laisser entraîner par les sentiments ; manifestez de la fermeté. Il faut dire que nous comprenons votre sentiment d'indignation devant les actions agressives des États-Unis et les violations des normes élémentaires du droit international.

Mais ce dont il s'agit maintenant, c'est pas tant du droit mais du caractère insensé des militaristes du Pentagone. Alors qu'on est en voie d'un accord, le Pentagone cherche un prétexte pour le faire échouer.

Voilà pourquoi il organise les vols de provocation des avions. Hier, vous avez abattu l'un d'eux, alors qu'avant

vous ne les abattiez pas quand ils survolaient votre territoire. Les agresseurs vont utiliser ce fait pour atteindre leurs objectifs.

C'est pourquoi nous aimerions vous conseiller amicalement : faites preuve de patience, montrez de la fermeté et encore de la fermeté. Bien entendu, s'il y a une invasion, il faudra la repousser par tous les moyens. Mais il ne faut pas se laisser entraîner par les provocations. Maintenant l'élimination du conflit est proche avec une solution qui vous sera favorable, puisqu'elle vous grandit comme l'invasion de Cuba. Les militaires ennemis du Pentagone veulent visiblement

faire échouer l'accord et vous pousser à des actions qui pourraient être utilisées contre vous. Nous vous demandons de ne pas fournir un tel prétexte.

Pour notre part, nous ferons tout pour stabiliser la situation de Cuba, pour défendre Cuba de l'invasion et pour vous assurer la possibilité de construire pacifiquement la société socialiste.

Nous vous adressons nos salutations à vous et à votre direction collective.

N. KHROUCHTCHEV

Le 28 octobre 1962.

3. « Nous avons décidé de ne pas nous croiser les bras »

L'accord de principe intervenu entre Kennedy et Khrouchtchev pour lever la crise, brisa profondément Fidel Castro, qui en a été tenu à l'écart. C'est ce qu'il explique dans cette lettre à M. K., tout en justifiant la destruction de l'avion espion américain et en laissant entendre qu'elle a été effectuée en accord avec les responsables militaires soviétiques présents à Cuba. La déclaration cubaine, dont il fait état au début de sa lettre, date du 28 octobre et est connue comme la « déclaration des cinq principes ». Cuba exige, pour accepter l'accord soviétique-américain, la fin du blocus économique de l'île, la reconnaissance par les États-Unis à la souveraineté, la fin des activités des émissaires américains aux États-Unis, la fin des survols aériens américains et l'abandon par Washington de la base de Guantanamo. Cuba affirme également être opposé à une inspection internationale destinée à vérifier le départ des fusées soviétiques.

Cheer camarade Khrouchtchev, Je viens de recevoir votre lettre. La proposition de notre gouvernement par rapport à ce que vous communiquez est contenue dans la déclaration faite aujourd'hui et dont vous connaissez sûrement le texte.

Je souhaite clarifier quelque chose concernant les mesures anti-agressives que nous avons adoptées. Vous dites : « Hier vous avez abattu l'un des avions alors que, avant, vous ne les abattiez pas quand ils survolaient votre territoire. »

Avant, ces vols constituaient des violations isolées, sans objectif militaire précis ou sans danger réel. Cette fois, ce n'était pas le cas. Le danger existait d'une attaque-surprise sur des installations militaires déterminées. Nous avons décidé de ne pas nous croiser les bras car une attaque-surprise — les radars de détection étant éteints et les avions potentiellement agressifs survolant impunément les objectifs — pourrait détruire complètement ces cibles. Nous avons pensé que nous ne devions pas le permettre, après les efforts et les dépenses que nous

avons faits, et de plus, parce que cela nous affaiblirait militairement et moralement.

C'est pour cette raison que le 24 octobre, les forces cubaines ont mobilisé cinquante batteries anti-aériennes, toute notre réserve, pour appuyer les positions des forces soviétiques.

Si nous voulions éviter les risques de l'attaque par surprise, il fallait donner aux artilleurs l'ordre de tirer. Le commandement des forces soviétiques pourra vous fournir des renseignements supplémentaires au sujet de l'avion abattu.

Avant, les violations de l'espace aérien se faisaient de façon et furtivement. Hier, le gouvernement américain s'est accordé officiellement le privilège de violer notre espace aérien à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Cela, nous ne pouvons pas l'accepter, car cela équivalait à renoncer à notre souveraineté. Cependant, nous sommes d'accord pour éviter un incident en

ce moment précis où il pourrait compromettre les négociations et nous donnerons aux batteries cubaines l'instruction de ne pas tirer, mais seulement pendant la durée des négociations et sans revenir sur la déclaration, publiée hier, concernant la décision de défendre notre espace aérien. De plus, nous devons penser au danger d'incidents possibles dans les conditions actuelles de tension.

Je souhaite aussi vous informer que nous sommes, en principe, opposés à l'inspection de notre territoire.

J'apprécie extraordinairement l'effort que vous avez fait pour maintenir la paix ; et nous sommes absolument d'accord sur le besoin de lutter pour cet objectif. Si l'on y arrive d'une manière juste, solide et définitive, ce sera un inestimable service rendu à l'humanité.

Fraternellement,

FIDEL CASTRO

La Havane, le 28 octobre 1962.

DU 17 AU 25 NOVEMBRE

8 Jours exceptionnels

ROCHE BOBOIS fait le grand 8 et vous propose des prix à vous couper le souffle. Pendant 8 jours, vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêvez chez Roche Bobois : salons cuir ou tissu, meubles, par éléments, tables repas, chaises, tables basses, lampes, tapis... à des prix sensationnels, des prix à vous faire tourner la tête.

ROCHE BOBOIS

OUVERT LE DIMANCHE 25

PARIS : 104, rue de la République, 42 44 46 48 50 52 54 56 58 60 62 64 66 68 70 72 74 76 78 80 82 84 86 88 90 92 94 96 98 100 102 104 106 108 110 112 114 116 118 120 122 124 126 128 130 132 134 136 138 140 142 144 146 148 150 152 154 156 158 160 162 164 166 168 170 172 174 176 178 180 182 184 186 188 190 192 194 196 198 200 202 204 206 208 210 212 214 216 218 220 222 224 226 228 230 232 234 236 238 240 242 244 246 248 250 252 254 256 258 260 262 264 266 268 270 272 274 276 278 280 282 284 286 288 290 292 294 296 298 300 302 304 306 308 310 312 314 316 318 320 322 324 326 328 330 332 334 336 338 340 342 344 346 348 350 352 354 356 358 360 362 364 366 368 370 372 374 376 378 380 382 384 386 388 390 392 394 396 398 400 402 404 406 408 410 412 414 416 418 420 422 424 426 428 430 432 434 436 438 440 442 444 446 448 450 452 454 456 458 460 462 464 466 468 470 472 474 476 478 480 482 484 486 488 490 492 494 496 498 500 502 504 506 508 510 512 514 516 518 520 522 524 526 528 530 532 534 536 538 540 542 544 546 548 550 552 554 556 558 560 562 564 566 568 570 572 574 576 578 580 582 584 586 588 590 592 594 596 598 600 602 604 606 608 610 612 614 616 618 620 622 624 626 628 630 632 634 636 638 640 642 644 646 648 650 652 654 656 658 660 662 664 666 668 670 672 674 676 678 680 682 684 686 688 690 692 694 696 698 700 702 704 706 708 710 712 714 716 718 720 722 724 726 728 730 732 734 736 738 740 742 744 746 748 750 752 754 756 758 760 762 764 766 768 770 772 774 776 778 780 782 784 786 788 790 792 794 796 798 800 802 804 806 808 810 812 814 816 818 820 822 824 826 828 830 832 834 836 838 840 842 844 846 848 850 852 854 856 858 860 862 864 866 868 870 872 874 876 878 880 882 884 886 888 890 892 894 896 898 900 902 904 906 908 910 912 914 916 918 920 922 924 926 928 930 932 934 936 938 940 942 944 946 948 950 952 954 956 958 960 962 964 966 968 970 972 974 976 978 980 982 984 986 988 990 992 994 996 998 1000

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat

Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombant, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

100150

DOCUMENT

pendant la crise des fusées de 1962

4. « Nous ne luttons pas pour mourir »

Khrouchtchev expose dans cette longue lettre ses arguments à son allié américain. Il reproche clairement d'avoir préconisé une attaque nucléaire contre le territoire américain. Il s'explique aussi, avec moins de conviction, sur le manque de consultations avec La Havane aux heures les plus chaudes de la crise, confirmant implicitement que le risque nucléaire ne peut être partagé - fait qui a permis cependant à la lettre de ne pas être considérée comme un acte de désaveu. A ce sujet, M. K. parle seulement d'une décision prise « avec vous ». Le message catastrophique de Castro - qu'il date du 27 octobre - est, en fait, le premier câble publié ici, daté du 26 mais reçu le 27 à Moscou au milieu de la nuit.

Cher camarade Fidel Castro, Nous avons reçu votre lettre du 28 octobre et les communications sur les entretiens que vous, ainsi que le président DORTCHES, avez eus avec notre ambassadeur. Nous comprenons votre situation et nous tenons compte de vos difficultés dans cette première étape suivant l'élimination de la tension maximale due à la menace d'une attaque des impérialistes américains que vous attendiez d'un moment à l'autre.

Nous comprenons que, pour vous, certaines difficultés aient pu surgir à la suite de notre promesse faite aux Etats-Unis de retirer de Cuba la base de fusées, en échange de l'engagement des Etats-Unis d'abandonner leurs plans d'invasion de Cuba par leurs troupes et celles de leurs alliés de l'hémisphère occidental, de mettre fin ainsi à ce qu'on appelle la « quarantaine », autrement dit le blocus de Cuba. Cet engagement a conduit à la fin du conflit dans la zone des Caraïbes, conflit qui impliquait, vous le comprenez bien, le choc des super-puissances et sa transformation en une guerre mondiale où seraient utilisés l'arme thermonucléaire et les missiles. D'après notre ambassadeur, certains Cubains estiment que le peuple cubain souhaiterait que la déclaration ait un autre caractère, qu'elle ne porte pas, en tout cas, sur le retrait des fusées. Il est possible que ces sentiments existent dans le peuple. Mais nous, personnels

politiques, chefs d'Etat, sommes des dirigeants du peuple et le peuple ne sait pas tout. Il n'est pas en mesure de comprendre tout ce que les dirigeants doivent, eux, prendre en compte. C'est pourquoi nous devons marcher à la tête du peuple. Alors, il nous suivra et nous respectera. Si, en cédant au sentiment populaire, nous nous étions laissés entraîner par certaines couches enfumées de la population et si nous avions refusé de conclure un accord raisonnable avec le gouvernement des USA, probablement la guerre aurait été déclenchée faisant des millions de morts et les survivants auraient dit que la faute en incombait aux dirigeants pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour conjurer cette guerre d'anéantissement.

La prévention de la guerre et de l'attaque contre Cuba se dépendait pas seulement des mesures prises par nos gouvernements, mais aussi de l'analyse des actions ennemies près de votre territoire. Bref, il fallait considérer la situation dans son ensemble.

Certains disent que nous n'avons pas effectué entre nous les consultations nécessaires avant d'adopter la décision que vous connaissez. En fait, nous considérons qu'il y a eu consultations, cher camarade Fidel Castro, puisque nous avons eu vos câbles, l'un plus alarmant que l'autre et, finalement, votre câble du 27 octobre où vous nous disiez presque sûr de l'attaque contre Cuba. D'après vous, il ne s'agissait que d'une question de temps : vingt- quatre ou soixante-douze heures.

Recevant de vous ce câble, si alarmant et connaissant votre courage, nous pensions que l'alerte était totalement justifiée.

N'était-ce pas, de votre part, une consultation ? Ce câble, nous l'avons interprété comme un signal d'alarme maximal. Mais si nous avions continué les consultations dans de telles conditions, et sachant que les militaires bellicistes effrénés des Etats-Unis voulaient profiter de l'occasion pour « attaquer Cuba », nous aurions perdu du temps et le coup aurait pu être porté.

Nous pensions que la présence à Cuba de nos fusées stratégiques a polarisé l'attention des impérialistes. Ils ont eu peur qu'elles soient utili-

sées, et c'est pourquoi ils risquaient de vouloir les liquider soit en les bombardant, soit en envahissant Cuba. Et nous devons reconnaître qu'ils étaient en mesure de les mettre hors de combat. C'est pourquoi, je le répète, votre alarme était tout à fait fondée.

Dans votre câble du 27 octobre, vous nous avez proposé d'être les premiers à asséner le coup nucléaire contre le territoire de l'ennemi. Bien sûr, vous comprenez qu'il nous était difficile de dire comment cela aurait pu se terminer pour le peuple cubain. Premièrement, dans le feu de la guerre, Cuba aurait brûlé. Sans aucun doute le peuple cubain aurait lutté courageusement mais - sans aucun doute aussi, héroïquement - il aurait péri. Si nous luttons contre l'impérialisme, ce n'est que pour mourir mais pour tirer parti de toutes nos possibilités, pour perdre le moins possible dans cette lutte et gagner ensuite davantage, afin de vaincre et de faire triompher le communisme.

Les mesures adoptées nous ont permis d'atteindre l'objectif que nous nous étions fixé lorsque nous avons décidé avec vous d'envoyer les fusées à Cuba. Nous avons attaché aux Etats-Unis l'engagement de ne pas envahir Cuba et de ne pas le permettre à leurs alliés latino-américains. Nous avons réussi tout cela sans guerre nucléaire.

Nous pensons qu'il faut profiter de

toutes les possibilités pour défendre Cuba, pour renforcer son indépendance et sa souveraineté, pour faire échouer l'agression militaire et pour empêcher la guerre mondiale thermonucléaire dans l'étape actuelle.

Et nous avons réussi. Bien entendu, nous avons fait des concessions, nous avons pris des engagements. Nous avons agi suivant le principe d'une concession en échange d'une autre concession. Les Etats-Unis, eux aussi, ont fait des concessions, ils ont assumé devant le monde entier l'obligation de ne pas attaquer Cuba.

En outre, comme vous vous en souvenez, nous avons dit dans notre message au président des Etats-Unis daté du 28 octobre que « nous souhai- lions en même temps que le peuple

ennemi voit interpréter les événements à leur façon. La contre-révolution cubaine essaiera, elle aussi, de relever la tête. Mais nous pensons que vous maîtriserez complètement l'ennemi intérieur sans notre aide. Ce que nous avons réussi de plus important, c'est d'empêcher pour l'instant une agression de l'ennemi extérieur.

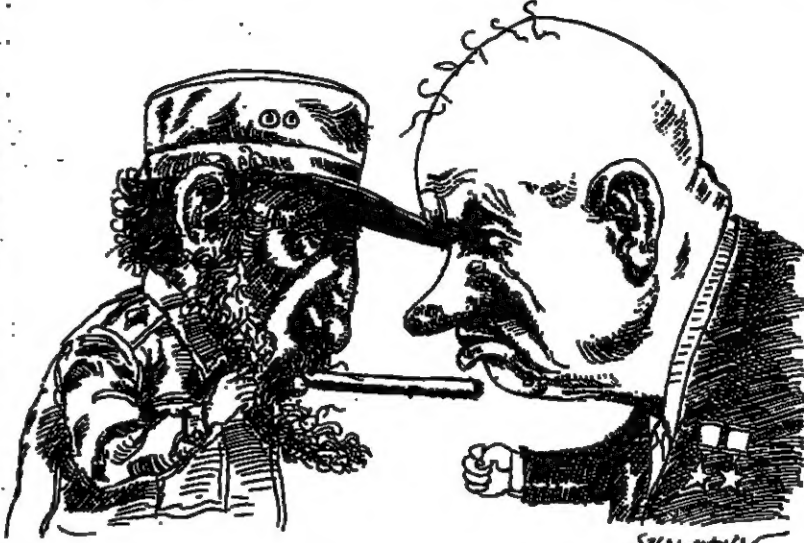
Nous considérons que l'agresseur a subi une défaite. Il se préparait à attaquer Cuba, mais nous l'avons arrêté et nous l'avons obligé à reconnaître devant l'opinion publique mondiale qu'il ne le fera pas au stade actuel. Nous considérons cela comme une grande victoire. Evidemment, les impérialistes ne cessent pas la lutte contre le communisme. Mais nous avons aussi nos projets et nous allons prendre nos décisions. Ce processus de lutte continuera tant qu'il existera dans le monde deux systèmes politico-sociaux, tant que l'un de ces deux systèmes, et nous savons que ce sera notre système communiste, n'aura pas triomphé dans le monde entier.

Camarade Fidel Castro, nous avons décidé de vous envoyer cette réponse la plus vite possible. Nous ferons une analyse plus détaillée de ce qui s'est passé dans une lettre que nous vous adresserons prochainement. Dans cette lettre, nous ferons une plus ample analyse de la situation et donnerons notre appréciation sur les résultats de l'élimination du conflit.

A présent, alors que commencent les conversations sur le règlement du conflit, nous vous demandons de nous communiquer vos considérations. De notre part, nous continuerons à vous informer sur le développement des conversations et à faire les consultations nécessaires.

Camarade Fidel Castro, nous vous souhaitons tout le succès possible, et je suis sûr que vous l'obtiendrez. Il y a encore des machinations contre vous. Mais, avec vous, nous prendrons toutes les mesures pour les démanteler et pour contribuer au renforcement et au développement de la Révolution cubaine.

N. KHROUCHCHEV
Le 30 octobre 1962



Donc, si nous faisons la comparaison : d'une part, l'agression des Etats-Unis et la guerre thermonucléaire, d'autre part, les engagements pris, les concessions en échange d'autres concessions, le maintien de l'inviolabilité de la République de Cuba et la prévention de la guerre mondiale, je pense que la conclusion est parfaitement claire.

Bien sûr, pour la défense de Cuba et des autres pays socialistes, nous ne pouvons pas avoir confiance dans le renouveau du gouvernement des Etats-Unis (de ne pas envahir Cuba). Nous avons adopté - et nous continuerons d'adopter - toutes les mesures pour renforcer notre défense

cubain ait l'assurance que nous sommes à ses côtés et que nous n'abandonnons pas notre responsabilité d'aider le peuple cubain ». Il est clair pour tout le monde que c'est, de notre part, un avertissement très sérieux adressé à l'ennemi.

Vous déclarez dans les meetings qu'on ne peut se fier aux Etats-Unis. Bien sûr, vous avez raison. Vos déclarations sur les conditions des pourparlers avec les Etats-Unis sont également correctes. Avoir obtenu au-dessus du territoire cubain un avion nord-américain a été une opération utile car elle s'est terminée sans complications. C'est une leçon pour les impérialistes. Bien entendu, nous

5. « Nous n'ignorons pas que nous aurions été exterminés en cas de guerre nucléaire »

Fidel Castro persiste et signe, dans le document suivant, reproduisant toujours à Khrouchtchev d'avoir accepté de retirer les fusées de ne pas avoir consulté à ce sujet. Il continue d'être part à estimer péremptoire sa suggestion d'un recours à l'arme nucléaire contre les Etats-Unis dans le cas d'une invasion de Cuba. Puis, après, il expose une manifestation à La Havane sur le thème « Nikita, ce qu'on donne ne se reprend pas ». Il s'opposera aussi à ce que des inspecteurs internationaux se rendent à Cuba pour vérifier le démantèlement des bases de fusées et continuera à militer à un long séjour à La Havane avant de se décider à laisser repartir les bombardiers stratégiques soviétiques, dont le retrait était également prévu dans l'accord Kennedy-Khrouchtchev.

Cher camarade Khrouchtchev, J'ai reçu votre lettre du 30 octobre. Selon vous, nous avons été consultés avant que soit adoptée la décision de retirer les projectiles stratégiques. Vous vous fondez sur les nouvelles alarmantes qui, selon vous, arrivaient de Cuba et sur mon dernier câble du 27 octobre. Je ne sais pas quelles sont les nouvelles que vous avez reçues, je réponds seulement du message que je vous ai envoyé la nuit du 26 octobre, reçu par vous le 27.

Ce que nous avons fait face aux événements, camarade Khrouchtchev, c'est de nous préparer et de nous disposer à lutter. A Cuba, il y a eu un seul type d'alerte : l'alerte en vue du combat. Quand, d'après nous, l'attaque impérialiste a été imminente, j'ai cru bon de vous le communiquer et d'alerter aussi bien le gouvernement que le commandement soviétique puisqu'il y avait avec nous pour défendre la République de Cuba contre une agression extérieure que nous n'étions pas en mesure d'empêcher mais contre laquelle nous pouvions résister.

Je vous ai indiqué que le moral de notre peuple était très élevé et que nous aurions résisté héroïquement à l'agression. A la fin du message je vous ai redit que nous attendions avec calme les événements.

Le danger ne pouvait nous impressionner car nous le sentions planer sur notre pays depuis longtemps et, en quelque sorte, nous y sommes habitués.

Les Soviétiques qui ont été surpris de nous savoir combats l'attitude de notre peuple a été admirable pendant cette crise et quelle grande fraternité s'est créée entre les hommes de nos deux peuples dans les heures décisives. Beaucoup de Cubains et de Soviétiques, qui étaient prêts à mourir avec le maximum de dignité, ont versé des larmes quand ils ont appris la décision surprenante, inattendue et pratiquement inconditionnelle de retirer les armes.

Vous ne savez peut-être pas jusqu'à quel point le peuple cubain était prêt à accomplir son devoir envers la patrie et l'humanité.

Je n'ignorais pas, lorsque je les ai écrits, que les termes de ma lettre pourraient être mal interprétés par vous et c'est ce qui est arrivé : peut-être parce que vous ne les avez pas lus attentivement ; peut-être à cause de la traduction ; peut-être parce que j'ai voulu dire beaucoup en trop peu de lignes. Cependant, je n'ai pas hésité à le faire. Croyez-vous, camarade Khrouchtchev, que nous pensions égarément à nous, à notre peuple, disposés à s'immoler, non de façon inconsciente, mais en toute connaissance du risque encouru ?

Non, camarade Khrouchtchev, peu de fois dans l'histoire et je pourrais même dire jamais, car jamais aucun peuple n'a eu un danger pareil, un peuple n'a été prêt à lutter et à mourir avec un sens si universel de son devoir.

Nous savions, ne croyez pas que nous l'ignorions, que nous aurions été exterminés ; comme vous l'insinuez dans votre lettre, au cas où la guerre thermonucléaire aurait éclaté. Cela ne nous a pas empêchés pour autant de vous demander de retirer les projectiles, à vous demander de céder. Est-ce que vous croyez par hasard que nous souhai- rions cette guerre ? Mais, comment l'éviter si l'invasion se produisait ? Précisément, cette possibilité existait, l'impérialisme bloquait toute

solution et ses exigences, de notre point de vue, étaient inacceptables pour l'URSS et Cuba.

Et si le fait se produisait, que faire des fous qui avaient déclenché la guerre ? Vous-même, vous avez affirmé que, dans les conditions actuelles la guerre deviendrait, inévitablement, très vite une guerre thermonucléaire.

Selon moi, une fois l'agression déclenchée, on ne doit pas accorder aux agresseurs le privilège de décider, en outre, de l'utilisation de l'arme nucléaire. Le pouvoir destructif de cette arme est si grand et la vitesse des moyens de lancement est telle que le premier utilisateur de l'arme nucléaire peut bénéficier au départ d'un avantage considérable.

Et moi, je ne vous ai pas suggéré, camarade Khrouchtchev, que l'URSS fût l'agresseur, car cela aurait été plus qu'incorrect, cela aurait été immoral et indigne de ma part. Mais j'ai proposé que, si l'impérialisme attaquerait Cuba et les forces militaires de l'URSS stationnées à Cuba et destinées à aider notre défense en cas d'attaque extérieure, devenant par là même agresseur de Cuba et de l'URSS, on réponde par un coup capable de l'anéantir.

Chacun a ses opinions et moi, je soutiens la mienne sur le caractère dangereux des cercles agressifs du Pentagone et sur leur tendance à vouloir déclencher un coup préventif. Je ne vous ai pas suggéré, camarade Khrouchtchev, que l'URSS passât à l'attaque alors qu'un état encore au milieu de la crise, ce que l'on pourrait déduire de votre lettre, mais qu'après l'attaque impérialiste l'URSS agit sans hésitation, sans jamais commettre l'erreur de laisser se créer une situation dans laquelle les ennemis porteraient contre elle le premier coup nucléaire. Et dans ce sens, camarade Khrouchtchev, je maintiens mon point de vue, car je pense qu'il s'agit d'une appréciation réelle et juste d'une situation bien précise. Vous pouvez me convaincre que je me trompe, mais vous ne pouvez pas me dire que je me trompe sans me convaincre.

Je sais que c'est un sujet si délicat

Castro, Khrouchtchev et l'apocalypse

Suite de la première page

Conscient d'avoir perdu la folle partie de poker entamée avec l'envoi des fusées à Cuba (elles ont été découvertes avant d'être opérationnelles), Khrouchtchev ne résiste pas longtemps aux pressions américaines, n'en dit rien à Castro qui pourrait tenter de faire échouer un accord et accepte de retirer ses armes en échange de la promesse américaine de ne pas envahir Cuba. Rien ne prouve, dans cette correspondance, que Khrouchtchev ait longtemps essayé d'obtenir un « bonus », c'est-à-dire le retrait de Turquie des fusées américaines qui menaçaient l'URSS mais qui étaient devenues obsolètes et inutilis.

Malgré ses rodododantes, « M. K. » savait qu'une guerre nucléaire ne laisserait ni vainqueurs ni vaincus - simplement une planète vitrifiée. Comme vont le faire ses successeurs, il a intégré le concept de la dissuasion en vertu duquel l'arme nucléaire n'est efficace qu'à condition de ne pas servir. Le dût être logique et l'anti-américanisme viscéral de Castro (qui a dû se battre, un an avant, pour repousser la tentative de débarquement de la Baie des Cochons) lui interdisent une telle démarche de bon sens et lui font accepter « héroïquement » la perspective de l'apocalypse pour son peuple et pour bien d'autres.

L'intérêt de cette correspondance, qui illustre d'une manière fascinante, et de l'intérieur, le plus dangereux des crises de la guerre froide, n'est pas qu'historique. Il est tout à fait actuel, alors que l'équilibre Est-

Ouest, basé justement sur la dissuasion et le sens des responsabilités (et de leur intérêt) des super-puissances, est rompu. Ce dossier pose le délicat problème de la dissuasion de l'arme nucléaire, de sa prolifération hors du cercle des « Grands ».

L'opposition de deux logiques

Il n'est pas possible, au vu des lettres de Fidel Castro, de ne pas se demander où en serait aujourd'hui la scène proche-orientale si Saddam Hussein disposait déjà de l'arme nucléaire. De ne pas s'interroger sur les risques que représenteront demain des arsenaux nucléaires maniés non seulement à Bagdad, mais en Inde, au Pakistan, dans toutes ces régions où la passion étrange la raison et peut conduire au suicide collectif.

Le danger est d'autant plus inquiétant que les dirigeants du Sud se retrouvent sans « parrains », que certains considèrent le nucléaire comme le prolongement des armements classiques et violent dans la dissuasion nucléaire la preuve d'un sombre complot entre « Blancs ».

Le dialogue Castro-Khrouchtchev est éloquent à cet égard, puisqu'il illustre deux logiques diamétralement opposées : l'inquiétude du « patron » voyant son « client » en quête d'émancipation et faisant tout pour le contrecarrer, la colère du « client » ne parvenant pas à contrôler les joies de mort imprudemment mis à sa portée et pestant d'être maintenu hors du jeu.

JACQUES AMALRIC

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous proposez une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

LA CRISE DU GOLFE

La visite du président américain en Arabie saoudite

M. Bush « sur le front »

A l'issue de sa visite en Arabie saoudite, où il a passé le Thanksgiving Day avec les forces américaines déployées dans le Golfe, M. George Bush s'est rendu, jeudi soir 22 novembre, au Caire où il devait s'entretenir avec le président Hosni Moubarak avant de gagner Genève vendredi pour y rencontrer le président syrien Hafez El Assad.

DAHRAN

de nos envoyés spéciaux

Mission accomplie pour le président Bush, même si la cérémonie du Thanksgiving Day, célébrée dans cette ville du sud-ouest saoudite, n'était que le point culminant de sa tournée en Europe et au Proche-Orient.

Bains de foule, bains de sueur, accolades avec des soldats saoudiens et décontractés : c'était M. Bush dans le genre où il est le meilleur, celui d'un président familier, d'un homme qui a le contact facile, d'un homme qui a la bouteille et parle la bouche pleine. Un prési-

dent qui laisse les soldats du rang, blancs ou noirs, hommes ou femmes, lui passer le bras autour des épaules, hincra de se faire photographier avec lui et qui signe des autographes sur une balle de baseball. Un chef d'Etat qui peut se prévaloir d'avoir, lui aussi, été un soldat en mission un jour de Thanksgiving - c'était en 1944 à bord d'un porte-avions au large des Philippines. Enfin, un homme qui a l'avantage d'être assez grand pour qu'on le voie toujours, dans cette foule en uniforme où, pour ne pas gêner l'atmosphère et les images de la télévision, les hommes de la sécurité rapprochée avaient, eux aussi, revêtu le tréfil.

Le verbe, cependant, n'était pas tout à fait à la hauteur, et plutôt répété (quatre discours pour cette seule journée). M. Bush a réitéré ses mises en garde à l'égard de l'Irak, sur le ton éternel qu'imposent les circonstances : « Saddam commet l'erreur de sa vie, s'il confond une grande menace et une grande patience avec un manque de résolution. (...) » « Nous ne sommes pas ici en

manoeuvres ». Mais il dira aussi « bénis soient les hommes de paix » à l'issue d'un office religieux célébré sur le bâtiment amiral de la flotte de débarquement, ancré à un peu plus de douze milles des côtes saoudiennes, pour éviter tout malentendu avec un pays où toute pratique religieuse autre que l'islam est interdite.

Distribution de masques à gaz

Sécurité oblige, les emplacements précis des unités auxiliaires M. Bush a rendu visite n'ont pas été révélés, mais il ne s'est toutefois pas approché à moins de 120 kilomètres de la frontière (il n'y a pas de troupes américaines « en première ligne »). Pour donner un peu plus de piment à l'affaire, on avait distribué des masques à gaz à la poignée de journalistes autorisés à suivre le président. Mais, comme en convenait le général Schwarzkopf, commandant en chef des troupes américaines dans la région, M. Bush ne courait aucun danger, d'autant que le surveillance aérienne avait encore été renforcée. Les soldats étaient visi-

blement heureux de la visite du président et de ses chaudes paroles d'encouragement. Mais ils restaient tout aussi incertains quant à l'avenir et à leur avenir (« Nous resterons sans doute ici jusqu'à la fin, quel que soit le sens de ce mot », expliquait un sergent des marines).

Et, au terme de cette belle journée, les problèmes politiques du président restaient entiers. Le leader de la majorité démocrate au Sénat, M. Mitchell, qui, avec les autres dirigeants du Congrès, accompagnait M. Bush, l'a rappelé sans équivoque : « Il existe un large soutien des deux partis pour la politique définie par le président au moment du déploiement en Arabie saoudite et pour la mission telle que le président l'a décrite au moment de ce déploiement initial. Or, de tous évidence, on n'en est plus là. M. Bush n'est donc pas au bout de ses peines, s'il entend vraiment persuader le Congrès - et l'opinion - qu'il faudra se résoudre un jour à passer de la défense à l'attaque. »

JAN KRAUZE et FRANÇOISE CHIPAUX

Londres a annoncé l'envoi de 14 000 hommes supplémentaires

Le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 22 novembre, l'envoi dans le Golfe de 14 000 soldats supplémentaires, ce qui doublera quasiment les effectifs britanniques dans la région en les portant à 30 000 hommes. Une brigade d'infanterie blindée - 60 chars Challenger - et un bataillon d'infanterie équipée de véhicules blindés de combat Warrior, ainsi que des troupes de soutien, rejoindront la 7^e brigade blindée dans le nord-est de l'Arabie saoudite, a indiqué le ministre de la défense, M. Tom King.

Des chasseurs-bombardiers supplémentaires et deux chasseurs de mines partiront également pour le Golfe. Depuis le début de la crise du Golfe, la Grande-Bretagne a déployé environ 16 000 hommes dans la région - dont les « rats du désert » de la 7^e brigade - ainsi que 14 navires et cinq escadrons de chasseurs-bombardiers.

Au Koweït, les forces irakiennes ont, elles, eu droit à une inspection menée « sur le front » par le président Saddam Hussein, qui s'est également rendu dans la province de Basorah - à laquelle les Irakiens ont rattaché une partie de l'émirat. La télévision irakienne a

largement couvert l'événement, montrant M. Saddam Hussein en train de s'entretenir avec les soldats des deuxième et quatrième corps d'armée ainsi qu'avec ceux de la garde présidentielle, qualifiés par le commentateur d'« hommes des missions difficiles ». Ce voyage du chef de l'Etat intervient après l'annonce par Bagdad de l'envoi de 250 000 hommes de plus au Koweït et dans le sud de l'Irak. Ces renforts doivent porter à quelque 700 000 le nombre de soldats irakiens qui font face à la coalition internationale déployée dans le Golfe.

M. Baker au Yémen

A Sanaa, où l'a notamment mené sa quête d'un soutien au vote d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours à la force contre l'Irak, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a reçu un accueil plutôt mitigé. Le Yémen, seul membre arabe du Conseil de sécurité (dont il doit prendre la présidence en décembre), a ainsi fait savoir jeudi qu'il était hostile à la présence de forces étrangères dans le Golfe et qu'il s'opposerait à l'emploi de la force contre l'Irak. Le président Ali Abdallah Saleh a notamment estimé, à l'issue de ses entretiens avec M. Baker, qu'il ne pouvait pas soutenir la stratégie américaine. « Nous avons certaines divergences d'opinion sur la façon de résoudre la crise du Golfe », a-t-il dit lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de la diplomatie américaine. Celui-ci a, de son côté, reconnu l'existence de « divergences sur certains points ».

M. Baker avait été précédé à Sanaa par le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, venu porter un message de M. Saddam Hussein au président Abdallah Saleh. M. Aziz s'est ensuite rendu à Oman. (AFP, Reuters.)

Une délégation de parlementaires suisses a ramené trente-six otages européens

BERNE

de notre correspondant

C'est avec un soulagement mêlé d'émotion pour huit ressortissants suisses toujours retenus à Bagdad qu'une délégation non officielle de cinq parlementaires helvétiques est arrivée, jeudi 22 novembre, à l'aéroport de Zurich, en compagnie de seize de leurs compatriotes et de vingt autres otages européens, libérés par l'Irak : quatre Français, quatre Suédois, quatre Allemands, quatre Néerlandais, deux Belges et deux Britanniques.

Signe du malaise suscité par cette

délégation composée de députés contestés dans leur propre parti, aucun représentant du Conseil fédéral ne s'était déplacé pour l'accueillir. Tout en se félicitant de cette libération, Berne a tenu à faire savoir qu'elle ne perdait pas de vue que d'autres Suisses restaient détenus et elle renouvèle son appel à Bagdad de laisser partir tous les étrangers retenus contre leur gré immédiatement et sans conditions.

N'ayant nullement l'intention de se départir de sa fermeté, Berne a rappelé qu'il ne saurait y avoir de marchandage avec M. Saddam Hussein.

J.-C. B.

Pékin et Moscou appellent Bagdad à se retirer du Koweït « le plus tôt possible »

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine et l'URSS ont lancé, vendredi 23 novembre, un nouvel et pressant appel à l'Irak à se retirer « le plus tôt possible » du Koweït, dont ils ont condamné l'invasion, à l'issue d'une conversation « privée » de leurs ministres des affaires étrangères à Ouroumsi, chef-lieu du Xinjiang, région frontalière de l'URSS.

M. Edouard Chevardnadze était arrivé le matin même de Paris, pour y être rejoint par M. Qian Qishan (le Monde du 23 novembre). La rencontre n'avait pas été annoncée à l'avance, mais

Pékin l'a présentée comme la manifestation d'un dialogue normal sino-soviétique après un grand sommet international.

L'agence Chine nouvelle a fait état d'un « consensus d'opinion » au sujet de l'Irak. Mais, en mentionnant l'existence de « nombreux points d'accord », elle laisse entendre qu'il n'y a pas complète identité de vues. La veille, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères avait clairement cherché à tempérer dans l'hypothèse d'une action militaire contre l'Irak. Abordant de sa propre initiative la position de la Chine sur une résolution éventuelle du Conseil de sécurité des Nations unies

autorisant le recours à la force, il avait noté que « jusqu'à présent, aucun membre [du Conseil] n'a proposé un tel projet de résolution ; ceci est une question très grave et très complexe, dont les répercussions sont considérables ; il convient donc de la peser avec le plus grand soin et de s'abstenir de toute précipitation ». Il avait appelé que tout devait être fait pour préserver le dialogue et l'esprit de paix. La rencontre d'Ouroumsi aura permis à la Chine de sonder les intentions de Moscou, de manière à déterminer combien de temps elle pourrait maintenir une ambigüité sur ses intentions en cas d'épreuve de force dans le Golfe. (P. B.)

M. Joseph Luns va se rendre en Irak pour une mission « humanitaire »

LA HAYE

de notre correspondant

Mettant fin à neuf jours de réflexion, les partis politiques néerlandais ont, jeudi 22 novembre, donné le feu vert à l'envoi à Bagdad d'un émissaire pour obtenir « la libération d'otages néerlandais, de tous les Néerlandais et, si possible, de tous les otages quelle que soit leur nationalité ». Tel est l'objectif de la mission confiée à M. Joseph Luns, et à lui seul : « La délégation » se limitera à une secrétaire et un interprète.

Toujours viv malgré ses soixante-dix-neuf ans, M. Luns a été le visage des Pays-Bas sur la scène internationale de 1952 à 1984, d'abord en tant que ministre des affaires étrangères, ensuite comme secrétaire général de l'OTAN. Il jouit toujours d'un prestige international que les familles des otages lui demandaient depuis des semaines d'utiliser. D'autant que les seize Néerlandais jusqu'à présent libérés sont rentrés dans les bagages de missions étrangères (celles de MM. Brandt, Ziegler et Le Pen). Pas question pour autant de passer sous les fourches caudines de Bagdad : ce voyage a un but strictement « humanitaire » et l'ancien ministre ne négociera rien sur place.

C. C.

M. Marchais : « On peut négocier. » - Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a déclaré, jeudi 22 novembre, à l'Elysée, à l'issue d'un entretien de quarante-cinq minutes avec M. François Mitterrand consacré à la crise du Golfe, que le chef de l'Etat ne l'avait ni « rassuré » ni « convaincu ». M. Marchais - qui a affirmé que la conversation avait « exclusivement » porté sur cette question - a notamment exprimé son total désaccord avec la décision, qu'il a attribuée au président de la République, de voter à l'ONU une résolution « qui autoriserait le recours à la force contre l'Irak ». Invité à préciser s'il considérait le retrait des forces irakiennes du Koweït et la libération des otages comme un préalable à une négociation, M. Marchais a répondu : « Je pense qu'on peut négocier. Directement avec l'Irak ou, surtout, je crois que la France doit faire un effort pour que le monde arabe lui-même intervienne dans cette affaire et contribue à la recherche d'une solution politique ».

Le retour de M. Le Pen et de « ses » ex-otages a été privé de son « arrivée triomphale »

M. Jean-Marie Le Pen a été privé de son « arrivée triomphale » prévue à Strasbourg. C'est finalement sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse que, de retour de Bagdad, le président du Front national et les ex-otages qu'il ramenait d'Irak ont atterri, jeudi 22 novembre, à bord d'un Boeing 727 des Iraqi Airways. Le gouvernement, en accord avec le maire socialiste de la ville, n'avait pas autorisé, en effet, l'atterrissage de cet avion à Strasbourg.

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

A peine entré dans le hall d'arrivée, M. Le Pen s'est empressé de dénoncer « l'acte de piraterie du gouvernement », avant de dénoncer « la république de pourris empiétrees dans les scandales financiers ». Toutes ces amabilités ont été lancées devant une banderole sur laquelle était inscrit « Bravo Le Pen ! » et entourée de drapeaux français et européens.

Le président du Front national a, toutefois, changé de ton lorsque il s'est agi d'évoquer la politique de M. Saddam Hussein. Il a souligné « la tristesse » du président irakien devant « la médiocrité des relations avec la France » et s'est inquiété des effets de l'embargo sur la nutrition et la santé des populations civiles en Irak, y compris sur celles des otages encore détenus dans ce pays ainsi qu'au Koweït. Il a, une fois de plus, stigmatisé l'attitude des gouvernements des Douze, dont « le rôle devrait consister à conseiller au président Bush de revenir sur son erreur ». Et le leader du FN a conclu : « La seule porte de sortie honorable pour Washington est la négociation avec Bagdad ».

Quant aux otages qu'il a « libérés », M. Le Pen ne voulait pas en faire la « complaisance ». Après s'être montré très précis sur le nombre de visas obtenus (quatre-vingt-cinq) auprès du gouverne-

ment de Bagdad, il a longuement hésité avant de donner quelques indications sur les personnes qui ont voyagé avec lui. Après consultation de son entourage, il a finalement consenti à donner le nombre de soixante-trois. M. Le Pen a assuré que certains avaient préféré prendre un autre vol, notamment un avion affrété par Swissair. Plus précis, la police de l'air et des frontières ainsi qu'un responsable de la préfecture ont révisé ce chiffre en baisse : cinquante-cinq personnes dont vingt et un Britanniques, quatorze Italiens, sept Allemands, trois Danois, trois Irlandais, deux Belges, deux Grecs, deux Néerlandais et un Suisse.

Une compatibilité hésitante

En réalité, peu d'ex-otages - une douzaine - ont débouché dans le hall de l'aéroport à la suite de la délégation des Droites européennes que conduisait M. Le Pen : un Britannique, qui a refusé de s'exprimer; des Belges, gens d'admettre qu'ils devaient leur libération à M. Le Pen; des Allemands, qui, eux, ne cachent pas leur joie et qui se préoccupaient peu de savoir à qui ils devaient la possibilité de revenir chez eux. Il est vrai que Bâle-Mulhouse est une destination internationale et que certains pouvaient attendre une correspondance pour leur pays d'origine, que les Suisses devaient sortir du côté helvétique de l'aéroport et qu'un avion de l'armée italienne attendait les ressortissants transalpins.

M. Le Pen est finalement arrivé au Parlement européen sans aucun des otages libérés. Dès son entrée dans le palais de l'Europe, le président du FN a lancé une diatribe contre ses pairs : « Ce sont des envieux et des impuissants qui auraient dû faire comme moi et, aujourd'hui, il n'y aurait plus d'otages en Irak ». La conférence de presse qui a suivi n'a pas attiré les foules. Il faut dire que tout le monde était épuisé par une journée de commentaires sur la démission de « la Dame de fer ».

MARCEL SCOTTO

EUROPE

M. Walesa grand favori de l'élection en Pologne

Suite de la première page

Hormis le phénomène Tyminski, contre lequel la plupart des candidats et la presse ont fait front et réagi très sagement, cette première campagne électorale présidentielle libre s'est terminée plutôt mieux qu'elle n'avait commencé, avec davantage d'appels à la raison qu'aux instincts des électeurs et la mise en veilleuse des attaques personnelles.

Le sort a voulu que le dernier à s'exprimer sur les ondes, jeudi soir, fut aussi le grand favori, M. Lech Walesa. Rendu public une heure plus tôt à la télévision, le dernier sondage avant le premier tour, dimanche, le crédite de 38 % des intentions de vote contre 23 % à M. Mazowiecki, 17 % à M. Tyminski, 6 % à l'ex-communiste Włodzimierz Cimoszewicz, 5 % au candidat paysan Roman Bartoszcze et 2 % à celui de la droite nationaliste (KPN), M. Leszek Moczulski. Bien que les sondages se soient révélés très peu fiables jusqu'ici en Pologne, les états-majors électoraux penchent à peu près d'accord sur l'inséparabilité d'un second tour, prévu le 9 décembre, qui verra alors seuler, face à face, MM. Walesa et Mazowiecki : aucun des quatre candidats n'ayant encore fait clairement connaître ses positions sur d'éventuels reports de voix, les chances du premier ministre face au président de Solidarité dépendaient alors de l'ampleur de l'écart qui les sépare.

Les « Miss Pologne »

Sobre pour une fois, grave et quasi présidentiel, M. Walesa a clos son dernier clip télévisé par une petite allocution sur la nécessité de « passer dans la sagesse commune ». « Je veux dire que vous êtes sages, vous êtes sages. Cette élection revêt une importance historique, a-t-il ajouté. Choisissez celui que vous pensez être le meilleur pour la Pologne ». Les experts diront peut-être un jour ce qui aura pesé le plus lourd dans cette élection, la solennité du ton de M. Walesa, les images d'archives le montrant en compagnie de M. Thatcher, de M. Mitterrand, de M. Bush et du pape, les déclarations d'allégeance d'intellectuels et d'artistes, les photos de l'époque glo-

rieuse de Solidarité ou l'intervention dévastatrice de Nastasia Kiniski susurrant : « Lech, you are a fantastic man », avant d'envoyer des baisers qui ont duré plus longtemps qu'en Pologne, non anglophones que les meilleurs traducteurs.

A côté, l'équipe des « Miss Pologne », raménées, mercredi soir, pour escorte M. Mazowiecki à son dernier meeting public à Varsovie, faisait pâle figure. Mais M. Mazowiecki n'avait que faire des « Miss Pologne » car il prononce à son meilleur discours de la campagne.

Convergences

Un discours conciliant dans lequel il disait enfin sa « fermeté » d'avoir fait ce que son gouvernement a réalisé depuis plus d'un an et sa foi de pouvoir continuer sur la même voie. « La Pologne est aujourd'hui un pays de gens libres, s'écria-t-il. Nous avons retrouvé notre indépendance, notre souveraineté, nous sommes en train de créer un Etat des citoyens, moderne. Nous avons mis en œuvre un programme économique très difficile et cette ligne, dans son ensemble, a reçu l'approbation de la société. Voilà le grand phénomène polonais de ces derniers mois. Nous avons posé les fondations de la nouvelle Pologne et c'est sur elles qu'il faut poursuivre la construction de cette nouvelle maison pour les futures générations, une maison ouverte où il y aura de la place pour tous les Polonais ».

Judi soir, une présentation télévisée habile sur aussi mettre en valeur les atouts du candidat Mazowiecki, au lieu de souligner, comme cela avait souvent été le cas, les défauts de son rival Walesa. Très habillé par le retard pris au début de la campagne, quand M. Walesa couvrait quatorze mille kilomètres et tenait trente meetings, le parcours électoral du premier ministre s'est un peu amoindri en fin de course. « En mars, nous serons imbattables », ironisa un de ses adjoints.

Ce fut aussi une campagne modeste, sans gadget ni aide occasionnelle, au moyen d'affiches simples : « Walesa, oui ! » d'un côté, « Mazowiecki, la force tranquille », de l'autre. Des convergences sont apparues en cours de route entre les deux camps, comme la volonté de garder

le même cap économique, celui du plan Balcerowicz - « du nom du vice-premier ministre de M. Mazowiecki, dont on dit qu'il continuerait à servir sous le président Walesa - ou encore la nécessité, martelée par M. Walesa et admise par M. Mazowiecki, de faire participer plus activement la population aux transformations en cours.

Ces zones de convergence incitent certains experts, comme le conseiller de M. Walesa Andrzej Miodowski, à évoquer la possibilité d'une « cohabitation » à la polonoise. Mais la campagne électorale a fait aussi éclater au grand jour de profonds clivages. L'attitude à l'égard des anciens communistes, par exemple : M. Walesa et ses partisans ont préché en la matière une ligne dure, réclamant que « les comptes soient réglés », alors que M. Mazowiecki s'est fait applaudir en déclarant : « Les responsables [des abus passés] seront jugés selon le droit en vigueur, mais il n'y aura pas de chasse aux sorcières. On ne bâtit pas un programme politique sur la haine ». Les attaques contre les intellectuels lancées dans le camp Walesa, où l'on a également laissé se manifester des courants nationalistes et d'intolérance, sont une autre ligne de division. Le risque existe, en outre, de voir ces divisions s'aggraver dans la mesure où, après l'élection présidentielle, la Pologne devrait se replonger assez rapidement dans une nouvelle campagne, cette fois pour les élections parlementaires. Pour l'heure, M. Mazowiecki lui-même se veut optimiste, car « la société polonaise, à des moments divers, a su faire preuve de sagesse. Il est encore temps de ressouder ce qui a été défilé, à condition que nous soyons conscients de la nécessité de coopérer sur les intérêts fondamentaux de la Pologne ».

SYLVIE KAUFFMANN

BULGARIE : Nouvelles manifestations. - Plus de vingt mille personnes ont manifesté, jeudi 22 novembre, devant le Parlement pour exiger la démission du premier ministre, M. Andreï Loukanov, (PSB, ex-communiste). L'opposition a déposé sous sa part une motion de censure contre le gouvernement et la puissante confédération syndicale indépendante Potkrepa a menacé d'organiser une grève générale en cas où le gouvernement ne démissionnerait pas avant lundi prochain. (Reuters.)

Handwritten stamp: 15/11/90

Londres a annoncé l'envoi
4 000 hommes supplémentaires

Handwritten notes and small text fragments on the left margin.

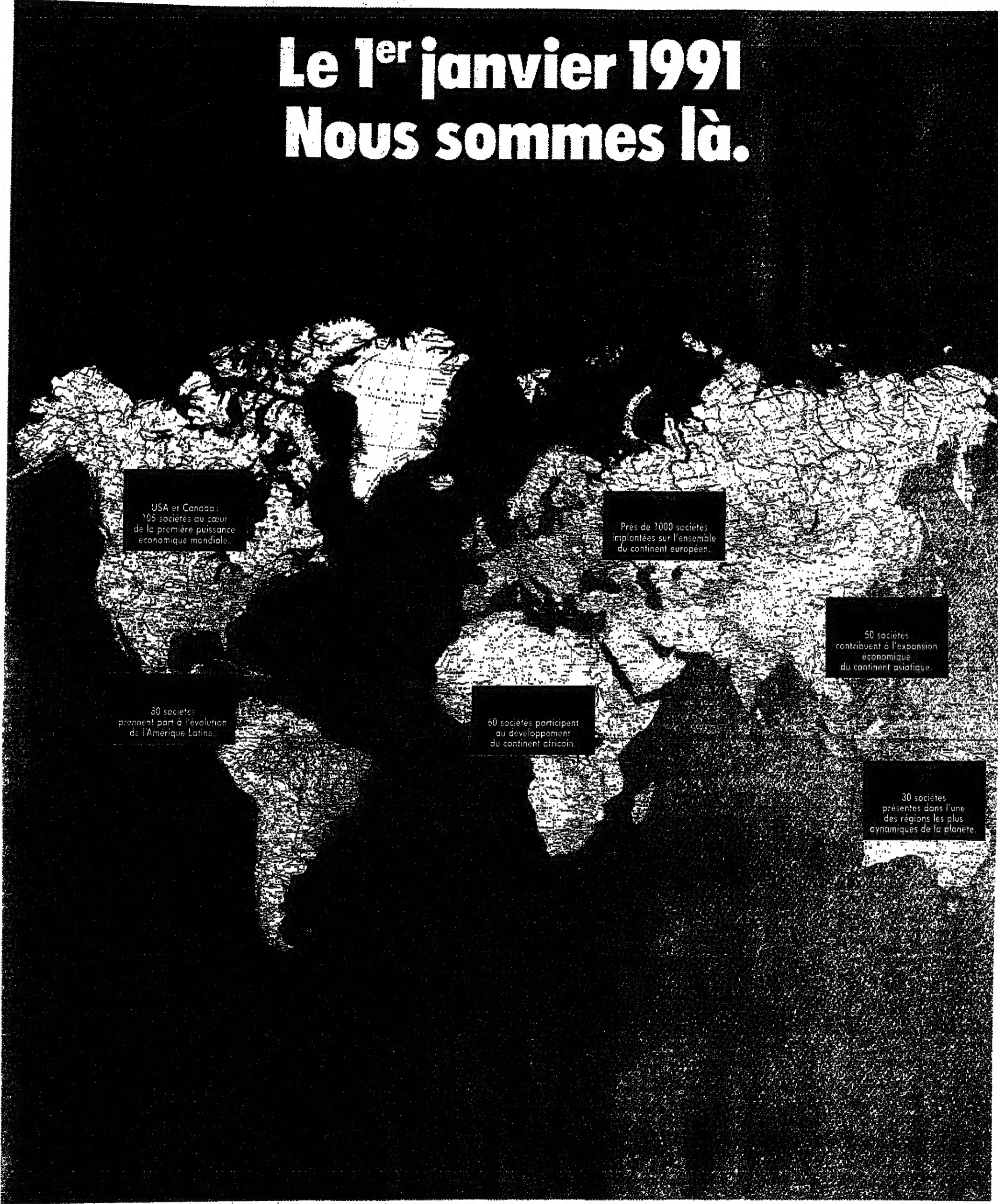
1. Suite
2. 1990

possible

EUROPE

l'avenir
plage

Le 1^{er} janvier 1991 Nous sommes là.



Le 1^{er} janvier 1991, nous sommes là. Sur tous les continents, dans plus de 100 pays. A vrai dire, dans nombre d'entre eux, notre présence est si ancienne que nous faisons partie de leur histoire. Mais nous avons beau être le premier industriel mondial des systèmes de communication, un leader international dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'ingénierie électrique et des services associés, notre

nom est méconnu. Même si notre chiffre d'affaires de 144 milliards de francs en 1989 fait de nous l'un des premiers groupes industriels mondiaux, même si chaque jour notre groupe facilite la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers la planète. Aussi, à partir du 1^{er} janvier 1991, nous aurons un nom à la hauteur de ce que nous sommes. CGE deviendra Alcatel Alsthom.

**ALCATEL
ALSTHOM**

Alcatel Alsthom, 54, rue La Boétie 75008 Paris

HDM
© KUMARLY + PREY

Regrets à Washington et à Moscou, courtoisie à Paris

Dans le cortège de réactions suscitées par la démission de M^{me} Thatcher, rares sont les fausses notes, car, même chez ceux qui avaient eu avec elle des relations abrasives, elle suscitait une certaine admiration.

Ainsi, le président portugais, M. Mario Soares, a estimé que sa démission représentait « un tournant significatif dans l'histoire contemporaine du Royaume-Uni et de l'Europe ». Mais « son opposition systématique aux progrès de la Communauté européenne (...) a fini par créer chez ses propres partisans le sentiment que le Royaume-Uni était en train de perdre du prestige auprès de ses partenaires communautaires ».

Les dirigeants européens, mettant sous le boisseau leurs divergences, tressent des lauriers au premier ministre démissionnaire. Le chef du gouvernement irlandais, M. Haughey, a parlé d'années

« historiques ». Son homologue belge, M. Martens, a estimé qu'elle « a pris courageusement position en des moments critiques et a marqué une époque de l'histoire contemporaine de son pays » ; ce qui ne l'a pas empêché d'espérer que ce départ « amènera un changement », c'est-à-dire que « nous pourrions progresser plus vite dans la construction de l'unité européenne ».

A La Haye, le premier ministre et le ministre néerlandais des affaires étrangères ont souligné que « M^{me} Thatcher, pendant les nombreuses années où elle a imprimé sa marque à la politique du Royaume-Uni (...), n'a jamais hésité à prendre les décisions difficiles qu'elle estimait être dans l'intérêt de son pays ». Le chef du gouvernement canadien, pour sa part, rendu hommage à la « fermeté de ses principes », celui d'Australie à son courage, et le nouveau premier ministre

conservateur néo-zélandais lui a souhaité un successeur « aussi vigoureux et déterminé ».

En Afrique du Sud, écrit notre correspondant à Johannesburg, Frédéric Fritscher, la démission du plus ardent défenseur de la politique sud-africaine au sein des pays occidentaux ne pouvait laisser M. De Klerk indifférent. Le président de Pretoria lui a rendu hommage à une personnalité qui a toujours eu « le courage de ses convictions » et a su « résister aux multiples pressions visant à imposer des punitions à l'Afrique du Sud ». Le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a, d'une certaine manière, rendu hommage à M^{me} Thatcher, que « nous devons remercier bien que stratégiquement elle n'ait jamais été de notre côté ».

Au Japon, le premier ministre, M. Kaifu, a salué le « leadership » de la « Dame de fer » qui a permis de « naviguer » la Grande-Bretagne. Il ne fait guère

de doute que la démission de M^{me} Thatcher, qui s'était toujours fait le défenseur des investissements japonais dans le Royaume-Uni, devrait être vivement regrettée par les industriels nippons.

En Israël, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a affirmé que son pays « ressent un moment de tristesse, car nous connaissons tous cette personnalité spéciale, qui a fait beaucoup de choses et était un dirigeant exceptionnel ». « Elle avait certainement une logique et un caractère de fer », a déclaré le chef du parti travailliste, M. Pères.

La colonel Kadhaï, comme à son habitude, a haussé le ton pour réclamer la mise en jugement de la « Dame de fer » pour le meurtre d'enfants. Il l'a accusé d'avoir « transformé la Grande-Bretagne en un port-avion pour les appareils américains qui ont bombardé Tripoli en 1986 et d'avoir tué en les affamant les enfants d'Irlande du nord et ceux des mineurs britanniques ».

Onze années de « thatchérisme »

Suite de la première page

Elle a donc le sentiment de ne devoir qu'à elle-même son extraordinaire carrière et n'a, contrairement à d'autres dirigeants conservateurs d'origine plus aisée, aucun complexe vis-à-vis de ceux qui ont moins bien réussi. Conformément à la doctrine méthodiste, Dieu bénit les entreprises de celui qui commence par s'aider lui-même.

Elle n'a jamais varié là-dessus. Ce n'est pas, selon elle, le rôle de l'Etat de chercher à instaurer le paradis sur terre ni de procéder à une redistribution des richesses qui pénalise l'audace et l'industrie au profit

de la paresse ou de l'incompétent. L'Etat-Providence, progressivement mis en place après la seconde guerre mondiale aussi bien par les travaillistes que par les conservateurs, n'a pas eu d'adversaire plus résolu que la fille de l'épicerie de Grantham.

Elle a rompu avec le consensus ambiant qui, dépassant les oppositions de parti, était celui du pays tout entier depuis 1945. Celui-ci était largement dû à la guerre. « Ceux d'en haut » étaient conscients des sacrifices consentis par la population laborieuse. L'aristocratie, influente dans le Parti conservateur, partageait plus volontiers le pouvoir politique avec les dirigeants syndicaux issus de l'élite de la classe ouvrière, noyau du Parti travailliste, qu'avec une petite bourgeoisie facilement qualifiée d'aristocrate. Portant le haut-de-forme ou la casquette, chacun était ainsi à sa place.

Les deux communiqués

La démission de M^{me} Thatcher a été annoncée simultanément par deux communiqués. Le premier a été publié par le 10 Downing Street, résidence officielle du chef du gouvernement britannique. « Le premier ministre, indique-t-il, a informé la reine qu'elle ne participerait pas au deuxième tour de scrutin de l'élection pour le leadership du Parti conservateur et qu'elle avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre dès qu'un nouveau leader du parti conservateur aura été élu ».

Le deuxième texte émane de M^{me} Thatcher en personne. « Ayant largement consulté mes collègues », déclare-t-elle, « j'ai conclu que l'unité du parti et l'éventualité d'une victoire à une consultation générale seraient meilleures si je me retirais afin de permettre à mes collègues du cabinet de participer à l'élection pour le leadership. Je voudrais remercier tous ceux qui, dans le gouvernement et ailleurs, m'ont apporté tout leur soutien ».

du parrainage ou de l'incompétent. L'Etat-Providence, progressivement mis en place après la seconde guerre mondiale aussi bien par les travaillistes que par les conservateurs, n'a pas eu d'adversaire plus résolu que la fille de l'épicerie de Grantham.

Elle a rompu avec le consensus ambiant qui, dépassant les oppositions de parti, était celui du pays tout entier depuis 1945. Celui-ci était largement dû à la guerre.

« Ceux d'en haut » étaient conscients des sacrifices consentis par la population laborieuse. L'aristocratie, influente dans le Parti conservateur, partageait plus volontiers le pouvoir politique avec les dirigeants syndicaux issus de l'élite de la classe ouvrière, noyau du Parti travailliste, qu'avec une petite bourgeoisie facilement qualifiée d'aristocrate.

Portant le haut-de-forme ou la casquette, chacun était ainsi à sa place.

Rompre avec l'esprit de compromis

L'humour était au « conservatisme avec une conscience sociale ». Les premiers conservateurs à la médicine gratuite pour tous. Les seconds ne remettaient pas en cause les privilèges, d'ailleurs décroissants, de la minorité. La monarchie sortait renforcée des années de guerre, alors qu'elle avait été fortement ébranlée par la crise dynastique de 1936. L'impôt jouait un rôle égalisateur. Ceux qui refusaient de se soumettre à ce « socialisme rampant » émigraient aux Etats-Unis.

Que Bruxelles

« nous rende notre argent »

L'année 1981 voit surgir deux sortes de défis. Les banquiers noirs explosent, en particulier Brixton au sud de Londres, et l'IRA a recours à la grève de la faim pour faire reconnaître à ses militants emprisonnés le statut de prisonniers politiques. La « Dame de fer » ne cède ni aux uns ni aux autres. Bobby Sands meurt dans la prison de Maze suivi par neuf de ses camarades. La police reçoit des équipements spéciaux pour faire face aux émeutes.

M^{me} Thatcher se bat sur tous les fronts. Elle proclame : « et sur quel ton ! », lors de son premier sommet européen, qu'elle veut qu'on « lui rende son argent » (« I want my money back ») et obtient largement satisfaction sous la forme d'un rebais considérable de la contribution britannique au budget de la Communauté. A l'intérieur, elle pratique une politique déflationniste, qui permet de restaurer la crédibilité de la livre sterling, très dévaluée pendant les dernières années du pouvoir travailliste, au point que l'intervention du Fonds monétaire international paraissait inévitable. Les entreprises font faillite à la pelle, des pans entiers du secteur industriel jusqu'à soutenir par les deniers publics s'effondrent, le chômage ne cesse d'augmenter, mais la « Dame de fer » juge cet « assainissement » indispensable.

Cette médecine amère provoque cependant une révolte de l'opinion. Le cap des trois millions de chômeurs est franchi à la fin de 1981. La Grande-Bretagne va-t-elle cesser d'être une puissance industrielle pour satisfaire la passion dogmatique de son premier ministre ? La « divine surprise » des Malouines permet de retourner complètement la situation.

Les Argentins envahissent en avril 1982 cet archipel perdu dans les brumes de l'Atlantique sud. Un autre premier ministre aurait peut-être hésité à faire donner la flotte pour reconquérir ce lointain territoire. Le ministre des affaires étran-

gères, lord Carrington, prône la modération, ce qui lui coûtera d'ailleurs son poste. Conformément à son instinct, M^{me} Thatcher mobilise la Royal Navy et gagne son pari. « La Grande-Bretagne est redevenue grande », proclame-t-elle. La reprise des Malouines, avec la mise au pas des syndicats, l'événement sans doute le plus marquant de son « règne ».

La victoire sur les Argentins permet le succès électoral massif de l'année suivante. M^{me} Thatcher, qui n'a déjà pas beaucoup de sympathie pour cet intellectuel en proie au doute qui est l'archevêque de Canterbury, Mgr Runcie, ne lui pardonne pas ses propos critiques pendant la campagne. L'Eglise d'Angleterre est, avec le monde des artistes et des écrivains, un domaine qui échappe au thatchérisme alors triomphant. Elle ne les aime pas. Il le lui rend bien. Elle les englobe dans la même catégorie des « poules mouillées ». Ce divorce ne fera que s'accroître au cours des années.

L'attentat de l'IRA

Son second mandat est, à bien des égards, celui des grandes privatisations et de la croissance économique. M^{me} Thatcher affirme que le pays compte désormais plus d'actionnaires que de syndicats. Les HLM municipaux localisés sont mis en vente. La « Dame de fer » espère créer ainsi une nation de propriétaires-actionnaires. Une profonde réforme fiscale, en mars 1986, parachève l'édifice. Il n'y a plus désormais que deux tranches d'impôts sur le revenu, à respectivement 25 % et 40 %. Les hauts revenus sont moins taxés au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre pays développés. Il n'est pas seulement devenu plus facile d'être riche en Grande-Bretagne et de le demeurer. C'est aussi parfaitement honorable. Être pauvre, en revanche, apparaît presque comme une tare.

L'IRA n'est pas loin de parvenir à ses fins, en octobre 1984, lors de l'attentat contre le Grand Hôtel de Brighton où réside le premier ministre pour le congrès conservateur. La bombe fait quatre morts, mais M^{me} Thatcher, malgré l'heure très avancée de la nuit, n'est pas dans sa chambre. Elle est un peu plus loin, à lire des dossiers, ce qui lui sauve la vie. L'événement ne l'empêche d'ail-



leurs pas de mener une politique irlandaise plutôt novatrice, en signant l'accord d'arrangement de l'après-midi 1987. L'inflation, alimentée par des trop grandes facilités de crédit, bat des records pour atteindre près de 11 %. L'instauration de la poll tax en avril 1990, destinée à battre en brèche le pouvoir local des travaillistes, provoque des émeutes. L'opinion n'accepte pas, mais M^{me} Thatcher s'obstine... et chute dans les sondages.

L'Europe est un autre terrain glissant. Dès son arrivée au pouvoir, M^{me} Thatcher s'était posée comme le rempart de l'intérêt national. Mais le ton devient beaucoup plus agressif à mesure que se présentent les projets de construction économique et monétaire européenne. La troisième étape du plan Delors, qui prévoit la création d'une monnaie unique, est inacceptable pour M^{me} Thatcher. Elle ne proposera jamais un tel abandon de souveraineté pour ratification au Parlement de Westminster. L'opinion du pays profond est beaucoup moins passionnée qu'elle par ce débat. L'Europe est perçue comme un mal nécessaire.

La dernière journée

« Drôle d'époque... »

LONDRES

de notre correspondant

Avant de jeter l'éponge, jeudi matin 22 novembre, devant ses ministres réunis pour le conseil hebdomadaire du cabinet, elle les avait déjà interrogés séparément la veille dans son bureau des Communautés sur ses chances de remporter, le 27 novembre, le vote pour la direction du parti. Nombreux étaient ceux qui lui avaient fait part de leurs doutes. Quelques-uns lui avaient demandé de se retirer. D'autres encore, tels MM. Chris Patten, ministre de l'environnement, ou Kenneth Clarke, ministre de l'éducation, avaient menacé, dans le cas contraire, de démissionner. « Drôle d'époque », avait soupiré le premier ministre.

Mais elle n'avait rien tranché, estimant que la nuit porterait conseil. Tôt, jeudi matin, sa décision était prise. A sept heures et demie, elle annonçait à son secrétaire parlementaire particulier son intention de démissionner. Elle faisait distribuer aux

journalistes massés devant le 10 Downing Street la déclaration suivante : « Ayant abondamment consulté mes collègues, j'en ai conclu que l'unité du parti et nos chances de remporter les prochaines élections générales seraient plus grandes si je me retirais pour permettre à des collègues de mon cabinet d'entrer dans la course au leadership ». Le conseil des ministres commençait. Elle répétait cette déclaration. Le Lord Chancelier (ministre de la justice) lui rendait hommage. Plusieurs ministres avaient les larmes aux yeux.

M^{me} Thatcher avait choisi l'ultime moment avant la clôture des candidatures pour le second tour, jeudi à midi. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd était le premier à déposer la sienne, suivi par le chancelier de l'Echiquier, M. John Major. Ils publiaient un communiqué commun dans lequel ils indiquaient : « Nous avons travaillé étroitement ensemble dans un passé récent et continuerons à le faire à l'avenir. Nous avons décidé de

présenter dans un esprit d'amicale compétition de façon à permettre à nos collègues du parti de choisir celui d'entre nous qui est le mieux à même d'unir le Parti conservateur ». Ce texte implique que M. Hurd est prêt à servir dans un gouvernement dirigé par M. Major et réciproquement.

D'avantage de larmes étaient encore versées, peu après midi, lorsque M^{me} Thatcher se rendait au palais de Buckingham pour informer officiellement la reine de sa décision. Les hommages et les slogans pleuvaient. M. Heseltine, pourtant le « tonnerre » de M^{me} Thatcher, évoquait les « succès impressionnants » de cette dernière. « Elle a été, à tous égards, déclarait-il, un remarquable premier ministre. Je ne puis que témoigner de mon admiration et de ma gratitude pour ce qu'elle a réalisé et que tant d'entre nous ont contribué à rendre possible ». Le décor était donc en place pour le vote du 27 novembre, avec trois candidats à la succession de la « Dame de fer » :

MM. Heseltine, Hurd et Major. M^{me} Thatcher se rendait alors aux Communautés et, oubliant son émotion, se livrait à un numéro d'acteur exceptionnel lors du débat sur le vote de la motion de censure déposée par l'opposition travailliste. Celle-ci était rejetée par 367 voix contre 247, une majorité de 120 voix nettement supérieure à la moyenne habituelle. Le premier ministre démissionnaire fit preuve, à cette occasion, d'une étonnante maîtrise de soi, rejetant avec aisance les attaques des travaillistes et des libéraux-démocrates. Elle trouvait même le moyen de plaisanter. M. Dennis Skinner, un des ténors de la gauche travailliste, lui-même plutôt anti-européen, lui suggérait, vu sa forme, de prendre la tête de la future banque centrale européenne. « Quelle excellente idée », rétorquait-elle, déclenchant l'hilarité générale. Les rires après les pleurs, clôturant une journée en tous points extraordinaire.

D. Dh.

THATCHER

V. M...

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

de notre correspondant

LA DÉMISSION

DE M^{me} THATCHER

Londres qui rit
Londres qui pleure

LONDRES

de notre envoyé spécial

Maggie est partie. Maggie est partie! Ils sont à peine plus d'une centaine à trépanner joyeusement non loin de la résidence du premier ministre, avec le secret espoir qu'elle puisse entendre leurs cris de joie. Mais M^{me} Thatcher n'a que faire de ces « socialistes workers », un mouvement de gauche venu célébrer sa démission en brandissant des pancartes contre la Poll tax. « It's a funny old world » (c'est un vieux monde amusant), scandent les manifestants. Un refrain connu dont les Anglais ont le secret. Un monde bien étrange où il ne s'est trouvé que quelques « gauchos » pour venir faire un brin d'adieu à cette maîtresse femme. « Bye bye Maggie, onse ans ya suffi! » fait remarquer une jeune fille qui a eu de la peine à le croire, même si cela commençait à sentir la fin. La décision abrupte: en a laissé plus d'un pantois.

A vrai dire, Londres ne semble pas avoir véritablement réalisé que le premier ministre s'en va. La ville paraît plutôt groggy, incertaine. Indifférent, ce barman pour qui « cela ne va rien changer » en ce qui concerne son propre sort. Joyeuse, cette jeune femme qui estime que dans le bilan « le mauvais l'emporte sur le bon ». Inquiet, cet homme d'affaires qui se demande si les prétendants feront le poids et auront l'autorité nécessaire pour dire non quand il le faut.

Admirée
mais pas aimée

Les paris sont ouverts pour la succession. Ils sont nombreux à penser que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, a les meilleures chances. Mais dans ce bar proche de Hyde Park, ils sont quelques-uns à ne pas pardonner le « coup » de celui qu'on n'hésite pas à traiter d'« assassin ».

Un homme barbu s'inquiète sur un ton de consternation de l'avenir de ce pays, selon sa formule, n'a pas hésité à « casser les Argentins » (dans la guerre des Malouines) et les syndicats. C'est la première fois, dit-il, qu'un premier ministre est contraint de donner sa démission dans l'exercice de ses fonctions et le ne pense pas que ce soit une bonne chose pour l'image du pays. On aurait dû la laisser terminer. Philosophes, un autre badaud se demande si la disgrâce n'était pas inscrite dans le comportement du personnage. « Après tout, fait-il remarquer, son autoritarisme l'a perdue. Elle s'est retrouvée accusée par sa faute, sans aucune porte de sortie. Si elle avait écouté ses conseillers, elle serait encore aux commandes ».

On ne peut pas dire pour autant que Londres pleure Maggie. Elle était crainte, admirée mais pas aimée. Ses répliques cassantes et sa fougue n'impressionnaient plus guère, d'autant que l'on estimait qu'elle n'en faisait pas toujours usage à bon escient. En la voyant à la télévision, aux Communes, lors du débat sur la motion de censure déposée par les travaillistes, certains s'écroulaient quand elle a, une fois encore, toujours impeccablement permanente, relevé le gant pour répondre à ses adversaires. Son calme en ce jour fatidique impressionnait même ses détracteurs. Vêtu d'un tailleur bleu, les couleurs de son parti, elle apportait encore la réplique, l'air serin. « Elle n'a pas vraiment abandonné » s'est exclamé immédiatement un bœuf de bière.

Son ombre planera encore longtemps sur cette assemblée. Le monde politique sera forcément un peu orphelin. Personne ne le conteste vraiment, en dépit de l'antipathie qu'elle a pu susciter. Contrairement à ce qu'elle avait déclaré il y a quelques jours, le temps est désormais venu pour M^{me} Thatcher d'écrire ses mémoires. Dans son malheur, cette Européenne réticente aura tout de même échappé à quelque chose qui marquera à jamais la Grande-Bretagne dans sa chair: l'ouverture du tunnel sous la Manche. Maggie n'inaugurera donc pas ce qui est considéré par certains comme « un viol » de la grande île.

MICHEL BOLE-RICHARD

La succession du premier ministre britannique

Les parlementaires conservateurs voteront, mardi 27 novembre, une seconde fois pour désigner le successeur de M^{me} Thatcher, qui avait été mise en ballottage une semaine plus tôt.

Pour l'emporter au premier tour, il fallait recueillir le soutien de la majorité des 372 députés, et 15 % de voix de plus que son rival - soit un score de 214 voix si tous

les parlementaires votent. Mardi dernier, 359 députés conservateurs avaient voté. M^{me} Thatcher avait obtenu 204 voix et son adversaire, M. Michael Heseltine, 152. Il avait manqué 4 voix au premier ministre pour l'emporter.

Au deuxième tour, le 27 novembre, la majorité simple suffit pour être élu. Si aucun candidat ne se détache, il faudra procéder à un troisième et dernier tour, le

29 novembre, mettant aux prises les candidats. Chaque votant indiquera alors sur son bulletin un « premier choix » et un « deuxième choix ».

Le candidat recueillant le moins de « premiers choix » sera éliminé et ses « deuxième choix » seront alors répartis entre les personnalités restant en lice. (Reuter.)

M. Michael Heseltine, un pro-européen convaincu

LONDRES

de notre correspondant

Après presque cinq années de traversée du désert, M. Michael Heseltine touche peut-être au but. Il avait quitté avec fracas en janvier 1988 le gouvernement de M^{me} Thatcher, dont il récusait l'autoritarisme et l'attitude anti-européenne, en espérant bien prendre un jour sa revanche. A la surprise générale, il a réussi à faire trébucher la « Dame de fer ». « Tarzan », comme l'a surnommé la presse populaire en raison de son physique athlétique et de son abondante chevelure blonde, apparaît ainsi comme le « tombeur » de M^{me} Thatcher.

L'homme est plus habile qu'il n'en a l'air même si n'échappe pas totalement au reproche que lui font ses adversaires d'être un impulsif. Il a réussi ainsi à ne pas se voir accolé l'accusation infamante de parti-cide. Il a mené, avant le premier tour, une campagne dépourvue de toute attaque personnelle contre la « Dame de fer ». Celle-ci a été, en fait, beaucoup plus agressive que lui. Il a su trouver les mots qu'il fallait, après l'annonce de la démission de cette dernière, pour dire le respect qu'il éprouvait à l'égard de l'œuvre accomplie. Le « tombeur » de M^{me} Thatcher se veut l'héritier du thatcherisme.

Le « bon des fidèles » de Maggie n'y a eu rien et n'a pas entièrement tort. M. Heseltine est un pro-européen convaincu et n'éprouve aucune inhibition à l'égard des transferts de souveraineté qu'impli-

que la construction européenne. Il a même un plan visant à créer un « Sénat » européen qui serait constitué par des membres des différents Parlements nationaux élus par leurs pairs. Défendant les « bureaucrates » bruxellois contre les attaques de M^{me} Thatcher, il avait ainsi fait remarquer que ceux-ci étaient moins nombreux, pour administrer 320 millions d'Européens, que les fonctionnaires municipaux de la seule ville d'Edimbourg.

« Self-made-man », ayant bâti seul une fortune considérable, il est évidemment un partisan de la libre entreprise. Mais il n'a pas la passion anti-étatique qui animait M^{me} Thatcher. Aucun dogme ne le retient dès lors qu'il s'agit de défendre des secteurs industriels en difficulté. Il cite sans cesse l'exemple de la France et du Japon où le gouvernement aide les industriels et les exportateurs au lieu de les laisser se débrouiller tout seuls.

Conformément à la tradition « Tory » remontant à Disraeli, il est soucieux de justice sociale et est résolument hostile à la poll tax, l'impôt local cher au cœur de M^{me} Thatcher, égal pour tous, riches ou pauvres, et a annoncé qu'il en ferait, s'il arrivait au pouvoir, une taxe liée aux revenus. On ne trouve pas en revanche, en politique étrangère, Europe mise à part, aucune différence entre son approche et celle de la « Dame de fer ».

Ancien ministre de la défense, très apprécié par l'état-major, « Tarzan » est un ardent défenseur de la dissuasion nucléaire. C'est lui qui a

été à la pointe du combat gouvernemental contre les pacifistes lors de la « bataille des euromissiles ».

Une belle
fortune...

Né en 1933 au pays de Galles, dans une famille de la moyenne bourgeoisie, M. Heseltine a été élu



diplomate à Oxford en sciences politiques, philosophie et économie. Il a créé une maison d'édition, spécialisée dans les publications scientifiques et techniques, qui a fait sa fortune estimée à une dizaine de millions de livres (une centaine de millions de francs).

C'est un peu par raccroc qu'il fait partie du cabinet fantôme formé par M^{me} Thatcher en 1975 lorsqu'elle a

revu le leadership du parti conservateur à M. Edward Heath. M. Heseltine s'est vu ensuite confier des départements tels que l'environnement et surtout, à partir de 1983, la défense. Mais le courant n'a jamais vraiment passé entre eux. L'homme était à ses yeux trop indépendant et pouvait se poser en rival. La rupture est intervenue à propos de l'affaire Westland, du nom de cette entreprise privée construisant des hélicoptères et bénéficiant d'importants contrats du ministère de la défense. En difficulté, Westland souhaitait être rachetée par l'américain Sikorsky. M. Heseltine était, au contraire, favorable à la reprise de la firme par un consortium européen. M^{me} Thatcher lui a donné tort dans des circonstances particulièrement humiliantes, sans même lui permettre d'exposer ses vues devant le cabinet. Furieux, M. Heseltine quittait le conseil des ministres en pleine séance, le 9 janvier 1988 pour annoncer dans la rue aux journalistes qu'il venait de démissionner.

Il avait été en proie à une même impulsion subite en octobre 1975, lorsqu'il était dans l'opposition, face au gouvernement de M. Harold Wilson. Lors d'un débat particulièrement agité aux Communes, il s'était emparé de la lourde masse d'armes qui symbolise le pouvoir parlementaire et l'avait brandie en signe de menace contre ses adversaires. Il avait ensuite présenté ses excuses. Cet incident de même que sa sortie en trombe du conseil des ministres sont restés célèbres.

D. DH.

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office

Diplomate et tory très classique au service de l'Etat, M. Douglas Hurd ne manque pas d'atouts pour être le candidat de compromis capable de rassembler un parti divisé. Ce patricien, diplomate de carrière est devenu secrétaire au Foreign Office en octobre 1989.

Poulain de l'ancien premier ministre conservateur Edward Heath, il a fait sa carrière politique avec M^{me} Thatcher. Pro-européen, il a prouvé qu'on pouvait rester au gouvernement avec des idées très proches de celles de Sir Geoffrey Howe, la vice-premier ministre qui démissionna le 1^{er} novembre dernier, précipitant la crise chez les conservateurs. Plus pragmatique et moins passionné que M^{me} Thatcher, il a, de l'avis général, montré une stature d'homme d'Etat dans sa gestion de la crise du Golfe. Fils et petit-fils de députés, M. Hurd a fait de brillantes études à Cambridge. Entré major au concours du Foreign Office en 1952, il sera en poste à Pékin, à New-York et à Rome, avant de rejoindre en 1968 l'équipe d'Edward Heath. En 1979, dans le premier gouvernement Thatcher, il occupe un poste de secrétaire d'Etat au Foreign Office. Ensuite, il est chargé de l'Irlande du Nord (1984), avant de prendre en main le ministère de l'Intérieur (1985-1989). M. Hurd, qui est âgé de soixante ans, est l'auteur de sept romans de politique-fiction et de deux ouvrages historiques.

M. John Major, chancelier de l'Echiquier

M. John Major a connu, sous l'égide de M^{me} Thatcher, une ascension fulgurante, qui doit autant à sa loyauté qu'à son pragmatisme politique.

Contrairement aux dignitaires de l'establishment conservateur, M. Major, quarante-sept ans, est un self-made-man issu d'une famille populaire enracinée dans la banlieue sud de Londres.

Il quitte l'école à seize ans, à l'âge où ses futurs collègues de gouvernement entrent, eux, à Oxford ou à Cambridge.

Cet ancien employé de banque est un économiste libéral respecté à la City.

En 1979, il entre à la Chambre des Communes et, six ans plus tard, au gouvernement, puis, en 1987, au cabinet comme ministre du budget.

Il fut catapulté au 11, Downing Street (la résidence du chancelier de l'Echiquier) il y a un an, au lendemain de la démission spectaculaire de M. Nigel Lawson.

Il a réussi là où son prédécesseur avait échoué : convaincre M^{me} Thatcher de faire entrer la livre dans le SME. Pro-européen, il a récemment proposé l'idée d'un « dou loure » comme solution de rechange au plan Delors sur l'union économique et monétaire européenne.

Au nom de l'« intérêt supérieur » du parti

Les guerres fratricides des tories pour leur « leadership »

Assuré d'une confortable majorité, armé du droit de dissolution qu'il emploiera au moment qu'il jugera le mieux approprié, un premier ministre britannique, leader du parti majoritaire, se trouve dans une situation de force exceptionnelle. Il est plus puissant qu'un chef de gouvernement français, à la merci d'un vote de censure du Parlement, ou même qu'un président en permanence avec le contre-pouvoir du Congrès. En fait, un premier ministre britannique est avant tout à la merci... de son propre parti.

En effet, plusieurs premiers ministres, déçus par le corps électoral, ont ultérieurement refait surface comme Churchill, battu en 1945 et revenant aux Communes en 1951. De même Harold Wilson, le premier ministre travailliste, est revenu au 10 Downing Street quelques années après sa défaite en 1970. En 1976 cependant, il fut le seul des premiers ministres de l'après-guerre à abandonner ses fonctions volontairement. Son aspiration à la retraite coïncidait avec une série d'échecs électoraux

de son parti, révélant l'usure du pouvoir et le mécontentement de l'électorat.

Depuis la fin de la guerre, tous les autres premiers ministres ont été bien souvent rejetés par leur parti. Le cas le plus spectaculaire fut celui de Neville Chamberlain, obligé de céder la place à Churchill en 1940. Ses pairs ne lui pardonnaient pas Munich et doutaient de sa capacité à diriger le pays en guerre.

Le « cercle magique »

En fait, la maladie, la fatigue, ont été souvent une bonne excuse pour justifier une décision imposée par le parti. Même scénario pour Harold Macmillan, qui mena les conservateurs à la victoire en 1959, mais fut accusé à la démission en octobre 1963. Sa santé était mauvaise, il avait subi une opération. En fait, ses amis politiques se détachaient de lui, déplorant son indifférence, son manque de jugement dans le scandale où le ministre de la guerre, M. Profumo, était impliqué.

« La loyauté est l'arme secrète des tories », déclara un jour Lord

Kilnair, qui occupa les hautes fonctions de Lord chancelier dans les années 50. Peut-être faisait-il preuve d'un humour noir... En effet, les batailles « internes » et les grandes manœuvres fratricides pour s'adjuger le « leadership » chez les conservateurs ont toujours été plus sévères que chez les travaillistes, plus enclins finalement à s'affronter sur le plan idéologique pour l'orientation du parti.

Jusqu'en 1965, en l'absence d'une procédure de sélection, le choix du leader conservateur s'accomplissait discrètement en coulisse, dans les couloirs de Whitehall, à l'insu des militants de base. Les consultations entre les dignitaires du parti, les responsables de l'appareil, les membres du cabinet, bref ce qu'on appelait le « process habituel de consultation », aboutissaient à désigner la personnalité jugée apte à rallier l'électorat en conciliant les diverses tendances du parti.

Ainsi ce « cercle magique », selon la formule de M. Macleod, à l'époque, chef de file de l'aile libérale du parti, préférait-il M. Macmillan à M. Butler, une personnalité controversée, qui avait occupé d'importants postes ministériels.

En octobre 1963, pendant la conférence du parti à Blackpool, M. Macmillan, de son lit d'hôpital, organisa et fit prévaloir la sélection de Lord Home, qui renonça à son titre pour devenir premier ministre. Le « cercle magique » fut brisé en 1965 : les conservateurs des jeunes générations obtinrent le choix du leader serait décidé désormais par un vote du groupe parlementaire.

En 1965, Edward Heath l'emporta au premier tour. De même, en 1975, M^{me} Thatcher fut élue au premier tour. Ses trois succès électoraux de 1979, 1983 et 1987 renforcèrent sa position à l'intérieur du parti.

Mais son impopularité croissante et l'accumulation des sondages négatifs, laissant prévoir un succès des travaillistes, ravivèrent les réserves puis la franche opposition de ses adversaires. Les hommes en complet gris formant le comité exécutif du groupe parlementaire décidèrent qu'il était temps de sortir les couteaux... dans l'intérêt supérieur du parti, bien entendu.

HENRI PIERRE



LA DÉMISSION

En France

Un exemple libéral pour la droite

Le «thatcherisme», modèle économique des années 80

S'il ne présente pas, loin de là, tous les signes de la réussite, le «thatcherisme» a connu, pendant onze ans, une série de réformes spectaculaires.

A l'automne 1968, une blonde députée du Parti conservateur, membre du cabinet fantôme, expose ce que personne n'imaginait encore pouvoir être un programme de gouvernement : «Ce qu'il nous faut, maintenant, c'est une part beaucoup plus importante de responsabilité et de décision individuelle, beaucoup plus d'indépendance à l'égard du gouvernement et une réduction comparative du rôle de l'Etat.»

M^{me} Margaret Thatcher n'a pas changé d'avis depuis. Elle a eu la chance, accordée à bien peu d'hommes ou de femmes politiques, de pouvoir, onze années durant, mettre en œuvre ses idées et de voir certaines de ses recettes reprises, avec des variantes, par une majorité de pays. On n'enlèvera pas au «thatcherisme» d'avoir en quelque sorte donné le ton de la politique économique des années 80.

Reste que en ce mois de novembre 1990, le laboratoire des expériences néolibérales de M^{me} Thatcher ne présente pas tous les signes de la réussite. L'inflation atteignait le mois dernier 10,9 %, de loin le taux le plus fort des grands pays industrialisés ; la production intérieure a diminué au troisième trimestre de 1,1 % et il ne s'en faut pas de beaucoup pour que la récession (définition : deux trimestres consécutifs de baisse de la production) soit officiellement reconnue ; le chômage, s'il reste encore relativement bas (5,8 % de la population active, soit 1,67 million de personnes, contre près de 9 % en France), augmente régulièrement depuis le printemps ; la balance des paiements, après un déficit de 19 milliards de livres en 1989 (190 milliards de francs), devrait encore être dans le rouge de 17 milliards de livres cette année.

Réformes spectaculaires

Le bilan économique de M^{me} Thatcher offre un cycle complet : de la récession de 1980-1981 à celle, vraisemblable, de 1990-1991, en passant par une phase de forte croissance. C'est aussi une série de réformes spectaculaires qui ne sont pas sans rapport avec les résultats économiques. Il faut donc en bonne logique aller des uns aux autres.

■ Réforme fiscale : inciter les gens à s'enrichir, c'était la grande idée de M^{me} Thatcher. Son premier budget réduisit fortement l'imposition sur le revenu : le taux marginal était ramené de 83 % à 60 % et le taux de base de 33 % à 30 %. Entre 1984 et 1988, de nouvelles mesures vont

dans le sens d'une réduction des impôts directs : les revenus du capital sont exonérés jusqu'à 5 000 livres (50 000 francs), l'impôt sur le bénéfice des sociétés est ramené à 35 % (27 % pour les petites entreprises), les taux de l'impôt sur le revenu sont réduits à deux : 25 % pour le taux de base, 40 % pour le taux marginal.

Le thatcherisme a inauguré une conception bien particulière de la justice fiscale : l'impôt égal pour tous. Sa mise en œuvre lors de la réforme de la fiscalité locale — la «poll tax» égale pour tous les contribuables d'une même commune — a conduit, au printemps dernier, à des émeutes qui furent peut-être le début du divorce entre M^{me} Thatcher et son électeur.

Autre reproche que l'opposition ne s'est pas privée de faire au système thatcherien. Il levait moins d'impôts visibles mais pas moins d'impôts au total. La TVA a doublé au cours de la décennie et les prélèvements obligatoires représentent à nouveau 38 % du produit intérieur brut contre 34 % en 1979.

■ Privatisations : là aussi, M^{me} Thatcher «lance la mode». A

Steel, Début 1990, ce fut le tour des sociétés de distribution des eaux et en ce moment même se prépare la plus grosse privatisation — la dernière qui portera la marque de M^{me} Thatcher — celle de l'électricité qui devrait rapporter plus de 10 milliards de livres (100 milliards de francs) au Trésor.

Dans la vision du monde thatcherienne, les privatisations servaient d'abord à faire reculer l'Etat. Mission accomplie : le secteur public a été réduit de moitié et quelque huit cent mille salariés sont passés au privé. Deux conséquences importantes en ont découlé : les finances publiques britanniques ont engrangé jusqu'ici près de 30 milliards de livres (300 milliards de francs) ce qui a facilité le réajustement du budget et le remboursement de la dette publique, laquelle ne représentait plus en 1988 que 38 % du produit intérieur brut.

Autre conséquence, d'une portée sociologique considérable : onze millions de Britanniques possèdent aujourd'hui des actions, alors qu'ils n'étaient que deux millions il y a dix ans. Ces petits propriétaires devaient normalement assurer pour

En libérant le crédit immobilier et en signifiant la concurrence entre banques et «building societies», les conservateurs ont déclenché chez les Britanniques une véritable boulimie d'achat, renforcée par la hausse des prix du logement. En conséquence, la «monétariste» M^{me} Thatcher perdait tout contrôle sur la croissance de la masse monétaire. La seule arme qui lui restait, celle des taux d'intérêt, était du genre boomerang : en les relevant, elle faisait chaque fois augmenter l'inflation (les paiements d'hypothèques sont inclus dans l'indice) et mécontentait les citoyens, dont 64 % sont désormais propriétaires de leur logement mais dont beaucoup sont endettés pour cela à des taux variables. L'énorme masse des crédits immobiliers — reliés en partie par la consommation — était une bombe à retardement qui a fini par éclater sous la forme d'une inflation incontrôlable.

Forme sauvage du libéralisme

■ Politique de l'offre : la croisade anti-syndicale du gouvernement, menée au cours de la terrible récession du début de la décennie qui vit le nombre des chômeurs doubler pour atteindre trois millions, a donné au thatcherisme la réputation durable d'être la forme la plus sauvage du libéralisme. En facilitant les licenciements mais en réduisant aussi les subventions aux entreprises, le gouvernement a soumis le tissu industriel britannique à une thérapie de choc. Les entreprises qui ont survécu ont vite renoué avec les bénéfices : elles ont recommencé à investir, à créer des emplois. La productivité s'est redressée de façon spectaculaire. Mais une grande part de l'industrie des biens intermédiaires et de production a été définitivement détruite à cette époque. Entre 1980 et 1986, la part de la population active employée dans l'industrie est passée de 28,4 % à 22,5 % (en France, de 25,8 % à 22,6 %).

Le patronat britannique a, pendant quelques années, pu se féliciter de la politique de M^{me} Thatcher, mais il a ensuite déchanté. Le recul généralisé de l'Etat s'est traduit par une baisse de la qualité de l'éducation et de la formation, et par une dégradation des infrastructures. L'absence de toute norme, notamment salariale, a donné lieu à une inflation des rémunérations qui ont augmenté couramment de 9 % à 10 % par an. L'absence de discipline monétaire découlant du refus de rattachement au système monétaire européen a fini par indiscipliner l'ensemble des milieux d'affaires, soumis aux fluctuations erratiques de la «sacrosainte» livre.

Le bilan économique des années Thatcher, on le voit, ne se résume pas au tableau de cet automne 1990 où le carrosse semble redresser sa circonférence. La Grande-Bretagne a renoué, seule en Europe, avec la stagnation, c'est vrai. Mais il y a un an, lors du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le premier ministre britannique pouvait énoncer un nombre impressionnant de réussites. Une certaine Grande-Bretagne (le sud de l'Angleterre, l'Ecosse et certains bassins industriels) a renoué très tôt dans la décennie avec la prospérité. Mais d'autres régions, dans le Nord de l'Angleterre ou de l'Irlande, ne sont guère vraiment sorties du marasme.

Dans la société, enfin : une grande majorité de Britanniques se sentent enrichis durant ces onze ans. Mais les très riches davantage que les autres et les très pauvres — l'«underclass» — pas du tout.

SOPHIE GHERARDI

Dans la presse britannique

Eloge du courage

The Financial Times (milieu d'affaires) : «C'est une fin mesquine pour une carrière unique. (...) Quel que soit l'avenir du Royaume uni, il est fort peu probable qu'il nous réserve une personnalité politique aussi dominante, déterminée et décisive.»

The Times (conservateur) : «Trois fois victorieuse, M^{me} Thatcher domine de très haut ses collègues et son parti, comme un véritable homme d'Etat d'envergure mondiale. On a pu assister cette semaine aux manœuvres sordides d'un establishment médiatique, irrité de ne pas être capable de lui imposer sa volonté collective et terrifié à l'idée de perdre le pouvoir.»

The Daily Telegraph (conservateur) : «C'est un exemple politique qu'il sera difficile de pardonner.»

The Daily Express (droite nationaliste) : «Ils ont maintenant privé la nation du plus grand premier

ministre que nous ayons eu en temps de paix. Chaque Britannique saura où il était le 22 novembre 1990.»

Mall on Sunday (populaire de droite) : «Bien trop bonne pour toute cette bande. Le grand chine a été abattu.»

The Independent (centre) : «Le courage est l'une des plus hautes vertus de la politique, et personne n'en a eu davantage que M^{me} Thatcher. Courage et conviction n'étaient pas cependant, des qualités suffisantes pour la voir traverser la conjoncture mouvementée de son troisième mandat.»

The Guardian (centre gauche) : «Il vaut mieux qu'elle soit partie. Elle qui, à son arrivée au pouvoir, avait promis de «ramener l'harmonie là où règne la discorde» laisse un parti entièrement divisé et une nation déchirée.»

The Morning Star (communiste) : «Un régime désastreux pour la classe ouvrière de Grande-Bretagne.»



PANCHO

l'exception des socialistes français, la plupart des dirigeants mondiaux envisageront à des degrés divers au cours des années suivantes le retrait de l'Etat du secteur productif.

Au cours de ces années, aussi loin que M^{me} Thatcher, puisque les privatisations ont touché jusqu'à des services jugés «publics» par nature.

La première entreprise privatisée, en février 1981, est British Aerospace. Suivront quelque 65 autres, dont Cable and Wireless, Jaguar, British Gas, British Telecom, British Airways, Rolls Royce, BP, British

longtemps le fonds de commerce électoral des Tories.

■ Dérégulation : pour donner du souffle aux marchés financiers, M^{me} Thatcher a encouragé leur dérégulation. Ce fut notamment le cas pour la Bourse de Londres en 1986, où la plupart des institutions financières purent débloquer leurs fonds (le but recherché étant de faire baisser le coût des transactions). Mais une autre dérégulation devait avoir des effets inattendus : celle, simultanée, du marché immobilier et du crédit.

Une puissance syndicale affaiblie

S'il y a un domaine où, en apparence, l'action de M^{me} Margaret Thatcher a porté ses fruits, c'est bien celui de la nouvelle législation syndicale. En arrivant au pouvoir en 1979, la «Dame de fer» était bien décidée à réduire le pouvoir jugé excessif des syndicats représentés par le puissant Trades Union Congress (TUC). Son idée était de rendre aux syndicats le pouvoir confisqué par «des oligarchies syndicales non représentatives», bref de faire jouer la démocratie syndicale.

L'entreprise de M^{me} Thatcher paraissait alors aussi hardie que vouée à l'échec. En 1979, le TUC comptait, avec ses syndicats de métiers, ses syndicats généraux, ses syndicats d'industrie et ses syndicats d'employés — souvent en conflit entre eux — 12 200 000 d'adhérents. Le taux de syndicalisation était estimé à 55 %. Onze ans après, le TUC a perdu trois millions d'adhérents et la syndicalisation franchit à peine la barre des 40 %. La forteresse est bien affaiblie.

Pour arriver à ses fins, M^{me} Thatcher n'a pas lésiné sur les moyens. Elle a mis fin au corporatisme qui voyait travaillistes et syndicalistes décider ensemble des grandes orientations économiques et sociales, s'abstenant même de recevoir les dirigeants du TUC. Globalement, elle a été aidée dans son entreprise par le contexte général. La montée du chômage a nui au syndicalisme. Et la très longue grève des mineurs en 1984-1985, qui s'est soldée par

un échec pour M. Arthur Scargill, a eu un effet désastreux sur l'image des syndicats, réveillant des querelles internes entre modernistes et «archaïques» qui devaient se solder par l'exclusion du syndicat des électriciens du TUC en 1988.

Une législation profondément modifiée

Mais la «Dame de fer» s'est surtout efforcée de modifier en profondeur la législation. Les Employment Acts de 1980 et de 1982 et la loi sur les syndicats de 1984 ont restreint le droit de grève et porté atteinte au sacrosaint système du closed shop. Désormais, «toute clause réservant à un syndicat le monopole d'embauche ou obligeant l'employeur à ne conserver que du personnel syndiqué est abolie».

Dans la pratique, le système n'est pas totalement éteint mais le coup a été rude. Pour l'élection des dirigeants syndicaux, tous les cinq ans, le scrutin par correspondance a été institué. Par ailleurs, les syndicats (un peu plus de la moitié de ceux qui sont affiliés au TUC) qui affectent une partie des cotisations à un parti politique (le Labour) doivent vérifier tous les dix ans par un vote que cela répond au désir de leurs syndiqués. Manque de chance : les votes intervenus ont massivement confirmé l'affiliation travailliste. L'Employment Act de 1988 a également prévu qu'un vote secret devait intervenir préalablement au déclenchement d'une grève, les syndiqués refusant de voter la grève.

sant de cesser le travail ne pouvant être sanctionnés.

Mais la médaille remportée par M^{me} Thatcher contre le syndicalisme britannique a son revers. Les employeurs se sont efforcés de garantir la «paix sociale» — les arrêts de travail ont sensiblement baissé — par des augmentations substantielles de salaires qui ont alimenté l'inflation. Si le TUC est blessé, amoindri, il reste encore puissant. Comme l'observent François Poirier et Jean-Pierre Revier dans un livre récent (1), «le syndicalisme classique est en déclin mais il n'est pas condamné».

Dirigé par le modéré Norman Willis, le TUC essaie de se refaire une santé en développant les services aux adhérents. Et surtout loin de se radicaliser, en se montrant, par exemple, d'autant plus favorable à l'Europe que M^{me} Thatcher y est hostile. Ainsi, même si les travaillistes de M. Neil Kinnock reviennent au pouvoir, il y a peu de chances qu'ils cogèrent de nouveau l'Etat avec les syndicats. De même une révision de la législation syndicale n'aboutira pas à un retour à la situation d'avant 1979. Comme si M^{me} Thatcher avait accompli une tâche que d'autres auraient souhaité entreprendre sans vraiment oser...

MICHEL NOBLECOURT

(1) Les Syndicats européens à l'épreuve, sous la direction de Genevieve Ribes et René Mouriaux. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 292 pages. 184 F.

lisant ne l'empêchent pas d'être séduit par la réaganomanie et de prendre modèle sur l'expérience de M^{me} Margaret Thatcher, mais il a marqué ses distances avec les idéologues libéraux.

M. Sorman se souvient que, dans ces années-là, «beaucoup d'hommes politiques français se déclaraient, en privé, d'accord sur le fond avec M^{me} Thatcher, mais ils ajoutaient : «On ne peut pas le dire. C'est que le modèle n'avait pas des vertus, et la gauche était prompt, comme M. Paul Quilès en 1933, à prôner à la droite l'échec social», en expliquant : «Il suffit de se référer à ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.»

M. Edouard Balladur, ministre de l'Economie et numéro deux du gouvernement de M. Chirac, juge, aujourd'hui, le bilan de M^{me} Thatcher «très largement positif» et estime que, «au milieu des années 80, à son apogée, elle a fortement contribué à populariser l'idée libérale, dont elle était une des figures emblématiques», mais il précise : «Le libéralisme, à mes yeux, ne peut marcher que s'il s'accompagne d'un ordre et s'il profite à tous. Sur le second point, M^{me} Thatcher a réussi incontestablement. Sur le premier, l'ordre n'a pas été suffisamment assuré.» Et d'ajouter : «Moi, quand j'ai aboli l'ordonnance de 1945 sur le prix, j'ai été un conseil de la concurrence...»

Du libéralisme au nationalisme

L'ancien ministre d'Etat n'impute pas, pour autant, au libéralisme les difficultés économiques dans lesquelles M^{me} Thatcher laisse la Grande-Bretagne. M. Madelin ne peut qu'être d'accord avec lui sur ce point. «L'économie britannique, s'est incontestablement redressée, ce redressement allant de pair avec un redressement moral, estime l'ancien ministre de l'Industrie. Nous avons assisté au retour d'une vigueur britannique : succès sur le plan du chômage, sur le plan budgétaire, etc. En revanche, l'échec est patent sur le front de l'inflation et des taux d'intérêt.»

Pour M. Madelin, «là est la source du mal qui ronge la Grande-Bretagne. Il faut bien reconnaître, dit-il, que, depuis quelques années, la planche à billets a fonctionné. Cela a peut-être permis de gagner les élections dans un premier temps, mais, aujourd'hui, M^{me} Thatcher paye cette erreur économique. Elle avait, à l'intérieur, une conception non libérale de la monnaie. Références — non exemptes d'ambiguïté — en matière de libéralisme, M^{me} Thatcher ne l'est pas devenue, en revanche, pour la droite française en matière européenne. M. Balladur estime que le débat, «très ancien et permanent en France», sur cette question ne doit rien aux positions proclamées par le premier ministre britannique, notamment lors de son discours de septembre 1988 à Bruges.

M. Madelin se déclare à égale distance des conceptions de M^{me} Thatcher, trop nationalistes à son goût, et de celles de M. Jacques Delors, qu'il juge trop technocratiques. Et le vice-président du PR ne fait pas partie du Groupe de Bruges — même s'il y compte «des amis» — dont il dénonce l'«approche nationaliste».

En effet, alors qu'il a pris ses distances avec le libéralisme, le Front national se réclame, en revanche, du thatcherisme sur le plan européen. Il a même, sur la filiale française du groupe créée à Londres au début de 1989, une «OPA» que dénonce M. Sorman.

Le Comité pour l'Europe des patries a pour secrétaire général M. Yvan Blot, président d'honneur du Club de l'Horloge, ancien député RPR passé officiellement ensuite au Front national, dont il est maintenant l'un des élus au Parlement de Strasbourg. Pour lui, la démission de M^{me} Thatcher est «une défaite, indiscutablement, des défenseurs de l'Europe des patries face à l'Europe fédérale et cosmopolite». M. Blot estime que «le courant populiste est en butte au courant aristocratique conservateur, soutenu par la City et favorable à l'Europe de Bruxelles». Si à ses yeux, «c'est, d'abord, M. Jacques Delors qui profite de ce départ du premier ministre britannique», il ajoute : «C'est M. Jean-Marie Le Pen, même sans être chef d'Etat ou chef de gouvernement, qui va remplacer M^{me} Thatcher dans ce combat.»

Voilà le «thatcherisme français» revenu à son point de départ.

OLIVIER BIFFAUD
PATRICK JARRAU
et PIERRE SERVANT

(1) La Solution libérale, éditions Fayard, 1984.
(2) Le Remnant, éditions Albin Michel, 373 pages, 120 F.

THATCHER

Paris : la fin

Aujourd'hui que l'

LA DÉMISSION

DE M^{me} THATCHER

Les réactions internationales

Paris : la fin des antagonismes ?

Il y a deux jours, lorsque s'achevait le sommet de la CEE à Paris, c'est d'un geste particulièrement chaleureux que M. Mitterrand prit congé d'un premier ministre britannique au visage défilé. Leurs rapports n'étaient pas que conflictuels, et quand le président de la République, le lendemain, écrivait à celle qui venait de jeter l'éponge qu'elle avait « marqué un moment de l'histoire dans son pays et en Europe », sans doute la formule, politiquement mesurée, était-elle légèrement en-deçà de ce qu'il pense réellement. Et si elle passait pour une sorte d'incarnation — au demeurant fort commode — de l'anti-Europe, dans toute la partie orientale du continent, M^{me} Thatcher aura rivalisé en popularité, parfois à son avantage, avec le président français.

Evidemment ce que l'on retiendra des relations entre ces deux personnages, ce sera leur différend idéologique fondamental et leur opposition constante sur les questions communautaires. Elle était le champion de l'ultra-libéralisme, lui se voulait le chantre d'une économie sociale.

A chacune des étapes qui ont ponctué la marche vers une plus forte cohésion européenne — le débat sur l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, le débat sur l'acte unique, puis ceux sur l'union monétaire et sur l'union politique qui ne sont pas achevés — l'un se présentait en héros de l'intégration tandis que l'autre ne songeait qu'à mettre des bâtons dans les roues.

Ces poncifs auront la vie dure, même s'ils ne correspondent plus à grand-chose. Il y a quelques mois,

le *Financial Times* attribuait à M. François Mitterrand « la peine du monétarisme ». Quant à l'obstruction systématique de Maggie aux avancées communautaires, outre qu'elle s'est toujours soldée jusqu'ici par un retournement de la « Dame de fer », qui prit ainsi plusieurs des trains européens en marche, il y a belle lurette qu'elle ne faisait plus vraiment peur. C'est sur l'Allemagne, pas sur la Grande-Bretagne, qu'ont porté ces derniers mois les vraies incertitudes.

Il n'empêche, M. François Mitterrand et M^{me} Margaret Thatcher se sont installés dans des rôles antagonistes qui leur servaient parfois de faire-valoir mutuel et qu'ils jouaient l'un et l'autre avec un certain humour pour un public qui n'attendait que cela. En arrière-plan, les vieilles chamailleries entre « grenouilles » et « rocs-bergs » allaient bon train, de la guerre des fromages à celle des vaches folles, des grossières impertinences du chanteur Renaud aux non moins vulgaires harangues anti-françaises de la presse populaire britannique.

Jamais pourtant l'antagonisme entre les deux dirigeants ne prit un tour vindicatif. C'est au chancelier Kohl que M^{me} Thatcher joua de vrais mauvais tours ; c'est avec Jacques Chirac qu'elle eut des mots, pas avec M. François Mitterrand — ni d'ailleurs M. Michel Rocard — avec lequel sa relation personnelle, paradoxalement, était bonne. Comme adversaires politiques ils avaient l'un pour l'autre de l'estime, et ce qui les séparait le plus, c'était en fait le style.

Pragmatique, réaliste, voire ostensiblement prosaïque, Maggie se montrait résolument réfractaire

aux grandes idées abstraites, aux projets mal définis, aux effets déclamatoires. Une certaine tendance française à l'autosatisfaction historique l'exaspérait. Elle n'a jamais bien admis que la France pût se ranger dans le camp des vainqueurs de la dernière guerre. Elle n'a jamais toléré que ce voisin continental prétendît avoir inventé les droits de l'homme il y a deux siècles et se prétende plus glorieux que son Royaume.

Approche commune

Ce qui fonda le respect que M^{me} Thatcher avait pour le président français, ce fut surtout leur approche commune sur l'essentiel des grandes questions stratégiques. En allant, en 1983, défendre l'installation des euromissiles devant le Bundestag, M. Mitterrand a signé ses lettres de noblesse aux yeux de la « Dame de fer ». De son côté Paris a depuis des années mis sur une étroite coopération avec la

Grande-Bretagne dans le domaine militaire.

Face aux bouleversements qui ont affecté l'Europe de l'Est, M. François Mitterrand et M^{me} Margaret Thatcher furent des concurrents mais pas des adversaires. Les premiers signes du mouvement vers l'unité de l'Allemagne les rapprochèrent plus que toute chose : elle disait à voix haute des préventions et des craintes que lui ne pouvait exprimer.

Le changement de gouvernement à Londres modifiera-t-il l'axiome selon lequel le « couple » franco-allemand est la colonne vertébrale de l'Europe ? Probablement pas, tant il est vrai que sans l'Allemagne rien n'est de toute façon possible. Si l'on souhaite à Paris qu'il rende l'intégration européenne plus facile, on ne souhaite sans doute pas qu'il la rende trop facile, et l'on pourrait s'apercevoir un jour que l'opposition de Maggie dans l'Europe avait d'appréciables vertus.

CLAIRE TRÉAN

Dans la presse parisienne

Grandeur politique et désastre social

L'ensemble des quotidiens parisiens consacrent, vendredi 23 novembre, leur « une », au départ de « l'un des géants des années 80 », comme l'écrit Serge July dans *Libération*. Mais le bilan de dix ans de thatcherisme est diversement apprécié. Dans le *Figaro*, M. Alain Peyrefitte salue le « courage » qui a « marqué la sortie » de M^{me} Thatcher, « comme il avait marqué son entrée en scène ». Après « trente-quatre années de welfare state », qui, selon l'éditorialiste du *Figaro*, « avaient distillé leurs drogues dans toutes les cellules de la société », M^{me} Thatcher, « dernière résurgence du vouloir-vivre britannique », avait « pu révéler le sens de la grandeur » de son pays. Elle a toutefois commis « deux erreurs », selon M. Peyrefitte : elle a laissé « se creuser des inégalités criantes et elle a pris, voici trois ans, un mauvais parti économique ».

« Venue au pouvoir avec un programme, elle l'a appliqué sans faiblir », écrit Stéphane Denis dans le *Quotidien de Paris*. Soulignant « la constance » du premier ministre britannique, il rend hommage à celle qui « avait ce génie propre aux Anglais, qui est d'effacer une grande personnalité derrière une politique ». « Tout notre contraire, en somme », ajoute l'éditorialiste.

Dans *Libération*, Serge July retient de M^{me} Thatcher l'image du « véritable idéologue de l'ultra-libéralisme ». Sa chute « sans gloire », affirme-t-il, « dépasse celle d'un simple leader politique : M^{me} Thatcher n'aura pas survécu aux limites, sinon aux ratés de sa doctrine ». Refusant « de concéder sur sa vision du monde », M^{me} Thatcher a ainsi pris le risque, selon Serge July, de faire apparaître comme de « l'autoritarisme », ce qui « était regardé hier, comme de l'auto-

rité » et de conduire son pays à un vrai « désastre social ».

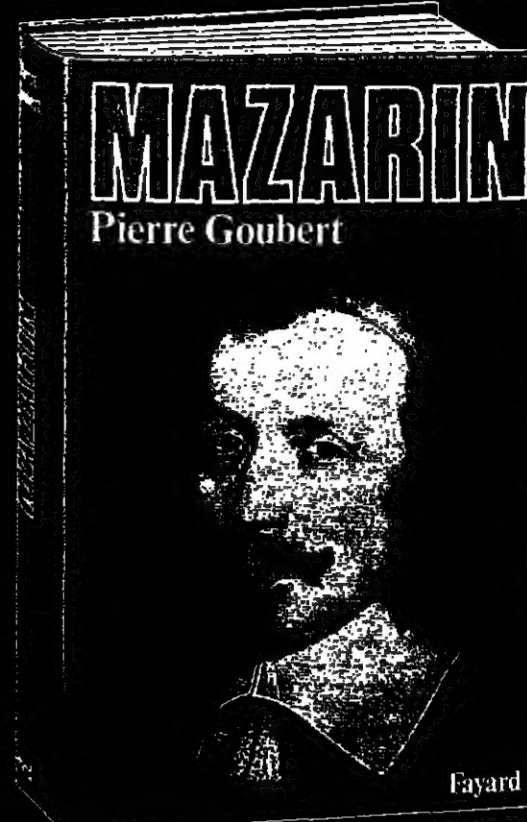
Rien, dans le bilan de dix ans de conservatisme thatcherien, ne trouve grâce aux yeux de José Fort, dans *l'Humanité*. « Le libéralisme thatcherien, modèle Reagan, a fait d'irréparables dégâts », affirme le quotidien communiste et « le bilan de M^{me} Thatcher, usée et impopulaire, est aussi triste que les périphéries grises et délabrées des grandes villes anglaises ». « Après onze ans de règne, M^{me} Thatcher quitte ses fonctions par la petite porte », ajoute *l'Humanité*.

La plupart des quotidiens parisiens analysent les conséquences européennes de la démission du premier ministre britannique. « Non sans quelques excès de langage », écrit le *Figaro*, M^{me} Thatcher « huttait, en fait, pour toutes les vieilles nations d'Europe ». Il ajoute : « Nous étions, parfois, bien contents de la laisser se battre pour nous. Il nous faudra maintenant avancer sans masque ». Le *Quotidien de Paris* fait le même constat : la France, observe-t-il, « perd gros à l'effacement de ce puissant symbole », car, face à l'Allemagne, « il n'est pas gai de voir Londres flirter avec le déclin politique ».

Beaucoup d'éditorialistes tirent les leçons de ces « onze années de règne » pour les dirigeants politiques français. « Elle aura trébuché, victime de l'usure du pouvoir », écrit Serge July. « C'est le syndrome de l'excessive durée (...) La chute de M^{me} Thatcher, ajoute-t-il, interviendrait alors que la France connaît un climat de confusion, devrait réactualiser un problème qui a déjà eu raison du général ».

UN CHEF-D'ŒUVRE

Jean-Maurice de Montremy, Lire



Fayard

Une biographie bondissante et rebondie, charnue et charmante.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

Pour qui veut lire une bonne biographie de Giulio Mazzarino, diplomate pontifical passé au service des Bourbons, devenu éducateur et premier ministre de Louis XIV, quel bonheur !

Jean Sevilha, *Le Figaro Magazine*

Goubert à son meilleur, mordant, lucide, merveilleusement pédagogue... Il offre dans ce *Mazarin* une véritable réinterprétation du dix-septième siècle français, saisi à partir de son moment charnière :

Roger Chartier, *Le Monde*

L'Histoire
chez
FAYARD

AGENCEMENT SERVICE

Rénovation, installation, création d'appartements et espaces commerciaux

"TRAVAUX SPÉCIFIQUES"

Région NANTES
Tél. : 40-27-70-19

Aujourd'hui, on a trouvé beaucoup mieux que le miel pour attirer les ours.

Si vous pensez encore que l'on attire les ours avec le miel, vous feriez bien de réviser vos classiques. Par contre, avec la Supercinq Five, vous avez toutes vos chances, elle est irrésistible : 3 ou 5 portes, nouvelle sellerie, sièges avant ergonomiques, appuis-tête réglables en hauteur, lunette arrière dégivrante, 2 rétroviseurs extérieurs. Côté motorisation, il y en aura pour tous les goûts : 49 ch (35 kW) essence sans plomb, 1595 cm³ 55 ch (40 kW) Diesel. Finalement c'est facile de rendre les ours tout miel. Garantie Renault anti-rugine. Diac votre financement. **RENAULT** présente **eif**

* Consommation essence : 4,5 l à 90 km/h, 6,1 l à 120 km/h, 6,5 l en cycle urbain. Diesel : 3,9 l à 90 km/h, 5,7 l à 120 km/h, 6,5 l en cycle urbain. Prix au 13/09/90.

SUPERCINQ FIVE
A PARTIR DE
48.200 F



La vie ça roule
en Supercinq

RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

LA DÉMISSION DE M^{me} THATCHER

Les réactions internationales

Bruxelles : la Commission perd un opposant opiniâtre

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Il y eut le temps des revendications - « I want my money back » - puis, à compter de 1983, coïncidant avec l'arrivée de M. Jacques Delors à la tête de la Commission, la phase de relance de la construction communautaire. Le parcours européen de M^{me} Margaret Thatcher se divisa ainsi en deux périodes distinctes, même si son style n'a guère varié : celui d'un opposant opiniâtre, capable de panache, mais peu solidaire vis-à-vis d'un club pour lequel il n'éprouve aucun attachement sentimental.

M^{me} Thatcher témoigne, à contrario, des progrès considérables accomplis par la Communauté : si elle apparaît aujourd'hui comme une victime de l'intégration européenne, c'est, qu'en dépit de ses coups de butoir, celle-ci s'est développée bien au-delà de ce qu'elle souhaitait.

Elle a mal perçu la dynamique du marché unique puis celle de l'Union économique et monétaire (UEM), persuadée qu'elle parviendrait toujours à en freiner le mouvement. Cette erreur l'a amenée, en octobre dernier, à avaliser, contre son gré et au plus mauvais moment, l'adhésion de la livre au mécanisme de change du système monétaire européen (SME).

À compter de ce jour, elle a donné l'impression de ne plus pouvoir agir ; de crispation en fausse manœuvre, elle s'est trouvée, lors du conseil européen de Rome, complètement isolée. Paradoxalement, elle quitte la scène au

moment où le retournement de conjoncture et le débâcle de secteurs stratégiques de l'industrie communautaire peuvent conduire à s'interroger sur les insuffisances de l'Acte unique.

Lors de l'arrivée de M^{me} Thatcher au pouvoir, l'adhésion du Royaume-Uni consacrait au 1^{er} janvier 1973 mais n'en était pas pour autant accomplie. Peu intéressé par les premiers pas du SME, le premier ministre britannique vécut comme une croix la querelle agricole et budgétaire.

Il s'agissait de dénoncer une absurdité - la politique agricole commune (PAC) jugée ruineuse et inefficace - et, surtout, de redresser une injustice : la Grande-Bretagne, moins riche que l'Allemagne et la France, versait bien davantage au budget de la CEE qu'elle n'en recevait. Cette bataille, qui épousa la Communauté, elle la gagna pour l'essentiel.

Contre « l'Europe de la nécessité »

De même, sans remettre en cause l'organisation de l'Europe verte, les Douze engagèrent, à compter de 1984, une réforme de la PAC qui s'est traduite par une stabilisation de la production et l'élimination des « excédents invendables », dont l'accumulation révélait le premier ministre britannique.

Les pendules étant ainsi remises à l'heure, comment allait-elle réagir aux initiatives prises pour bâtir ce que, face aux avancées américaines et japonaises, M. Jacques Delors appelait « l'Europe de la nécessité ». La formule, d'une tout autre inspiration que le fédéra-

lisme militant des années 60, aurait pu la séduire. Elle n'y a jamais souscrit, donnant la priorité absolue à son idéologie libérale et à son souci de préserver les attributs de la souveraineté britannique.

L'idée du marché unique, conçue en 1983 par son ami Lord Cockfield, devenu vice-président de la Commission européenne, lui plaisait dès lors qu'il s'agissait de créer des espaces financiers propices aux activités de la City.

Mais pourquoi encombrer l'exercice en l'assortissant de politiques d'accompagnement ou de réformes institutionnelles ? Pourquoi vouloir en faire une étape nouvelle du processus d'intégration ? Lors du conseil européen de Milan, en juin 1985, M^{me} Thatcher chercha donc à s'opposer à la convocation d'une conférence intergouvernementale. Bousculée (déjà) par la présidence italienne, elle se résigna à y participer, convaincue qu'elle réussirait à séparer le bon grain de l'ivraie.

Cependant, au mois de décembre suivant, lors du conseil européen de Luxembourg, elle faillit faire capoter l'exercice en cherchant par tous les moyens à limiter la portée de la décision, capitale, de désormais arrêter les mesures nécessaires à la mise en place du marché unique à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

En février 1988, le conseil européen se donna la tâche de « élaborer des propositions budgétaires nécessaires à l'instauration du Grand Marché ». L'opération, dès lors, était définitivement lancée. M^{me} Thatcher joua le jeu mais sans enthousiasme et s'opposa à l'élaboration d'un « budget social » jugé superfétatoire et c'est à onze que fut signée, dans une indifférence quasi générale, la

Charte européenne des droits sociaux fondamentaux.

Par libéralisme mais aussi par souci de ménager les États-Unis ou le Canada, elle s'est toujours montrée réticente à l'égard d'une politique de défense commerciale, tant soit peu musclée : les adversaires de « l'Europe fortifiée », concept mythique s'il en fut, ont constamment trouvé chez elle une oreille complaisante.

La voie royale de l'intégration ne pouvait être que celle d'une politique économique et monétaire gérée de façon collective. Le « piège », c'est ainsi qu'elle l'a ressenti, lui fut tendu en 1988, lors du conseil européen de Hanovre : les Douze invitèrent un comité présidé par M. Delors à réfléchir sur les modalités d'une Union économique et monétaire (UEM).

Les perspectives ouvertes par ce rapport suscitèrent légitimement des interrogations et le premier ministre britannique put espérer encore une fois ralentir le processus. Plusieurs États dont la France, s'opposèrent à cette tentative d'obstruction, affaiblie, il est vrai, par les doutes qui assaillaient les milieux d'affaires britanniques et les principaux membres du cabinet.

Le conseil européen de Rome, en octobre, révéla qu'il n'y avait plus de compromis possible entre M^{me} Thatcher et ceux qui, depuis 1985, s'efforçaient de renforcer la construction de l'Europe. « Jamais, moi au pouvoir, de monnaie commune », s'est-elle alors exclamée. Il est ainsi des contradictions qui deviennent insupportables.

PHILIPPE LEMAITRE

Moscou : une estime réciproque basée sur le réalisme

MOSCOU

de notre correspondant

L'estime paradoxale mais réciproque que se témoignaient M. Gorbatchev et M^{me} Thatcher était basée sur le réalisme, les deux personnalités sachant aussi ne pas se méfier l'un l'autre et rendant coup pour coup lorsque les intérêts de leur pays l'exigeaient. M^{me} Thatcher et M. Gorbatchev ont ainsi procédé, en mai 1989, à des expulsions croisées de diplomates et de journalistes accusés d'espionnage.

Cette crise entre Moscou et Londres intervenait un mois à peine après la troisième visite en Grande-Bretagne de M. Gorbatchev, au cours de laquelle Soviétiques et Britanniques avaient scellé un nouvel « esprit d'entente ». Mais ces orages furent toujours passagers et s'ouvrirent jamais de conséquences prolongées sur les relations bilatérales.

La sympathie entre les deux dirigeants remonte à décembre 1984, lorsque M. Gorbatchev, qui n'était alors qu'un candidat à la succession au Kremlin, fut reçu avec tous les égards au 10, Downing Street. La fameuse formule de la « Dame de Fer » sur Mikhail Gorbatchev fit alors le tour du monde : « C'est un homme avec lequel on peut faire des affaires ».

Le premier ministre ne ménagea plus ensuite ses hommages à la perestroïka et à son auteur. « La perestroïka, déclarait-elle encore en avril 1989, est bonne pour l'humanité et les relations internationales ». Quant à Mikhail Gorbatchev, Margaret Thatcher n'hésitait

pas à le qualifier d'homme « dynamique, déterminé et stimulant ». Le porte-parole, a souligné que les relations entre Londres et Moscou s'étaient particulièrement développées avec Margaret Thatcher au pouvoir. « L'esprit constructif et le désir du dialogue, a-t-il dit, ont marqué nos relations pendant cette période ». La Pravda rendait aussi hommage, vendredi au réalisme de la politique de M^{me} Thatcher. (Interim.)

Les « petites phrases » de la « Dame de fer »

C'est un quotidien soviétique qui l'a baptisée, en 1976, la « Dame de fer ». Cela ne le chagrinerait guère : « C'est vrai, disait-elle, je suis une Dame de fer ! » Elle n'était pas animée du désir de plaire : « Si vous voulez continuer de faire en sorte d'être aimé, vous devez être prêt à faire des compromis sur n'importe quoi à n'importe quel moment et vous ne ferez jamais rien ».

Des petites phrases cinglantes et assassines ont ponctué ses onze années à la tête du gouvernement. Un an après son arrivée au 10, Downing Street, en mai 1979, la « Dame de Fer » résuma son style à la conférence des Tories : « A ceux qui attendent un demi-tour, j'ai seulement à dire : tournez si vous voulez. La dame n'est pas faite pour les demi-tours ». Sa philosophie : « Ma politique n'est pas fondée sur une théorie économique, mais sur des idées que je partage avec des millions de gens : une journée de travail honnête doit être récompensée, ne pas vivre au-dessus de ses moyens, regarder de l'autre côté pour les temps difficiles, payer ses factures avant terme et aimer sa police ».

« Je veux qu'on me rende mon argent », avait-elle lancé lors d'une réunion sur les budgets de la politique agricole commune à Bruxelles. A Bruges, en 1988, elle recommanda : « Nous n'avons pas réussi à repousser les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne seulement pour les voir réimposer au niveau européen ». Elle accusa les pro-Européens de vouloir « faire rentrer le socialisme par la porte de derrière ».

M^{me} Thatcher a toujours voulu un « gouvernement de conviction » et « n'a pas de temps à perdre en discussions internes ». En politique intérieure, elle se gaussa régulièrement du « petit homme » Neil Kinnock, le leader travailliste, qu'elle qualifia volontiers de « cryptocommuniste ». Elle estimait qu'il y avait beaucoup de « marxistes » parmi les bureaucrates de Bruxelles.

Si nous sommes bien renseignés, M^{me} Thatcher aurait dit à François Mitterrand, lors de l'une de leurs premières rencontres : « Enfin, Monsieur le Président, il faut bien que vous compreniez que le socialisme ne peut pas marcher... ». On ignore la réponse de l'intéressé. On sait en revanche que celle-ci a été faite à la dame de fer après que celle-ci, à la fin du sommet européen de Fontainebleau, lui eût déclaré, au cours d'un petit déjeuner : « L'espérance, Monsieur le Président, que vous vous rendez bien compte que nous (NDLR les Britanniques) avons gagné sur toute la ligne »... « Eh bien, M^{me} Thatcher, si cela vous plaît de le croire ».

Et maintenant ? M^{me} Margaret Thatcher se retire avec une retraite de 17 500 livres (environ 175 000 F) par an. La reine Elizabeth pourrait, dit-on, lui conférer, le titre de comtesse de Grantham, la ville où elle est née, voilà soixante-cinq ans, au-dessus de l'épicerie que tenait son père. Mais la presse britannique la voit mal rester à la maison pour s'occuper de son mari, Denis.

Bonn : soulagement

BONN

de notre correspondant

Plus que tout autre chef de gouvernement européen, le premier ministre britannique, qui avait une méfiance viscérale envers l'Allemagne, agit du mal à cacher le malaise que provoquait chez elle l'unification de l'Allemagne. En janvier 1990 elle avait tranché péremptoirement : « L'unité allemande n'est pas à l'ordre du jour ».

Pas étonnant donc si M. Genscher avait été profondément irrité par l'attitude adoptée par les Britanniques dans le cadre de la conférence « deux plus quatre » sur le règlement des aspects extérieurs de l'unité allemande. Jusqu'à son dernier moment, Londres avait fait obstacle à la mise au point du texte adopté à Moscou au mois de septembre dernier, mettant en danger un plan d'unification rendu fragile par son tempo accéléré. L'annonce de la démission de M^{me} Thatcher n'a donc fait, jeudi 22 novembre, l'objet d'aucun commentaire officiel du chancelier ou d'un membre de son gouvernement. Pour le président du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dregger, « M^{me} Thatcher a acquis de grands mérites dans la grande confrontation pour la liberté et la démocratie mais elle a échoué dans sa politique européenne ». Le seul jugement globalement négatif émane du président du SPD, M. Hans Jochen Vogel, qui estime qu'en jetant l'éponge, elle « apporte la preuve qu'il est impossible de mener en Europe une politique uniquement fondée sur la recherche égoïste du profit ».

LUC ROSENZWEIG

Pékin : préoccupation

PÉKIN

de notre correspondant

La consternation se lisait jeudi 22 novembre sur le visage d'un responsable de média officiel lorsqu'il apprit la démission de M^{me} Thatcher. S'exprimant sous couvert de l'antony-mat, il ne fut guère convaincant lorsqu'il assura que le prochain premier ministre britannique, « quel qu'il soit », aurait l'entière confiance de Pékin sur la question de Hongkong. De toute évidence, Pékin est une des capitales où « Maggie » sera regrettée le plus. Chez M^{me} Thatcher, Pékin appréciait particulièrement l'atlantisme, le caractère résolu et prévisible de ses décisions et surtout sa détermination à ne rien faire qui puisse remettre en cause l'accord sur la rétrocession de Hongkong, conclu sous son règne en 1984.

Ce départ constitue pour la Chine un nouveau coup pour les certitudes qu'elle s'était formées sur le monde extérieur après la mort de Mao Zedong. Au même moment, le ministre des affaires étrangères britannique déclara à la presse que la Chine était « en très bonne santé ».

FRANCIS DERON

M. George Bush a rendu hommage à l'« amie » et à l'« alliée solide et exceptionnelle »

DAHRAN

de notre envoyé spécial

Un hommage appuyé, l'expression d'une « haute estime », mais pas de véritable émotion. La réaction du président Bush au départ de M^{me} Thatcher n'a pas surpris de part d'un homme, qui n'a jamais eu pour elle les yeux de Ronald Reagan. Cette réaction a été fortement marquée par les circonstances : M. Bush achevait sa journée de rencontre avec les troupes américaines en Arabie saoudite et révélateur des priorités du président américain, « Nous allons, bien entendu, travailler avec le prochain premier ministre ; et je suppose, connaissant la fibre (des Britanniques), qu'ils resteront exactement sur le même cap que nous ».

Il s'agissait évidemment, dans l'esprit de M. Bush, de l'attitude de la Grande-Bretagne dans la crise du Golfe, une attitude dont la présente administration n'a eu qu'à se féliciter. Les attentions du président américain n'ont pas tardé à être comblées. Le soir même, le cabinet de Londres annonçait l'envoi de nouvelles troupes dans le Golfe. Jeudi matin, s'adressant aux soldats réunis sur la base aérienne de Osan, M. Bush distinguait trois pays parmi les vingt-trois membres de la coalition anti-irakienne : le Koweït et l'Arabie saoudite, pour des raisons évidentes, et la Grande-Bretagne, qui a placé sans hésiter ses troupes sous commandement américain. Les aviateurs anglais, qui agitaient de petits Union Jack, ne savaient rien alors,

pas plus que M. Bush, de la démission de M^{me} Thatcher. Mais, pour les journalistes britanniques qui, au moment de leur départ, ont rendu la nouvelle, ce fut un vrai choc, et beaucoup accusèrent le coup, y compris ceux qui n'avaient jamais nourri de bien tendres sentiments pour « Maggie ». M. Bush a ajouté une touche un peu plus personnelle en exprimant à M^{me} Thatcher ses « meilleurs sentiments » et « ses amitiés ». Dans la soirée, le président américain devait lui téléphoner pour lui dire en substance : « On vous aime ».

L'hommage qui avait précédé fut tout à fait classique : « Elle va me manquer (...). Elle a été une amie et une alliée solide, et exceptionnelle. C'est une femme de principes. Elle se battait pour ce en quoi elle croyait. Je pense, tout le monde en convient, qu'en Amérique, que M^{me} Thatcher fut pour les États-Unis une alliée exceptionnelle ».

Complicité avec M. Ronald Reagan

Depuis que M. Bush a succédé à Ronald Reagan, il est clair que les relations entre la Maison Blanche et le 10, Downing Street n'étaient plus tout à fait les mêmes, le nouveau président n'accordant pas la même importance aux avis de M^{me} Thatcher et tournant beaucoup plus volontiers son attention vers le chancelier Kohl. Mais la crise du Golfe remit un peu les choses à leur place, et la Grande-Bretagne reprit son rôle de « meilleur allié » des

États-Unis, d'autant que M. Kohl manifestait un certain manque d'enthousiasme pour passer à la caisse.

Mais, de l'alliance à la complicité, il y a un pas que M. Bush et M^{me} Thatcher n'avaient sans doute jamais pu franchir. C'est avec Ronald Reagan, et avec lui seul, que s'étaient établis des liens qui dépassaient la simple sympathie ou la raison d'État. Leurs différences étaient pourtant étonnantes : et M^{me} Thatcher était sans doute très consciente de sa supériorité intellectuelle, même si elle se refusait à l'admettre. Ronald Reagan d'un respect apparentement sincère, dû peut-être à la différence d'âge.

Mais l'essentiel était ailleurs : l'un et l'autre portaient leurs principes en bandoulière et leur souci, leur orgueil, c'était de modifier le cours des choses, d'aller à rebours de tout ce qui leur paraissait déshonorer la nature profonde, le génie de leurs pays respectifs. M. Bush n'a pas de telles ambitions. La sienne est, plus modestement, de bien faire son devoir et son travail de président. On imagine mal que le successeur de « Maggie » ne revienne pas, lui aussi, à une politique un peu plus « modérée », un peu plus banale. M. Reagan était sans doute plus rêveur et plus distrait. M^{me} Thatcher, plus réaliste et faite d'un bois plus dur. Mais le fils du marchand de chaussures et le fils de l'épicier appartenaient profondément à la même génération idéologique, et ils ont laissé dans leurs pays respectifs des traces parallèles.

JAN KRAUZE

En Argentine, le souvenir des Malouines est encore viv

BUENOS-AIRES

correspondance

« Margaret Thatcher a confirmé aux Malouines la tradition de piraterie de tous les gouvernements anglais. » Cette affirmation d'un homme de la rue à Buenos-Aires, jeudi 22 novembre, après l'annonce de la démission du premier ministre britannique, traduit bien le souvenir vivace qu'ont laissé en Argentine l'intransigeance et la dureté la « Dame de fer » durant ce conflit, qui en six semaines fit plus d'un millier de morts et de disparus. Du côté gouvernemental, le président Carlos Menem a toutefois préféré faire l'éloge de Margaret Thatcher pour son « apport constructif » au rétablissement de relations diplomatiques entre Londres et Buenos-Aires interrompues par la guerre.

Le président Menem, qui a affirmé à plusieurs reprises qu'il

était disposé à rencontrer M^{me} Margaret Thatcher, estime que son départ « ne devrait pas changer substantiellement les relations entre l'Argentine et la Grande-Bretagne ».

La politique extérieure de Londres est la même depuis quarante ans. Le président Menem a toutefois exprimé l'espoir d'un « assouplissement » dans les relations avec son pays. Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, saluant lui aussi « l'attitude constructive » de l'ancien premier ministre britannique, a confirmé son voyage à Londres prévu pour le 28 novembre en compagnie d'une vingtaine d'hommes d'affaires argentins, désireux d'attirer les investissements britanniques en Argentine.

Du côté de l'opposition, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Raúl Alfonsín, le

député radical M. Dante Caputo, a affirmé que la démission de M^{me} Thatcher « met en évidence que le gouvernement de M. Menem est trop pressé de négocier avec la Grande-Bretagne ».

Les anciens combattants de la guerre des Malouines n'ont pas caché leur joie devant l'échec de la « Dame de fer ». Ils en ont profité pour rappeler leur opposition à l'envoi de troupes argentines dans le Golfe où « elles doivent aider leur ennemi d'hier ». Après sa décision d'envoyer des navires de guerre pour participer à l'embargo contre l'Irak, le président Menem avait reçu une lettre personnelle de remerciements de M^{me} Thatcher. « Je suis content », concluait en riant une jeune femme à la terrasse d'un café escoré par la chaleur de l'été austral. Pas tellement pour les Argentins mais pour les Anglais.

CHRISTINE LEGRAND

Bagdad : « Quiconque se dresse contre l'Irak peut aller en enfer ! »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

« A bas Bush, à bas Thatcher ! », une manifestation de rue a été organisée, jeudi 22 novembre, à Bagdad par le parti Baas au pouvoir pour protester contre la visite du président américain en Arabie saoudite. M. Bush était donc spécialement visé. Mais, inmanquablement, M^{me} Thatcher lui a été associée ; comme elle l'est en Irak, presque toujours depuis trois mois, dans les discours officiels comme dans les éditoriaux et caricatures de la presse, où « Maggie la perfide » ne cesse de figurer en très bon place.

Il apparaît, finalement, que, malgré l'orme différence entre les effectifs déployés par Londres et Washington dans la région, M^{me} Thatcher est bien davantage détestée que M. Bush. Les propos très sévères qu'elle a tenus contre le président Saddam Hussein, voulant le faire juger pour crimes contre l'humanité et l'accusant de se cacher honteusement derrière des femmes et des enfants quand ceux-ci étaient encore retenus en otage, lui ont attiré la vindicte des Irakiens. Ceux-ci soulignent qu'elle aura été le plus ferme des alliés du président américain et assurent qu'elle a « poussé » M. Bush sur le sentier de la guerre.

M^{me} Thatcher ne pouvait mieux incarner ce que les Irakiens haïssent dans la Grande-Bretagne : une vieille haine entretenue par la propagande locale depuis le renversement, en 1958, de la monarchie installée par les Britanniques. Ainsi à Bagdad - où l'on n'est pas près d'oublier l'occupation britannique - persiste-t-on à reprocher à Londres de porter la responsabilité du tracé « imaginaire » de la frontière avec le Koweït et de l'impérialisme « artificiel » de l'émirat.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi soir, le ministre de l'Information, M. Latif Nassir El-Issam, champion incontesté des ex-cis oratoires irakiens, n'a, toutefois, pas pu s'empêcher de laisser entendre que la démission de la Dame de fer était la conséquence de ses prises de position sur la crise du Golfe, ajoutant : « Il est dans la tradition arabe de ne pas se réjouir de la mort de son ennemi et de demander à Dieu le pardon pour lui, mais que l'on sache que quiconque se dresse contre l'Irak peut aller en enfer ! »

FRANCIS CORNU

Le ré...
Le « peuple »

ADVENTURES
PAR 50
L'OMBRE

des Lanzmann
HOTEL
SAHARA

remplir un bon...
en escroquant...
manitaire et des bon...

nos bonnes conve...

LE NOUVEAU
LANZMANN

Le récit d'une nuit mouvementée à l'Assemblée nationale

Le « peuple corse » met le PS au bord de la crise

Jeudi 22 novembre, 15 heures. Deuxième jour de débat à l'Assemblée nationale autour du projet de loi, présenté par M. Pierre Joxe, qui prévoit un nouveau statut pour la Corse. M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) se trouve en situation délicate : il doit défendre, au nom de son groupe, une motion de renvoi en commission dont l'adoption signifierait, en gros, que le texte proposé n'est ni fait ni à faire. Or, à part le déjà fameux article premier, qui prend en compte l'existence du « peuple corse, composante du peuple français », M. Pasquini est en accord avec ce projet à la différence de l'ensemble de ses amis du RPR, qui le rejettent en bloc.

Alors, l'avocat Pasquini fait de l'équilibre, cède un discours plein de nuances qui, le plus souvent, échappent aux députés RPR présents dans l'hémicycle. M. Pasquini, dont l'attachement au général de Gaulle a été, dit-il, « l'honneur de sa vie », cite souvent son nom. Automatiquement, les élus RPR applaudissent, alors même que l'orateur choisit des extraits qui renforcent son argumentation.

16 h 40. Pour le PS, embarrassé, M. Marc Dolez (Nord) demande une suspension de séance afin de réunir son groupe. Depuis la veille, on sait que M. Roland Carraz (PS, Côte-d'Or), à la ferme intention de déposer, au nom des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, un amendement supprimant dans l'article premier la référence contestée. (Le Monde du 23 novembre). L'amendement a bien été déposé. Il est distribué en même temps que ceux de l'opposition visant à supprimer ou à modifier l'article litigieux.

17 h 05. La séance reprend. Constat d'échec pour le PS. Les membres de Socialisme et République persistent et signent. La discussion sur l'article premier commence. Treize orateurs se succèdent sur ce seul article. Les arguments employés la veille par

l'opposition sont repris, martelés. M. Michel Crépeau (MRG, Charente-Maritime) vient à la rescousse, déploie son art oratoire dans un silence total. M. Gérard Longuet (UDF-PR, Meuse) est prêt à soutenir le texte sans l'article premier. Il adjure le ministre d'y renoncer : « Vous êtes en train de vous priver des appuis qui donneraient à votre réforme l'autorité nécessaire. (...) J'ai du mal à comprendre que vous respectiez ceux qui ne vous respectent pas et que vous fermiez la porte à ceux qui sont prêts à vous soutenir. »

La droite déploie parfois une argumentation paradoxale. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) affirme que si l'article premier est adopté, la voie de l'autodétermination est ouverte et que la Corse « demandera son indépendance ». Ce qui, en bonne logique, revient à expliquer que la majorité des Corses sont indépendantistes. De toute façon, M. Mazeaud, n'hésite pas à lancer : « Déjà, la Bretagne, le Pays basque, souhaitent cette même indépendance ! »

« Aucune ambiguïté »

Certains orateurs ne semblent pas savoir que les Corses, dans l'île, peuvent suivre en direct la retransmission intégrale du débat et de son impact sur la population. M. François d'Aubert (UDF-PR, Mayenne), lance : « Personne, ici, n'arrive vraiment à avaler le « peuple corse » ! M. Georges Benoit (PS, Gard), qui défend pourtant l'article premier, évoque ingénument le « dialecte » corse, récemment élevé au rang de langue... On fait un tour des provinces de France pour affirmer que les Corses n'ont aucun droit à se revendiquer comme « peuple » plus que les « Français » ou les « Charentais-maritimes ».

Par deux fois, M. Joxe intervient, souligne qu'il n'y a « aucune ambiguïté », qu'il n'est pas ques-

tion d'indépendance, de souveraineté, de justice rendue au nom du « peuple corse ». Le ministre réplique : « En Corse, c'est comme cela ; il défend une « tentative de réunion de ceux qui veulent la paix civile » ; il rappelle qu'un certain nombre de ceux qui préconisaient la violence en sont venus à l'abandonner ; il affirme qu'un « tel mouvement de réflexion vers l'avenir peut être accompagné par ce statut ».

Rien n'y fait. La mine du ministre et celle du rapporteur, M. José Rossi (UDF-PR, Corse-du-Sud), devenant plus graves au fur et à mesure que s'allonge la liste des orateurs « contre » face aux quelques orateurs « pour ». M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône),

l'un des députés de Socialisme et République, joint sa voix au concert des « non », pour refuser d'aller à l'encontre de « toutes les traditions françaises ». Quand M. Jean-Marie Daillet (non-inscrit, Manche) lit la définition du « Petit Larousse » qui définit un peuple comme un ensemble d'hommes « formant une nation » avant de conclure sèchement « celui qui vous apporte cette petite précision appartient à un groupe qui s'appelle « la France unie », l'évidence d'une majorité contre l'article premier s'impose, presque physiquement.

Premiers amendements de suppression. M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), M. d'Aubert, reprochent au ministre d'avoir cherché à

« banaliser » l'article explosif. La tension monte encore quand les députés parcourent les travées pour tourner les clés des absents. Chaque voix compte. M. Mazeaud s'accroche avec M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois, à propos du vote de M. Emile Vernaudon (non-inscrit, Polynésie française). « Vernaudon a voté la censure, soutient M. Mazeaud, il n'y a pas de raison qu'il vote contre l'amendement de suppression de l'article premier ! »

L'amendement est repoussé, la tension retombe. L'Assemblée rejette encore un amendement de M. Pasquini maintenant l'article mais supprimant la formule

contestée. Le tour de « l'amendement Carraz » va bientôt arriver : pas ou peu d'abstentions, le RPR, l'UDF, l'UDC, les socialistes chevronnés contre, l'amendement peut passer. La crise de régime est pour dans un quart d'heure.

« Ils ont perdu ! »

L'homme de Matignon au Parlement, M. Guy Carcassonne, habituellement omniprésent, ne se montre pas. Il est 19 h 10. M. Dolez demande une nouvelle suspension de séance, afin de réunir son groupe, assez longue pour empêcher que le vote n'ait lieu avant la séance de nuit. M. Mazeaud proteste mais M. Dolez est dans son droit. La séance est levée. Deux heures de gagnées. Dans les couloirs, les chevronnés fulminent. M. Michel Suchod (PS, Dordogne), explose : « C'est une manipulation. Nous ne respectons pas la discipline de vote ! » M. Mazeaud exulte : « Ils ont perdu. Bien sûr, nous voterons l'amendement Carraz, c'est un très bon amendement. »

Confusion. Tout le monde s'éparpille dans les couloirs. M. José Rossi, qui caresse encore l'espoir d'un texte « consensuel », explique : « La reconnaissance du peuple corse, c'était un geste de bonne volonté. Dans ces conditions-là, si ça passe à quatre ou cinq voix, ça n'a plus de sens. Avant prendre acte qu'il y a une majorité contre à l'Assemblée. Cela donnera un peu d'air pour le reste du projet. De toute façon, article en ou pas, ça ne changera rien à la situation sur place en ce qui concerne la violence. Et on trouvera d'autres manières de faire un geste de bonne volonté, de renforcer l'affirmation de l'identité corse. Tout commence après le vote du statut. »

La réunion du groupe socialiste est solennelle. À l'exemple de M. Jean-Marie Le Gou (Paris), jospiniste, plusieurs députés alertent leurs camarades de Socialisme et République sur la gravité du geste qu'ils s'approprient à commettre : pour la première fois depuis Epinay, en 1971, le groupe éclaterait publiquement ; le parti ne pourrait pas l'admettre. MM. Carraz et Suchod ne veulent pourtant pas en déborder.

Lire la suite page 12

Le prétexte

par Jean-Louis Andréani et Thierry Bréhier

La Corse après la CSG : la quasi-sécession de Socialisme et République après le vote de la censure par les communistes : pour la deuxième fois de la semaine, une crise politique majeure a failli éclater au sein de la gauche. La reconnaissance législative du « peuple corse » n'en est que le prétexte.

L'assise de la majorité est mouvante, le vote du 19 novembre l'avait confirmé. Pour résister aux vents contraires qui tourmentent autour d'elle, elle doit faire bloc ; le déroulement de la journée de jeudi semble montrer que cela lui sera de plus en plus difficile.

Qu'ils l'admettent ou non, ce sont à la fois un tabou et une des règles fondatrices du PS qu'ont mis à mal les responsables du courant de M. Jean-Pierre Chevènement. Qu'ils aient tenté de s'opposer à une disposition d'un projet gouvernemental pratiquement sacrée de la main même du président de la République est, certes, conforme à une ligne de conduite ancienne, mais qu'ils aient — imaginé ou même semblé — de refuser, par leur vote à l'Assemblée nationale, une décision du bureau exécutif de leur parti est une première dans l'histoire du PS depuis sa refondation à Epinay.

La marche vers une balkanisation, au pire, ou, au mieux, une

simple fédération — et non plus un parti — des socialistes s'est accélérée jeudi. La tradition, qui voulait que, après des débats internes, aussi vifs soient-ils, les retrouvailles leur unité pour faire face à leurs adversaires, a pris fin : même si toute l'affaire s'est achevée par une simple démarche personnelle d'un député isolé, il reste que, pendant de longues journées, les dirigeants de ce courant ont menacé d'en faire une prise de position collective.

Des conséquences dommageables

Les animateurs de Socialisme et République ne cachent même pas que la défense du principe sacré de l'unité de la République n'était que l'occasion de manifester un désaccord profond avec l'ensemble de la politique suivie par la majorité. Les hésitations de M. Chevènement au début de la crise du Golfe, l'opposition à la ligne voulue par le reste du PS sur l'Europe, les critiques sur les choix économiques de MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, tout cela commence à faire beaucoup et confirme la profondeur du malaise au PS.

Certains des amis du ministre de la défense ne camouflent plus leur

envie de prendre nettement leurs distances. Le pas n'a pas encore été franchi, mais l'alerte a été chaude. M. Rocard n'avait certainement pas besoin de ce nouveau front, qui ne fait que s'ajouter aux nombreux champs de bataille où il doit déjà manœuvrer. M. Joxe voit, lui aussi, la longue liste de ses difficultés s'allonger.

La victoire parlementaire du ministre de l'intérieur a été trop juste pour que ses conséquences en Corse ne soient pas dommageables. Le débat, certes, a été d'une qualité rare, tout à la fois passionné dans le fond et dépassionné dans la forme. L'importance du principe en discussion, l'un des fondements de la République, l'imposait. Tous ces insulaires, qui pouvaient le suivre en direct et qui se sentent en même temps corsés et français, ont pu se sentir humiliés par la réticence de tant de députés continentaux à leur accorder la reconnaissance de ce qui, pour eux, est une évidence. La représentation nationale, en n'évaluant que du bout des lèvres l'existence d'un « peuple corse », risque d'avoir éloigné, encore un peu plus, le continent de la Corse.

AVENTURES
PAR 50°
A L'OMBRE

Comment remplir un hôtel délabré en plein désert, en escroquant une organisation humanitaire et des bourgeois BCBG.

Quand Lanzmann se moque de toutes nos bonnes consciences...

LE NOUVEAU
LANZMANN

95 F.

C. Clottes

252 p.

CAMPAGNE NATIONALE
DIABÈTE 1990

Emission Spéciale
"Samedi Santé"

FR Samedi 24 novembre à 10h30

Opération

"Porte ouverte dans les pharmacies"

Mardi 27 novembre

PR/IR

POLITIQUE

Regain de tension à droite

L'avenir de l'Europe divise de nouveau le RPR et l'UDF

Le «peuple corse» met le PS au bord de la crise

Suite de la page 11

L'heure du dîner est mise à profit pour multiplier les interventions. MM. Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, sont alertés: le ministre de la défense est mis devant ses responsabilités. Depuis leurs mairies de Lille et de Roanne, MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et Jean Auroux, président du groupe, donnent coup de téléphone sur coup de téléphone.

Pour éviter le drame, les dirigeants socialistes sont prêts à tout: ils ont fait passer la question de la reconnaissance du peuple corse. Mathématiquement, l'enjeu n'est pas mince: s'ils sont treize à être prêts à franchir la «ligne jaune», ils ne sont que cinq encore présents au Palais-Bourbon. Quelques minutes avant la reprise de la séance, la menace se fait plus précise: les orthodoxes sont prêts, dans l'hémicycle, à retourner les clés après le passage des contestataires. Les députés socialistes vont-ils donner le spectacle public d'une empoignade physique entre eux? M. Carraz ne le veut pas. Il met les pouces. Lorsque le président appellera en discussion son amendement, il sera le seul socialiste à le voter.

21 h 30. La séance reprend. M. Carraz ne recule pas. Il défend son texte d'une voix ébranlée, qui s'éclaircit peu à peu. M. Joxe enregistre, avec une ironie amère, que pour le député de Côte-d'Or, ces quelques lignes, qui mettent à bas une bonne partie de l'édifice patiemment construit depuis deux ans, ne constituent pas un «geste de défiance» pour le gouvernement. L'accord conclu dans les coulisses est respecté. Quand le président de séance annonce le scrutin public, les trois députés du Socialisme et République sont présents, MM. Jean-Paul Fléchon (Seine-et-Marne), Michel Suchod, Jean-Yves Astier (Paris), quitte l'hémicycle. M. Carraz vote pour lui-même, s'assied ostensiblement, ne bouge plus. L'amendement est rejeté. Il n'y a plus de crise. Encore un peu de suspense. Les députés socialistes votent sans bavure pour l'article, en compagnie des seuls communistes. L'article premier est adopté. Pour Paris aussi, le «peuple corse existe».

J.-L. A. et Th. B.

Le vote sur l'amendement de M. Carraz

L'amendement de M. Roland Carraz, député socialiste de la Côte-d'Or, visant à supprimer la référence au «peuple corse» dans l'article premier du projet, a été repoussé par 293 voix contre 281.

Ont voté pour le cent vingt-neuf députés RPR, quatre-vingt-dix UDF, les trente-neuf de l'UDC, dix membres du groupe communiste (MM. Carraz lui-même et les neuf radicaux de gauche) et treize non-inscrits (dont MM. Jean Charbonnel et Jean-Marie Daillet).

Ont voté contre deux cent soixante députés socialistes, les vingt-six membres du groupe communiste et sept non-inscrits (MM. Michel Carlelier, Elie Houreau, Alexandre Léontief, Jean-Pierre Luppi, Claude Miquieu, Alexis Pota, Bernard Tapie).

N'ont pas participé au vote les deux députés socialistes de Guadeloupe, MM. Frédéric Jaton et Dominique Larifla, et M. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud), rapporteur du projet.

Le regroupement des élections cantonales et régionales est définitivement adopté

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 21 novembre, le projet de loi de regroupement des élections cantonales et régionales. Deux cent quatre-vingt-treize députés ont voté pour ce texte, défendu par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur; deux cent soixante-dix ont voté contre. L'UDF et le RPR ont déposé, jeudi 22, un recours devant le Conseil constitutionnel. Le premier effet de cette loi, si le Conseil constitutionnel ne la sanctionne pas, sera de repousser d'un an le renouvellement partiel des conseils généraux, prévu en 1991. Les conseillers généraux de cette «fourchette» feront un mandat de sept ans au lieu de six et ils seront donc renouvelés en 1992, en même temps que les conseillers régionaux qui avaient été élus le 16 mars 1986.

Les querelles sur les structures de l'opposition pourraient être rapidement dépassées par les clivages qui ressurgissent entre le RPR et l'UDF sur l'avenir de l'Europe, un sujet que, par souci d'union forcée, ces deux formations s'étaient résolues à gommer lors des élections européennes de 1989. Au point que certains membres de cette opposition viennent à imaginer que si reclassés il devait y avoir, l'Europe pourrait bien en être le vecteur.

Judi 22 novembre, pour la première fois depuis la rupture du RPR et de l'UDF se sont retrouvés au siège de l'UDF pour tenter de recoller les morceaux de la porcelaine UDF, en se penchant une énième fois sur l'obstacle des priorités pour l'élection présidentielle. En langage diplomatique, chacun a assuré que cette réunion s'était tenue «dans un très bon climat». La promesse de se revoir régulièrement avec le renfort de juristes a été faite, mais, de toute évidence, personne n'y croit plus.

M. Giscard d'Estaing lui-même s'est mis aux abonnés absents.

Ce pessimisme sur les chances de survie de l'UDF est tellement vrai à l'UDF que l'on comprend mieux le souci de cette confédération de se mobiliser rapidement sur l'Europe, un thème qui, depuis sa création en 1978, lui a toujours servi de ciment. Plus personne n'ose envisager à présent la convocation des états généraux de l'opposition sur ce sujet. Chacun reprend ses cartes et la partie risque maintenant de dégénérer.

M. Chirac contre M. Pasqua

Réuni en prévision de son conseil national du 3 décembre sur l'Europe, le bureau politique du RPR du mercredi 21 novembre s'est, en effet, mal passé. M. Chirac et M. Pasqua se sont à nouveau opposés. Si, comme l'a souligné M. Alain Juppé, «il y a unanimité pour condamner la dérive actuelle de la CEE vers une fédération intégrée», la direction de ce mouve-

ment n'est pas encline à entrainer pour autant la contribution de MM. Pasqua et Séguin.

D'un côté, on continue de plaider pour «un approfondissement de la construction communautaire»; de l'autre, on défend l'idée d'une «confédération européenne» allant, selon le mot de de Gaulle, «de l'Atlantique à l'Oural». La tribune de M. Pasqua dans le *Monde* du 14 novembre, intitulée «Contre l'Europe de l'apartheid», a aussi relancé le débat et provoqué une réelle irritation à l'UDF.

Rassemblés, jeudi 22 novembre, à huis clos, députés et sénateurs de l'UDF ont très nettement pris leurs distances avec ces thèses RPR et manifesté leur souci de ne pas demeurer inactifs. Au début de l'année prochaine, une campagne d'information sera lancée en faveur de l'intégration politique et monétaire européenne. «Elle visera», a expliqué M. Pierre Méhaignerie, «à apaiser les inquiétudes et les peurs de certains et à montrer que la voie de l'intégration politique et monétaire de l'Europe apportera

aux Français plus de solutions à leurs problèmes que le repli fileux sur les nations».

Institutions, monnaie, défense, dans ces trois domaines, pour tous les dirigeants de l'UDF, la communauté des Douze doit aller de l'avant. Ils craignent qu'une ouverture trop rapide vers les pays de l'Est, comme le préconise M. Pasqua, n'aboutisse qu'à la délimitation d'une simple zone de libre-échange enterrant la destinée politique commune de l'Europe.

Un conseil d'ennemi...

Preuve d'un vrai refroidissement, tous se sont montrés réticents à ne rien céder au RPR. C'est particulièrement vrai des centristes. M. François Bayrou, le premier, semble avoir perdu toutes ses illusions. «Il faut politiser ce débat. Nous avons intérêt à nous identifier par rapport au RPR. N'ayons pas peur d'une guerre de cent ans avec lui. Elle n'aura pas lieu. Pour se

faire respecter des chiraquiens, il faut exprimer sa force».

Beaucoup ont abondé dans ce sens. M. Jean Lecanuet: «Nous, nous voulons construire l'Europe. Le RPR veut conserver les nations». M. Méhaignerie: «Nous avons besoin de montrer notre différence». M. Edmond Alphandery: «Il y a maintenant deux camps: ceux qui ont du courage et ceux qui ont peur». M. Bernard Stasi: «Il faut mettre l'accent sur ce qui nous différencie du RPR. Son discours n'est pas le nôtre». M. Bernard Bosson: «L'UDF ne doit pas succomber à la tentation de s'aligner sur M. Pasqua».

M. Charles Millon a également insisté sur cette urgence de «se battre contre tous ceux qui spéculent sur la peur de l'Europe». Mais avec un démol d'une autre portée. «Aldons ceux au RPR dont le terrorisme intellectuel interne n'encourage pas à montrer qu'ils pensent comme nous», a-t-il conseillé. Un conseil d'ennemi...

D. C.

Passation de pouvoirs dans l'opposition

M. Gérard Longuet veut restaurer l'unité du PR

Un mois après l'annonce par M. François Léotard de son refus de solliciter un cinquième mandat à la tête du Parti républicain, le conseil national de ce parti, qui se réunit samedi 24 novembre à Cannes, installera à sa présidence M. Gérard Longuet. Cette passation de pouvoirs en douceur devrait laisser néanmoins beaucoup de problèmes en suspens. Pour le nouveau président, la priorité est de préserver l'unité de façade du PR.

On peut leur faire confiance: quand ils se rassemblent, les militants du PR savent faire la fête. A Cannes, la ville de M. Michel Mouliot, qui, dans ces occasions, ne recule devant aucun sacrifice, dans un palais des festivals débordant d'activités du Sud qui, en matière de cinéma, s'y entendent aussi, ce conseil national devrait pouvoir donner à M. François Léotard la grande fête qu'il mérite.

Et, sans doute plus que le débat d'idées, la symbolique sera lourde. Cannes qui vit naître M. Léotard voici quarante-huit ans. Des jeunes arborant le tee-shirt conquérant sur lequel on lira «Léo, c'est pour bientôt». Des militants qui verseront leur petite larme sur huit ans de bons et loyaux services, avec dans la gorge des accents briliants du genre «Léo, ne nous quitte pas» ou «Léo, t'es pas tout seul». Un grand discours du président partant, type «nouvelle bécotée», annoncé-on simplement dans son entourage. Le passage de témoin avec M. Longuet, «l'ami» des bons et des mauvais jours. Ce sera sans doute beau, grand et fort. Les militants auront chaud au cœur.

«Je salue Houphouët Longuet!»

Mais, au lendemain de cette belle fête, le PR se retrouvera avec mille problèmes. Quel président sera M. Longuet? Sur quelle ligne politique va-t-il se fixer? Quelle sera sa marge de manœuvre vis-à-vis des giscardiens? Comment s'accommodera-t-il du Front national? Et enfin, comment collaborera-t-il à la longue avec M. Léotard, officiellement parti mais qui s'emploiera sans doute, d'une façon ou d'une autre, à imposer son ombre tutélaire? Voilà quelques-unes des questions qui ne seront sans doute pas posées samedi, mais qui traduisent l'état de fragilité d'un parti principalement soutenu, dans l'immédiat, à préserver une unité de façade. A tel point que beaucoup de parlementaires, devant «cette punition», préfèrent rester chez eux.

En annonçant, le 24 octobre dernier, sa décision d'abandonner son fauteuil de président, M. Léotard prit sans doute tout le monde au dépourvu mais ne prit guère de risques avec la démocratie interne. Depuis l'été, il s'était entendu avec son secrétaire général, M. Longuet, pour une passation de pouvoirs en douceur qui lui ménagerait notamment des arrières financiers. Au bureau politique du 31 octobre, l'affaire était dans le sac. M. Philippe de Villiers, un instant tenté de promouvoir une liste rivale, pouvait protes-

ter: «On connaît la monarchie héréditaire, la monarchie élective, voici la monarchie cooptée. Je salue Houphouët Longuet».

Quelques jours plus tard, M. Jean-Claude Gaudin pouvait l'argumenter pour l'apaiser: «A Cannes, les trois départements du Var, des Bouches-du-Rhône et de l'Hérault apportent 51 % des mandats. Tu n'as aucune chance». Ce conseil national élira un nouveau bureau politique de treize membres. M. Longuet s'est efforcé depuis, pour calmer les appréhensions des uns et les protestations des autres, de procéder à un savant dosage entre léotardiens, giscardiens, amis de M. Madelin et les siens.

Cela n'a pas été aisé, notamment avec les giscardiens. M. Michel d'Ornano refusait par exemple l'arrivée de MM. Hugues Dewavria et Renaud Donnedieu de Vabres, deux fidèles lieutenants de M. Léotard. M. Longuet dut promettre en échange de lancer rapidement son parti sur le chantier provisoirement abandonné de la candidature réclamée par M. Giscard d'Estaing mais toujours refusée jusqu'à présent par M. Léotard.

«Je gère jusqu'en 1993...»

Ce petit épisode montre bien que la tâche du nouveau président du PR ne sera guère comode. Son ambition, fait-il savoir, est de «garder la maison». Il apportera quelques petites modifications dans les statuts supérieurs. Parce que le contraire eût été inconcevable, M. Madelin conservera son siège de vice-président. Celui de secrétaire général est partagé. Trois ou quatre délégués généraux, un porte-parole, trois conseillers auprès du président composeront l'équipe dirigeante du parti. M. Hervé Novelli, proche de M. Madelin, occupera les fonctions de directeur de cabinet. Reste à savoir pour qui M. Longuet compte entretenir dans cette maison le feu libéral. Pour M. Giscard d'Estaing, pour M. Léotard ou pour lui-même? Poser cette simple question revient évidemment à s'interroger sur la place que le PR compte occuper au sein de l'opposition.

Depuis des années, ce parti est tiraillé entre léotardiens enthousiastes et résistants giscardiens, entre libéraux purs et durs et républicains indépendants nostalgiques. Depuis deux ans surtout, il navigue entre les eaux qui tendent à se mêler, de l'union et de la rénovation. En début d'année, M. Léotard semait le trouble dans ses rangs en lançant la Force unie. A la fin de l'été, M. Longuet était le premier à réclamer l'adhésion directe de son parti à l'UDF. Transformé en super intérimaire du PR, M. Longuet, qui ne manque pas d'ambition ni de capacité d'organisation, va vouloir prioritairement, dans la perspective des élections législatives, renforcer le poids électoral du PR.

Calcul élémentaire pour un parti qui a grand besoin aujourd'hui de se rassurer. «Je gère jusqu'en 1993, après on verra bien», confie-t-il à ses proches. Mais il y a de fortes chances que M. Giscard d'Estaing, qui aura toujours besoin d'un PR fort pour consolider au moins l'UDF, cherchera rapidement à s'entendre avec

M. Longuet, pour faire oublier ses multiples querelles avec M. Léotard.

Mais M. Longuet est aussi un homme fidèle, et l'on peut naturellement penser qu'il se fera pour l'ins-tant un devoir de garder le parti «au chaud» pour un éventuel destin présidentiel de son prédécesseur. Retiré sur son Avenir, M. Léotard a désiré rester en charge des dossiers internationaux. Pour le reste, il va consolider sa cellule présidentielle parisienne, à la fois du Faubourg-Saint-Honoré.

M. Léotard a engagé un pari. La faillite de l'UDF ne peut pour l'heure que lui donner de l'assurance. Mais les cieux politiques sont bien changeants et, en se détachant ainsi de la constellation politique, M. Léotard prend aussi le risque de se satelliser. Il se fait plus de doute aujourd'hui qu'il n'a décidé de faire cause commune avec M. Michel Noir. Des initiatives seront bientôt prises pour tenter de concrétiser, comme le disent leurs amis, «l'effet de contraste» avec le couple interne Giscard-Chirac. Jusqu'où le PR est-il disposé à les suivre dans leur aventure? C'est «la» question. Ne serait-ce que dans la dénonciation des accords avec M. Jean-Marie Le Pen.

MM. Noir et Léotard ne devraient plus se priver de rappeler l'unité et l'unité n'est plus l'heure de «vendre son âme». S'il était demeuré le patron du PR, M. Léotard aurait peut-être évité de se laisser aller à ces deux initiatives. Mais le parti ne l'aurait pas suivi. M. Longuet n'a visiblement pas l'intention d'entrer immédiatement dans le vif de ce sujet. En confirmant le mois dernier sa candidature à la présidence, il indiquait déjà qu'il ne serait «responsable d'un parti politique et non d'une école de pensée». C'est limpide. La thématique est avancée: refuser d'en parler. Désigner le seul et vrai adversaire: le PS. Rappeler sans se lasser que le devoir de l'opposition est d'aller chercher tous ses électeurs légitimes.

M. Longuet sera d'ailleurs rapidement placé devant un test significatif. La fédération des Bouches-du-Rhône, la plus prospère de son parti, demande qu'au bureau politique de l'UDF le siège de M. Léotard revienne à M. Jean-Claude Gaudin, toujours en charge d'ailleurs de la commission électorale de l'UDF. Faut-il imaginer aussi que M. Léotard puisse se faire les mains?

DANIEL CARTON

La fédération du PCF de la Corse-du-Sud appelle M. Fiterman. — Le comité de la fédération communiste de la Corse-du-Sud a demandé, jeudi 22 novembre, que le prochain congrès du PCF adopte une résolution «en prenant pour base, avec le projet actuel, qui a besoin d'être réécrit dans ses parties essentielles, le texte présenté par Charles Fiterman». Ce comité fédéral souhaite que le texte de la résolution finale intègre également «les idées et propositions formulées au cours de la discussion préparatoire» et que le congrès «place le parti en mesure de répondre aux énormes exigences de la situation actuelle».

Nouvelle-Calédonie: une délégation coutumière à Matignon. — Une délégation du Conseil coutumier de Nouvelle-Calédonie, conduite par son président, M. Charles Attit, a été reçue, jeudi après-midi 22 novembre, à l'hôtel Matignon, par M. Michel Rocard. Elle a fait part au premier ministre des difficultés rencontrées dans la mise en place de cet organisme, institué par la loi référendaire de 1988 et représentant les représentants des huit aires coutumières. La consultation de cette instance est obligatoire, notamment sur les questions relevant du droit coutumier (état civil) et du droit foncier. M. Attit.

A la veille de son congrès national

Le Mouvement des radicaux de gauche affirme sa cohésion retrouvée

Le Mouvement des radicaux de gauche tient son congrès national, les 24 et 25 novembre, au palais du CNIT, à la Défense.

Il y a deux ans, au congrès de Versailles, le faible écart séparant MM. Yvon Collin, sénateur du Tarn-et-Garonne, et Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, tous deux candidats à la présidence du parti, avait conduit à un accord prévoyant que le premier n'occuperait cette fonction qu'un an, laissant au second la deuxième année du mandat. M. Zuccarelli sollicite aujourd'hui le renouvellement de son mandat, que nul n'a manifesté l'envie de lui disputer. Ce congrès est aussi l'occasion pour les radicaux de gauche de faire le point sur l'alliance qu'ils ont conclue au sein du mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson.

Les radicaux de gauche ont renoncé, semble-t-il, à ce dont ils s'étaient fait, sans doute malgré eux, une spécialité: les luttes intestines et les querelles d'hommes. En deux ans, la bonne volonté et l'intérêt bien compris des uns et des autres aboutissent à ce que le président sortant se retrouve sans adversaire pour le renouvellement de son mandat et à ce que les neuf députés que compte le mouvement soient maintenus leur opposition irréductible à la réélection au «peuple corse», contenue dans le projet de statut de l'île. Cette cohésion retrouvée n'exclut pas certaines nuances mais elle donne plus de cohérence à la discussion que les radicaux de gauche ouvrent en cette fin de semaine.

Deux textes doivent servir de bases au débat. L'un, signé de M. Zuccarelli, fixe les orientations du MRG. Il dénonce tout compromis avec le Front national, mais refuse tout «front républicain», qui ferait du parti lepeutiste le «régulateur» de la société politique. Rappelant les engagements écologistes de M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981, et président d'honneur du MRG, M. Zuccarelli condamne le «ni-ni» des Verts — qui

refusent de se désister aux seconds tours de scrutin — au risque de favoriser ainsi le succès de candidats d'extrême droite, pour accorder sa préférence à Génération écologie, le mouvement de M. Brice Lalonde.

Après avoir assuré que «si l'on peut désespérer de la place du Colonel Fabien, on doit garder espoir en l'élection communale», il note que le thème du rassemblement choisi par M. François Mitterrand à l'heure de son second septennat conforte le choix d'une gauche «pluraliste» alors qu'une gauche «monocoloriste», entendue socialiste, «serait restée minoritaire». S'estimant «indispensable» à la gauche et à la majorité présidentielle, les radicaux de gauche se voient aujourd'hui proposer par leur dirigeants de confirmer leur volonté de participer à la constitution d'un deuxième pôle au sein de la majorité présidentielle. Participer mais pas se fonder. M. Zuccarelli précise que France unie est un «rassemblement», un «cadre d'action», permettant à chacune de ses composantes de conserver son identité, et non «un nouveau parti».

Sur le terrain des propositions, il demande notamment au gouvernement l'ouverture de «châlières» (ceux de l'exclusion, de l'école et de la formation, de la ville, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, et de la justice), et au Parti socialiste la réunion d'un «état général» de la majorité présidentielle au printemps 1991 chargés de définir l'organisation d'une fédération de cette majorité et le mode de désignation du ou des prochains candidats à l'élection présidentielle.

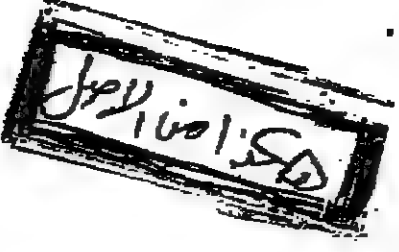
L'apport de M. Bredin

La contribution de M. Jean-Denis Bredin se veut plus idéologique. Les repères sur lesquels elle se fonde ne sont pas, loin s'en faut, à l'honneur de la gauche au pouvoir. Ils conduisent l'économiste à quelques étonnantes mandations: «Que la gauche traque toutes les abdications de l'intelligence, toutes les formes d'asservissement de l'esprit (...), et d'abord qu'elle tâche de s'en préserver». Il convient, pour M. Bredin, de «traquer toutes les hiérarchies injustes, les signes de prééminence, les passe-droits qui étouffent et ridiculisent notre société, pénétrer dans nos basiliques d'aujourd'hui: le statut de la fonction publique, l'ensemble des statuts protégés, notre système fiscal, notre système d'enseignement, notre sécurité sociale, changer la manière dont l'Etat-roi et ses administrations, et sa police, traitent le tiers-état». «Si la gauche devenait capable de nous parler vraiment, et non comme on parle à des sujets ou à des imbéciles, si elle était de devenir plus intelligente, plus généreuse, pour tenter de nous rendre tels, si elle nous donnait l'exemple de la vérité, de l'attention chaleureuse, de la liberté de l'esprit, dit-il, il est probable qu'elle réconcilierait les Français et la politique, rendant à celle-ci sa véritable fonction». «Pourquoi la gauche se condamnerait-elle à tant ressembler à la droite?» M. Bredin demande tout simplement à ses amis du MRG de faire en sorte — au plus vite — que sa propre interrogation apparaisse injustifiée.

ANNE CHAUSSEBOURG

Dans son...

Le Conseil des trois grandes



16 Théâtre : Pour l'amour d'un orange
Danse : L'espace du doute

Dans son rapport sur « l'évolution du lycée » remis à M. Lionel Jospin

Le Conseil national des programmes préconise trois grandes filières pour les classes terminales

Le Conseil national des programmes devait rendre public, vendredi 23 novembre, son rapport sur « l'évolution du lycée », officiellement remis la veille au ministre de l'éducation nationale, qui le lui avait commandé au printemps dernier.

Ce document de plus de cent pages formule des propositions très précises pour redéfinir l'organisation pédagogique et le contenu des programmes des classes de seconde, de première et de terminale de l'enseignement général (les actuelles filières A, B, C, D, E) et de l'enseignement technologique tertiaire (filière G). Il préconise notamment le regroupement des filières générales autour de trois grandes « voies » (littéraire, scientifique, économique et sociale), et la réorganisation de l'enseignement en première et terminale autour d'un programme général et d'un programme complémentaire composé de modules semestriels choisis par les élèves. Enfin, il introduit dans le baccalauréat une part de contrôle continu. Ce projet de réforme devrait être examiné par le Conseil supérieur de l'éducation le 3 décembre prochain. Après « réflexion et concertation », M. Jospin devrait faire connaître ses décisions d'ici le mois de mai prochain.

Rarement rapport sur l'éducation aura été aussi attendu. Saisi au printemps dernier par le ministre de l'éducation nationale, le Conseil national des programmes remet en effet ses « propositions sur l'évolution du lycée » au moment où le mouvement lycéen vient de repousser brutalement les problèmes de l'enseignement secondaire en France.

Ce rapport constitue une première étape et ne traite en détail que de la situation des lycées d'enseignement général et des filières G (tertiaire) de l'enseignement technologique. Il laisse donc de côté, dans l'immédiat, les filières conduisant au baccalauréat professionnel et les filières technologiques industrielles (sections F de terminale).

■ DÉMOCRATISATION ET DÉCLOISONNEMENT

Les propositions du CNP s'inscrivent dans le cadre de la loi d'orientation de 1989 qui entend conduire tous les jeunes à une qualification reconnue, dont 30 % au niveau du baccalauréat. Cet objectif suppose « une véritable démocratisation des lycées ».

Pour y parvenir, le CNP estime qu'il faut « éviter au système les rigidités qui figent les erreurs d'orientation et les difficultés ponctuelles qui pénalisent surtout les enfants de milieux défavorisés. Il faut diminuer le taux de redoublement, caractéristique de notre système éducatif, et éviter toute spécialisation prématurée. Il faut décloisonner les voies de formation en leur donnant une finalité claire et précise. Il faut faire accepter l'idée que le travail des élèves doit être plus approfondi, que les horaires doivent laisser une place significative au travail personnel. Enfin, il faut réduire progressivement la surcharge

des classes, et limiter le nombre de classes par enseignant. Enfin il faut décloisonner le professionnel, le technologique et le général, en instaurant les passerelles nécessaires ».

C'est sur la base de ces orientations que le CNP a élaboré le redéfinition de l'organisation pédagogique du lycée. Certes, précise-t-il, « tous le monde s'accorde à reconnaître certaines causes de l'échec : classes trop nombreuses, insuffisance des dédoublements, d'ordre strictement financier, elles retiennent l'impératif de gestion connus. Mais ces impératifs ne doivent ni être admis comme une fatalité, ni servir d'alibi au refus de toute évolution ».

■ LA CLASSE DE SECONDE

La volonté d'amener davantage d'élèves au niveau du bac conduit le CNP à proposer de garder à la classe de seconde sa fonction de classe de détermination, de « charnière essentielle de la trajectoire scolaire ». Pour cela, il préconise une organisation originale de l'année scolaire, destinée à renforcer le soutien pédagogique et à aider les élèves à se « forger un projet d'orientation ».

Dès la rentrée de septembre le CNP préconise une évaluation organisée localement, mais sur des critères nationaux, pour faire le point sur les acquis ou les faiblesses de chaque élève. Les premières semaines, jusqu'aux vacances d'automne, seraient consacrées à la consolidation des acquis et à la remise à niveau, grâce à un renforcement des horaires de français, de mathématiques et de physique.

Ensuite, pour l'essentiel, « les horaires et programmes actuels » seraient maintenus avec davantage d'activités en groupes restreints et sous la houlette, pour les élèves en difficulté, de « professeurs d'étude » assurant une aide pédagogique particulière, et rétribués à cet effet. Ils pourraient être aidés par des « moniteurs d'étude, prioritairement des allochtones d'enseignement ».

Avant les vacances de printemps, le CNP prévoit une évaluation commune à toutes les classes de seconde de l'établissement. « Après cette évaluation, les élèves décident dans leur projet mais souhaitent le mener à bien sont autorisés à abandonner une discipline. Dans ce cas l'aide pédagogique devient obligatoire pour eux jusqu'à la fin de l'année et implique un travail personnel plus important ».

■ CLASSES DE PREMIÈRE ET DE TERMINALES

Les propositions du CNP innoveront sur trois points essentiels : le remodelage des programmes, la restructuration des filières et la redéfinition des horaires de chaque discipline (voir encadré).

Les contenus des programmes, estime le rapport, « devront être revus soigneusement, afin d'aller à l'essentiel et d'introduire la cohérence indispensable entre les différentes disciplines ». Pour cela, il envisage de distinguer d'une part le « programme général », fixé nationalement, dans chaque filière, pour une durée d'au moins cinq ans et chargé d'assurer aux élèves une « solide culture générale », et d'autre part un « programme complémentaire », composé d'une liste de modules spécifiques à chacune des filières. Ces modules semestriels, d'une durée de quatre heures hebdomadaires, permettront d'approfondir une discipline de base ou de découvrir une autre discipline. Les modules seront choisis librement par les élèves et ne pourront en aucun cas leur être imposés. Enfin des « modules d'arts » seront désormais offerts dans toutes les voies de formation.

Le programme général absorbera à peu près 30 % de l'horaire et le programme complémentaire (deux modules semestriels sur une année) les 20 % restants.

Deuxième innovation : le Conseil national des programmes propose un sérieux regroupement des filières actuelles autour de trois grandes « voies » pour l'enseignement général et d'une seule voie pour le technologique tertiaire.

1. La voie économique et sociale. Elle est centrée sur l'économie, les sciences sociales, l'histoire et la géographie. L'enseignement des mathématiques est appliqué aux sciences



économiques et sociales. Le programme complémentaire ouvre sur des disciplines nouvelles (droit et institutions, sociologie etc.), annonçant des poursuites d'études diversifiées au-delà du baccalauréat.

2. La voie littéraire. Elle est centrée sur les lettres modernes et classiques, et les langues et intègre la dimension européenne. Elle comporte un enseignement scientifique, notamment en biologie.

Le programme obligatoire de première comporte un horaire de français, permettant à la fois un travail sur la langue, une étude sur la diversité des types de textes et une approche de la littérature française. Une initiation à la philosophie est proposée, sous la forme d'un module semestriel.

3. La voie scientifique. Elle

regroupe les actuelles filières C, D et, à terme, E. Mathématiques, sciences expérimentales et technologie permettront à l'élève de construire un parcours correspondant à ses capacités et à son projet, hors des choix actuels trop souvent fondés sur l'échec en mathématiques. La place de la chimie est valorisée; la biologie très renforcée.

4. La voie technologique tertiaire. Elle associe un enseignement général, un enseignement économique et juridique, et un enseignement technologique. L'informatique est une composante importante de la formation technologique, quelle que soit la spécialisation. Des possibilités de diversification sont offertes en direction des langues, des mathématiques appliquées, de diverses technologies. L'image de cette formation est à

reconstruire, selon le CNP, car elle s'est dégradée au fil des années. Le projet renforce, de manière importante, les horaires d'enseignement général. Les horaires du pôle technologique sont, en revanche, réduits, avec la mise en place de groupes allégés. Enfin, précise le CNP, la voie technologique gestion-communication « doit être la première voie informatisée. Priorité doit lui être donnée dans l'attribution des moyens informatiques ».

■ LE BACCALAURÉAT

En dépit de nombreuses critiques (incitation au bachotage, renforcement de la rigidité des filières et des disciplines, coût, etc.), le CNP prend quelques précautions. « Son caractère national est plus que symbolique : il est un repère essentiel dans les rapports entre l'école et la nation et il permet de fixer clairement les objectifs de la démocratisation. Si des évolutions sont nécessaires, elles doivent être prudentes ».

Le CNP n'en propose pas moins un sérieux aménagement de la formule actuelle : seul le programme général resterait évalué nationalement par un examen écrit ou oral. En revanche les modules du programme complémentaire seraient évalués par un contrôle en cours de formation (contrôle continu ou jury local). Pour l'oral de rattrapage, le candidat sera interrogé « dans une seule discipline choisie à l'avance par l'élève dans les matières caractérisant la voie de formation ». Enfin le CNP prévoit un sérieux rééquilibrage des coefficients de chaque discipline.

Et pour parer aux critiques prévisibles sur le contrôle continu, le CNP souligne que « le secteur sélectif/passe-baccalauréat, notamment les classes préparatoires aux grandes écoles, recrutent sur les bulletins scolaires, et ce dès le printemps. (...) Quand on admet sans protester que le contrôle continu peut être l'outil de la sélection, on ne peut simultanément lui dénier toute valeur ».

G. C. et Ch. G.

Les nouveaux horaires

■ La voie scientifique. — En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, il y a une diminution d'une heure en physique-chimie, en histoire-géographie, en français et en langue vivante 1. Les élèves choisissent en outre deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : physique, chimie, biologie ou arts. Ils peuvent aussi opter pour un module de technologie de six heures.

En classe de terminale, dans le programme obligatoire annuel, les élèves ont tous six heures de mathématiques (au lieu de neuf heures dans les terminales C actuelles). L'enseignement de physique-chimie et d'histoire-géographie diminue d'une heure. Ils choisissent deux modules de quatre heures parmi les suivants : mathématiques, physique, chimie, biologie, sciences de la Terre et de l'Univers, technologie (six heures) ou arts.

■ La voie littéraire. — En classe de première, les deux nouvelles plus importantes sont l'introduction d'un enseignement obligatoire de philosophie (trois heures pendant un semestre) et la réduction importante de l'horaire de mathématiques, qui passe de cinq heures hebdomadaires annuelles à trois heures hebdomadaires pendant un semestre. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : littérature européenne, histoire de l'Europe, langue vivante 1, mathématiques pour sciences humaines, arts.

En classe terminale, l'horaire de philosophie passe de huit heures à six heures et un enseignement de biologie (deux heures) est créé. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : philosophie et sciences humaines, pratiques d'écriture (réflexion sur les langages naturels et artificiels), environnement, maths pour sciences humaines, arts.

■ La voie économique et sociale. — En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, l'enseignement de l'histoire-géographie diminue d'une heure et celui de mathématiques

d'une heure et demie. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : droits et institutions, analyse sociologique, organisation et gestion, maths pour sciences humaines, arts.

En classe terminale, dans le programme obligatoire annuel, les enseignements de sciences économiques et sociales et d'histoire-géographie diminuent d'une heure; celui de mathématiques d'une heure trente, celui de philosophie de deux heures. Les élèves choisissent deux modules semestriels de quatre heures parmi les suivants : analyse économique, philosophie et sciences humaines, environnement, mathématiques pour l'économie et la gestion, arts.

■ La voie technologique tertiaire. — En classe de première, dans le programme obligatoire annuel, les mathématiques passent de trois heures à une heure trente et l'histoire-géographie passe de deux heures annuelles à trois heures semestrielles. Les disciplines économiques, administratives et de gestion passent de quatorze à douze heures (sciences économiques et juridiques, six heures, gestion et informatique, six heures). L'élève choisit en outre deux modules semestriels, l'un d'enseignement général (langue vivante 2, expression, art, environnement et santé), l'autre d'enseignement technologique (communication et action commerciale, communication et organisation).

En classe de terminale, le programme obligatoire est commun aux deux spécialisations, gestion et communication et entreprise : sciences économiques et juridiques (six heures), histoire-géographie (trois heures au lieu d'une heure trente), philosophie (trois heures au lieu de deux), langue vivante 1 (trois heures). Les élèves choisissent un module annuel de huit heures dans leur dominante et deux modules semestriels de quatre heures.

L'audace ou l'enlisement

par Gérard Courtois

Les dés sont jetés. Tant de fois évoquée et invoquée depuis une dizaine d'années, objet de tant de rapports aussi vite oubliés que publiés, la réforme du lycée revient sur la tapisserie. Plus urgente que jamais. Plus délicate aussi, à force d'avoir été reportée à des jours meilleurs par les trois prédécesseurs de M. Jospin.

Le lycée est malade. Après bien d'autres (le Monde des 17 et 23 novembre), le Conseil national des programmes (CNP) fait de l'institution un diagnostic sévère. « Conçu à l'origine pour accueillir « l'élite » de la population scolaire, le lycée d'enseignement général accueille aujourd'hui en classe de seconde plus de 60 % d'une génération ». Or cette ouverture à une population scolaire élargie et de plus en plus hétérogène « n'a pas entraîné une réelle démocratisation ».

Hérarchie rigide des filières, depuis la prestigieuse section C jusqu'aux modestes sections G de l'enseignement technologique, persistance de l'orientation par les mathématiques et par l'échec, horaires surchargés et « programmes excessifs qui privilégient l'accumulation des connaissances au détriment de compétences véritables » : tout contribue, estime le CNP, à favoriser « l'auto-reproduction des élites ».

Bref, le rapport du Conseil national des programmes conforte un sentiment largement partagé : si l'on ne fait rien pour adapter le lycée à ses nouvelles missions et à sa nouvelle population scolaire, l'on entérinera un enseignement secondaire à plusieurs vitesses, compartimenté et inégalitaire. Quand les pouvoirs publics se cessent d'afficher leur volonté d'amener 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat, une telle dérive pourrait être vécue comme une impature.

Le mouvement des lycéens de ces dernières semaines a agité ce risque et convaincu le gouverne-

ment qu'il ne pouvait plus faire l'économie d'une réforme en profondeur du lycée, quoi qu'il en coûte. Certes, les élèves ne sont pas descendus dans la rue pour réclamer une réforme pédagogique. Mais la composition même des cortèges, où dominaient très largement les actuels des sections « maths » et les sans-grade de l'enseignement technologique et professionnel, témoigne assez que les cloisonnements actuels sont porteurs de ruptures graves.

Les corporatismes bousculés

C'est pour tenter de prévenir de tels blocages que le CNP recommande un remodelage en profondeur des programmes, des filières et des méthodes d'enseignement.

Ces propositions bousculent bon nombre de tabous, regroupent en trois grands pôles les filières trop nombreuses et étanches de l'enseignement général, introduisent le principe d'une partie d'enseignement modulaire et sectoriel, multiplient les dispositifs d'aide pédagogique personnalisée, glissent de la technologie dans toutes les formations et renforcent l'enseignement général dans les filières technologiques, réduisent le poids des mathématiques dans les horaires de première et de terminale, renforcent la biologie et les enseignements artistiques...

Autant de novations qui ne manquent pas de heurter tous les corporatismes disciplinaires et de mettre à vif les frustrations d'un milieu enseignant déjà profondément déstabilisé par l'explosion des effectifs et la diversité des profils de lycéens. Avant même de connaître le détail des propositions du Conseil national des programmes, une vingtaine d'associations de spécialistes et quatre syndicats, dont le SNEP (Syndicat national des enseignants du second degré), majoritaire chez les

professeurs de lycée, ont décliné un tir de barrage en lançant un appel commun « pour un enseignement efficace » : ils réclament davantage de moyens, de temps et d'enseignants mieux formés et évitent soigneusement de s'interroger sur la pertinence du modèle de lycée qu'ils défendent.

Bousculant les professeurs, le projet du CNP peut-il espérer obtenir l'attention et l'appui des lycéens ? Le pari est aléatoire. Le discours des enseignants sur la défense de la qualité des études risque fort de conforter l'inquiétude des jeunes sur la dégradation de leur formation.

Reste pour le Conseil national des programmes à trouver un soutien sans faille auprès du gouvernement. Le premier ministre a affirmé, la semaine dernière, sa volonté de prendre à bras-le-corps le dossier de la rénovation des lycées. Le ministre de l'éducation nationale lui a embobiné le pas, malgré ses réticences depuis deux ans à heurter de front la corporation enseignante. Jusqu'où a-t-il décidé d'aller dans cette voie ? C'est toute la question. Selon la réponse que M. Jospin y apportera dans les prochaines semaines, la réforme du CNP marquera une ère nouvelle dans les lycées ou rejoindra le cimetière des rapports enterrés.

SODOR
Diamantier-joaillier

présentation collection 91
5000 modèles exclusifs

avec intermédiaire

invitation uniquement sur demande
au (1) 46 00 44

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire des Girondins de Bordeaux

M. Claude Bez, inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance se voit interdire la gestion du club

M. Claude Bez a été inculpé, jeudi 22 novembre, d'escroquerie, abus de confiance, complicité de faux, recel d'abus de biens sociaux, par Bernadette Pragout, doyen des juges d'instruction bordelais (Nos dernières éditions du 23 novembre). Le président des Girondins de Bordeaux FC est placé sous contrôle judiciaire. Il doit verser une caution d'un million de francs. Il lui est interdit de « gérer, administrer, contrôler » le club, dont il tenait les rênes depuis douze ans. Eric, son fils, qui était en garde à vue depuis mardi 20 novembre, a été inculpé de faux et usage de faux, recel d'escroquerie et abus de biens sociaux. Il est également placé sous contrôle judiciaire et doit verser une caution de 500 000 F. Enfin, M. Pragout a inculpé de faux et usage de faux le directeur général de la société Malardeau, M. Jacques Rubio. Il était, lui aussi, gardé à vue depuis le 20 novembre. En revanche, Pascal, le deuxième fils de Claude Bez, et André Pissan, le directeur de la société Aquitaine-Environnement, ont été relâchés après leur garde à vue. Ils ne sont pas poursuivis.

BORDEAUX
de notre correspondant

Le palais de justice de Bordeaux était en état de siège, jeudi 23 novembre. Une cinquantaine de policiers barraient les issues et interdisaient l'entrée à la presse. A 10 h 45, Claude Bez ne fit qu'un bond de la voiture de ses avocats à l'une des petites portes du bâtiment. Ses fils Eric et Pascal, ainsi que Jacques Rubio et André Pissan, l'avaient précédé, menottes aux poignets, dès 8 h 15.

Les inculpations de Claude et Eric Bez et de Jacques Rubio furent confirmées en milieu de journée par un communiqué officiel du procureur de la République. Leur nature différente, pour chacun des trois hommes, éclaire le rôle qu'ils ont joué dans les affaires instruites à Bordeaux : il s'agit de la construction du centre international de football du Haillan et des travaux de l'ancien siège du club de football, boulevard du Maréchal-Leclerc à Bordeaux.

Le centre du Haillan, d'un coût réel de 44 millions de francs, a été financé, à hauteur de 34 millions de francs, par les collectivités locales, ville de Bordeaux en tête. Faux devis et fausses factures établis par les entrepreneurs, en premier chef la société Malardeau, auraient permis de détourner 10 millions de francs.

Tout ou partie de cette somme escroquée aurait transité par l'une des sociétés dirigées par Eric Bez, nommé par son père « coordonnateur » du chantier du Haillan. Puis, ces millions baladeurs seraient revenus entre les mains du président des Girondins de Bordeaux FC. Un mécanisme simi-

laire aurait été appliqué pour l'immeuble du boulevard Leclerc à Bordeaux, acheté, en 1987, 15 millions de francs à EDF. Le conseil municipal de Bordeaux avait octroyé une subvention de 37,5 millions de francs pour cet achat et les travaux de rénovation. Des travaux y furent effectués, toujours sous la double houlette de la société Malardeau et de M. Eric Bez.

Enfin, le bâtiment fut revendu, fin 1989, pour 30 millions de francs par l'entremise d'Eric Bez.

Un hôtel
au Sénégal

Au cours de son audition par la police judiciaire pendant sa garde à vue, Eric Bez aurait fourni des éclaircissements sur l'usage d'une partie des fonds volatiles, notamment dans le chantier du Haillan. 4 millions de francs auraient, en partie, financé l'acquisition de l'hôtel Les Piroguiers à Fatick, au Sénégal.

Jacques Chaban-Delmas maintiendra-t-il sa confiance à Claude Bez ? L'inculpation du président des Girondins de Bordeaux FC n'a provoqué, jeudi, aucune réaction officielle à la mairie de Bordeaux, où Jacques Chaban-Delmas était absent. « Les faits me donnent raison », constate, en revanche, François-Xavier Bordeaux, leader de l'opposition municipale socialiste. Le premier, il avait dénoncé la gestion aléatoire du club, et il a décidé de demander au tribunal administratif « l'autorisation de se substituer au conseil municipal pour se constituer partie civile, afin de sauvegarder les intérêts des contribuables bordelais ».

Le comité de gestion des Giron-

dins de Bordeaux FC, dans lequel M. Bez compte des amis, voire des obligés, semblait décidé, jeudi soir, à maintenir sa « confiance », contre vents et marées, au président, fût-il interdit de gestion et inculpé. « Il faut laisser la justice suivre son cours et ne pas accuser Claude Bez. Il faut voir aussi ce qui va dire la maire », confiait M. Georges Tournikien, vice-président en titre des Girondins de Bordeaux FC. « Je suis prêt, disait-il également, à assurer l'interim, en attendant des jours meilleurs ».

Le comité de gestion et l'assemblée générale du club devraient se réunir vendredi 23 novembre.

GINETTE DE MATHA

Les CRS interviennent contre les surveillants des Baumettes à Marseille. Les CRS sont intervenus vendredi 23 novembre vers 11 heures pour dégager l'entrée de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, bloquée depuis 6 à 30 par une centaine de surveillants. Au cours de l'opération, un délégué régional du syndicat CGT-pénitentiaire a été blessé au visage par un coup de crosse. A l'appel des syndicats UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), FO et CGT, les surveillants réclamaient le départ du directeur, M. Jacques Daguette. Le transfert immédiat de cent détenus considérés comme des meneurs, la réunion de la commission nationale des agressions (composée de représentants de l'administration pénitentiaire et des organisations syndicales) et la fouille complète de l'établissement.

« Du football,
ce terrible mercenaire... »

Les moustaches de Claude Bez ont dû frémir de plaisir, en cette soirée du lundi 27 octobre 1986, en écoutant ces vers de mirliton dithyrambiques devant un parterre de notables bordelais :

Du football, ce terrible mercenaire,
Aime la bagarre et recherche l'adversaire.
106 kilos de poids, 1,72 m de taille
Il n'y a pour ce lutteur que la lutte qui vaille.
Il se défend avec franchise d'être un ange.
Tant pis s'il emmerde, tant pis s'il dérange.
Où, Girondins, vous avez là un grand président.
Qui mérite bien la confiance de Bordeaux et de Chaban.

Ce jour-là, dans les salons de l'hôtel de ville, quelques gouttes de sueur et d'émotion ont perlé sous l'éternelle mèche rebelle du président des Girondins. Quand le Tout-Bordeaux, celui de la politique et celui du vin, lui offrit ces quelques vers et un buste en or le représentant brandissant la coupe de France, il se vit sans doute prince d'Aquitaine, dauphin d'un Jacques Chaban-Delmas absent en cette occasion.

Son équipe de football venait de battre l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie au Parc des Princes. Il était apprécié, choyé. Une collecte organisée auprès des quatre cent soixante-dix « VIP » invités par les Girondins à Paris à l'occasion du match avait permis de financer l'œuvre en question. Et c'est avec cœur que Bordeaux la bourgeoise s'était fendue de quelques rimes nécessaires pour ce Gascon fort en muscles et en gueule, dont les manières de gaillet contravenaient pourtant à la bienséance de mise au pays du chebanisme.

Truculent, franchouillard,
cynique

Quatre ans se sont écoulés depuis cette cérémonie. La « terrible mercenaire » a fini de lutter. Il n'y a plus la confiance de quiconque. A force d'aimer la bagarre et de rechercher les adversaires, le lutteur s'est écroulé sous les coups et les dettes. Inculpé jeudi 22 novembre d'escroquerie, abus de confiance, complicité de faux, recel et abus de biens sociaux, il s'est vu interdire tout pouvoir au sein d'un club dont le déficit s'élève à 242 millions de francs.

Claude Bez est donc obligé de quitter le terrain. La nouvelle était attendue depuis des années dans le milieu du football, parfois avec impatience. Mais, jusqu'à présent, il avait déjoué tous les pronostics, en particulier grâce au soutien sans faille que lui accordait la mairie. Sa chute peu glorieuse n'en prend aujourd'hui que plus d'ampleur. Pour la ville de Bordeaux et pour son club, dont l'avenir paraît incertain. Pour l'ensemble du football français, aussi, qui perd là son trublion le plus virulent et se retrouve confronté à une nouvelle affaire.

Étonnant personnage que ce dirigeant au verbe truculent. On l'a dit fou ou cynique, méchant ou sympathique. On l'a présenté comme un homme de parole, fidèle en amitié, ou comme un mégalo-mane idéologue, soucieux de servir son pays et sa région, un patriote extrémiste obsédé par l'idée d'une jeunesse « saine et propre ».

Claude Bez, quarante-neuf ans, homme du terroir amoureux de son Sud-Ouest natal, est un peu tout cela à la fois. Il s'est souvent voulu l'apôtre d'une sorte de bon sens paysan, d'un honneur à la mode d'antan, reposant sur la parole donnée. Il a toujours porté haut le drapeau d'une certaine « fran-

chouillardise » qui avait fini par le rendre populaire. Peu importe si les supporters adverses le considéraient lorsqu'il voyageait avec ses joueurs, s'ils railleient ses bégalements, ses bachchantes de grognard et son embonpoint, ce Girondin d'origine modeste, expert-comptable de profession, était devenu une figure, sans doute flattée par tant d'intérêt. La France du football avait appris à rire de ses frasques, à s'amuser de ses joutes verbales avec Bernard Tapie, à glousser lorsqu'il avouait avoir offert des prostituées à des arbitres lors des rencontres de Coupe d'Europe.

Président des Girondins depuis ce jour de 1978 où Jacques Chaban-Delmas lui accorda son soutien et ses subventions sous réserve de gestion sans faille (un « contrat de confiance », disait toujours l'ancien premier ministre), Claude Bez a longtemps cru qu'il avait partie gagnée, malgré les nombreuses tempêtes traversées en douze ans.

En construisant un club qui est sans doute le mieux structuré et le plus professionnel de France, il pensait avoir définitivement séduit les notables, sensibles aux costumes de marque que portaient les joueurs et aux petits fours servis dans les loges posées du stade municipal.

D'une main dictatoriale

Des années durant, Bordeaux s'est pris au jeu du ballon rond. Comme émue par cette équipe si talentueuse, championne de France en 1984, 1985 et 1987, demi-finaliste de Coupe d'Europe en 1985 et 1987, la ville s'est enflammée, au contact de ce président qui, entre deux incartades, menait le club d'une main dictatoriale. Était-il parfois vulgaire ? Tenait-il des propos de soudard plus souvent qu'à son tour ? Peu importait, puisqu'il présentait la seule garantie valable au pays de Mauriac, celle d'un Jacques Chaban-Delmas qui augmentait les subventions et multipliait les garanties d'emprunts.

L'influence de Claude Bez dépassait largement le Madoz et la tribune d'honneur du stade. En imposant son diktat aux chaînes de télévision et parfois aux autorités du football français - le 1^{er} novembre 1988, c'est lui qui organisa l'arrivée de Michel Platini à la tête de l'équipe nationale, - il avait également su imposer une nouvelle donne du fric et du foot.

Avec de l'argent, vous êtes le meilleur président, sans argent, vous êtes un con », avait-il pour habitude de dire. Le milieu dans son ensemble ne s'est pas fait prier pour lui emboîter le pas, et les critiques à son égard ont toujours été bien timides, au moins avant l'arrivée de Bernard Tapie à la tête de l'Olympique de Marseille au printemps 1986.

Pourtant, à Bordeaux comme ailleurs, Claude Bez a fini par laisser son monde. Après des années de lune de miel, la ville s'est mise à douter de lui, jusque dans l'entourage du maire, à regretter qu'un comportement si outrancier saisisse son image de marque, à se demander pourquoi M. Chaban-Delmas persistait à le soutenir.

Les mauvaises prestations de l'équipe lors de la saison 1988-1989, des choix sportifs aventureux (le Monde du 14 août), un déficit de plus en plus important et surtout diverses polémiques sur d'éventuelles malversations financières (le Monde daté des 9-10 septembre) ont, à la longue, eu raison de lui. Sifflé hors-jeu, le « terrible mercenaire » entre aux vestiaires et son club se retrouve condamné à livrer le match le plus indécis de son histoire.

PHILIPPE BROUSSARD

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

Sur le chapitre de la morale et de la vertu, termes assurément vieillots qu'il serait tenté d'écarter, il n'y a rien de plus dangereux que de se laisser aller à la réflexion. La France fait figure de bouteille à moitié vide ou de bouteille à moitié pleine. L'image est rebattue. Elle fait pourtant en principe le départ entre les pessimistes et les optimistes, entre les censeurs et les alliés, entre ceux qui croient : « La France est pourrie ! » et les autres qui ajoutent : « Mais elle se soigne. »

Les tenants du premier camp n'ont pas de minces arguments à faire valoir. C'est bien simple : vers quelque horizon que se dirige le regard, sur quelque terrain qu'il s'arrête, il y a toujours un juge d'instruction dans le décor. S'il n'y est, on l'attend.

De ce qui est avéré à ce que l'on est en droit de craindre, le monde politique vit d'expédients. Aujourd'hui seul en cause (mais il ne faudrait pas prendre les Français pour plus naïfs qu'ils ne sont), le Parti socialiste n'est que la portion émergée d'un ensemble plus vaste qui, pour une fois, réunit tous les mouvements, bien sûr contre leur gré, du Parti communiste au Front national. Pas un parti, pas un, qui pourrait produire, s'il était possible d'exiger l'état de ses dépenses et qu'il fût en mesure de la faire, un bilan montrant que les recettes correspondantes ont été obtenues clairement et légalement.

Sur un registre moins essentiel à la santé (mentale) du pays, mais pas moins préjudiciable à son image et à l'idée qu'il se fait de lui-même, c'est peu ou prou la totalité de l'univers du football professionnel qui a la choie entre la démission et la révocation. L'opposition et les sceptiques, qu'ils soient ou non de profession, voudront bien convenir à ce propos que les clubs dont les dirigeants se flattent d'être proches de la majorité ne sont pas moins soumis à la curiosité des brigades financières que ne le sont les autres. C'était bien le moins ; c'est une bonne nouvelle. Il était sage, en effet, de ne pas tenir de supposés engagements politiques pour autant de certificats de bonne conduite. A en croire la tête qu'il faisait, débarquant du Japon, lorsqu'on l'interrogeait sur ce point, M. Bernard Tapie, qui a cru se préserver de l'incendie en allumant le feu, en faisait l'expérience. Le spectacle ne manquait pas de sel.

PEUT-ÊTRE moins endémique qu'il n'est flagrant dans le domaine de la politique ou du football, ce qui se passe dans la police a de quoi faire frémir. Après les arrements, y compris les plus criminels, constatés parmi les agents des renseignements généraux, c'est la police ordinaire qui est à son tour éblouissante par ce qui vient d'être révélé à Lyon en fait de grand banditisme, ou encore avec les policiers faisant

métier de trafiquants de drogue grâce à leurs fonctions dans les services chargés de contrôler les frontières. Si les Français ont cru pouvoir se torturer de rires au film de Claude Zidi les Ripoux, et si ils avaient d'ailleurs bien tort, il n'en est plus temps lorsque des policiers sont ramenés au rang des assassins, directs lorsqu'ils montent de meurtrières attaques à main armée, indirects mais pas moins certains lorsqu'ils se font fournisseurs d'héroïne ou de cocaïne, à défaut de trouver plus.

Bouteille

S'y ajoutent, pêchés dans la récente actualité, la corruption de celui-ci, que n'explique ; nulle « nécessité » électorale, les cadeaux reçus par celui-là, que la proximité de Noël ne saurait justifier, le trop rapide prospérité d'un troisième, que ses revenus officiels rendaient impossible, l'opulence d'un quatrième, qui confondait mandat électoral et blanc-seing... On s'arrêtera là pour éviter de noircir un tableau déjà trop éloquent.

TOUT cela, sans oublier ce que l'on ne connaît pas encore, composerait une situation effroyable si elle n'était compensée par la conception dite « de la bouteille à moitié pleine ». Elle incite à ne pas sombrer dans le nihilisme puisque, malgré tout, ces crimes, ces fautes et ces errements ne sont pas demeurés cachés.

Il y a lieu au contraire d'espérer sérieusement que leurs auteurs, qui ne peuvent alléguer ni la médiocrité de leur existence, ni les difficultés d'être, ni la complication de leurs origines, seront très sévèrement punis ; à proportion de la place considérable que leurs contemporains leur avaient déjà consentie et reconnue. Si des zonards, enfants lointains des « forêts » du début du siècle, ne sont pas excusables pour leurs violences, le sont encore moins ceux que leur manifeste insertion dans la société n'accablait pas à ce qu'ils ont fait.

Tout à l'inverse, si l'on peut trouver une relative excuse à des loubards qui se comportent en dehors de leurs cités comme on les laisse vivre au-dedans, imputés du moment qu'ils n'en franchissent pas les limites, il n'y a que des circonstances aggravantes pour des hommes dont les fautes découlent des facilités que leur donnent des fonctions en elles-mêmes déjà plaisantes et enviables.

Pourtant, cette boue - et c'en est une - qui éblouit le pays à travers ce qu'il est convenu d'appeler ses élites, à défaut des vedettes, au pis ses protecteurs, est aussi motif à se rassurer : les fautes n'ont pas été étouffées bien qu'elles soient lourdes. Fût-ce en prenant son temps, fût-ce talonné par la

presse, la police a arrêté les malfaiteurs qui s'abritaient en son sein. Elle serait bien avisée de ne pas se limiter à un coup qui pour être d'éclat n'en a pas moins été long à venir. Lorsque la peur qu'inspire le gendarme devient l'angoisse face au policier dont on ne sait s'il vient faire sa ronde ou la peau des riverains, ce n'est plus la démocratie et tout ce qu'elle doit garantir au-delà du bulletin de vote, c'est le jungle.

PAR deux fois, en 1988 avec M. Jacques Chirac, en 1990 avec M. Michel Rocard, la classe politique s'est donnée l'absolution. L'opinion, pour sa part, s'est bornée à un sursis concédé du bout des dents. Ne pas se le rappeler serait risquer de faire tomber le sursis. Même si la loi a résisté à Panama et au scandale des décorations, si la IV^e a tenu bon face au trafic des piastres, la République n'en est pas sortie grandie. Or, disons-le, encore une fois tenter le diable, ce n'est pas bien le moment.

Rien n'est de nature à détourner l'attention des Français du vilain spectacle qui leur est servi chaque jour depuis trop longtemps. Pas d'Empire allemand à invoquer pour aller récupérer l'Alsace et la Moselle, comme ce fut le cas du temps de Panama ; pas de France à reconstruire et qui occupe tous les esprits lorsque la classe politique, déjà, est souillée par l'affaire des piastres après la seconde guerre mondiale. Qu'on ne compte pas sur le Golfe ; les otages français rentrés dans leurs foyers, il n'y a plus d'otages en Irak. Sans ennemi extérieur, sans projet intérieur, c'est indubitablement le règne du chacun pour soi. On sait ce que cela donne dans les pays où une telle morale triomphe.

Ce nettoyage (si détestable que soit ce mot, chéri de toutes les extrêmes droites) est d'autant plus nécessaire que l'époque est non seulement incertaine mais qu'il n'y est personne pour ne pas le savoir ; que l'individu y est vulnérable et, ainsi, interchangeable, qu'il est donc amené à ne penser strictement qu'à lui, à n'avoir aucune considération pour des hommes qui agissent de même alors qu'ils sont là pour faire le contraire ; par conséquent à mépriser le système qu'ils incarnent. Si l'on complète l'équation avec les revendications du monde lycéen, que pourrait rejoindre cet état d'esprit, il y a comme de l'urgence dans l'air. Si, au contraire, on escompte que le temps et un peu (beaucoup) d'argent, assortis de quelques réunions baptisées concertation, pourvoient à tout, l'heure n'est plus à l'urgence, mais à la panique.

PS : La semaine prochaine, relâche.

On
pas
à le f
j'écr



Jeudi 16/11/90

... Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 15

“On ne sera
pas les premiers
à le faire :
j'écris, tu signes.”



GRAND CONCOURS NATHAN-LE MONDE "PLUME EN HERBE" 1991
LES ENFANTS ONT LEUR PRIX LITTÉRAIRE.

A partir d'images à paraître dans le supplément radio-TV du Monde du samedi 24 novembre (daté des 25/26 novembre), disponibles gratuitement dans les librairies et aux Éditions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 36 15 code Nathan), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle, sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre édité par Nathan / Le Monde. Clôture du concours le 31 janvier 1991.



NATHAN Le Monde



PARUTION DU BULLETIN DE PARTICIPATION DEMAIN DANS LE MONDE.

CULTURE

Les collections se multiplient au Japon. En particulier celles qui sont consacrées aux arts occidentaux

de notre envoyé spécial

l'ennemi dans la première guerre mondiale, le vivant, l'éternel, le moderne, le vital, le français, le parisien, le parisien de France, le premier fouteur de la Porte de l'Enfer de Rodin, achetant ses Mones à Giverny, directement auprès du peintre, accumulant les œuvres post-impressionnistes et celles des artistes d'"École de Paris". Le krach de 1929 n'a rien empêché : il est parti en avion, envoyé au Japon, fut plus ou moins récupéré par un marchand japonais, une autre - quatre cents pièces, dit-on - entreposées à Londres, disparut dans un incendie. Heureusement, ce qui restait à Paris, saisit au moment de la guerre, a été restitué au Japon après la capitulation officielle. On y trouve à côté d'un bel ensemble de bronzes de Rodin, quelques boules de Courbot, une curieuse Marie-Madeleine de Daumier, un joli Souvenir de la baie de Naples de Corot et d'autres magnifiques paysages bretons de Chaussegrosse.

Il faut aller voir aussi la collection de plaques de Monet. Rostand, Chénave

DANSE

*François Verret présente une nouvelle version
de « Faustus » à Saint-Denis*

nous aussi inventer « un art à sa mesure » pour les "humains", comme dit Thomas Mann, dans le roman *"Faust"*, a été un rapport, riche d'enseignements. L'époque ne nous permet pas cette forme de création.

« J'ai été frappé par cette phrase des Versets sataniques de Salman Rushdie : « La modernité est l'exploration permanente de l'espace du doute. » J'explore sans obstination ce doute. Dans *"Faust"*, Frédéric Lelidgens a décidé de citer le discours de Goethe sur le "doute" et d'ajouter : "J'ai perdu la foi, mais j'ai des certitudes ne suis pas un allemand. 1937 ressemble à aujourd'hui : aux États-Unis, démocratie avancée, les artistes doivent signer un pacte les engageant à ne pas produire d'art obscène. Mais qui fixe les limites de l'obscène ? On oublie tout que la création est par l'absence, que l'impression est le négatif de la pensée. Les créateurs sont toujours en train de creuser, de chercher, de trouver une forme possible à ce que nous devons explorer, creuser l'ayant, le monde ».

présente

Chorégraphie :
JEAN-CLAUDE GALLOTTA

Mardi 27 novembre à 21 h
Rens. : Espace 45-92-27-75
FNAC - Virgin

« Anne Kuren, Ghédalia Tazarès et Alain Rigout, nous travaillons ensemble depuis huit ou dix ans parce que nous sommes poussés par les mêmes inquiétudes. Chacun de nous est Faustus. Jusqu'où sommes-nous capables de nous compromettre dans une société où l'art est une production commerciale ? Comme dit l'autre, si tu ne fais pas de politique, quelqu'un la fait pour toi. La danse est un état de la vie même. On aimerait peut-être

**Propos recueillis par
DOMINIQUE FRETARD**

► **Faustus les 23, 24 et 25,
20 h 30, au TGP de Saint-Denis.
Tel. : 42-43-17-17.**

Par goût, spéculation ou pour des questions de prestige, les sociétés privées commencent à financer le domaine culturel. Nobutaka Shikani crée le « *Præmium Imperiale* » doté d'un prix de 100 000 dollars qui voudrait être, dans le domaine des arts, ce que le Nobel est aux sciences. Un jury international décide des lauréats dans cinq domaines : la littérature, l'architecture, la peinture, la musique, le théâtre et le cinéma (1). Présentant cette initiative, le patron du groupe Fujisanki ajoute sobrement : « *Le Japon doit contribuer à la paix du monde et à sa prospérité. Ce prix sera donc mondial. Ce sera notre contribution au XXI^e siècle.* »

EMMANUEL DE ROUX

(1) En 1990 les lauréats ont été Léonard Bernstein - à titre posthume - pour la musique, Federico Fellini pour le cinéma, James Stirling pour l'architecture, Tapies pour la peinture et Ponderosa pour la sculpture.

« Alexis ou le Traité du vain combat »,
« Coco perdu » : deux spectacles, deux solitudes

► **Coco perdu.** Théâtre Romain-Rolland, Villejuif. Du mercredi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche à 15 heures. Jusqu'au 25 novembre. Tél. : 47-26-15-02.

Un arbre, une femme : « la Robe verte »,
de Tawfiq al-Hakim, à Créteil

enroument des hymnes guerriers. Ici, dans une Egypte plus raisonnable, ce sont les racines de l'orange et les yeux plissés du lézard qui, simplement, s'inquiètent.

- Hervé Dubougal anime ce coquet avec esprit, dans un décor attachant de vieilles belles maison (d'écot de Patrick Haggag et Juan Sans) qui jouxtent la mer, à l'extrémité d'Arles, au Nord du Maïsasse. La grande Deiane Giese pour l'épouse disparue, repare, de son art justu et sûr. Pierre Tardard donne figure et ténors au policier qui s'égare, puisque le sable de l'imaginaire lui file entre les doigts. Interventions d'une jeune actrice remarquable, Lila Palinski, en jeune servante, et de Adèle Farouca au médium. Gilles Segal joue l'époux amoureux d'un lézard et d'un oran-

MICHEL COURNOT

► Crétail, Maison des arts, petite salle. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, 20 h 30. Dimanche, 15 h 30. Jusqu'au 2 décembre. Tél. : 49-80-18-88.

MICHEL COURNOT

► Crétail, Maison des arts, petite salle. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, 20 h 30. Dimanche, 15 h 30. Jusqu'au 2 décembre. Tél. : 49-80-18-88.

• Trois lauréats pour le réaménagement des jardins des Tuileries. - Après plusieurs mois de réflexion - huit propositions étaient sur son bureau depuis le printemps - le président de la République a décidé de confier aux paysagistes Louis Benech

et Pascal Schiørrer à la restauration et à la rénovation des jardins des Tuileries et à Jacques Wirtz celles des jardins du Carrousel. Les trois hommes devront établir leurs projets définitifs en liaison avec leob Ming Pei, architecte du Grand Louvre, et recevoir l'aval du chef de l'Etat avant le début des travaux, programmés pour le printemps prochain. Le directeur des Bâtiments de France, Guy Nicol, qui sera le chef du domaine, sera chargé de la restauration des éléments classés au titre des monuments historiques.

La conduite de l'opération, pour laquelle « un premier crédit de 100 millions de francs a déjà été prévu, a été confiée à Jean Lehnart, président de l'établissement public du Grand Louvre.

indien, turc, africain, c'est vers un autre langage cinématographique que cette manifestation portera son regard : le cinéma noir-américain qui essaie de survivre à l'ombre des majors compagnies et nous restitue la vision que les Noirs portaient sur

► **Remémorements** : 43-77-50-56.

❖ Les films de Carthage à l'Institut du monde arabe. — Premier festival consacré aux cinémas africains, les Journées cinématographiques de Carthage 1966, ont duré les deux ans, depuis 1964, de 1967, sur une belle échelle du continent (même du monde, vulgaire désormais les cinémas arabes, les cinémas d'Afrique noire étant mieux représentés au Pespaco de Ouagadougou qui se tient les années suivantes). L'Institut du monde arabe reprend l'idée de ce bilan en présentant les films primés de l'année : si *Elhajjajoun* (Tant d'or) et *Morte Nerga* (Tant de bronze) ont déjà été distribués en France, l'occasion de découvrir l'Algérie, l'Algérie (*Les Roux* de Djezzar), l'Égypte, et le marocain *Badr*, prix de la mise en scène.

► Du 23 au 25 novembre. Remémorements : 40-51-38-38.

c) Le cinéma noir-américain. - Les neuvièmes Journées cinématographiques du Val-de-Marne contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples auront lieu du 27 novembre au 11 décembre. Après les cinémas

THEATRE
LES AT
EDUCATION

DU SUD-EST
RIDES
3 70 24 06

AGENDA

VENDREDI 23 NOVEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

Chèque (1930), de Pierre Colombier, l'Ange de Buridan (1932), d'Alexandre Ryder, 18 h ; La Folie Ingénue (1945, v.o.), de Ernst Lubitsch, 19 h ; Hommage à Fritz Lang, d'Iris Lang, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

L'Onirisme et son cinéma en hommage à D. Cronenberg : Growing up in America (1988), de Morley Markson, 18 h ; Mouche (1988), de David Cronenberg, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

Le Cinéma des pays nordiques : Un chateau dans un chateau (1954, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor Dreyer, le Président (1919, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor Dreyer, 14 h 30 ; Il pleut sur notre amour (1945, v.o. traduction simultanée), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; Fanny et Alexandre (1982, v.o. s.r.f.), d'Ingmar Bergman, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

De Gaulle à l'écran : 1939-1945 : au rang des vainqueurs : Mémoires de guerre - le Salut (1972) de Pierre Cardinal, 14 h 30 ; 8 mai 1945 (1945) d'archives, De Gaulle ou l'homme de la fin (1987) de Jean Labbé, 18 h 30 ; 26 août 1944 (1980) de la Vidéotheque de Paris, 1944-1945 (1944-1945), 18 h 30 ; Paris levé debout (1974) de Claude Robit, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A. v.o.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94)

LES AFFRANCHIS (A. v.o.) :

PARIS EN VISITES

SAMEDI 24 NOVEMBRE

« Gustave Moreau et la mythologie grecque » 10 heures, 14, rue de la

Rochefoucauld (Association Palette).

« Les vitraux de la Sainte-Chapelle,

spéciale d'un art », 10 h 30, entrée de la

Sainte-Chapelle, boulevard du

Palais (Art et la manière).

« Les plus célèbres chefs d'œuvre

du Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue

de Bellechasse (Art et la manière).

« Les résumés et les échecs de

Picasso (P.-V. J. Jodel) », 14 h 15, entrée du Musée

Picasso (P.-V. J. Jodel).

« De Luitze à la sous-croix de

l'île de la Cité aménagé en crypte

archéologique », 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

crypte archéologique, 14 h 30, entrée de la

Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; UGC

Triomphe, 6 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

Opéra, 9 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC

AGENDA

... Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 19

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 novembre

TF 1

20.35 Variétés : Tous à la Une. Invités : Anne Sinclair, Avec J. Clegg, V. Rivière, F. Pagny, S. Vartan...

PRATIQUE CHOISIR

CONSUMER SANS POLLUER ?

LES BONS CHOIX SONT DANS LE GUIDE PRATIQUE QUE CHOISIR

22.40 Sport : Boxe. Championnat du monde WBA des super moyens : Christophe Tiozzo - Dany Morgan, en direct.

23.45 Feuilleton : La Mafia. (3^e épisode, redif.).

0.50 Journal Météo et Bourse.

A 2

20.40 Divertissement : Drôle de chaîne. Présentée par Sim et Michel Galabru.

21.55 ▶ Caractères. Magazine littéraire. Invités : Bernard Pivot (de Média de l'ère), Dominique Wolton

FR 3

(Eloge du grand public). Patrick Chamoiseau (Faire l'épique). Philippe Breton (Le Tribu informatif).

23.15 Cinéma : La cène de papa. ■ Film français de Claude Barri (1970).

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football. Championnat de France, en direct, Brest-Monaco.

22.40 Magazine : Exploits. Présenté par Marc Tesson.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : L'inspecteur Harry est la dernière cible. □ Film américain de Buddy Van Horn (1988).

LA 5

20.40 Téléfilm : L'affaire Belarue.

22.20 Série : L'inspecteur Derrick.

23.25 Magazine : Nomades.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm :

LA SEPT

20.30 Contacts : Josef Koudelka ; Marc Riboud.

20.59 Une minute pour une image.

21.00 Série : Les symptômes de l'amour.

De Liiane de Karmadeo.

22.30 Mosaïque mathématique.

22.45 Portraits : Le maître-verrier.

23.00 Musique : Enumérations.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Spécial Gabrielle Dorziat (3^e partie).

21.30 Musique : Black and blue. Musiciens et producteurs.

22.40 Les nuits magnétiques. Les auteurs.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 novembre lors du Festival de Lille) : Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 581, de Mozart ; Quintette pour clarinette et cordes en si bémol majeur op. 34, de Weber ; Ausschnitte, de Glöckner.

23.07 Poussières d'étoiles.

Dimanche 25 novembre

TF 1

10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.

11.20 Magazine : Auto-moto.

11.50 Jeu : Tournez... manège.

12.25 Jeu : Le juste prix.

12.55 Météo et Journal.

13.20 Série : Hooker.

14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc.

15.10 Divertissement : Vidéo-gag.

15.40 Série : Côte Ouest.

16.40 Tiercé à Auteuil.

16.45 Dessins animés : Disney parade.

18.05 Magazine : 7/7.

19.00 Magazine : Téléfoot.

19.50 Loto sportif.

20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

20.35 Cinéma : Le dernier empereur. ■ Film britannique de Bernardo Bertolucci (1987).

23.25 Flash d'informations. Spécial élections polonaises.

23.35 Ciné dimanche.

23.40 Cinéma : Rue du départ. ■ Film français de Tony Gatlif (1985). Avec François Cluzet, Ann-Gisel Glass, Christine Boisson.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en la paroisse Saint-Thérèse, à Rennes.

12.05 Dimanche Martin.

13.00 Journal et Météo.

13.20 Dimanche Martin (suite).

14.55 Série : Mac Gyver.

15.45 Dimanche Martin (suite).

16.35 Série : Eurocopa.

17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le naufrage du Titanic.

18.25 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Maguy.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Série : Le gorille.

La gorille dans le pot au noir, de Patrick Jamain.

22.10 Documentaire : Les chants de l'invisible. De Bernard Martin. 4. Le Japon au fil des rencontres.

23.10 Magazine : L'œil en coulisses. Tiercé, segment : L'enfer et le théâtre ; Frédéric Dard et le théâtre ; Platonov.

0.10 Journal et Météo.

0.30 Musique : Elisabeth Schwarzkopf, Master Franz Liszt, Claudia Bötcher, soprano.

FR 3

12.00 Flash d'informations.

12.05 Télévision régionale.

12.45 Journal.

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.

13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Dauter.

14.30 Expression directe. PS ; CGT.

14.50 Magazine : Sports 3 dimanche.

17.30 Magazine : Montagne. Compagnons du vide, de Claude Andrieux et Gilles Chappaz. 2. L'aventure.

18.00 Amuse 3.

19.00 La 19-20 de l'information. De 12 à 19.30, le journal de la région.

20.10 Série : Benny Hill.

20.40 Spectacle : Le Royal Circus.

21.50 Magazine : Le divan. O'Henry Chaplin.

Invité : Fabrice Lucchini.

22.10 Journal et Météo.

22.30 Cinéma : La dolce vita. ■■ Film italien de Federico Fellini (1959) (v.o.).

1.15 Magazine : Belles et belles.

CANAL PLUS

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Mon zénith à moi.

Présenté par Michel Denisot.

Invité : Philippe Labro.

13.30 Magazine : Rapido.

Présenté par Antoine de Caunes.

14.00 Documentaire : Baja, un désert entouré d'eau.

De Bruce Reichman.

14.30 Téléfilm : Un amour de banquier.

Documentaire : J'ai douze ans et je fais la guerre.

16.50 Magazine : Un œil sur elles.

Présenté par Silvy Deschamps.

17.05 Les Nuls... l'émission (redif.).

18.00 Cinéma : Nadine. ■ Film américain de Robert Benton (1987).

En clair jusqu'à 20.40

19.20 Flash d'informations.

19.25 Dessins animés : Ca cartoon.

Présenté par Philippe Dans.

20.30 Dis Jérôme... 78. Présenté par Jérôme Bonaldi.

20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.

Présentation du sommaire.

20.40 Cinéma : Chambre à part. ■ Film français de Jacky Cukier (1989). Avec Michel Blanc, Jacques Dutronc, Frances Barber.

22.05 Flash d'informations.

22.15 Magazine : L'équipe du dimanche.

Présenté par Pierre Sted.

Football : Flash sport : L'événement : Football américain.

0.50 Cinéma : La Révolution française. 1. Les années lumière. ■■ Film franco-italo-gamano-canadien de Robert Enrico (1989). Avec Klaus Maria Brandauer, Jean-François Balmer, Peter Ustinov.

LA 5

12.05 Série : Wonder woman.

13.00 Journal.

13.35 Série : Deux flics à Miami.

Série : Simon et Simon.

15.35 Série : Saracens.

16.35 Série : Lou Grant.

17.45 Série : La loi de Los Angeles.

18.45 Journal Images.

18.50 Série : L'enfer du devoir.

19.45 Journal.

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Cinéma : Le bras de fer (Over the top). ■ Film américain de Menahem Golan (1987). Avec Sylvester Stallone, Robert Loggia, Susan Blakely.

22.20 Magazine : Ciné Cinq.

22.30 Cinéma : Y'a pas le feu.

Film français de Richard Balducci (1984). Avec Henri Gence, Hubert Deschamps, Etienne Draber.

23.50 Sport : Automobile. Rallye du RAC.

0.00 Le journal de minuit.

0.10 Théâtre : La face cachée d'Orion. Compagnons du vide, de Claude Andrieux et Gilles Chappaz. 2. L'aventure.

11.55 Infoconsommation.

12.00 Informations : M6 express.

12.05 Magazine : Sport 6 première.

12.15 Série : Mon ami Ben.

12.40 Série : Ma sorcière bien-aimée.

13.00 Série : Dis donc papa.

13.30 Série : Madame est servie. (redif.).

14.00 Série : Roseanne.

14.30 Série : Dynastie.

16.00 Magazine : Adventure.

16.15 Série : Médecins de nuit.

17.10 Série : L'homme de fer.

18.00 Six minutes d'informations.

18.05 Série : Clair de lune.

18.50 Magazine : Culture pub.

19.25 Série : La famille Ramdam.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6.

20.35 Cinéma : Le putsch des mercenaires. ■ Film britannique de James Fergus (1979). Avec Richard Harris, Richard Roundtree, Joan Collins.

22.30 Six minutes d'informations.

22.35 Capital.

22.40 Cinéma : Les fantômes de miss Jones. ■ Film franco-américain de Gérard Loubeau (1986). Avec Caroline Lévy, Martine Gobar, Joseph Balducci.

0.10 Six minutes d'informations.

0.15 Rediffusions.

LA SEPT

12.30 Cours d'italien (10).

13.00 Série : Objectif amateur.

13.30 Documentaire : Histoire parallèle.

14.30 Documentaire : Musica sarda. De Georges Lunau.

15.30 Contacts (Marc Riboud).

15.45 Cinéma d'animation : Images.

16.00 Documentaire : L'Europe et la Tolson d'or (2).

17.00 Musique : Enumérations.

18.00 Téléfilm : Oxygène. De Jean-Paul Roux.

19.59 Une minute pour une image.

20.00 Histoire de la bande dessinée (12).

20.30 Cinéma : Le cheik blanc. ■■ Film italien de Federico Fellini (1951).

22.00 Courts métrages : Agence matrimoniale.

De Federico Fellini ;

22.30 Hommage à Pierre Braunberger.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Petit homme écoute... Tokyo - Paris - Fribourg.

22.35 Musique : Le concert. Mex : Les dix-neuvièmes Rencontres internationales de musique contemporaine.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 mai au Théâtre des Champs-Élysées) : concert des lauréats du 4^e Concours de violoncelle Rostropovitch.

23.05 Poussières d'étoiles. Concert (donné le 18 mai au Centre Georges-Pompidou) : Dérive, Mémoires pour l'été et ensemble, de Boulez ; Mem-Nan pour piano et neuf instruments, de Coraggia ; Kammermusik X Journal des pierres pour flûte, clarinette basse et piano, de Dürrenmatt ; Marges II pour hautbois solo et treize instruments, de Dürrenmatt, par l'Ensemble 2e2m, dir. Paul Méfano.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING »

Une émission de GILBERT BENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

Samedi 24 novembre

TF 1

14.30 La Une est à vous (auto).

15.45 Tiercé à Vincennes.

16.00 La Une est à vous (auto).

16.00 Série : Formula 1.

17.25 Divertissement : Mondo dingo.

17.55 Magazine : Trente millions d'amis.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.55 Série : Marc et Sophie.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Tapis vert.

Météo et Loto.

20.40 Variétés : Succès fous.

22.25 Magazine : J'ai vu ça.

Présenté par Nicolas Hulot.

23.25 Formule sport.

0.20 Journal et Météo.

A 2

14.10 Magazine : Animalia.

Présenté par Alain Bougrain-Dubourg.

15.10 Magazine : Sports passion.

17.00 Hit NRJ.

17.40 INC.

17.45 Club sandwich.

Championnat du monde d'orthographe.

Correction et remise des prix.

20.00 Journal et Météo.

20.40 Téléfilm : Les dessous de Hollywood.

De Robert Day, avec Candice Bergen, Stefanie Powers (dernière partie).

22.15 Variétés : Etoile-palace.

Spécial Juliette Gréco.

23.50 Journal et Météo.

FR 3

14.00 Magazine : Rencontres.

De 15.00 à 19.00 La SEPT

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.00 La SEPT

CANAL PLUS

15.00 Sport : Football américain.</

AGENDA

Dimanche 25 novembre : beaucoup de nuages, un peu de pluie. — Du Nord et des Ardennes à la Lorraine et à l'Alsace ainsi que sur la Bourgogne, la Franche-Comté, Rhône-Alpes et le pourtour méditerranéen, ce sera une journée très nuageuse et il pleuvra par moments. En montagne, la limite pluie-neige se situera vers 600 mètres.

Sur le reste de la France, éclaircies et nuages d'averses alternent. Les averses seront plus nombreuses sur les côtes ainsi que sur le sud-ouest et l'ouest du Massif central. Sur les Pyrénées, on verra la neige au-dessus de 1 200 mètres environ.

PHILATÉLIE

En raison de l'abondance de l'actualité, nous sommes contraints de renoncer à la publication de la rubrique « Philatélie ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser. La semaine prochaine, cette rubrique reparaitra sous sa forme habituelle.

□ **Salon du livre gourmand à Périgueux.** — Périgueux accueille, du vendredi 23 au lundi 26 novembre, le premier Salon du livre gourmand. Au programme, ventes, dédicaces de livres, colloques, débats... et une exposition philatélique avec, au menu, alimentation, vigne, vin et champignons sur timbres-poste. La poste de Périgueux a mis en service, depuis le début du mois de novembre, une flamme d'oblitération annonçant cette manifestation.

► **Salle des fêtes, 1, avenue d'Aquitaine.** Exposition philatélique au Centre des congrès, cours Saint-Georges.

□ **Journée nationale du yoga.** — La France compte environ 150 000 pratiquants de yoga. Une journée d'information sur le yoga aura lieu dimanche 25 novembre dans toute la France, organisée par l'Union nationale de yoga, la Fédération nationale des enseignants du yoga, ses associations et ses professeurs. Des cours d'initiation seront donnés à titre gracieux. Tous renseignements au siège de la FNEY, 3, rue Aubriot, 75004 Paris IV. Tél. : 42-78-03-05.

Lundi 26 novembre : beaucoup d'humidité. — Les nuages ne laisseront que très peu de place au soleil et aucune région ne sera à l'abri de petites pluies ou d'averses. Il neigera au-dessus de 800 mètres sur les Pyrénées, au-dessus de 500 mètres sur les autres massifs montagneux.

Mardi 27 novembre : toujours des nuages. — Cette journée ressemblera beaucoup à la précédente avec de rares éclaircies, beaucoup de nuages et un peu de pluie. C'est sur la Corse que les pluies seront les plus marquées. Peu de changement à attendre sur les températures.

SOLIDARITÉ

Semaine de la bonté

Cas n° 47. — Monsieur G..., d'origine russe, réfugié en France depuis l'année dernière, est un violoniste alto d'orchestre de haut niveau. Elève de David Oistrach, il doit pouvoir s'insérer dans le milieu musical français, et particulièrement trouver un poste d'enseignement du violon.

Malheureusement, Monsieur G. vient de se faire voler son archet. Son remplacement est une dépense trop importante pour lui.

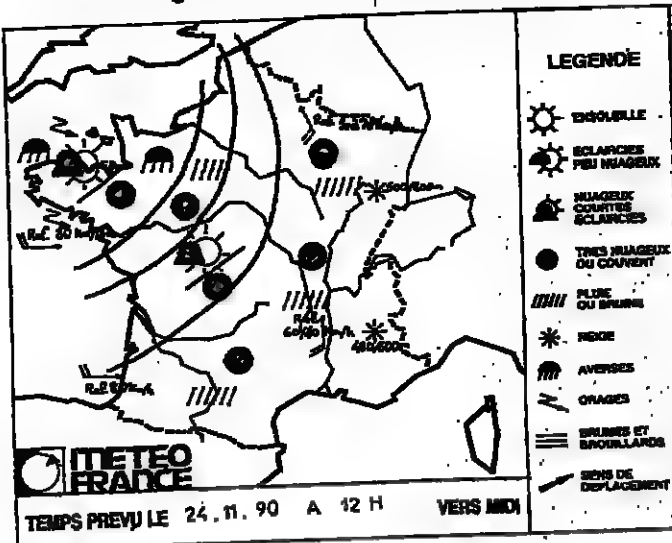
Et pourtant, c'est à condition de pouvoir exercer son métier qu'il pourra faire venir sa femme et ses deux enfants.

Il faudrait lui faire parvenir 1 500 francs.

► Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Téléphone : (1) 45-44-18-81.

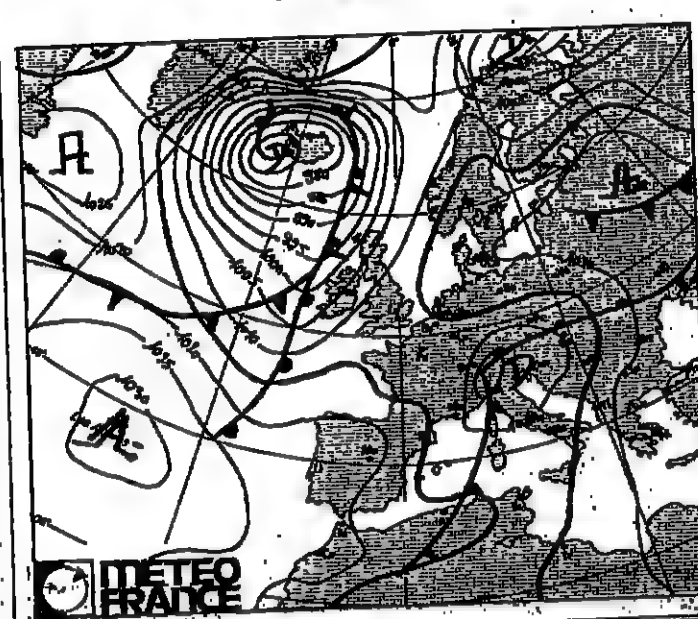
□ **Vente de charité.** — L'Association des anciennes élèves des maisons d'éducation de la Légion d'honneur organise une vente de charité au profit de ses œuvres, le 23 (de 14 h 30 à 20 heures), 24 (de 10 heures à 20 heures) et 25 novembre (de 10 heures à 18 heures), dans les salons de l'Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris-VIII.

Prévisions pour le samedi 24 novembre
Pluies et vents forts sur la majeure partie du pays.
Neige sur le relief en basse altitude

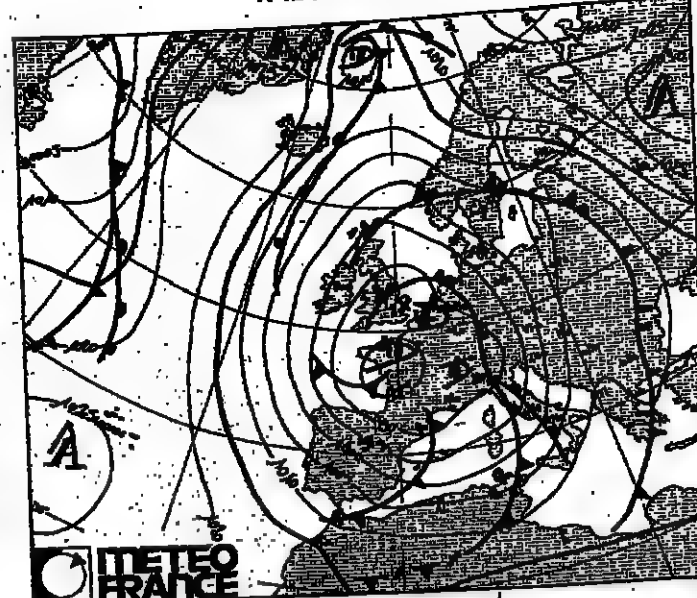


SITUATION LE 23 NOVEMBRE 1990

A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 NOVEMBRE
A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 20-11-90 à 6 heures TU et le 23-11-90 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	POINTE-A-PITRE	ÉTANGER	LOS ANGELES	LUXEMBOURG	MADRID	MANNHEIM	MILAN	MONTREAL	MOSCOW	NEW YORK	OSLO	PALMA-DE-MAJOR	PARIS	RIO-DE-JANEIRO	ROME	SINGAPOUR	STOCKHOLM	STONY	TOKYO	TUNIS	YAROSLAV	VIENNE
AMARCO	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
BARUTZ	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
BORDEAUX	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
BORDEAUX	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
BREST	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
CAEN	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
CHERBOURG	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
CLERMONT-FERRAND	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
DON	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
GRENOBLE	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
LILLE	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
LIMOGES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
LYON	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
MAISON-ALF	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
NANCY	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
NANTES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
NICE	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
PARIS-MONTY	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
PERPIGNAN	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
RENNES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
ST-ETIENNE	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
STRASBOURG	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

(Document communiqué avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

COMMENT FAIRE POUR TRANSPORTER

600 000 LITRES DE LAIT PAR JOUR DE PICARDIE EN ITALIE
SANS QU'UN SEUL LITRE NE TOURNE À L'ARRIVÉE ?



Train entier, la puissance ajoutée aux besoins.

FACE À LA CAPACITÉ D'ACHEMINER DES TONNAGES ÉLEVÉS, NOUS RÉPONDONS PAR NOTRE PUISSANCE ET NOTRE SOUPLESSE. LA TECHNIQUE DU TRAIN ENTIER NOUS A PERMIS PAR

Sur mesure à 120 km/h.

EXEMPLE DE TRANSPORTER AUSSI BIEN 325.000 TONNES DE CAILLoux POUR L'A 70 QUE 300 MILLIONS DE LITRES DE LAIT ENTRE ARBEVILLE ET BOLOGNE EN TOUTE SÉCURITÉ.

Du Repilage au train hyperlourd, toutes les solutions de transport massif.

ET CE N'EST PEUT-ÊTRE PAS UN HASARD SI, À ACHÈRES, NOUS VOYONS PASSER SUR NOS TRAINS PLUS DE 6 000 VÉHICULES PAR JOUR, SOIT 60 % DU TRAFIC FRANÇAIS.

FRET SNCF
C'EST POSSIBLE

S A N S V I S A

Le blues au long cours

« Dieu bénisse les sociétés pétrolières qui ont permis à mon génie de s'épanouir », dit le routier. « Ouais, écrivez-le, nous sommes venus pour Elvis », disent les admirateurs du « roi » Presley. « Si vous partez vers le fleuve, ne vous inquiétez pas, c'est sans danger », dit l'armurier. Sur la route du blues, entre Saint-Louis, Missouri et Memphis, Tennessee.

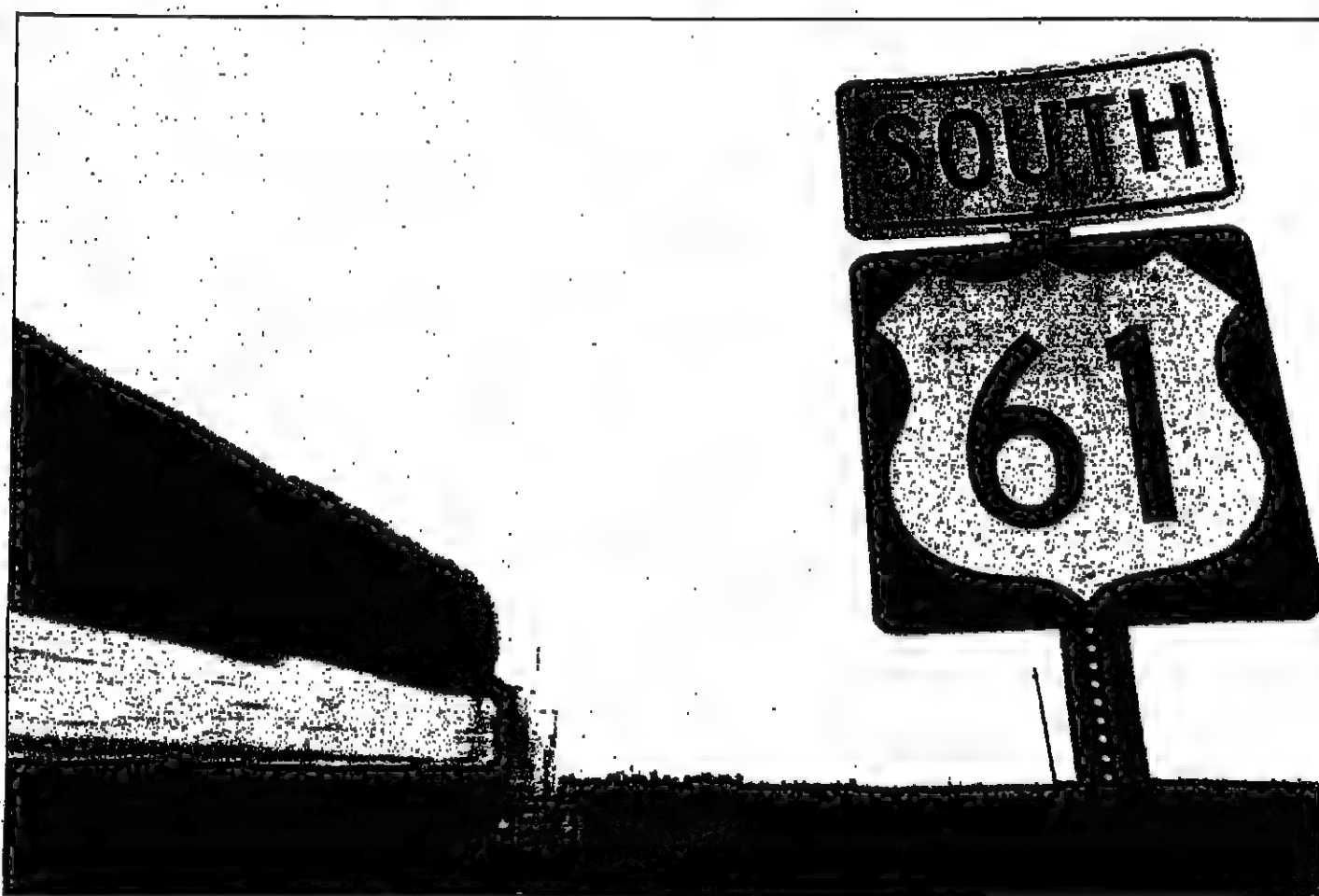
DE Chicago, la capitale du blues, il faut prendre l'autoroute 55 vers le Sud, qui vous conduit tout droit, par Coal-Clay, Funks-Grove, Carlinville, à peu près là où les deux fleuves, Missouri et Mississippi, se rencontrent. L'entrée dans Saint-Louis, ce lundi d'automne, après le coucher du soleil, est un choc. La ville est déserte.

Où presque. Fermez les restaurants et fast-foods du River Front, on peut dîner au Kennedy's. Ecouter du mauvais blues au Boogie's. Vérifier qu'au Muddy Waters Saloon la musique n'a rien à voir avec le bluesman du même nom. A condition, dans ce dernier cas, d'avoir enfilé autre chose qu'un jean délavé et troué, un blouson de cuir noir et d'être passé chez le coiffeur.

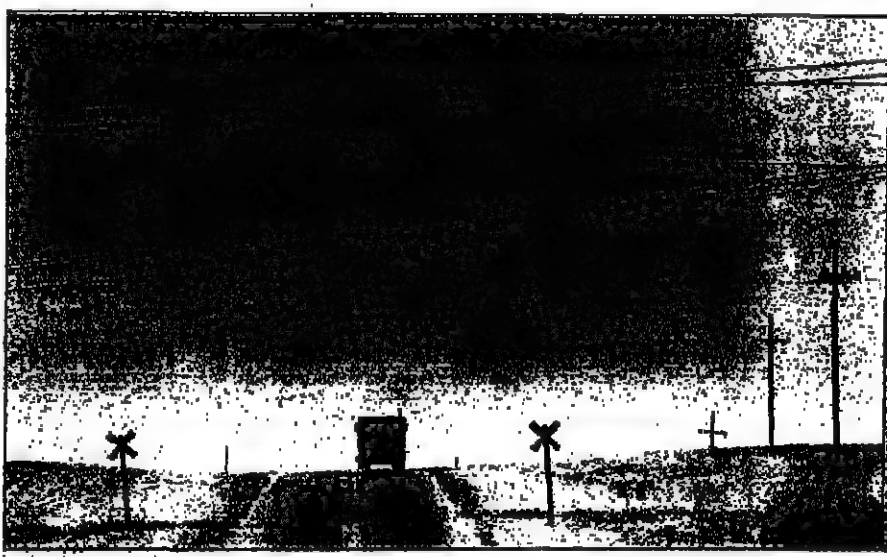
Mal dégagés derrière les oreilles, il ne nous reste plus qu'à repasser notre Ford rouge poussiéreuse, bifurquer sur la route n° 3 vers le Nord, nous rapprocher le plus possible de la vraie vie du fleuve, dormir en attendant.

Dormir, si possible, à Granite City, non loin des juke-joints (boîtes dotées d'un juke-box) qui, en fin de semaine, se transforment volontiers en blues-joints (avec des groupes de blues sur scène). Non loin des lupanars de campagne, où viennent dilapider leurs pécunies les travailleurs de l'acier, leurs soldes les soldats des installations militaires proches, en attente de guerre du Golfe; les journalistes se font vite jeter par une tenancière acariâtre, jeune rousse chaperonnée par une armoire à glace. Tout cela parce que le lieu s'appelle Free Spirit et que, faussement naïfs, nous nous enquerions des tarifs. Bref, il a fallu déguerpir.

Heureusement que Dieu avait créé le Granite City Motel, gros gîte au chocolat posté juste à l'angle de Cleveland Street, de la 19^e et de Niedringhaus Avenue, un de ces



Les routiers avaient des pseudonymes marrants : « Hobo » (vagabond du rail), « Dollar Bill » ou « Fly Boy », « She Devil », « Top Gun »...



motels avec piscine à eau groupisante sur fond bleu pisseux et vue imprenable sur les aciéries. On dort à poings fermés, sur le fond sonore des trains de marchandises et de l'activité du fleuve. On se réveille les yeux ouverts sur l'image, à travers la grande baie vitrée, d'un car de ramassage scolaire dénommé curieusement, en ces lieux méridionaux, « Mayflower ».

Mais les patrons du Granite City Motel, comme les routiers, sont sympas. Les routiers avaient des pseudonymes marrants : « Hobo » (vagabond du rail), « Dollar Bill » (voix des cours de la Bourse et indices des valeurs industrielles) ou « Fly Boy », « She Devil », « Top Gun »... On rivalise d'imagination chez les routiers. Les patrons, quant à eux, se contentent d'un vrai nom : Gandhi.

Petit homme vif de trente-cinq ans, lunettes fumées et polo vert, Nana Gandhi raconte volontiers l'histoire de son arrivée aux Etats-Unis, voilà deux ans. Avec sa femme Pratima, chez sa sœur Barbi, qui vivait à Saint-Louis depuis dix-huit ans et a acquis ce motel, dont elle lui a confié la gérance. Les nouveaux arrivants ont deux enfants, dont ils nous montrent les photos : un garçon de six ans, Jay, une fille de trois ans, Jini. Ils sont, à leur connaissance, la seule famille indienne dans cette ville de quarante mille habitants.

« Les affaires marchent bien ? »
« Oui, oui, ça marche très bien. Au

fait, c'est comment Paris? Le hamburger, ça coûte combien ? »

Derrière le comptoir de la réception, Pratima finit de se coiffer. Le cabinet du médecin qui l'a engagée comme assistante n'est pas loin; il faut se dépêcher maintenant. Dans le quotidien local, le Granite City Press Record, on apprend que les membres d'un club de travailleuses de l'acier ont commencé à ramasser de l'argent à redistribuer aux pauvres de la ville pour Noël.

Le confluent du Mississippi et du Missouri. Faut-il s'agenouiller sur la pierre froide? S'asperger d'eau bénue? S'asseoir et s'imprégner doucement du souffle des âmes errantes sur ces rives? Un vieux fauteuil en velours écarlate, abandonné dans la nature par on ne sait quelle main vandale, y convie. Mais les hélicoptères des garde-côtes sont bruyants, les oiseaux piaillants. Et le site médiocrement mis en valeur. Entonner l'air d'Old Man River en hommage à Paul Robeson? Pourquoi pas! Sacrilège, en ces lieux qui, officiellement, ignorent la vie noire du fleuve. Sur les tablettes du monument dressé à la gloire des hommes qui ont bauté le site, il n'y en a que pour Lewis et Clark, les deux aventuriers qui, l'hiver 1803-1804, entreprirent d'explorer l'énigme de ces eaux.

Alors, deux siècles plus tard, les Etats remercient. L'Etat du Missouri, à tout seigneur tout bonheur, où William Clark traîna ses guêtres

à 21 miles du confluent, avant d'être rejoint par Meriwether Lewis. L'Oregon, où les deux compères passèrent l'hiver 1805-1806 à mettre à jour leurs journaux de voyage. Et les Etats où ils se firent ravitailler (guides et chevaux) par les Indiens. Et ceux où ils tournèrent d'autres Indiens. Bref, l'histoire connue de l'Amérique.

Pour toutes sortes de raisons, il faut retourner à Saint-Louis. Parce qu'il y a l'Arche, un monument qui est à cette ville ce qu'est à Paris la tour Eiffel, à peu près. Parce qu'il y a la Court House et le sq. venir de Dred Scott, la figure d'un ancien esclave dont les Américains sont fiers. A peu près. Et d'autres lieux à voir, à ne pas manquer, à ne rater sous aucun prétexte. Retourner à Saint-Louis parce que c'est aussi la première ville américaine où j'ai mis les pieds. C'était il y a une vingtaine d'années, mais c'est une autre histoire.

Histoire de ne pas perdre de vue le fleuve, reprenons l'autoroute 55 vers le Sud. S'arrêter à une heure de voiture de Saint-Louis, à Saint-Genevieve, par exemple, parce qu'il n'y a aucune raison de ne pas s'arrêter quelque part. Et qu'un certain Gregory Franzwa - l'auteur d'une histoire de cette communauté, feuilletée à la va-vite dans une librairie, The Story of Old Saint-Genevieve - avait réussi à nous convaincre que cette ville (« presque littéralement pétrifiée dans le temps »), avait échappé à

deux siècles d'histoire. La guerre de Sécession, les mises à sac, les pillages, les incendies, les conflits, le renouveau urbain.

A Saint-Genevieve, tout est propre, en ordre. On a passé l'aspirateur sur les pelouses. Les maisons sont ornées de fleurs de lys, de dra-

peaux français ou espagnols. Sur Market Street et alentour, les boutiques d'artisanat et d'antiquités invitent à « Se souvenir », sont du « Déjà vu », quand elles évoquent pas « Marie Laporte (1790) ». Les vieilles boîtes de bonbons en fer sont de la marque Ile-de-France ou La Vosgienne. Quant à La Petite Rivière Gabourie, faute de conduire au Mississippi, elle finit bien par nous amener quelque part.

L'un des deux barbiers de Saint-Genevieve s'appelle Werner. Dans son salon de coiffure, situé non loin de la Bank of Saint-Genevieve, à deux pas de l'église luthérienne (1869), il y a trois fauteuils à bascule du style de ceux de mon enfance en Haïti, une glace de grand-mère, un évier de marbre... en plastique. Werner connaît tout le monde, ça fait longtemps qu'il est là. Il coiffe les femmes comme les hommes et les enfants aussi. Parfois, il coiffe sur appel à domicile... Justement, Werner est pressé. Il a un rendez-vous urgent. Merci, à la revoyure!

Jean-Claude Charles
Lire la suite page 24

AU SOMMAIRE



Le métro aérien pris comme l'un des bons moyens de visiter Paris. Le Grand Tour pour 5,20 francs... p.25
Vacances. Où irons-nous? Dans quels lieux la politique internationale nous laissera-t-elle en paix? p.22
Montségur, une citadelle hérétique encore très convoitée. Escalade du « pog »... p.23
Escapes (p. 22) - Têlex (p. 22)
Jeux (p. 26) - Gastronomie (p. 27)

REVES DE GRANDS-ESPACES

NOMADE

PLUS DE 45 AVENTURES
À DORMIR SOUS LES ÉTOILES
DOCUMENTATION SUR DEMANDE
50, av. des Ternes - 75017 PARIS. 43.42.45.45

Nom Prénom
Adresse
Ville Code postal

MESSEURS les Responsables

Permettez à un modeste citoyen, contribuable ponctuel et, comme vous, démocrate consciencieux, d'attirer votre attention sur quelques-unes des conséquences, très secondaires, j'en conviens, de vos politiques planétaires. Je vous suis fort préoccupé, en outre, de la marche des affaires de ce pauvre monde, et les événements récents, cette guerre possible, vous accablent chaque jour d'un peu plus de soucis. Pour votre dévouement à notre sort commun soyez remerciés.

Mais avez-vous pensé à mes vacances? L'hiver approche et, comme vous devez vous en souvenir, c'est le temps, pour vos électeurs de l'hémisphère nord, des migrations fébriles vers les plages de sable chaud. Le port du pagne est un droit, rappelez-vous, par vous accordé. Pardonnez mon audace, mais vos tanks, là-bas, dans ce désert de plomb, me gâtent le goût de l'évasion.

N'y voyez pas indifférence ou égoïsme de ma part, croyez bien que je suis de cœur avec vous. Bravo! Sur à l'envahisseur! Le Koweït m'était inconnu avant cette crise du Golfe, j'aurais même été incapable de le situer sur une carte. La défense de sa souveraineté, désormais, vous vaut mon soutien inconditionnel.

ELAS, j'ai aussi la faiblesse de penser à mes vacances, et je souhaiterais vous entretenir ici de mon embarras. Il ne s'agit pas du Golfe. Il n'a jamais été dans mes intentions de m'y rendre. Personne, parmi mes amis, en tout cas, parmi ceux à qui je montre mes petites vidéos de famille, n'aurait songé, avant, à aller s'allonger sur ces champs de pétrole. Non, pas le Golfe, mais son écho. Où aller sans gêner vos manœuvres?

Que me conseillerai-je? J'arrange pas vos ennemis? J'ai, de moi-même, renoncé à la Turquie, à la Tunisie, à l'Égypte pour Noël, ne sachant où cessait le danger. Aussi ai-je calculé large. Même Bali me paraît aujourd'hui incertain: il faut bien se poser quelque part, pour l'Asie. Et vos Jets ont toujours choisi les tarmacs des pétrodollars, pour leurs escalades techniques.

Je ne crois pas devoir me compter parmi les timorés, j'ai moi-même montré quelque courage dans le passé, cependant la situation, vous en conviendrez, me paraît actuellement trop confuse pour risquer d'ajouter deux oïges, ma femme et moi-même, à ceux que vous déplorerez déjà. Nous n'irons pas en Thaïlande cette année, ni à Java.

Jérusalem me tentait, mais vous avouerez que, même en négligeant les jets de pierres et les contrôles routiers, ces histoires de masques à gaz... L'Inde? Je suis comme vous, tolérant sur le plan religieux, mes amis vous le diront, mais tout de même, ces émeutes pour les choix d'une mosquée ou d'un temple paraissent peu rassurantes. Les pays arabes devenus vos alliés? Vous oubliez l'intégrisme! Leur intolérance, les conditions faites chez eux aux femmes! La mienne songerait à emporter ses plus jolies robes, je ne puis la décevoir.

Messieurs, je serai franc avec vous. Le monde m'inquiète. Les compagnies aériennes, les «voyagistes» ont beau m'affirmer que je ne risque rien, que les vacances lointaines favorisent le métissage,



c'est le mot à la mode, enfin le brassage des peuples, mon envie d'exotisme, bien naturelle n'est-ce pas, ne trouve plus à s'épanouir en cette époque troublée. Qu'y a-t-il d'illégitime, je vous le demande, à se réjouir de pouvoir contempler, deux semaines durant, les couchers de soleil sur la lagune?

D'autant que j'ai toujours suivi vos recommandations à la lettre, afin de ne pas gêner vos affaires.

A ma manière, discrète, je me flatte d'avoir été un militant des droits de l'homme. En tout cas, après ma prise de conscience et mes séjours répétés, je le confesse, dans l'Espagne de Franco, en Grèce sous les colonels, même en Haïti sous Bébé Doc. Je ne connais donc toujours pas l'Afrique du Sud, m'étant contenté du Kenya. Vous m'aviez longtemps refusé le Chili, je n'y suis pas allé. Ni en Argentine. Il est vrai que

ces pays, au fond, ne me séduisent guère, je ne sais pourquoi. J'ai déjà aimé le Pérou, et ça se peut tout aimer. Et puisque j'en suis à vous parler de l'Amérique du Sud, j'avoue éprouver une gêne nouvelle à l'égard du Brésil.

Ma femme rêvait d'y danser pendant le carnaval. Une autre occasion de porter ses robes. Mais on raconte de drôles de choses à propos de ce pays. Des histoires de violence et de maladie. Pourquoi aller chercher si loin ce qui assombrirait déjà, je l'ai lu, notre quotidien ici-même? De ce continent, je n'ai qu'un regret: les plages du nord de la Colombie. On y voit, paraît-il, le rayon vert, le soir, au coucher du soleil sur les plages. Il manquera à ma collection.

J'ai évoqué le mal. Il vient d'Afrique, c'est bien cela? J'ai donc décidé d'éliminer l'Afrique - j'ai l'innocente manie de dresser des listes puis de cocher - de mes destinations possibles. Par souci de réalisme: le continent n'est pas trop à faire pour l'acablée encore d'une présence touristique trop lourde.

E suis votre temps précieux, aussi écarterai-je cette lettre. Je pensais vous entretenir encore des cyclones des Antilles, des requins du golfe du Mexique, du totalitarisme cubain, et de quelques autres inconvenients. Ce serait abuser. L'Europe de l'Est vaudrait à elle seule un autre courrier. Il y manque, m'a-t-on dit, trop d'hôtels, et puis je ne suis pas seul à penser que Berlin a peut-être perdu quelque attrait, en perdant son mur. Enfin, de toute

façon, ce sont là des directions d'été.

Mon propos ne concernait que ce tour du monde hivernal des lagunes que j'ai pointé hier sur ma petite liste. C'est ce qui m'a décidé à vous écrire: car j'ai fini par tout rayer. Je ne sais où aller, messieurs. Je crains d'avoir découragé par mon scepticisme l'agence locale de mon tour-opérateur, habituel. Mais qu'y puis-je? Avec un peu d'énervement, je l'ai noté, on m'a proposé, «en désespoir de cause», ce sont leurs mots, la Réunion ou la Polynésie. J'en reviens, je veux dire que lors de crises précédentes en quelque point du globe, c'est là que je m'étais déjà réfugié. En plus, choisis l'île Maurice ou les Seychelles, c'est encore s'approcher du Golfe.

Je n'ai, messieurs, d'autre solution que de me retourner vers vous, et de vous demander un peu de compréhension. Pourquoi ne pas laisser, chaque fin d'année, l'un ou l'autre des paradis balnéaires en paix? Une trêve des confiseurs, en quelque sorte, cela dit pour plaire, plutôt une résolution, pourquoi pas de l'ONU, permettant à ceux qui le peuvent encore de profiter un peu de la vie, ici-bas.

Ma requête pourrait vous sembler irrespectueuse, mais peut-être m'accorderiez-vous le crédit de ma bonne foi lorsque j'aurai précisé que mon médecin vient de diagnostiquer, chez moi, les premiers symptômes du «repli sur soi». Ma femme me reproche mon manque d'imagination, et moi-même que vous n'avez pas la Lune d'ici décembre, je me vois contraint de réserver deux semaines dans les Charentes.

Vous oblige,

Philippe Boggio

Prochaines vacances

ESCALES

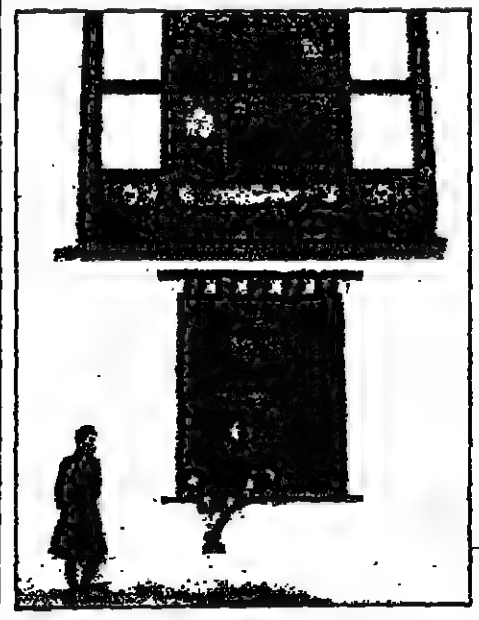
Dunes d'hiver

Il est des brochures qui sont plus que des invitations au voyage. Tel est le cas de celle que Terres d'aventure (16, rue Saint-Victor, 75003 Paris, tél. : 43-29-94-50 et Minitel 3615, code TERDAV), consacre au Sahara. Sur la couverture, «un désert de vagues de sable sous un océan», pareil à celui dans lequel Bertolucci a choisi d'insérer son dernier film, *Un loup au Sahara*. Terres d'aventure décline une vingtaine de randonnées, dont plusieurs voyages à thèmes associant au plaisir de la marche l'astronomie, l'écologie, la préhistoire, la géologie ou la musique. Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, le voyageur randonneur donne son tiers dans l'ordre. D'abord un trekking dans le Hoggar (14 jours, dont 12 de marche, 9 200 F), ensuite une exploration inédite du Tassili du Hoggar (11 jours dont 6 de marche, 9 100 F), enfin un court mais beau périple au Niger, des montagnes de l'Air aux sables du Ténéré (8 jours, dont 3 et demi de marche, 10 700 F). À signaler aussi la brochure que ce même voyageur consacre au ski d'aventure, au ski de fond et au hors-piste, de l'Islande au Canada, de la Laponie au Maroc, en passant par la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie.

Fêtes du Bhoutan

Si, pour une raison ou une autre, vous aviez décidé de dépenser les ngultrums (1 ngultrum = 1 roupie indienne) et les chultrums (1 ngultrum = 100 chultrums) qui se trouveraient en votre possession, seul un voyage au Bhoutan vous en donnera la possibilité. Le moment serait d'ailleurs bien choisi, dans la mesure où l'intérieur des dzongs (monastères-fortresses sièges de l'autorité civile, religieuse et judiciaire) et des lhakhangs (chapelles et sanctuaires locaux) est à nouveau accessible aux visiteurs étrangers. Spécialiste des voyages culturels en terres insolites et reculées, Peuples du Monde (10 rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : 42-72-50-36) programme deux circuits dans ce pays à l'occasion de deux fêtes religieuses particulièrement spectaculaires. Celle de Punakha,

du 16 février au 3 mars (21 000 F par personne, en chambre double et pension complète) et celle de Paro, du 22 mars au 7 avril (27 300 F). Une différence de prix qui résulte de l'existence d'un tarif hors saison, de décembre à février, période pendant laquelle le froid est assez vif. Ce qui n'empêche pas les caïmans, les figures de Barbarie et les fleurs tropicales de pousser dans la vallée de Punakha. Un micro-climat qui explique que le Jey Khenpo, chef religieux du «pays du dragon paisible» et second personnage du royaume après le roi, y passe l'hiver en compagnie de la plupart des moines de Thimphu, la capitale. Deux circuits qui passent par Darjeeling (si le temps est dégagé, superbe vue sur la chaîne himalayenne) et Gangtok, capitale du Sikkim. Deux passionnantes plongées dans une atmosphère de Mystères du Moyen Âge. Amateurs de luxe s'abstenir: la beauté du spectacle se paie d'un confort plutôt rudimentaire dans des resthouses ou des campements sommaires mais bien organisés et d'une nourriture peu variée.



Jeunes étudiants du monastère de Byaktar. Extrait de «Bhoutan, royaume d'Himalaya» d'Alain Chenevière, éd. Denoël.

Egypte savante

L'année qui s'achève aura vu fêter le bicentenaire de la naissance de J.-F. Champollion, l'homme qui parvint à percer le secret des hiéroglyphes et à remettre au goût du jour cette civilisation pharaonique dont dieux et temples, devenus muets, avaient sombré dans l'oubli. Par le biais des différents circuits qu'elle propose, l'association Clivotes Amis de l'Histoire (34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 48-42-15-15, et des bureaux à Lyon, Marseille et Genève) met l'accent à la fois sur l'histoire et les habitants, sans oublier la visite des sites archéologiques récemment mis au jour. Avec le soutien, pour défrayer ce pays complexe, de faire appel à des conférenciers de haut niveau. Tel sera le cas du voyage organisé du 1^{er} au 15 décembre avec, pour certaines visites et conférences, deux égyptologues renommés, Christiane Desroches-Noblecourt, conservateur en chef honoraire du département des antiquités égyptiennes au Musée du Louvre, et Philippe Brissaud, directeur des fouilles de Tanis. Tandis que ce dernier fera découvrir les sites du delta et notamment cette

capitale illustre et oubliée, surnommée la Thèbes du Nord, M^{me} Desroches-Noblecourt retracera, sur le terrain, le sauvetage des temples de Nubie, tout en évoquant ses recherches actuelles dans les vallées thébaines. Un circuit de quinze jours (15 000 F par personne en pension complète avec avion, transferts aériens intérieurs, excursions en autocar, croisière de cinq jours sur le Nile Bride) qui permettra de découvrir Memphis, Saqqarah, Guiseh, Le Caire, Assouan, Philae, Abou-Simbel - une nuit sur place - Saint-Siméon, Kom-Ombo, Edfou, Esna, Luxor, Karnak, les vallées des Rois et des Reines et les sites antiques du delta qui complètent ceux, plus célèbres, de Haute-Egypte.

Abbayes

vues du ciel

Saint Bernard de Clairvaux, dont on célèbre cette année le 900^e anniversaire - né près de Dijon en 1091, il mourut à Clairvaux en 1153 - pour être moine, n'en fut pas moins homme d'action. Moine à Cîteaux, il fonda, en 1113, l'abbaye de Clairvaux, dont il est le premier abbé, fait condamner le rationalisme d'Abélard, conseilla les papes, prêcha la deuxième croisade et, cistercien, poétique avec les bénédictins de Cluny. La sublime architecture cistercienne, il faut la prendre de haut: du ciel. Toute l'année: il suffit que le temps soit clair. En une heure et demie - le matin vers 9 h 30 ou l'après-midi à 14 h 30 - on survole Châtillon-sur-Seine, patrie du père de saint Bernard; Fontenay, que le saint fonda en 1118, abbaye presque entièrement préservée et inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO; Montbard, patrie d'Aleth, la mère du saint; Vézelay, chef-d'œuvre de l'art roman, également classée au patrimoine mondial, où saint Bernard prêcha la deuxième croisade; la vallée de la Cure; Reigney, ancienne abbaye dont il subsiste quelques bâtiments claustraux; Pontigny, superbe abbaye du XII^e siècle, qui

illustre le passage du roman au gothique; Tonnerre, ville médiévale; Molesmes, le monastère d'où l'abbé Robert Embarquement le samedi et le dimanche. Prix selon le nombre de passagers (trois au maximum): de 400 F à 1200 F par personne. Une notice explicative illustrée de photos aériennes et rédigée en trois langues est remise aux voyageurs. Renseignements: musée de Châtillon-sur-Seine, tél. : 80-91-24-67.

Week-ends d'Europe

Après l'appel à «ne pas bronzer idiot», voilà, à l'initiative du groupe Pullman International, une invitation à effectuer des étapes «pointues» en mettant à profit un passage dans un des hôtels de ce groupe, pour se cultiver ou se détendre. A cette fin une brochure présente, pour les week-ends de décembre, une sélection d'événements originaux qui couvrent cent trente villes d'Europe et dans laquelle figurent notamment les marchés de Noël d'Aix-la-Chapelle, de Sarrebruck ou de Bonn, le marathon de patinage d'Eindhoven, la réouverture de la serre de Schönbrunn à Vienne, un concours hippique à Londres, le concert de Noël à la basilique de Saint-Marc à Venise, une expo Andy Warhol à Copenhague, un concert du Golden Gate Quartet à Lugano ou le marché aux puces de Brême. Au total, plus de deux cents hôtels sont concernés, du haut de gamme Pullman à l'économique Arcade en passant par les Altea, établissements confortables situés au cœur des villes. Avec, pour chacun, des tarifs préférentiels sur présentation de la brochure disponible dans les hôtels, les agences Europcar, les Automobiles Clubs de France ainsi qu'à la réservation centrale de la chaîne, au 42-68-22-88. A noter qu'une nouvelle sélection sortira à la fin de l'année.

Sélection établie par Patrick Frances et Danielle Trassard

TELEX

Révolutions et carnivals avec le Tourisme français: nuit de Noël au Mont-Saint-Michel, Saint-Sylvestre à Amsterdam, Berlin, Vienne («Bal de l'Empereur»), en Laponie (sur un brise-glace) ou à Tamarassat (sous la tente), dans le Sud algérien, notamment. Côté carnivals, Nice, Menton, Leningrad, Québec et La Nouvelle-Orléans. Brochure spéciale dans les agences de voyages.

Prix rétroactifs pour la Polynésie. Durant le Salon nautique, du 1^{er} au 10 décembre, ATM Yachts, spécialiste de la navigation sous les tropiques, appliquera les tarifs 1990 aux personnes qui loueront un monocoque ou un catamaran pour découvrir, à partir de Raatae, les îles de Tahaa, Huahine, Bora-Bora ou Maupiti.

Le Club Aquarius de Saint-Martin ouvre, le 9 décembre aux Caraïbes, dans la partie française de cette île franco-hollandaise, un «4 étoiles luxe» de 150 chambres climatisées. Avec plage de sable et piscine. De 6 050 F à 9 500 F la semaine, en pension complète (avion compris). Renseignements: 43-25-43-99.

L'Angleterre à petits prix jusqu'au 31 mars. Avec les Forfaits Big Ben Tours et P&O European Ferries (au départ de Calais, Boulogne, Le Havre et Cherbourg), comprenant les traversées maritimes (passagers et voiture) et l'hébergement avec petit-déjeuner. Une nuit à Londres (par personne en chambre double: 390 F à l'hôtel, 330 F dans un bed and breakfast. Une auberge-pub dans le sud: 390 F. Renseignements: 42-66-40-17.

L'exposition Monet à Londres attire les foules. Week-ends supplémentaires avec Clio (48-42-15-15) les 1^{er} et 8-9 décembre (2 400 F).

Montség
hérétique
toléran

DECOUVREZ
LES NOUVEAUX T
ACCESS VOYAGE

ACCESS
VOYAGE

100150

SANS VISA

Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 23

EN FRANCE

Montségur hérétique et tolérante



PHOTO JEAN-LOUIS GARCIA

Silhouettes pittoresques, studieuses ou inquiétantes, cent mille visiteurs ont escaladé l'an passé Montségur, la citadelle cathare, à la recherche de sa vérité et de leur vérité. Pôle sentimental et centre historique de l'Ariège, Montségur n'a pas fini de se cacher et de se découvrir.

Le mardi 29 mars 1966, le peuple de France se couche tard et s'endort mal. Il vient d'apprendre son implication dans un crime. Il aura fallu exactement sept cent vingt-deux ans et l'invention de la télévision pour que la nouvelle parvienne jusqu'à lui.

L'ultime opus de « La caméra explore le temps », le *Drame cathare*, vient de l'engager; non sans débats, aussi massivement que tendrement aux côtés des victimes. Saïne ou malsaine curiosité, il voudra savoir et voir plus, et durant trois semaines les voitures viendront s'enchevêtrer au bout d'une tortueuse route des Pyrénées ariégeoises, devant le théâtre de l'action, deux cent vingt-cinq hérétiques cathares, à Montségur.

Là, ils découvrent cette insolence de la nature, le « pog », ce pic calcaire posé comme une question au-dessus de la vallée, défendu héroïquement durant dix mois de siège par les cathares. Tendu vers le ciel, il manifeste, plus qu'un accès, un excès de spiritualité, tandis que sa nudité et sa brutalité apparaissent comme en contradiction avec l'existence humaine, une exigence de tragédie, au point que l'emphase de la dramatique réalisée par Stelio Lorenzi prend soudain tournure réaliste. Le « pog » amplifie et relance les résonances de l'action et en crée de nouvelles, comme si le théâtre, de lieu, devenait la substance même du drame.

Avec son corps tout de Mal vêtu et son âme tournée vers l'imminence du Bien, le « pog » a pu paraître, comme ses « parfaits » vêtus de

noir (1), l'image même du dualisme cathare, et l'on conçoit d'autant mieux que, devant les menaces des croisés, il soit devenu en 1232 le siège officiel de l'Eglise hérétique. L'adéquation aurait été parfaite s'il n'y avait eu cette interrogation dans l'interrogation : ce château qui couronne l'édifice, trop fort, trop bien conservé, trop géométrique, plus une menace adressée à la terre qu'une invocation au ciel, qui, cependant, allait capter l'essentiel de l'imaginaire. Mais quel autre édifice aurait pu offrir simultanément des murailles à une résistance, des caches à un trésor et un contour à la foi ?

De fait, durant un peu plus d'un siècle, et aussi déchirante que soit la tragédie cathare, une littérature montségurienne essentiellement romanesque va concentrer une large part de son attention sur la forteresse. Si l'on en croit Michel Barrère (2), le genre sera inauguré dès 1870 par Napoléon Peyrat avec une postromantique *Histoire des Albigeois*, où Montségur sera représenté comme un « Golgotha de la patrie pyrénéenne », creusé de cellules, de sépultures et de magasins. Le carton-pâte épouse les faits et l'imaginaire de l'époque vient colmater les silences ou les obscurités de l'Histoire.

Et pourtant, l'Histoire a les moyens de parler, et sans doute le voudrait-elle, mais elle est trop précieuse pour les romanciers, trop triviale pour les librettistes et trop encombrante pour les idéologues. Alors les cathares deviennent une pièce rapportée, l'occultisme se mêle à la rescousse sont mariés à la va-vite et Montségur, sous une plume, celle d'Otto Rahn, qui endossait l'uniforme nazi, se retrouve siège du Graal. Et voilà les cathares, fidèles à leur foi jusque dans les flammes, soudain manipulés, contraints en quelque sorte d'abjurer par-delà la mort.

Au début des années 60, Fernand Niel, lui, ne fera pas l'impasse sur les textes historiques, mais ses lecteurs, fort nombreux, s'attacheront essentiellement à l'une de ses thèses, lorsque s'appuyant sur des mesures complexes du château il conclura que « l'implantation de ce monument fut l'œuvre d'un habile astronome et mathématicien dont nous ne connaîtrons sans doute jamais le

nom ni les origines. Montségur, résumé t-il dans un entretien au *Monde*, est un temple solaire bâti à la demande des cathares alors qu'ils n'étaient pas encore contraints de se cacher, sur un emplacement privilégié qui avait peut-être été en des temps plus reculés un lieu rituel ».

Ainsi s'offrira chaque jour une autre histoire, celle des significés de ce château « imprenable », pris et repris à l'assaut des idées, lieu de cultes et de polémiques, dont on pourrait à ce prix aussi bien imaginer l'architecture comme la résultante, reflet d'un syncrétisme somme toute très contemporain. La politique y trouvera sa part, investissant les lieux comme symbole de la résistance au pouvoir central et parisien. Dès le début du siècle, l'affaire devient (ou redevient) le cheval de bataille des antichrétiens et des régionalistes, et l'après-mai 68, en plein boom éditorial cathare, voit défilier Occitans, non-violents, végétariens, groupes de femmes et communistes venus interroger le « pog ».

Le haut lieu symbolique de l'intolérance a emprunté les costumes d'un nouveau folklore, de la plus extrême tolérance : aux nombreux visiteurs simplement soucieux de l'Histoire et de l'édifice se mêlent des pèlerins rosicruciens, des franc-maçons, mais aussi tous les avatars d'un wagnerisme celtique approximatif : phalanges espagnoles (qui laissent de vilaines traces), fascistes illusoires et gros bras du Front national. L'on verra même un jour de solstice deux nazillons en uniforme tenter de hisser le drapeau du III^e Reich sur Montségur.

Car le solstice d'été (on s'y hasarderait moins facilement dans les neiges de Noël) ne saurait être manqué par les tenants du temple solaire. Ces matins-là, une petite foule aux motivations fort diverses se retrouve sur le site : de simples civils cherchant des druides en tenue, tandis que l'on s'efforce, dans la

position idoine, de capter les énergies à tour de doigts. On a même retrouvé une nuit une petite fille indienne endormie dans une anfruosité, placée là par son père pour qu'elle pût recevoir la bénédiction du premier rayon solaire.

« Le problème, estime Patrick Garnier, président du syndicat d'initiative de Montségur et auteur d'une plaquette savante et claire sur le tracé du château, c'est que Fernand Niel a pris ses mesures à l'extérieur, sur un donjon déjà solidement restauré dans l'immédiat après-guerre, sans trop s'inquiéter des proportions originelles. Ce fameux premier rayon vient se refléter sur le flanc largement remanié d'une archère, mais qu'en était-il au XIII^e siècle ? D'ailleurs l'es-



sentiel est que l'édifice, dont nous trouvons le module sur un arc de donjon, obéit à un tracé régulateur dont la géométrie est purement adaptée au site et tout à fait conforme aux moyens et aux techniques de l'époque. Il n'est pas l'œuvre d'un génie exceptionnel, mais celle des hommes de l'art ».

Autre élément « initiatique » qui ouvrit large les vannes de l'imaginaire : cette entrée sud-ouest située à 1,30 mètre du sol, décidément trop haute et trop large pour n'être qu'une simple porte. Les archéologues, en dégageant la façade, l'ont replacée à 3,40 mètres de la base originelle, comme dans les châteaux

de l'époque auxquels on accédait par une rampe de bois, et sa taille était tout simplement celle qui autorisait l'entrée des chevaux. Les archéologues ne poussent pas seulement mythologiques et mythomanes à un repli organisé, ils contraignent les historiens à se remettre en question.

« Le vaste village cathare en terrasses mis au jour au sommet du « pog », au pied du château, se révèle lui être antérieur, estime aujourd'hui l'historien Michel Roquebert. Il faut nous en convaincre, insiste-t-il, le château actuel est postérieur à la période cathare. Sachant tout ce que l'on savait, cela a été une révision déchirante. Mais souvenons-nous : le droit de l'époque exigeait que l'on détruise de fond en comble les

Picchu ariégeois. Songez que le village est resté en l'état depuis le Moyen Âge. On a dégauché des escaliers, des cheminées, des encadrements de portes et retrouvé des centaines d'objets. Parallèlement, grâce aux dossiers de l'Inquisition, nous connaissons les gens qui vivaient là. Si nous retrouvons le four à pain, nous avons le nom de la boulangère, les ciseaux découverts ont pu être aiguisés par le remouleur, Pierre Flaire, qui nous est familier ».

« Jusqu'ici, on focalisait sur le château, dit Patrick Garnier. Cathare ou pas, maintenant c'est toute la partie sommitale du « pog », le castrum, lui assurément cathare, qui nous intéresse. Malheureusement, avec ses maigres moyens et au rythme d'une campagne de fouilles de quinze jours par an, le groupe de recherches archéologiques de Montségur et environs (GRAMÉ) ne peut envisager de dégager l'ensemble avant une vingtaine d'années. Et pourtant cela est vital contre tous ceux qui voudraient accaparer Montségur pour y faire de l'argent et le transformer en Catharland ».

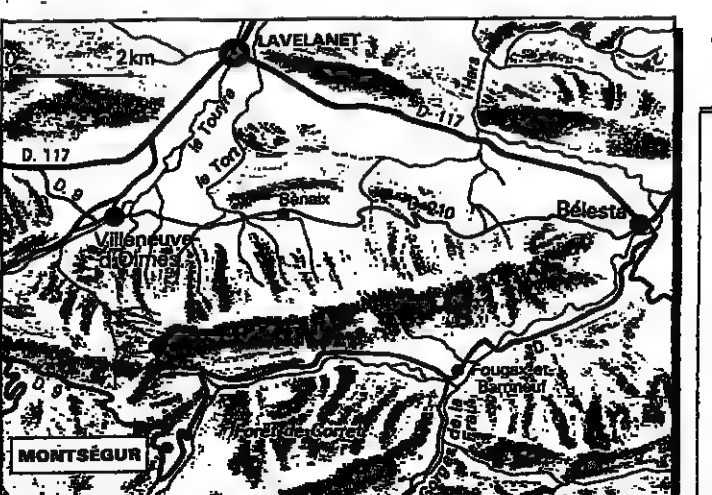
Après avoir vécu de loin le temps des religieux, puis celui des poètes, des idéologues, puis des politiques, M^{me} Salles, maire de Montségur (une centaine d'habitants permanents et presque autant de résidences secondaires), n'aurait pas que sa commune entre dans celui des marchands.

Elle souhaiterait simplement pouvoir créer quelques emplois nouveaux, pour mieux accueillir les cent mille visiteurs annuels, disposer d'un centre d'hébergement avec une vraie bibliothèque de consultation cathare, afin qu'au centre du village, réinstallé 300 mètres en contrebas du château au lendemain de l'holocauste, demeure une école dont les enfants, comme elle autrefois, iraient pique-niquer le week-end sur le « pog », pour y planer en rêvant du passé de vieux clous rouillés et des pointes de lance.

De notre envoyé spécial à Montségur
Jean-Louis Perrier

(1) Ministres de la religion, porteurs du Saint-Esprit, qui vivaient dans une ascèse profonde.
(2) Lire « Sources et éléments de bibliographie », dans la *Recherche archéologique à Montségur*, numéro spécial 1980.

Guide



« Pour se rendre à Montségur en voiture, on emprunte de préférence la D 9 à partir de Bèlèsta. Les hôtels et restaurants de Montségur sont actuellement fermés, il convient donc de prévoir un repul sur Lavelanet ou Foix.

Cinquante-deux ouvrages sur les cathares sont disponibles en librairie, sans compter les nombreuses revues, livres et livres à compte d'auteur. Michel Roquebert est l'auteur d'une *Épopée cathare* en cinq volumes chez Privat (le cinquième et

Dans votre agence de voyages, refaites avec nous l'addition magique.

Avion aller-retour Paris Faro
+ 1 semaine en hôtel ***
+ l'Algarve où le sport est roi
+ la mer et le sable fin
+ l'accueil du Portugal.
à partir de
= 2 165 F par personne*

100 AIR PORTUGAL
PLANÈTE
Tel. : 42 98 14 09 ou votre agence de voyages.
(*valable pour les départs des 1/23/26/31 et 2/2/91 et 2 295 F pour d'autres départs.)

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A/R

DECOUVREZ LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

RIO DE JANEIRO... A/R 2970 A/R 5225	CARACAS... A/R 2725 A/R 4675
LOS ANGELES... A/R 2035 A/R 3065	Buenos Aires... A/R 3605 A/R 6480
SAN FRANCISCO... A/R 2035 A/R 3065	SANTIAGO... A/R 3795 A/R 6700
MIAMI... A/R 1890 A/R 3410	NAIROBI... A/R 2290 A/R 4355
MONTREAL... A/R 1140 A/R 1980	ANTILLES... A/R 2950
SÃO PAULO... A/R 3190 A/R 5225	BANGKOK... A/R 3000 A/R 5080
MEXICO... A/R 2180 A/R 4395	SEYDIE... A/R 4780 A/R 8360

STATIONNERIES VOYAGES INTERNATIONALS ORGANISME DE PLACES EN 1^{re} CLASSE BY CLASSE AVANCEE. PRESQUE 1000 AGENTS ET LOCAIRES DE VOYAGES. CROISIERES ET SEJOURS A LA CARTE. POSSIBILITE DE RESERVER ET DE BOUCHER VOTRE VOYAGE AU 100% EN 10 JOURS. VOTRE DROIT DE CHOIX.

ACCESS voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN DES HALLES.
6, RUE PIERRE-LESCEOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 46 13 02 02. Fax (1) 45 08 83 35
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. TEL. 78 63 77 77.

Le blues au long cours

Suite de la page 21

Dans la vitrine, il y a des jouets d'enfants (bateaux, voitures, avions, pistolets) vieux d'une génération, qui ont accédé au statut d'antiquités.

L'un des deux serruriers de Saint-Genevieve s'appelle Richard. Il est aussi le second du shérif (chief deputy). Il porte une chemise beige à manches courtes et des lunettes fumées cerclées de métal. Il regrette que les jeunes de la ville n'aient plus beaucoup d'endroits pour aller danser, « il en reste un ».

Richard Lee possède « trois cents disques de country western ». Son préféré est un chanteur noir, Charlie Pride. Quant au jazz? Benny Carter. Il nous montre une cassette: « In the Mood for Song ».

« Il y a 4 à 5 % de Noirs à Saint-Genevieve, poursuit-il. Auparavant, il y en avait plus que ça. Il y a deux mecs qui se sont fait zigouiller vers le fleuve. Alors, les familles noires fuient le camp. D'ailleurs, j'ai un ami noir qui pourrait vous raconter des choses intéressantes là-dessus. Si seulement vous m'aviez prévenu, je vous aurais préparé un dossier. N'hésitez pas à faire appel à moi en cas de besoin... »

Richard Lee, à ses deux casquettes de serrurier et d'agent de la sécurité publique, va en ajouter une troisième. Il veut devenir armurier. Il nous montre un spécimen de permis de port d'arme délivré par son patron le shérif (que nous n'avons pas le temps d'aller voir). « Ça coûtait 5 dollars en 1981, aujourd'hui, ça coûte le double. La criminalité n'augmente pas beaucoup, mais les gens ont peur... Si vous allez vers le fleuve, ne vous inquiétez pas, c'est sans danger. En passant, aller voir la banque que Jesse James avait brulée... »

Pour le moment, la ville semble tourner le dos au fleuve. Le fleuve s'en moque pas mal. Il y a des amoureux qui viennent sur ses bords regarder se coucher le soleil. Il y a des braves qui ont inscrit leur nom dans le béton des débarcadères. Il y a des trains qui regardent passer les bateaux et nous saluent d'un coup de sifflet. Il y a des oiseaux qui squattent les barges. Les hélicoptères des gardes-côtes ne les effraient guère. Alors, il se moque, le fleuve, que les villes lui tournent le dos.

Sur l'autoroute 55, une petite ville dénommée Hayti (sic). Un restaurateur a cru malin d'appeler son restaurant Papa D. Sans doute le drôle espère-t-il ainsi, en brandissant le fantôme du roi des « tontons moutons », encourager les automobilistes à respecter la limitation de vitesse (fixée à 88 km/heure dans la plupart des Etats américains, 104 km/heure au maximum). Pour ma part, ce n'est qu'un prétexte de plus pour rallier au plus vite le haut lieu du rock et du blues.

Un retard d'une information, un guide édité en France prétend qu'on peut louer au Lorraine Motel, où Martin Luther King se fit assassiner en 1968. En avance d'une rumeur, un autre guide m'assure que le motel a été transformé en « maison d'art nègre ». La vérité se situe au milieu... du trottoir, Mulberry Street, où Jacqueline Smith, en ce matin d'automne ensoleillé, entame son deuxième jour de grève. Elle est là depuis le 2 mars 1988. En face du motel, « à 60 % démolis », affirme-t-elle, comme nous considérons l'état d'avancement du chantier. De l'immeuble, restent la façade et les structures. Indifférents à notre présence, des ouvriers s'activent dans le provi-

soir décor des grues, des pelleteuses et des gravats. Look Angela Davis, la trentaine, dans ses baskets blanches et son jean, Jacqueline Smith proteste contre la transformation des symboles de lutte en National Civil Rights Museum (musée national pour les droits civiques). « Une pompe high-tech à tirer du fric aux touristes », accuse-t-elle. Elle réclame à la place « un centre de réinsertion gratuit pour les pauvres ». En attendant, elle a installé ici ses affaires sous une bâche en



Beale Street, musée musical de Memphis.

plastique, sa tente pour dormir, et son bureau d'accueil à ciel ouvert, une chaise de jardin, un fauteuil éventré, des cahiers, des brochures et des tracts. La prévisse garde tout son optimisme. Ses amis aussi, dit-elle, qui la ravitaillent tous les jours. Elle dessine du doigt la chambre qu'occupait le pasteur, la position du tireur selon la version de la police. « D'autres versions existent. » Elle dit qu'elle est prête à rester là, s'il le faut, une éternité.

Le même jour, 15 heures. David Simmons. Le patron des Blues Awards (l'équivalent, dans le domaine du blues, de ce que sont les Oscars pour le cinéma) nous raconte son trajet. C'est l'histoire d'un Blanc de l'Alabama, né à l'époque des horreurs raciales de l'Amérique, qui décide de « contraindre à sauver la vie du blues » parce que, dit-il, « j'ai grandi avec ces gens, j'étais toujours avec eux... ». Sa femme est flûtiste classique. Leur fille de quinze ans va écouter Bob Dylan à un concert demain. « Donc, à la maison, nous avons trois endroits différents pour la musique... »

Plus tard, Beale Street, chez Alfred, un café qui tient son nom

du singe de l'ancien propriétaire - l'animal empaillé est exposé au plafond. Dans une salle dédiée à Elvis Presley - on peut y voir une de ses paires de chaussures - Sharon Coleman nous raconte son itinéraire à elle. Cette femme est aujourd'hui à la direction (numéro deux) du Beale Street Management, société mixte chargée par la Ville de gérer le « district historique ». C'est l'histoire d'une grande fille blonde de l'Arkansas qui a découvert dans son berceau une chanson cajun: « Jambalaya crawfish pie/Fill 'em up with gumbo/Son of a gun gonna have a big fun on the bayou... ». Adolescente, elle a chanté le blues (« a cappella ») en compagnie des Noirs dans l'épicerie de son père. L'adulte se souvient de l'enfant.

Mis tard, encore Beale Street. Tournée des clubs. Au King's Palace, le blues de Little Jimmy

coiffé d'un feutre gris: Vester Presley. Le tonton du grand homme.

Soixante-seize ans. Le petit homme assure sans désemparer cinq jours par semaine, de 10 heures à 3 heures de l'après-midi. Mémoire vivante de son héros de neveu, il est assis derrière une table de bouquiniers par lui composés. On y apprend entre autres les recettes de cuisine de la famille Presley. Le note le « juke-joint » (à base de maïs, de farine, de sucre et de hot-dogs, sans oublier l'huile et la montarde). Je vous fais grâce des « cabbage sprouts ».

Le « clope », entre deux cars de Japonais, une bande de trois jeunes, Don, trente-trois ans, Jay, vingt-neuf ans, Eric, vingt-deux ans. Ils m'adressent des propos d'une importance capitale: « Quels, écrit-ils dans votre journal? Nous sommes venus pour Elvis. Nous avons loué une voiture à New York, où nous vivons. Après la Pennsylvanie, nous avons tracé jusqu'à Memphis. On ne fait que venir à Houston, et hop, retour à New York. N'oubliez pas d'écrire qu'on est là pour Elvis. » Parole tenue. Plus émuant que ces grands dadas, le Snyder de Kansas-City. Ed, soixante-deux ans, Jean, chemise de bûcheron et casquette, Mary, environ soixante ans (« sixty plus »), dit-elle en éclatant de rire, pantalons rouges, blouson bleu clair, et lunettes. Leur fille April, vingt et un ans, leur a fait découvrir Elvis. Sur la voix du King, glissant dans les haut-parleurs sa version personnelle de « O Sole Mio (It's now or never) », il raconte l'histoire édifiante du coup de foudre.

Encore plus fort, le récit de Kathy, blonde de vingt-neuf ans, joliment enveloppée, de San-Diego (Californie). Pantalon bien mariné, chemise bleue, bonnet papillon, badges des drapeaux américains, canadien. Elle travaille: chauffeur de navette à Graceland. « J'adore! Quatre mille visiteurs par jour, des gens de tous les pays... » Elle a réalisé le rêve de sa vie. Découverte d'Elvis à dix ans, puis le drame: « J'ai appris sa mort à la radio alors que je faisais un devoir à la maison. J'ai pleuré... ». Elle a quand même eu le courage de terminer son devoir.

A force de s'intéresser aux gens, on a fini par « oublier » de visiter la maison d'Elvis. Nous filons à l'intérieur du Sun Studio, où le « split part » du Tennessee a gravé son œuvre. Non sans jeter un dernier regard à ses deux avions exposés à l'entrée.

Union Street, une curieuse bâtisse jaune citron et chocolat. A la table du restaurant, Rufus Timmons. Col roulé blanc sur un pantalon beige, ce Noir aux yeux bleus, du haut de son crâne chauve et de son collier de barbe cotonneuse, contemple trois quarts de siècle de l'histoire du Sud américain. « Je suis né à Cayce (Mississippi) le 26 mai 1917... »

Devant une soupe paysanne à la sauce piquante, accompagnée d'un milk-shake fraise, surmonté d'une cerise qui lui arrache une de ces plaisanteries salées dont il a le secret, cette valeur sûre du blues a « l'air d'une machine ».

« J'ai commencé à enregistrer ici pendant les premiers Quatre Elvis est venu, Sam Phillips, le patron, a joué les Noirs à la porte. Moi avec. Il voulait d'un Blanc qui chante comme un Noir. Il avait raison... »

Informatif: « Je suis revenu ici au Sun, il y a un an. Ça va maintenant. Depuis 1963, je vis de la musique. Je ne joue même plus régulièrement. Je fais des festivals, des trucs comme ça. Je suis toujours avec la même femme depuis cinquante ans. Mon fils Marrell s'occupe de mes affaires. Je m'occupe de chanter avec ma fille Carla. Tenez, je vais vous faire écouter quelque chose d'intéressant... »

Narcisse: « Hey folks, vous n'avez pas vu mes chansons sur le juke-box ici? Dans la salle décorée de photographies de lui à côté d'autres célébrités du Sun, la belle machine

années 50, contre des pièces d'un quart de dollar, joue les classiques d'Elvis et de Rufus, Bear Cat et Walking in the Rain. Dur, réaliste ou cynique: « Il vous fera de l'argent, c'est tout. Rien ne vient avant l'argent. Après avoir bossé longtemps en usine, je suis de quoi je parle, l'argent d'abord. » Il détache les syllabes sans vraiment chercher à nous persuader d'une vérité, pour lui évidente.

Blagueur, comme il vient de refuser une tarte à la banane, s'adressant au serveur, il gémit comme un sale gosse: « Quoi encore, mec? Du café? Le café rend noir. Je ne veux pas devenir noir... »

Séducteur: deux jeunes femmes qui passent dans la rue se retrouvent dans ses bras. Il ne les connaît pas, il a roulé des yeux, rigole, raconte des banalités... Rufus repart

seul dans sa voiture, nous dans la nôtre. Nous passons devant l'hôtel du film Mystery Train de Jim Jarmusch, dans lequel Rufus avait joué un petit rôle, mais ça a été coupé au montage pour Dieu sait quelles raisons tordues (...). Finalement, c'est Screaming Jay Hawkins qui est resté... J'aime bien le film de Jarmusch.

J'attends le magnétophone. Il faut s'engager ici sur l'autoroute 61, la voie historique du blues, celle qui traverse tout le delta du Mississippi - où mourut Bessie Smith, où vécut Muddy Waters, où se trouve le fabuleux Delta Blues Museum - les terres d'alluvions où domine la culture du coton et du riz, le plat pays du poisson-chat et des chants noirs beaux à pleurer.

Jean-Claude Charles

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ***

5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES

Tél.: 93-39-03-11 - Téléc.: 970273

Fax: 93-39-19-40

A 2 pas du Palais des Congrès.

Climatisé, insonorisé, chambres

TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***

Hôtel de charme près mer,

calme, grand confort.

30 ch. insonorisés et climatisés.

TV COULEUR, PAR SATELLITE.

Restaurant de qualité.

48 boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Tél.: 93-67-62-56 - Téléc.: 474118.

Télécopie: 93-16-17-39.

NICE

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo

06000 NICE - Tél.: 93-88-39-60.

Plein centre-ville, calme.

Petit jardin, grand jardin,

chambres TV couleur, clim.

Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HOTEL DE CHIBERT

ET DU GOLF ***

(3 km de Biarritz)

« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et

au calme de la forêt de pins »

Séjours en studios équipés pour confort

(téléphone direct, TV Canal +)

Prix 2 pers.: 1.400 F la semaine

valable du 1-11-90 au 29-03-91

(sauf du 22-12-90 au 5-01-91).

Possib. petit déj. et repas sur demande

Navette ville et aéroport

104, boulevard des Pignes, ANGLET

Tél. rés.: 59-32-15-16.

Téléc.: 573 412. Fax: 59-52-11-23.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

HIES-ALPES - STATION VILLAGE

HOTEL LE CHAMONIS ***

LOCS DE FRANCE

Cuisine soignée - Soins, calme

Toutes possibilités de ski

Pension et demi-pension

Tél.: 92-45-83-71.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques

Chambres avec bain, w.c., TV cou-

leur.

Tél. direct.

De 280 F à 420 F - Tél.: 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE

Location d'appartements meublés

pour séjour de courte

ou longue durée.

Prestation de qualité.

L'HOTEL PARTICULIER

Tél.: 42-38-29-92.

DROME PROVENCALE

PRIX D'HIVER

Prix 4 h par TGTV (Montblanc)

AUBERGE DU VIEUX VILLAGE

D'AUBRES

Grd conf. - calme - soleil

S. à m. non fum. - cuis. sans prétention

mais bonne, à tendance diététique

salle de musc. - sauna - UVA

Mireille Colomb

26110 Nyons - Tél.: 75-26-12-89

Angleterre

LONDON LODGE HOTEL,

134 Lexington Gardens, Londres W8

6JE. Hôtel luxueux à Kensington dans

le centre de Londres.

« Breaks » à 450 F par nuit et par per-

sonne dans chambres 2 pers., avec

2 lits. Gratuit pour les enfants (ch. par-

tagée avec les parents). Offre valable

pour toute réservation reçue avant

31/12/90. Indiquer réf. 134450.

Pour détails et brochures, écr. ou tél.:

19-44-71-244-9444. Fax:

19-44-71-373-6661. Téléc.: 51922921.

Suisse

LEYSIN

1 300-2 200 m à

4 h 30 de Paris

par TGV. Station

réputée pour son

ensoleillement et son climat vivifi-

cant. Sports, loisirs, détente. Ski

7 jours en 1/2 pension à partir de

573 FF (env. 2 292 FF).

OFFICE DU TOURISME, CH-

1854 LEYSIN, tél.: 19/41/25-34-

32-33. Fax: 19/41/25-34-16-16.

Hôtel PAIX, tél.: 19-41/25-34-

13-15. Accès train idéal. Tran-

quille. Gourmand. 7 j. pens.

compl. dès 1 990 FF (t. compris).

Hôtel SYLVANA *** (40 lits)

Situé aux pieds de la montagne - Situ-

ation panoramique - Demi-pension à

partir de 65 FF (env. 275 FF) selon

période. L. Boulud, chef de cuisine-co-

proprétaire. Tél.: 19/41/25/34-11-36.

Fax: 19/41/25/34-16-14

CH-1854 Leysin.

Hôtel MONT-RIANT

CH-1854 Leysin

Tél.: 19/41/25/34-27-01.

Fax: 19/41/25/34-27-04.

Confort. Accueil jeune et chaleureux.

Cuisine faite par les patrons. A l'orée

des pistes de ski. 65 FF (env. 275 FF)

demi-pens. par pers.

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY

60 lits, situation tranquille et ensoleil-

lée, à proximité du funiculaire San-

naga. Chambres avec balcon - cui-

sine - bar - bain - w.c. - radio -

téléphone - TV. Hall d'accueil avec

bar. Restaurant. Entrée gratuite dans

une piscine couverte. Prix spéciaux en

janvier à partir de 75 FF (env.

FF 315) en demi-pension.

Téléphone: 19/41/28/67-12-03, famille

R. Perron, fax 19/41/28/67-50 14.

TOURISME

CHAMPEX LAC VALAIS SUISSE

Un espace encore naturel.

Ski alpin et fond - patinoire sur lac

Ecole de ski - jardin des neiges.

Forfaits 7 jours 1/2 pension 1 600

à 2 400 FF. - Hôtels - Hôtel club

appartements - chalets - dortoirs.

Prospectus Office du Tourisme.

Tél.: 19/41-26-83-12-27.

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent

dans une ancienne ferme franco-com-

toise du XVIII, confortable, rénovée,

chambres 2 personnes avec s. de bain, w.c.

Ambiance conviviale, détente, repos.

Accueil 14 pers. maxi. tables d'hôte.

Cuisine mijotée (produits maison et

pain fait au vieux four à bois). Pos-

sion, rand. pédestre, patin à glace, tennis.

VTT. Pension complète + vit.

+ matériel de ski + accompagnement

2 300 F à 2 750 F pers/semaine.

Renseignements et réservations

(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU

La Longeville - 24650 MONTBENOIT.

Guide

Information
Aux Etats-Unis, les bureaux d'information pour touristes sont généralement des lieux accueillants. En France, il existe un efficace Office du tourisme auquel ceux qui veulent bien préparer leur séjour peuvent s'adresser: Office du tourisme/Ambassade des Etats-Unis (75382 Paris Cedex 08, tél. 42-60-57-15).

Voyage/sejour
Les citoyens français n'ont plus besoin d'un visa pour entrer aux Etats-Unis; un passeport, en cours de validité, suffit. Saint-Louis et Memphis sont des destinations faciles d'accès. D'une manière générale, à partir de l'Europe, le système des coupons pour voyager en avion à l'intérieur des Etats-Unis est pratique (voir agences). Si vous avez le goût des espaces américains et

l'envie de flâner, une voiture est nécessaire, agréable et peu chère. Aux Etats-Unis, on ne plaisante pas avec les limitations de vitesse; il est possible de tricher, mais cela peut faire perdre du temps et de l'argent. Pour se loger, les motels, en dehors des villes, sont une aubaine: moyennant une trentaine de dollars, chambre double, en général correcte. Pour effectuer vos règlements en toutes situations, prévoyez cartes de crédit, espèces ou chèques de voyage en dollars; on ne vous changera pas vos devises.

Saint-Louis

N'est peut-être pas le meilleur endroit pour écouter du blues ou voir le Mississippi, même si on y est fier de posséder le plus grand bateau d'excursion de l'Améri-

que, le Président. Mais la ville déploie tant d'efforts pour darder le pion à ses concurrentes (Boston, Chicago, Los Angeles, New Orleans, New York, Washington, San Francisco) qu'elle s'est arrangée pour garder l'un des deux plus vieux orchestres symphoniques des Etats-Unis et s'enorgueillir d'un beau jardin botanique, d'un zoo de deux mille cinq cents animaux, d'un musée des transports à recommander à ceux qui ont la passion des trains. La librairie de la Court House est un bon endroit pour se documenter sur l'histoire de toute la région.

Memphis

Hormis Beale Street (où B. B. King va bientôt créer son propre club), Graceland, Sun Studio, il y a bien une bonne trentaine de

points d'intérêt touristique dans l'agglomération. Mais, bien sûr, flâneurs et fouineurs en feront à leur tête, comme de raison... Une Grande Pyramide américaine (traverse deux étages d'acier sur le fleuve) est prévue pour juin 1991.

Table
Personne n'est obligé de suivre les recettes de la famille Presley. La plupart des restaurants proposent la cuisine du Sud: tout est « organique », souvent pané. Relevez à volonté... On aime ou on n'aime pas. Ici comme ailleurs existe une cuisine « internationale ». Sur la route (point de vue subjectif), attention aux ombrages Hardee's, chaîne à fur subordonné, sauf curiosité (on a rarement fait aussi fort en matière de mal-bouffe). Suivez plutôt les routiers.

15010150

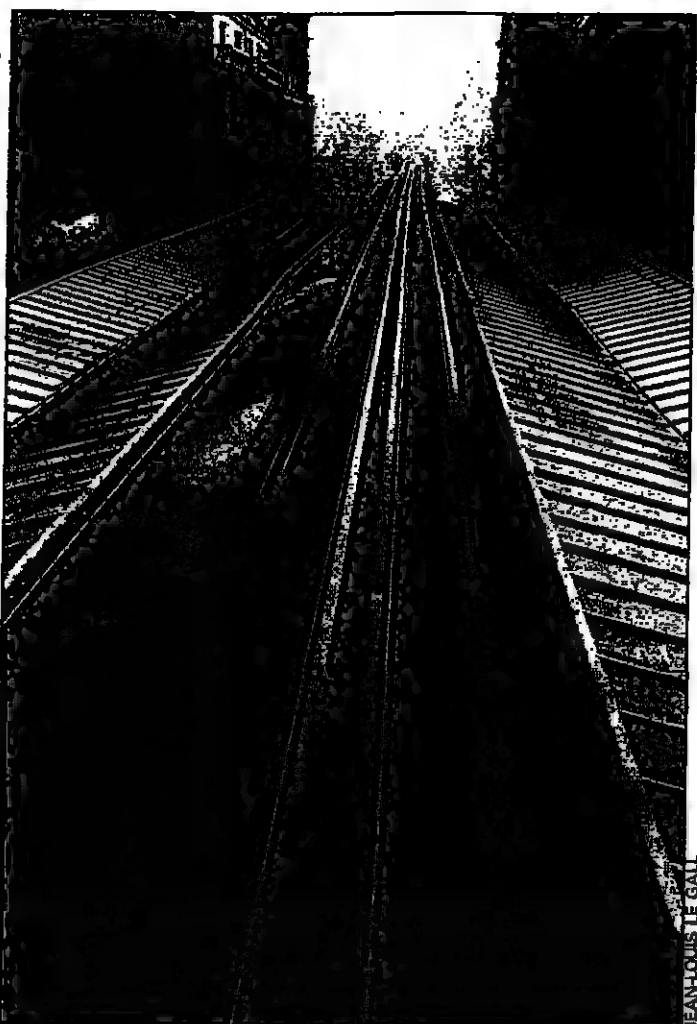
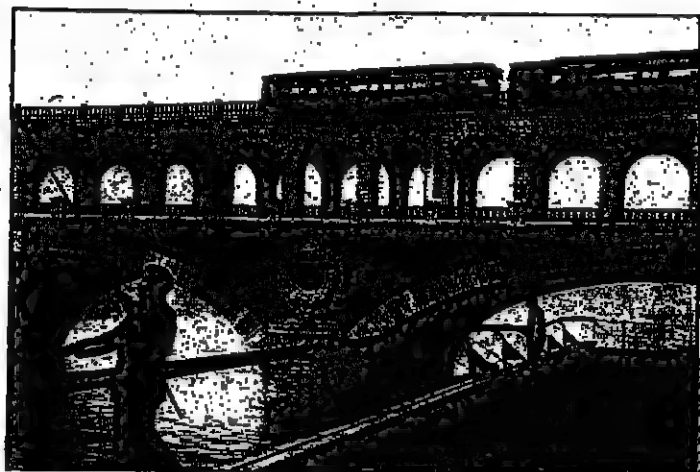
SANS VISA

... Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 25

A PARIS

Le grand tour pour 5,20 F

Spectacle et mouvement. Un tour à Paris, le tour de Paris, le « grand tour », comme disaient les Anglais quand ils se lançaient à la découverte du continent. Le grand tour pour 5,20 F. Sur les deux lignes de métro qui cerclent la ville et qui, pour le plaisir du voyageur, ne restent pas toujours sous terre.



Le métro aérien franchit deux fois la Seine : Passy, sur l'ouvrage métallique à deux niveaux, construit pour lui en 1903 ; à l'est, sur le pont de Bercy, en pierre (1864), élargi et surmonté, en 1905, d'un viaduc.

un voyage : à gauche, arrivée en fond de cale du canal Saint-Martin ; à droite, nettoyage, rénovation, blanchie, assainie, l'esplanade redessinée par Bernard Huet entre la rotonde de La Villette et le bassin du même nom.

Cette rotonde, le métro ne voit qu'elle ; il s'approche en courbe, l'enlace, contre-courbe, s'éloigne, dernière courbe. Le fort cylindre d'aujourd'hui, essentiel de cet étrange quartier limité du Paris qui ne sera plus jamais industriel mais qui l'est encore un peu.

La rotonde de La Villette raconte une autre histoire. Elle révèle soudain au voyageur ce qu'il avait pressenti sur plan : il n'a cessé de suivre ce qui fut quelques années avant la Révolution ce « mur murant Paris qui rend Paris murmurant », le mur des Fermiers généraux. Clôture fiscale voulue par Lavoisier, enserrant Paris sur vingt-trois kilomètres, un mur de trois mètres de haut, bordé de deux chemins de ronde, percé d'une soixantaine de barrières d'octroi, qui firent de leur brillant et prolifique auteur, Claude-Nicolas Ledoux, ami des Lumières, un architecte maudit.

Terminé deux ans avant 1789, le mur redevint carrière quelques années après. De ces bureaux d'octroi, inspirés de l'antique mais associant les volumes avec une audace nouvelle, voulus comme un catalogue de formes « dont la diversité rassasie la soif du désir », disait Ledoux, il ne reste aujourd'hui debout que quatre exemples. Elles étaient donc sur notre itinéraire : la barrière d'Enfer (est-ce par contagion phonétique que la place prendra plus tard le nom de Denfert-Rochereau) est bien là, avec ses deux pavillons ; ses bossages, et son austérité un peu menaçante. A la Nation, ces deux colonnes (trente mètres de haut) et les pavillons qui en assurent le soubassement, c'était la barrière du Trône. Plus délicate, la barrière de Monceau, petit temple en rotonde, enclavée aujourd'hui dans la grille du parc Monceau. Mais on ne prendra pas les pavillons reconstruits au chevet du nouveau ministère des finances (barrière de la Rapée) pour des œuvres de Ledoux ; elles n'en sont pas.

Du métro, on ne voit pas vraiment Montmartre : à Pigalle, seulement, l'attention des restaurateurs de la station, des lumières de couleur, comme un rappel des néons qui cliquaient au-dessus. Jour et nuit.

C'est la fin des panoramas, on vient de traverser deux fois les voies ferrées qui sont au métropolitain ce que le fleuve est au canal. La patience de celui qui s'en irait jusqu'au terminus, bouclant la boucle, et un peu plus, serait récompensée. Porte Dauphine, par la seule station du réseau encore ornée d'une verrière de Guimard. En libellule. Adieu, donc.

Michèle Champenois

Guide

Si Denfert et Rochereau ne font qu'un, un seul homme qui défendit avec vaillance Belfort en 1870, c'est sans les consulter et bravant les siècles, que la Régie a marié Armand Barbes, « le Bayard de la démocratie », disait Proudhon, homme politique né à Poitiers-Pitre et expatrié à La Haye après la révolution de 1848, avec Marguerite de Rochechouart de Montpéroux, abbesse de Montmartre, de 1717 à 1727.

Picpus n'est pas un homme mais le nom d'un village (Picpusse au douzième siècle). Villiers, Courcelles et Couronnes aussi. Mais Félix Eboué, qui a rejoint Daumesnil quand la place prit son nom, est ce gouverneur du Tchad qui, en 1940, fit le premier territoire à rejoindre la France libre.

Les militaires sont nombreux sur le parcours, mais, obscurs ou fameux, ils gardent leur réserve ou leur mystère. A Cambronne, personne ne

s'avise de vous dire si le général prononça vraiment, à Waterloo, le gros mot le plus usité de la langue française, ou s'il émit une sentence plus châtiée qui pourrait s'énoncer ainsi : « La garde meurt, mon-sieur, et ne se rend pas. »

L'Empire, d'ailleurs, est bien représenté. De Kléber qui dirige la campagne d'Egypte après le départ de Bonaparte, et qui gagne la bataille d'Héliopolis, à Corvisart, le médecin préféré de l'Empereur, et jusqu'à Daumesnil (encore un général, encore un mot) qui, sommé en 1814, de rendre Vincennes, répondit : « Je rendrai Vincennes quand on me rendra ma jambe » (qu'il avait perdue à Wagram).

Pour être un civil, Boissière (Jean-Baptiste) n'en mérite pas moins un éclaircissement : lexicographe, il est l'auteur d'un Dictionnaire analogique de la langue française.

les chevauchements, les différences de niveaux, les passages de carrefour, les grands virages, que les ingénieurs et les architectes ont fait du beau travail. C'est dans le traitement de l'architecture des stations, colonnettes de fonte sur la circulaire sud, métal ajouré sur le parcou nord, que l'on reconnaît le souci des formes.

Entre Pasteur et Saint-Jacques, repos (avec une pensée pour Fulgence Bienvenüe, l'ingénieur en chef du métro, qui voit son nom accolé à celui de Montparnasse, comme si on avait failli l'oublier, lui, le créateur).

L'œil rapide ou aguerré du voyageur non assoupi par la pénombre distinguera, au sortir de Saint-Jacques, à celui de Montparnasse, un grand hôtel qui fait très province à Paris et dont les volumes annoncent le genre « péripérié » du treizième qui s'approche, après le canyon de Corvisart cachant bien derrière la très haute façade d'un virage les ruelles et les maisons de la Butte-aux-Cailles qui était encore village quand Paris était déjà capitale. Un treizième à la redresse, centres commerciaux et stations-service, tous et barres, Nationale, Chevaleret, après un bref passage à la fraîche, sous la place d'Italie.

Mais attention, voici du ciel, voici la gare : c'est Tolbiac, à gauche, des voies, et le cœur de Paris, au loin ; à droite, un chantier qu'on déblaie, un territoire à grand projet, la Bibliothèque de France qu'a dessinée Dominique Perrault. Tout de suite, la Seine, et Bercy. Le regard est pris, happé par ce bâtiment qui vient à la rencontre du train, viaduc – citadelle du grand arrier, le ministère des finances de Chemetov et Hudobro. Ils ont tellement pensé au métro, à ce pont de Bercy, surmonté d'une solide arcature de pierre pour le passage des trains (Jean Robert, Nove Métro) que leur édifice semble lui répondre et, prenant appui sur la rive basse, fait le pont lui aussi.

Le métro va prendre l'air à Bel-Air, brièvement (pour laisser passer, plus bas, le chemin de fer de Vincennes, aujourd'hui désaffecté). L'endroit n'a de charmant que le nom. On ne verra rien de Picpus, sous-titrée Courtheline (son buste orne la place), seule note légère sur un parcours qui en littérature choisit plutôt des carrures (Victor Hugo) ou des prolifères (Alexandre Dumas).

Changer à Nation, prendre Dauphine par Barbes, sous une forte charpente métallique. Sonnerie en continu, on ferme, sonnerie de porte, on part. Comme si elles annonçaient « Couronnes », qui n'a rien à voir, deux stations chez les rois de France : Philippe-Auguste, vainqueur de Richard Cœur de Lion, installateur des Capétiens. Puis le Père François de La Chaise, jésuite, confesseur de Louis XIV, dont les jardins sont devenus le grand reposoir que l'on sait. Restons couverts, restons sous terre. Mémilmontant, Belleville, insensi-

blement, la clientèle a changé. Haute en verbe et en couleur, plus aimable et conviviale (« Madame, dit la berbere à la bourgeoise, votre ceinture traîne par terre »).

Du côté de Passy et de Sèvres-Le-courbe, les séparations de classe prenaient un tour plus formalisé : « Mesdames, messieurs, n'ayez pas peur, je ne suis ni un voleur ni un cambrioleur... je préfère le demander honnêtement », etc. Ici, au nord de Paris, à quelques encablures de chez Tati, qui tout à l'heure nous fera naviguer sur la mer des chandails, entre Barbès et Anvers, la coexistence des races et des conditions sociales est un fait : « Non, non, on sèche pas, c'est l'aprem' on va au bahut », dit un jeune chef de bande qui tient à garder le contrôle.

A Colonel-Fabien, on est sorti trop tard pour admirer le drapeau de verre de Niemeyer et Prouvé pour le siège du Parti communiste. Le carrelage blanc de la station est troué d'éclats, comme s'il avait été mitraillé : pure coïncidence, on ne signale pas de combats récents... Quand, avant de prendre celui de Pierre Georges, dit Fabien, colonel de FFI, la station s'appelait Combat, c'était, nous dit l'incollable Hilairet, par allusion à un établissement de « combat de taureaux ». A l'époque, Jaurès s'appelait Allemagne, comme l'avenue qui porte son nom et qui s'en allait tout bonnement vers ce pays. C'était avant 14.

A la station Jaurès, le bicentenaire a laissé une modeste trace de son amour de la patrie et des arts : un vitrail figurant des drapeaux, intitulé Jaurès à la Bastille, dû à Jacques-Antoine Ducatez, maître verrier, et à une verrière de Saint-Just dans la Loire. Une plaque discrète atteste ces faits. Mais ce n'est pas pour cette raison que Jaurès vaut



Tout au superlatif.

Situé en plein cœur du Tyrol, cet hôtel de classe internationale fera de votre séjour un moment inoubliable, en été comme en hiver. Restaurants, bars, cafés et salons rivalisent d'élégance raffinée.

Appartements spacieux avec poêle en falence. Tout est prévu pour votre santé.

beauté et forme. Piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, courts de tennis (couverts et plein air) ainsi que terrain de golf à 18 trous tout près de l'hôtel. 240 km de pistes de fond et propres autocars de descente.

A quand votre prochain séjour ?

INTERALFEN-HOTEL TYROL

17 98 A-9410 Telfs-Tuxen (près d'Innsbruck)

Tél. 1943/52 87/606. Télex 047/554-654

VACAN HOTELS

Côte d'Azur
Angleterre

Paris
Normandie

Provence
Alsace

Normandie
Alsace

Normandie
Alsace

Normandie
Alsace

Bridge

n° 1410

ÉTONNANTE INTUITION

Si cette manche est jouée à plusieurs tables, il est probable qu'elle sera chutée par la majorité des déclarants. Pour la réussir, il faut en effet une bonne technique. En fait, l'Américain Bayer avoua qu'il avait joué « intuitivement » pour faire dix levées !

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 SA passe
4 ♠ passe 3 ♠ passe

Ouest ayant attaqué le Roi de Trèfle et l'As de Trèfle, comment Bayer en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense, les atouts étant répartis 4-1 ?

RÉPONSE

Que va-t-il se passer si, après avoir coupé Trèfle, le déclarant bat tout (pour ne pas se noyer dans la Tamise) et tombe sur une répartition 4-1, ce qui était le cas ? L'adversaire qui aura quatre atouts (Ouest) prendra avec l'As de Pique au deuxième tour et continuera Trèfle pour que Sud ait le même nombre d'atouts que lui. Sud coupera et, s'il veut éliminer les atouts adverses, il jouera ses deux derniers Piques, mais il sera obligé de donner un Carreau pour affranchir la couleur. L'adversaire prendra et, Sud n'ayant plus d'atout pour couper le quatrième tour à Trèfle, ce sera la chute !

Or il y a un moyen de se protéger contre ce mauvais partage des atouts : il faut, comme Bayer, jouer Carreau après la première coupe à Trèfle : le déclarant commence donc par tirer le Roi de Carreau et il continue Carreau. Il fournit l'As (si Est n'a pas coupé),

puis un troisième tour à Carreau permettra d'affranchir la couleur...

LE DÉVELOPPEMENT DES MIXTES

Depuis plusieurs années, les tournois mixtes connaissent un grand développement, et parfois les participants sont aussi nombreux dans cette discipline que dans les tournois open. C'est aux Olympiades par paires de 1966 qu'un championnat du monde par paires mixtes a été créé. Il a lieu au début de chaque Olympiade, mais l'épreuve n'est pas très sélective car elle ne comporte en tout que quatre séances. Heureusement, les gagnants ont toujours été de grands champions. A Genève, Juanita Chambers était associée à Peter Weichsel, un champion américain dont la technique a toujours été sans défaut, comme le montre cette donne d'un match de sélection de l'équipe américaine.

Ann. : O. don. N-S vuln.

Ouest Nord Est Sud
Swanson Sonzog Soloway Weichsel
1 ♠ passe 2 ♠ passe
4 ♠ passe 3 ♠ passe

Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Weichsel, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Il est normal de bondir à « 4 Piques » pour essayer la manche tout en barrant l'adversaire.

COURRIER DES LECTEURS (DONNÉES PRÉPARÉES)

« Parmi les vingt champions sélectionnés pour disputer à Genève le Tournoi mondial en doubles préparées, y avait-il des femmes ? »

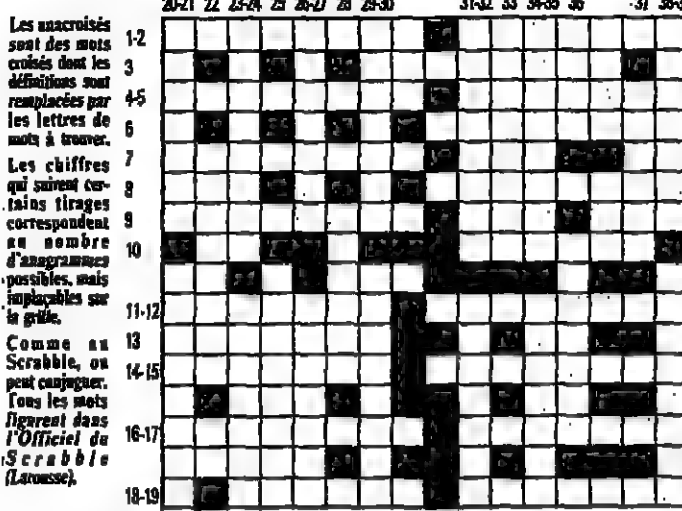
Il n'y en avait qu'une, l'Américaine Karl Shuman, qui a été plusieurs fois championne du monde. Mais elle n'a pas été bien placée.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 641



HORIZONTALEMENT

1. AAINORT. - 2. AEFLOU. - 3. DIINQUT. - 4. ACENQORU. - 5. ACEIMNT. - 6. ACILLOOS. - 7. EIMQORU. - 8. CEILASU. - 9. EENRRRT. - 10. AINSX. - 11. AAGNOR. - 12. CEILINTU. - 13. ADEINT. - 14. EEMNRT. - 15. AAEEST. - 16. EEMINTY. - 17. EENKSTU. - 18. EERST. - 19. AENRNT. - 20. CELNOTU. - 21. CEEMNOY. - 22. ADEGINRR. - 23. EORTTT. - 24. AAEIMMS. - 25. EENRRT. - 26. AAEIMNR. - 27. AAEGRNT. - 28. ENORST. - 29. AAEQSUU. - 30. AAEENPTT. - 31. ACEILNOS. - 32. CEENRU. - 33. AAILSTU. - 34. EILMNOUX. - 35. AAEEMPT. - 36. ACEINNS. - 37. AINRT. - 38. AAEELTX. - 39. EINNSSTU. - 40. ULULAI. - 41. ACROMION. - 42. APOPHYSE. - 43. ITRATT. - 44. AMLABLES. - 45. ABERNOISE. - 46. METEILS. - 47. VIZIRS. - 48. STIMULES. - 49. BIMAMES. - 50. BOUQUINS. - 51. QUINTOI. - 52. LUSSES. - 53. LESATES. - 54. MAUGREES. - 55. ALMELEC. - 56. BASILEUS. - 57. CAMILLE. - 58. ALMELEC. - 59. ALMELEC. - 60. BASILEUS. - 61. CAMILLE. - 62. ALMELEC. - 63. BASILEUS. - 64. CAMILLE. - 65. ALMELEC. - 66. BASILEUS. - 67. CAMILLE. - 68. ALMELEC. - 69. BASILEUS. - 70. CAMILLE. - 71. ALMELEC. - 72. BASILEUS. - 73. CAMILLE. - 74. ALMELEC. - 75. BASILEUS. - 76. CAMILLE. - 77. ALMELEC. - 78. BASILEUS. - 79. CAMILLE. - 80. ALMELEC. - 81. BASILEUS. - 82. CAMILLE. - 83. ALMELEC. - 84. BASILEUS. - 85. CAMILLE. - 86. ALMELEC. - 87. BASILEUS. - 88. CAMILLE. - 89. ALMELEC. - 90. BASILEUS. - 91. CAMILLE. - 92. ALMELEC. - 93. BASILEUS. - 94. CAMILLE. - 95. ALMELEC. - 96. BASILEUS. - 97. CAMILLE. - 98. ALMELEC. - 99. BASILEUS. - 100. CAMILLE. - 101. ALMELEC. - 102. BASILEUS. - 103. CAMILLE. - 104. ALMELEC. - 105. BASILEUS. - 106. CAMILLE. - 107. ALMELEC. - 108. BASILEUS. - 109. CAMILLE. - 110. ALMELEC. - 111. BASILEUS. - 112. CAMILLE. - 113. ALMELEC. - 114. BASILEUS. - 115. CAMILLE. - 116. ALMELEC. - 117. BASILEUS. - 118. CAMILLE. - 119. ALMELEC. - 120. BASILEUS. - 121. CAMILLE. - 122. ALMELEC. - 123. BASILEUS. - 124. CAMILLE. - 125. ALMELEC. - 126. BASILEUS. - 127. CAMILLE. - 128. ALMELEC. - 129. BASILEUS. - 130. CAMILLE. - 131. ALMELEC. - 132. BASILEUS. - 133. CAMILLE. - 134. ALMELEC. - 135. BASILEUS. - 136. CAMILLE. - 137. ALMELEC. - 138. BASILEUS. - 139. CAMILLE. - 140. ALMELEC. - 141. BASILEUS. - 142. CAMILLE. - 143. ALMELEC. - 144. BASILEUS. - 145. CAMILLE. - 146. ALMELEC. - 147. BASILEUS. - 148. CAMILLE. - 149. ALMELEC. - 150. BASILEUS. - 151. CAMILLE. - 152. ALMELEC. - 153. BASILEUS. - 154. CAMILLE. - 155. ALMELEC. - 156. BASILEUS. - 157. CAMILLE. - 158. ALMELEC. - 159. BASILEUS. - 160. CAMILLE. - 161. ALMELEC. - 162. BASILEUS. - 163. CAMILLE. - 164. ALMELEC. - 165. BASILEUS. - 166. CAMILLE. - 167. ALMELEC. - 168. BASILEUS. - 169. CAMILLE. - 170. ALMELEC. - 171. BASILEUS. - 172. CAMILLE. - 173. ALMELEC. - 174. BASILEUS. - 175. CAMILLE. - 176. ALMELEC. - 177. BASILEUS. - 178. CAMILLE. - 179. ALMELEC. - 180. BASILEUS. - 181. CAMILLE. - 182. ALMELEC. - 183. BASILEUS. - 184. CAMILLE. - 185. ALMELEC. - 186. BASILEUS. - 187. CAMILLE. - 188. ALMELEC. - 189. BASILEUS. - 190. CAMILLE. - 191. ALMELEC. - 192. BASILEUS. - 193. CAMILLE. - 194. ALMELEC. - 195. BASILEUS. - 196. CAMILLE. - 197. ALMELEC. - 198. BASILEUS. - 199. CAMILLE. - 200. ALMELEC. - 201. BASILEUS. - 202. CAMILLE. - 203. ALMELEC. - 204. BASILEUS. - 205. CAMILLE. - 206. ALMELEC. - 207. BASILEUS. - 208. CAMILLE. - 209. ALMELEC. - 210. BASILEUS. - 211. CAMILLE. - 212. ALMELEC. - 213. BASILEUS. - 214. CAMILLE. - 215. ALMELEC. - 216. BASILEUS. - 217. CAMILLE. - 218. ALMELEC. - 219. BASILEUS. - 220. CAMILLE. - 221. ALMELEC. - 222. BASILEUS. - 223. CAMILLE. - 224. ALMELEC. - 225. BASILEUS. - 226. CAMILLE. - 227. ALMELEC. - 228. BASILEUS. - 229. CAMILLE. - 230. ALMELEC. - 231. BASILEUS. - 232. CAMILLE. - 233. ALMELEC. - 234. BASILEUS. - 235. CAMILLE. - 236. ALMELEC. - 237. BASILEUS. - 238. CAMILLE. - 239. ALMELEC. - 240. BASILEUS. - 241. CAMILLE. - 242. ALMELEC. - 243. BASILEUS. - 244. CAMILLE. - 245. ALMELEC. - 246. BASILEUS. - 247. CAMILLE. - 248. ALMELEC. - 249. BASILEUS. - 250. CAMILLE. - 251. ALMELEC. - 252. BASILEUS. - 253. CAMILLE. - 254. ALMELEC. - 255. BASILEUS. - 256. CAMILLE. - 257. ALMELEC. - 258. BASILEUS. - 259. CAMILLE. - 260. ALMELEC. - 261. BASILEUS. - 262. CAMILLE. - 263. ALMELEC. - 264. BASILEUS. - 265. CAMILLE. - 266. ALMELEC. - 267. BASILEUS. - 268. CAMILLE. - 269. ALMELEC. - 270. BASILEUS. - 271. CAMILLE. - 272. ALMELEC. - 273. BASILEUS. - 274. CAMILLE. - 275. ALMELEC. - 276. BASILEUS. - 277. CAMILLE. - 278. ALMELEC. - 279. BASILEUS. - 280. CAMILLE. - 281. ALMELEC. - 282. BASILEUS. - 283. CAMILLE. - 284. ALMELEC. - 285. BASILEUS. - 286. CAMILLE. - 287. ALMELEC. - 288. BASILEUS. - 289. CAMILLE. - 290. ALMELEC. - 291. BASILEUS. - 292. CAMILLE. - 293. ALMELEC. - 294. BASILEUS. - 295. CAMILLE. - 296. ALMELEC. - 297. BASILEUS. - 298. CAMILLE. - 299. ALMELEC. - 300. BASILEUS. - 301. CAMILLE. - 302. ALMELEC. - 303. BASILEUS. - 304. CAMILLE. - 305. ALMELEC. - 306. BASILEUS. - 307. CAMILLE. - 308. ALMELEC. - 309. BASILEUS. - 310. CAMILLE. - 311. ALMELEC. - 312. BASILEUS. - 313. CAMILLE. - 314. ALMELEC. - 315. BASILEUS. - 316. CAMILLE. - 317. ALMELEC. - 318. BASILEUS. - 319. CAMILLE. - 320. ALMELEC. - 321. BASILEUS. - 322. CAMILLE. - 323. ALMELEC. - 324. BASILEUS. - 325. CAMILLE. - 326. ALMELEC. - 327. BASILEUS. - 328. CAMILLE. - 329. ALMELEC. - 330. BASILEUS. - 331. CAMILLE. - 332. ALMELEC. - 333. BASILEUS. - 334. CAMILLE. - 335. ALMELEC. - 336. BASILEUS. - 337. CAMILLE. - 338. ALMELEC. - 339. BASILEUS. - 340. CAMILLE. - 341. ALMELEC. - 342. BASILEUS. - 343. CAMILLE. - 344. ALMELEC. - 345. BASILEUS. - 346. CAMILLE. - 347. ALMELEC. - 348. BASILEUS. - 349. CAMILLE. - 350. ALMELEC. - 351. BASILEUS. - 352. CAMILLE. - 353. ALMELEC. - 354. BASILEUS. - 355. CAMILLE. - 356. ALMELEC. - 357. BASILEUS. - 358. CAMILLE. - 359. ALMELEC. - 360. BASILEUS. - 361. CAMILLE. - 362. ALMELEC. - 363. BASILEUS. - 364. CAMILLE. - 365. ALMELEC. - 366. BASILEUS. - 367. CAMILLE. - 368. ALMELEC. - 369. BASILEUS. - 370. CAMILLE. - 371. ALMELEC. - 372. BASILEUS. - 373. CAMILLE. - 374. ALMELEC. - 375. BASILEUS. - 376. CAMILLE. - 377. ALMELEC. - 378. BASILEUS. - 379. CAMILLE. - 380. ALMELEC. - 381. BASILEUS. - 382. CAMILLE. - 383. ALMELEC. - 384. BASILEUS. - 385. CAMILLE. - 386. ALMELEC. - 387. BASILEUS. - 388. CAMILLE. - 389. ALMELEC. - 390. BASILEUS. - 391. CAMILLE. - 392. ALMELEC. - 393. BASILEUS. - 394. CAMILLE. - 395. ALMELEC. - 396. BASILEUS. - 397. CAMILLE. - 398. ALMELEC. - 399. BASILEUS. - 400. CAMILLE. - 401. ALMELEC. - 402. BASILEUS. - 403. CAMILLE. - 404. ALMELEC. - 405. BASILEUS. - 406. CAMILLE. - 407. ALMELEC. - 408. BASILEUS. - 409. CAMILLE. - 410. ALMELEC. - 411. BASILEUS. - 412. CAMILLE. - 413. ALMELEC. - 414. BASILEUS. - 415. CAMILLE. - 416. ALMELEC. - 417. BASILEUS. - 418. CAMILLE. - 419. ALMELEC. - 420. BASILEUS. - 421. CAMILLE. - 422. ALMELEC. - 423. BASILEUS. - 424. CAMILLE. - 425. ALMELEC. - 426. BASILEUS. - 427. CAMILLE. - 428. ALMELEC. - 429. BASILEUS. - 430. CAMILLE. - 431. ALMELEC. - 432. BASILEUS. - 433. CAMILLE. - 434. ALMELEC. - 435. BASILEUS. - 436. CAMILLE. - 437. ALMELEC. - 438. BASILEUS. - 439. CAMILLE. - 440. ALMELEC. - 441. BASILEUS. - 442. CAMILLE. - 443. ALMELEC. - 444. BASILEUS. - 445. CAMILLE. - 446. ALMELEC. - 447. BASILEUS. - 448. CAMILLE. - 449. ALMELEC. - 450. BASILEUS. - 451. CAMILLE. - 452. ALMELEC. - 453. BASILEUS. - 454. CAMILLE. - 455. ALMELEC. - 456. BASILEUS. - 457. CAMILLE. - 458. ALMELEC. - 459. BASILEUS. - 460. CAMILLE. - 461. ALMELEC. - 462. BASILEUS. - 463. CAMILLE. - 464. ALMELEC. - 465. BASILEUS. - 466. CAMILLE. - 467. ALMELEC. - 468. BASILEUS. - 469. CAMILLE. - 470. ALMELEC. - 471. BASILEUS. - 472. CAMILLE. - 473. ALMELEC. - 474. BASILEUS. - 475. CAMILLE. - 476. ALMELEC. - 477. BASILEUS. - 478. CAMILLE. - 479. ALMELEC. - 480. BASILEUS. - 481. CAMILLE. - 482. ALMELEC. - 483. BASILEUS. - 484. CAMILLE. - 485. ALMELEC. - 486. BASILEUS. - 487. CAMILLE. - 488. ALMELEC. - 489. BASILEUS. - 490. CAMILLE. - 491. ALMELEC. - 492. BASILEUS. - 493. CAMILLE. - 494. ALMELEC. - 495. BASILEUS. - 496. CAMILLE. - 497. ALMELEC. - 498. BASILEUS. - 499. CAMILLE. - 500. ALMELEC. - 501. BASILEUS. - 502. CAMILLE. - 503. ALMELEC. - 504. BASILEUS. - 505. CAMILLE. - 506. ALMELEC. - 507. BASILEUS. - 508. CAMILLE. - 509. ALMELEC. - 510. BASILEUS. - 511. CAMILLE. - 512. ALMELEC. - 513. BASILEUS. - 514. CAMILLE. - 515. ALMELEC. - 516. BASILEUS. - 517. CAMILLE. - 518. ALMELEC. - 519. BASILEUS. - 520. CAMILLE. - 521. ALMELEC. - 522. BASILEUS. - 523. CAMILLE. - 524. ALMELEC. - 525. BASILEUS. - 526. CAMILLE. - 527. ALMELEC. - 528. BASILEUS. - 529. CAMILLE. - 530. ALMELEC. - 531. BASILEUS. - 532. CAMILLE. - 533. ALMELEC. - 534. BASILEUS. - 535. CAMILLE. - 536. ALMELEC. - 537. BASILEUS. - 538. CAMILLE. - 539. ALMELEC. - 540. BASILEUS. - 541. CAMILLE. - 542. ALMELEC. - 543. BASILEUS. - 544. CAMILLE. - 545. ALMELEC. - 546. BASILEUS. - 547. CAMILLE. - 548. ALMELEC. - 549. BASILEUS. - 550. CAMILLE. - 551. ALMELEC. - 552. BASILEUS. - 553. CAMILLE. - 554. ALMELEC. - 555. BASILEUS. - 556. CAMILLE. - 557. ALMELEC. - 558. BASILEUS. - 559. CAMILLE. - 560. ALMELEC. - 561. BASILEUS. - 562. CAMILLE. - 563. ALMELEC. - 564. BASILEUS. - 565. CAMILLE. - 566. ALMELEC. - 567. BASILEUS. - 568. CAMILLE. - 569. ALMELEC. - 570. BASILEUS. - 571. CAMILLE. - 572. ALMELEC. - 573. BASILEUS. - 574. CAMILLE. - 575. ALMELEC. - 576. BASILEUS. - 577. CAMILLE. - 578. ALMELEC. - 579. BASILEUS. - 580. CAMILLE. - 581. ALMELEC. - 582. BASILEUS. - 583. CAMILLE. - 584. ALMELEC. - 585. BASILEUS. - 586. CAMILLE. - 587. ALMELEC. - 588. BASILEUS. - 589. CAMILLE. - 590. ALMELEC. - 591. BASILEUS. - 592. CAMILLE. - 593. ALMELEC. - 594. BASILEUS. - 595. CAMILLE. - 596. ALMELEC. - 597. BASILEUS. - 598. CAMILLE. - 599. ALMELEC. - 600. BASILEUS. - 601. CAMILLE. - 602. ALMELEC. - 603. BASILEUS. - 604. CAMILLE. - 605. ALMELEC. - 606. BASILEUS. - 607. CAMILLE. - 608. ALMELEC. - 609. BASILEUS. - 610. CAMILLE. - 611. ALMELEC. - 612. BASILEUS. - 613. CAMILLE. - 614. ALMELEC. - 615. BASILEUS. - 616. CAMILLE. - 617. ALMELEC. - 618. BASILEUS. - 619. CAMILLE. - 620. ALMELEC. - 621. BASILEUS. - 622. CAMILLE. - 623. ALMELEC. - 624. BASILEUS. - 625. CAMILLE. - 626. ALMELEC. - 627. BASILEUS. - 628. CAMILLE. - 629. ALMELEC. - 630. BASILEUS. - 631. CAMILLE. - 632. ALMELEC. - 633. BASILEUS. - 634. CAMILLE. - 635. ALMELEC. - 636. BASILEUS. - 637. CAMILLE. - 638. ALMELEC. - 639. BASILEUS. - 640. CAMILLE. - 641. ALMELEC. - 642. BASILEUS. - 643. CAMILLE. - 644. ALMELEC. - 645. BASILEUS. - 646. CAMILLE. - 647. ALMELEC. - 648. BASILEUS. - 649. CAMILLE. - 650. ALMELEC. - 651. BASILEUS. - 652. CAMILLE. - 653. ALMELEC. - 654. BASILEUS. - 655. CAMILLE. - 656. ALMELEC. - 657. BASILEUS. - 658. CAMILLE. - 659. ALMELEC. - 660. BASILEUS. - 661. CAMILLE. - 662. ALMELEC. - 663. BASILEUS. - 664. CAMILLE. - 665. ALMELEC. - 666. BASILEUS. - 667. CAMILLE. - 668. ALMELEC. - 669. BASILEUS. - 670. CAMILLE. - 671. ALMELEC. - 672. BASILEUS. - 673. CAMILLE. - 674. ALMELEC. - 675. BASILEUS. - 676. CAMILLE. - 677. ALMELEC. - 678. BASILEUS. - 679. CAMILLE. - 680. ALMELEC. - 681. BASILEUS. - 682. CAMILLE. - 683. ALMELEC. - 684. BASILEUS. - 685. CAMILLE. - 686. ALMELEC. - 687. BASILEUS. - 688. CAMILLE. - 689. ALMELEC. - 690. BASILEUS. - 691. CAMILLE. - 692. ALMELEC. - 693. BASILEUS. - 694. CAMILLE. - 695. ALMELEC. - 696. BASILEUS. - 697. CAMILLE. - 698. ALMELEC. - 699. BASILEUS. - 700. CAMILLE. - 701. ALMELEC. - 702. BASILEUS. - 703. CAMILLE. - 704. ALMELEC. - 705. BASILEUS. - 706. CAMILLE. - 707. ALMELEC. - 708. BASILEUS. - 709. CAMILLE. - 710. ALMELEC. - 711. BASILEUS. - 712. CAMILLE. - 713. ALMELEC. - 714. BASILEUS. - 715. CAMILLE. - 716. ALMELEC. - 717. BASILEUS. - 718. CAMILLE. - 719. ALMELEC. - 720. BASILEUS. - 721. CAMILLE. - 722. ALMELEC. - 723. BASILEUS. - 724. CAMILLE. - 725. ALMELEC. - 726. BASILEUS. - 727. CAMILLE. - 728. ALMELEC. - 729. BASILEUS. - 730. CAMILLE. - 731. ALMELEC. - 732. BASILEUS. - 733. CAMILLE. - 734. ALMELEC. - 735. BASILEUS. - 736. CAMILLE. - 737. ALMELEC. - 738. BASILEUS. - 739. CAMILLE. - 740. ALMELEC. - 741. BASILEUS. - 742. CAMILLE. - 743. ALMELEC. - 744. BASILEUS. - 745. CAMILLE. - 746. ALMELEC. - 747. BASILEUS. - 748. CAMILLE. - 749. ALMELEC. - 750. BASILEUS. - 751. CAMILLE. - 752. ALMELEC. - 753. BASILEUS. - 754. CAMILLE. - 755. ALMELEC. - 756. BASILEUS. - 757. CAMILLE. - 758. ALMELEC. - 759. BASILEUS. - 760. CAMILLE. - 761. ALMELEC. - 762. BASILEUS. - 763. CAMILLE. - 764. ALMELEC. - 765. BASILEUS. - 766. CAMILLE. - 767. ALMELEC. - 768. BASILEUS. - 769. CAMILLE. - 770. ALMELEC. - 771. BASILEUS. - 772. CAMILLE. - 773. ALMELEC. - 774. BASILEUS. - 775. CAMILLE. - 776. ALMELEC. - 777. BASILEUS. - 778. CAMILLE. - 779. ALMELEC. - 780. BASILEUS. - 781. CAMILLE. - 782. ALMELEC. - 783. BASILEUS. - 784. CAMILLE. - 785. ALMELEC. - 786. BASILEUS. - 787. CAMILLE. - 788. ALMELEC. - 789. BASILEUS. - 790. CAMILLE. - 791. ALMELEC. - 792. BASILEUS. - 793. CAMILLE. - 794. ALMELEC. - 795. BASILEUS. - 796. CAMILLE. - 797. ALMELEC. - 798. BASILEUS. - 799. CAMILLE. - 800. ALMELEC. - 801. BASILEUS. - 802. CAMILLE. - 803. ALMELEC. - 804. BASILEUS. - 805. CAMILLE. - 806. ALMELEC. - 807. BASILEUS. - 808. CAMILLE. - 809. ALMELEC. - 810. BASILEUS. - 811. CAMILLE. - 812. ALMELEC. - 813. BASILEUS. - 814. CAMILLE. - 815. ALMELEC. - 816. BASILEUS. - 817. CAMILLE. - 818. ALMELEC. - 819. BASILEUS. - 820. CAMILLE. - 821. ALMELEC. - 822. BASILEUS. - 823. CAMILLE. - 824. ALMELEC. - 825. BASILEUS. - 826. CAMILLE. - 827. ALMELEC. - 828. BASILEUS. - 829. CAMILLE. - 830. ALMELEC. - 831. BASILEUS. - 832. CAMILLE. - 833. ALMELEC. - 834. BASILEUS. - 835. CAMILLE. - 836. ALMELEC. - 837. BASILEUS. - 838. CAMILLE. - 839. ALMELEC. - 840. BASILEUS. - 841. CAMILLE. - 842. ALMELEC. - 843. BASILEUS. - 844. CAMILLE. - 845. ALMELEC. - 846. BASILEUS. - 847. CAMILLE. - 848. ALMELEC. - 849. BASILEUS. - 850. CAMILLE. - 851. ALMELEC. - 852. BASILEUS. - 853. CAMILLE. - 854. ALMELEC. - 855. BASILEUS. - 856. CAMILLE. - 857. ALMELEC. - 858. BASILEUS. - 859. CAMILLE. - 860. ALMELEC. - 861. BASILEUS. - 862. CAMILLE. - 863. ALMELEC. - 864. BASILEUS. - 865. CAMILLE. - 866. ALMELEC. - 867. BASILEUS. - 868. CAMILLE. - 869. ALMELEC. - 870. BASILEUS. - 871. CAMILLE. - 872. ALMELEC. - 873. BASILEUS. - 874. CAMILLE. - 875. ALMELEC. - 876. BASILEUS. - 877. CAMILLE. - 878. ALMELEC. - 879. BASILEUS. - 880. CAMILLE. - 881. ALMELEC. - 882. BASILEUS. - 883. CAMILLE. - 884. ALMELEC. - 885. BASILEUS. - 886. CAMILLE. - 887. ALMELEC. - 888. BASILEUS. - 889. CAMILLE. - 890. ALMELEC. - 891. BASILEUS. - 892. CAMILLE. - 893. ALMELEC. - 894. BASILEUS. - 895. CAMILLE. - 896. ALMELEC. - 897. BASILEUS. - 898. CAMILLE. - 899. ALMELEC. - 900. BASILEUS. - 901. CAMILLE. - 902. ALMELEC. - 903. BASILEUS. - 904. CAMILLE. - 905. ALMELEC. - 906. BASILEUS. - 907. CAMILLE. - 908. ALMELEC. - 909. BASILEUS. - 910. CAMILLE. - 911. ALMELEC. - 912. BASILEUS. - 913. CAMILLE. - 914. ALMELEC. - 915. BASILEUS. - 916. CAMILLE. - 917. ALMELEC. - 918. BASILEUS. - 919. CAMILLE. - 920. ALMELEC. - 921. BASILEUS. - 922. CAMILLE. - 923. ALMELEC. - 924. BASILEUS. - 925. CAMILLE. - 926. ALMELEC. - 927. BASILEUS. - 928. CAMILLE. - 929. ALMELEC. - 930. BASILEUS. - 931. CAMILLE. - 932. ALMELEC. - 933. BASILEUS. - 934. CAMILLE. - 935. ALMELEC. - 936. BASILEUS. - 937. CAMILLE. - 938. ALMELEC. - 939. BASILEUS. - 940. CAMILLE. - 941. ALMELEC. - 942. BASILEUS. - 943. CAMILLE. - 944. ALMELEC. - 945. BASILEUS. - 946. CAMILLE. - 947. ALMELEC. - 948. BASILEUS. - 949. CAMILLE. - 950. ALMELEC. - 951. BASILEUS. - 952. CAMILLE. - 953. ALMELEC. - 954. BASILEUS. - 955. CAMILLE. - 956. ALMELEC. - 957. BASILEUS. - 958. CAMILLE. - 959. ALMELEC. - 960. BASILEUS. - 961. CAMILLE. - 962. ALMELEC. - 963. BASILEUS. - 964. CAMILLE. - 965. ALMELEC. - 966. BASILEUS. - 967. CAMILLE. - 968. ALMELEC. - 969. BASILEUS. - 970. CAMILLE. - 971. ALMELEC. - 972. BASILEUS. - 973. CAMILLE. - 974. ALMELEC. - 975. BASILEUS. - 976. CAMILLE. - 977. ALMELEC. - 978. BASILEUS. - 979. CAMILLE. - 980. ALMELEC. - 981. BASILEUS. - 982. CAMILLE. - 983. ALMELEC. - 984. BASILEUS. - 985. CAMILLE. - 986. ALMELEC. - 987. BASILEUS. - 988. CAMILLE. - 989. ALMELEC. - 990. BASILEUS. - 991. CAMILLE. - 992. ALMELEC. - 993. BASILEUS. - 994. CAMILLE. - 995. ALMELEC. - 996. BASILEUS. - 997. CAMILLE. - 998. ALMELEC. - 999. BASILEUS. - 1000. CAMILLE. - 1001. ALMELEC. - 1002. BASILEUS. - 1003. CAMILLE. - 1004. ALMELEC. - 1005. BASILEUS. - 1006. CAMILLE. - 1007. ALMELEC. - 1008. BASILEUS. - 1009. CAMILLE. - 1010. ALMELEC. - 1011. BASILEUS. - 1012. CAMILLE. - 1013. ALMELEC. - 1014. BASILEUS. - 1015. CAMILLE. - 1016. ALMELEC. - 1017. BASILEUS. - 1018. CAMILLE. - 1019. ALMELEC. - 1020. BASILEUS. - 1021. CAMILLE. - 1022. ALMELEC. - 1023. BASILEUS. - 1024. CAMILLE. - 1025. ALMELEC. - 1026. BASILEUS. - 1027. CAMILLE. - 1028. ALMELEC. - 1029. BASILEUS. - 1030. CAMILLE. - 1031. ALMELEC. - 1032. BASILEUS. - 1033. CAMILLE. - 1034. ALMELEC. - 1035. BASILEUS. - 1036. CAMILLE. - 1037. ALMELEC. - 1038. BASILEUS. - 1039. CAMILLE. - 1040. ALMELEC. - 1041. BASILEUS. - 1042. CAMILLE. - 1043. ALMELEC. - 1044. BASILEUS. - 1045. CAMILLE. - 1046. ALMELEC. - 1047. BASILEUS. - 1048. CAMILLE. - 1049. ALMELEC. - 1050. BASILEUS. - 1051. CAMILLE. - 1052. ALMELEC. - 1053. BASILEUS. - 1054. CAMILLE. - 1055. ALMELEC. - 1056. BASILEUS. - 1057. CAMILLE. - 1058. ALMELEC. - 1059. BASILEUS. - 1060. CAMILLE. - 1061. ALMELEC. - 1062. BASILEUS. - 1063. CAMILLE. - 1064. ALMELEC. - 1065. BASILEUS. - 1066. CAMILLE. - 1067. ALMELEC. - 1068. BASILEUS. - 1069. CAMILLE. - 1070. ALMELEC. - 1071. BASILEUS. - 1072. CAMILLE. - 1073. ALMELEC. - 1074. BASILEUS. - 1075. CAMILLE. - 1076. ALMELEC. - 1077. BASILEUS. - 1078. CAMILLE. - 1079. ALMELEC. - 1080. BASILEUS. - 1081. CAMILLE. - 1082. ALMELEC. - 1083. BASILEUS. - 1084. CAMILLE. - 1085. ALMELEC. - 1086. BASILEUS. - 1087. CAMILLE. - 1088. ALMELEC. - 1089. BASILEUS. - 1090. CAMILLE. - 1091. ALMELEC. - 1092. BASILEUS. - 1093. CAMILLE. - 1094. ALMELEC. - 109

Jeudi 15

SANS VISA
TABLE

Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 27

Une bouillabaisse normande !

Une pointe de curry en conclusion de cette marmite dieppoise, avec de la crème fraîche. Normandie oblige.

TOUTES les mers ont leurs fruits, si j'ose écrire. Elles ont toutes, aussi, leurs pêcheurs. Le pêcheur prend du poisson, doublement : par métier et pour vivre. C'est-à-dire qu'il vend le meilleur de sa pêche et se nourrit du reste.

Partout dans le monde, sur toutes les côtes de toutes les provinces, la soupe de poissons ne fut autre, primitivement, qu'un humble plat familial, la nourriture de base du pêcheur.

La grande cuisine a pu raffiner, mais la soupe de poisson c'est cela : le mélange des poissons gardés par le pêcheur (les moins rares, les meurtis par le filet),

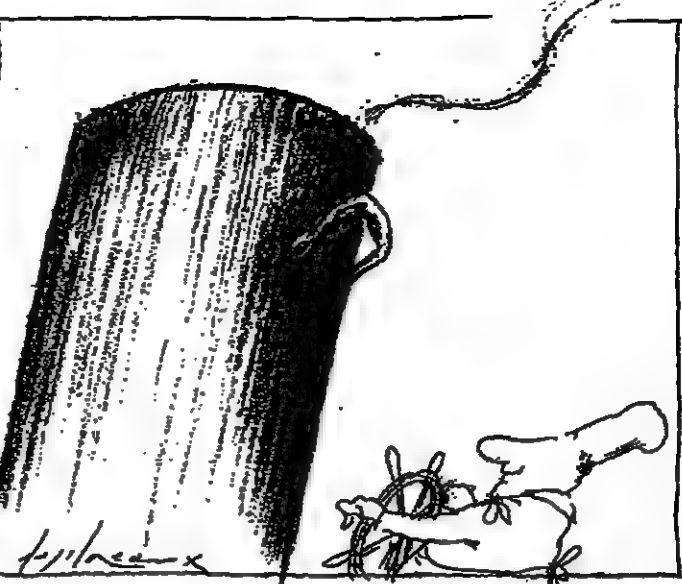
mis à bouillir avec quelques légumes et, pour corser le goût, épices et aromates. « Mais il nous parle de la bouillabaisse ! », allez-vous penser.

Certes. Pour le public, la bouillabaisse fait image. Le soleil, l'accent, s'inscrivent en filigrane dans ce mot chantant : bouillabaisse ! Mais toutes les côtes ont leur bouillabaisse, d'un autre style, sous un autre nom ! Sans parler du tloro basque (ou plus exactement basco-espagnol), voici la chaudière charentaise, la cotriade bretonne, la marmite normande dite dieppoise. Et la Belgique s'enchaîne d'un waterzooi (littéralement « eau qui bout »), lequel nous ramène à la bouillabaisse. Alors ? Ne faudrait-il pas mieux dire bouillabaisse charentaise, bouillabaisse bretonne, bouillabaisse normande ? Ou, mieux encore peut-être, potée de poissons ?

Il n'importe. De chacune on compte diverses recettes, des plus rustiques (celles des pêcheurs, sur

le bateau ou chez eux) à celles « arrangées » - souvent brillamment, quelquefois chichiteusement - par les chefs. Puis-je écrire que mon goût se porte vers celles des ménagères ? La chaudière, une spécialité de Fouras, en Charente-Maritime - et, pour cela, dite quelquefois « fourassine », - comporte le plus de poissons possible : soleilles, plies, raieaux, avec aussi des casérons (petites sèches), le tout cuit sur un lit d'ail et de persil, avec moitié eau et moitié vin blanc et un gros morceau de beurre ajouté hors du feu. A Fouras même, un bon petit restaurant porte son nom : La Chaudière fourassine (avenue du Stade ; tél. : 46-34-23-40).

La cotriade est peut-être plus rustique encore : oignons rousis au saindoux et mouillés d'eau agrémentée d'ail, de thym et de laurier. On y fait d'abord cuire d'épaisses tranches de pommes de terre puis les poissons. Ceux-ci



seront servis sur le lit des pommes de terre et arrosés d'une vinaigrette persillée, le bouillon à part avec des croûtons. Vous la trouverez un peu partout en Bretagne, mais j'ai plaisir à signaler celle du Gallon, à Concarneau (15, rue Saint-Guénolé ; tél. : 90-97-30-16). Mais un ami ne cache point sa préférence en me demandant d'évoquer la marmite dieppoise, cette bouillabaisse normandissime. Ici, aux poissons variés (et nobles) de la

Manche : turbot, sole, etc., s'ajoutent des moules. Les poissons sont cuits en un fumet obtenu des têtes de ces poissons cuites avec le jus passé des moules, auquel on a ajouté poireaux, céleri, oignon, bouquet garni et... vin blanc sec ou cidre (les deux se pratiquent, mais un vrai Normand prônera le cidre, bien sûr !). Et bien entendu les poissons, rangés en sautoir et recouverts du fumet, seront pour une rapide cuisson pochés avec une bonne ration de beurre et de

crème fraîche. Les chefs y ajoutent des crevettes décortiquées, des champignons de Paris, voire des tomates ! Et si vous rencontrez des recettes où figure un soupçon de curry, dites-vous que les marins dieppois furent jadis des découvreurs de la route des épices !

A Dieppe, vous trouverez le plat à La Marmite dieppoise (8, rue Saint-Jean ; tél. : 35-84-24-26). Mais, comme le Pollet fut un faubourg marin de la ville, vous pourrez également vous régaler d'une marmite « polletaise » chez La Melle (2, Grande-Rue du Pollet ; tél. : 35-84-21-19).

« Et à Paris ? » demanderez-vous... Hélas ! La marmite dieppoise fut un temps la réussite du Prunier Duphot qui vient de disparaître. Je n'en connais point d'autres. Peut-être vous consolerez-vous avec la cotriade des Bretons (34, rue de Richelieu, Paris-1^{er} ; tél. : 42-96-06-86).

La Reynière

Semaine gourmande

Le Pergolèse

Cette bien jolie maison vient d'être reprise par un jeune très bon cuisinier : Albert Corre (qui travailla à Neuilly avec Jacqueline Félix avant qu'elle n'abandonne sa maison). Une hôte (toujours la même, depuis deux changements de propriétaire et c'est bien !) et un personnel avenant, beurre d'Eclairé sur table. Un menu « du Marché » aux déjeuners (230 F) et un menu « Plusieurs Bouchées » pour la totalité des convives (300 F) et la carte (compter 350/450 F) ou, entre autres merveilles, la dorade cuite en peau est escortée d'une sauce acidulée au porto, les aigillettes de caneton aux fines épices, et la crème brûlée vanillée escortée, elle, de petites madeleines chaudes qui eussent enchanté Proust. Découvert là, un blais, le châtea Crusquet de Lagarde très attachant, corsé et d'une belle couleur... Bordoux évidemment !

Le Pergolèse, 40, rue Pergolèse (18^e). Tél. : 45-00-21-40. Fermé samedi et dimanche. C.B.-A.E.-D.C. Chiens acceptés.

Le Jardin gourmand à Lorient

Un petit nouveau. Une petite maison avec véranda sur jardin et une jeune cuisinière, Nathalie Pelletier, qui a travaillé longtemps avec Dutournier au parisen Carré des Feuillants (une grande maison). Sagement, Nathalie a su s'adresser aux bons fournisseurs : port de pêche tous les matins, agriculteurs biologiques pour les légumes, éleveurs locaux pour volaille et laiterie, etc. Alors, des crêpes au lieu fumé crème citronnée aux herbes à l'omelette coques à la ciboulette, de la galette de pommes de terre à l'andouille de Guémené à l'embouree de choux aux gésiers confits, de la cotriade au gigot de lotte braisé au cidre, de l'émincé de poulet aux moules et épices au faux filet sauté sauce Chateaubriand, jusqu'aux fromages « américains » et aux desserts, on se régale à la carte pour 200-225 F environ, avec un menu à 75 F de tout repos.

Le Jardin gourmand, 48, rue Jules-Simon, 56100 Lorient, tél. : 97-64-17-24. Fermé dimanche. CB.

3615 E2 E4

JOUEZ AUX ECHECS

24 H/24

A LA GRANGE BATELIERE

UN FESTIVAL DE PÂTES

Dans un cadre agréable

16, RUE DE LA GRANGE-BATELIERE

75008 PARIS - Tél. : 47-70-85-15

FERME LE SAMEDI ET LE DIMANCHE

Marc Daniel à Rennes

Dix-sept ans au « piano » chez Lasserre, c'est le « chemin » de Marc Daniel avant de s'installer ici chez lui, en une maison bourgeoise agréable, dans un parc, à 5 kilomètres au nord de la capitale bretonne. Et des escargots en beignets au rouget aux herbes potagères, du filet d'agneau au ragout d'artichauts aux ailes de pigeon « bécasse », du rôti de biche aux endives à la cotriade de noix de saint-jacques, vous vous régalez, filice au petit menu (142 F) chargé de deux fois par semaine. A la carte, compter 300 F. Cerveau jeune mais intelligent. Service empressé de M^{me} Anne Daniel.

Marc Daniel, 35760 La Bretonnière, Saint-Grégoire, tél. : 99-68-93-93. Fermé mercredi, CB, AE, DC. Chiens acceptés.

La fourchette et le crayon

LA cuisine ne saurait faire rire, ni même sourire. C'est un art léger et grave qui ne peut déclencher que le respect quand il est mené avec justesse jusqu'à son terme, ou le désappointement quand il vire au calamiteux. Un bon mot ne redresse jamais un coq au vin mis à mal par une piquette ; un trait d'esprit n'ajoute rien à une blanquette certifiée à l'ancienne. « Ne m'apportez pas l'addition, c'était trop bon... », devrait être le seul moment d'égarement qu'un homme satisfait de son repas serait en droit de poser en témoignage de son contentement à l'aphorisme de service. C'est regrettable, mais c'est comme ça : l'humour n'a jamais su clairement trouver ses marques avec les prodiges ou les méfaits de la gastronomie.

Aussi faudrait-il saluer comme une réjouissante anomalie la rencontre hebdomadaire d'un spécialiste de haut niveau, La Reynière, et d'un adaptateur de première force, Desclozeaux, qui le met en représentation. Le maître brochant autour d'un plat avec l'aisance de l'écrivain auquel on ne la fait pas, l'icône clacant prenant la défense de la veuve et de l'orphelin - dans le cas présent, du cochon ébouillanté à la Sainte-Menehould, du canard mis à mort à la rouennaise, du pigeon trucidé à la André Malraux.

A s'amuser pour s'amuser, il était tentant de savoir ce que cette galerie de portraits, une fois placés dans le bon ordre, pouvait bien donner. C'est ce que vient de faire Le Monde Editions en publiant une sélection des meilleures séquences - de janvier 1987 à juin 1990 - des rencontres des deux compères. Guide d'humour et de savoir, mais aussi arme de poing braquée sur les arrangeurs et autres malfrants des fourneaux, ce livre porte témoignage de ce que le pays de France a encore de vil dans le propos, mais de ce que ce même pays est en train de fâcheusement jeter aux orties. On verra, au fil des chroniques, les brèches qu'on laisse dans le patrimoine les modes successives et les abrupts qu'il reste à remonter pour atteindre, de nouveau, à des choses élémentairement plus simples. Qu'est devenue la frittée de volaille ? Où en sont la frite et sa mère portuse, la pomme de terre ? Pourquoi le miron est-il en voie de disparition ? Quid de la tarte Tatia, du millefeuille, de la crêpe Suzette ? Quel sort va-t-on réserver à la pinade, au merlan - qu'il soit frit ou en coque, - à la bouillabaisse, au boudin noir ou blanc, au gibier à plumes, ou à celui avec des pois ?

Autant de questions graves - dans un climat international peu sûr - qu'un esprit en alerte, comme celui de La Reynière, et un style de longue mémoire, tel celui de Desclozeaux, ne pouvaient laisser sans réponses. Duellistes en duo, unis dans le seul souci de passer le snobisme au tamis le plus fin, ils assèment leurs coups avec la même méticulosité, celle de ceux qui, se mettant à table, savent qu'aujourd'hui il y aurait, sans la plus grande vigilance, davantage à perdre qu'à gagner.

J.-P. Q.

► Autour d'un plat, par La Reynière et Desclozeaux. Le Monde Editions, 295 p., 145 F.

GASTRONOMIE

LE VIANDIER DE TAILLEVENT*

Le livre de cuisine française du Moyen Âge est réédité. Réédition de l'édition de 1892 établie sur les manuscrits des Bibliothèques Nationales, Mazarine et Vaticane. AVEC EN SUPPLÉMENT : un fac-similé intégral du plus ancien manuscrit de cuisine de langue française, le manuscrit de SION (XIII^e s.). Edition de luxe. Livre broché. Format 16 x 25 cm. 430 pages.

Souscription jusqu'au 17/12/90. Envoi en recommandé.

Impr. sur Ingres MBM Arches (350 exemplaires numérotés) : 900FF + 47 FF de port.

Impr. sur vergé avec chiffon Rives Classic : 250FF + 47 FF de port. (Prix à parution : 300FF + 47FF de port).

Adressez votre commande accompagnée de votre règlement par chèque à : Régis LHOUCQ Editeur - BP 1028 - 59011 LILLE cedex.

Reservez dès maintenant votre exemplaire : notre tirage est limité.

* Ouvrage cité dans la Bibliothèque bleue présentée par Bernard Pivot.

En l'AN 2000, 1 milliard 300 millions de Chinois et DIEP à l'Opéra 萬珍樓

Le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong. L'entrée du superbe restaurant, est gardée par deux dragons en marbre, assez impressionnants par leur volume. Temple voué à la gastronomie chinoise, vietnamienne et thaïlandaise. Tables spacieuses, serveurs, serveuses et hôtesses empressés, poussant le chariot des spécialités à la vapeur. Une carte époustouflante, un choix inouï de plats, de quoi vous donner le vertige ! Sous son dôme en vitrail qui domine une vaste salle à manger circulaire trois salons divisibles, pour vos réceptions en cette fin d'année, pour vos invitations, à découvrir, le temps d'un repas, 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 & 94-47. Et aussi, même famille doublement installée dans le 8^e.

DIEP 55, rue Pierre-Charon. Tél. : 45-63-52-76.

DIEP 22, rue de Pontbion. Tél. : 42-56-23-96.

Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 45. Parking à proximité.

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Régulation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE

La grande brasserie de la rue.

11, place de Cléry Paris 9^e

Prévoir le bonnet et le long-pous.

Tél. : 40 74 44 70 - Fax : (1) 42 80 03 10

Reservations : (1) 40 74 44 70 - Fax : (1) 42 80 03 10

CHEZ BANSI

L'Alcazar de Band dans un décor unique.

2, place du 18-Juin-1944 Paris 9^e

Régis Monoparcours Ban du Bonheur

Reservations : (1) 45 40 00 42 - Fax : (1) 45 44 55 40

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue R.-Marec, Tél. : 45-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.	FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, r. François-1 ^{er} , 45-23-54-42, jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	L'ARTOIS , 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8 ^e . F. sam. midi, dim. SUD-OUEST.	DANOISES ET SCANDINAVES 142, av. des Champs-Élysées, 43-39-20-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} éage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	INDIENNES MAHARAJAH 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M ^{me} Moubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Mouchet, 14 ^e . 45-89-08-15. Fdim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.
CRÉOLES LA VILLA CRÉOLE 19, r. d'Antin, 47-42-64-92. Recon. Bottin Gourmand-Plano le soir. Fdimidi-midi et dim.	LA COUR COLEBERT , 12, rue Hôel-Colebert (5 ^e). 43-54-61-99. TLI. Cadre XVII ^e ambiant. PMK 200 F.	LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-55. Alex aux fourneaux.	ETHIOPIENNES ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordman, 13 ^e . Dorowott, Boyzenetou av. l'Indjema.	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e . Fdimidi-43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

une mesure minimale puisque l'arrêté... dans les usines du site chimiot... concurrence de plus en plus vive... JEAN-PIERRE HOUGER

Kyushu, les dieux chez eux

« Ici a commencé l'ère des dieux. » Entre légendes et sanctuaires, voyage à Kyushu, parmi les grandes ombres célestes.

LORSQUE, dans le mauve d'une aurore d'automne, le sommet du petit mont Kunimigaoaka semble voguer sur une mer de nuages montants de la terre, le paysage a quelque chose de magique. Au loin, les crêtes de la chaîne de Sobo-Katamuki et du mont Aso.

« Ici a commencé l'ère des dieux », affirme une inscription. C'est sur cette colline dominant la plaine de Takachibo que, selon les mythes, Ninigi no Mikoto, petit-fils de la déesse du Soleil Amaterasu, aurait posé le pied sur la terre après s'être solennellement frayé un passage au milieu des couches de nuages et avoir descendu l'« Escalier flottant céleste ». Au sommet de la colline, sont représentés en pierre Ninigi tenant une lance et les deux paysans qui lui demandèrent de semer les épis de riz qu'il portait afin de dissiper le brouillard. Ce mythe de la descente du petit-fils céleste est rapporté par les

Chroniques anciennes (Kojiki), le plus ancien texte japonais, compilées en 712 de l'ère chrétienne (1).

Fâché du désordre régnant sur le monde, Amaterasu y dépêcha Ninigi, nanti de ces droits insignes du pouvoir (le sabre, le miroir, symbolisant le Soleil, et le joyau) qui sont encore ceux de l'empereur. C'est le quatrième descendant de Ninigi, Jimmu-tenno, qui aurait été le premier empereur, encore légendaire, du Japon : son règne aurait même commencé le 11 février 660 avant J.-C. Jimmu, descendant des dieux, serait donc le lointain ancêtre de l'empereur Akihito dont les cérémonies d'investiture se sont déroulées le 22 novembre.

Les premiers textes japonais ne prennent une valeur historique que vers le VI^e siècle de notre ère.

Les mythes de l'âge des dieux semblent n'être qu'une interprétation onirique et boussolante les chronologies d'événements dont on trouve trace dans des écrits chinois postérieurs. Ainsi peut-on penser que Jimmu fut un doublet légendaire d'un souverain de la fin du III^e siècle.

Mais sur le mont Takachibo, le mythe cautionne l'histoire. « Ainsi, c'est ici le lieu d'où proviennent mes ancêtres » aurait dit le prince impérial Chuichibu lorsqu'il visita le site en 1925. Kares sont les historiens qui pourraient répondre affirmativement

au prince, apparemment quelque peu sceptique, puisqu'on se demande même si les trois trésors, symboles du pouvoir impérial, n'auraient pas été apportés par un prince coréen.

C'est du mont Takachibo, rappelle une inscription, que le petit-fils de Jimmu, l'empereur Takeiwatatsu, également légendaire, venait s'asseoir en regardant la plaine à ses pieds si « le peuple était heureux ». Une légende qui renvoie en fait à un rite paysan ancien consistant à monter sur une colline au début du printemps pour regarder le pays : en réalité, les signes annonciateurs des récoltes.

Bien que l'emplacement de cette descente céleste des ancêtres impériaux soit controversé (on situe le mont Takachibo existe au sud du Kyushu ou, sous un abri de bois, est dressé un glaive de bronze, sacré mais non moins moderne, planté dans le sol qui serait celui de Ninigi), c'est la région du mont Kunimigaoaka et de la petite ville de Takachibo, sur les contreforts sud du mont Aso, volcan encore en activité au centre du Kyushu, qui est supposée être le pays des dieux — comme le rappellent d'ailleurs au visiteur les enseignes ornant les reverbères des rues.

Si le paysage de vallées, de gorges et de rizières en escaliers où, contrairement à certaines régions dont l'agriculture est plus mécanisée, les

gerbes de riz sèchent à l'automne sur de longs tréteaux, est très beau, Takachibo ne présente guère plus d'intérêt qu'une quelconque ville moyenne nipponne. Elle est comme ailleurs prise dans le maelström touristique. Tout y est divin : du shochu (alcool de céréales), dont les effluves flottent sur la ville — raffiné, il porte le nom d'Amaterasu — à certains arbres, entourés avec componction d'une petite clôture protectrice dont une inscription précise qu'ils furent plantés de la main d'un membre de la famille impériale.

A quelques kilomètres, l'un des hauts lieux touristiques où défilent sans discontinuer les foules est la Porte du rocher du ciel. Le sanctuaire shinto (religion prémière du Japon, sorte d'animisme) construit en magnétique hiroaki (cypripès du Japon) et frappé du chrysanthème, emblème impérial, est situé le long d'une gorge sauvage où roulent les eaux d'une petite rivière. Il fait face à ce qui aurait été la grotte où Amaterasu, déesse du Soleil, se serait cachée, plongeant le monde dans l'obscurité. Autre épisode de ces mythes fondateurs du Japon, rapportés par la Kojiki.

Amaterasu est la fille du couple céleste, Izanagi, le dieu, et Izanami, la déesse, chargée de stabiliser la terre née du chaos initial et dont la Kojiki dit qu'elle était comme une « tache

d'huile flottante, s'agitant comme une méduse ». Alors « se tenant sur le Pont flottant du ciel, ils plongèrent la hallebarde divine, l'agile en cercle dans le sel marin et la retirèrent en faisant claquer l'eau. A ce moment-là, les gouttes salées qui tombèrent de la hallebarde se superposèrent et devinrent des îles ». Puis ils passèrent le reste de leurs jours à enfanter îles et divinités.

De leur union — et la Kojiki ne laisse guère de doute sur le fait qu'elle fut charnelle (Isanagi disant à son épouse : « Mon corps s'est élargi, mais il a un endroit qui lui est trop étroit. Ainsi je pense que si j'enfonçais et je bouche l'un d'eux, non élargi avec mon endroit élargi, nous donnerons naissance à la terre »), — naquirent entre autres divinités, Amaterasu et son frère, l'impétueux Susano. Courroucé par l'incapacité de celui-ci, qui avait jeté le corps d'un cheval céleste écorché vif dans une pièce où elle tissait, Amaterasu se retira dans une caverne, plongeant le monde dans la nuit.

Par petits groupes, les touristes sont cambrés par un prêtre sur une terrasse en contre bas du sanctuaire. Sur l'autre versant de la gorge, on distingue à peine entre les arbres l'orifice de la caverne. Depuis que l'endroit est devenu un lieu sacré, son accès est interdit.

Depuis les temps immémoriaux des mythes, ce lieu a été vénéré. A l'origine, le culte shinto était célébré dans la nature sans édifice : ce n'est qu'à la suite de l'introduction du bouddhisme au Japon (VI^e siècle) que furent construits des sanctuaires. Non loin, on montre aux visiteurs l'endroit (Takamagahara) où les huit millions de dieux, préoccupés par la disparition d'Amaterasu, se réunirent et mirent sur pied un stratagème pour la faire sortir de sa caverne. A l'exception de l'un d'entre eux, renommé pour sa vigueur, qui se serait placé à l'entrée de la grotte céleste, tous s'assembleront dans le lit de la rivière. Puis, Ama no Uzume, une pimpante déesse, montée sur un fil vide, « dansa des laïnes » et commença à danser, se débarrassant progressivement de ses vêtements.

Son « strip-tease » fut si cocasse, que lorsqu'elle fut presque nue, les dieux éclatèrent de rire. Fiquée par la curiosité, Amaterasu entra par la porte de la caverne et, surprise par l'éclat de son reflet dans le miroir installé à dessin par les dieux, resta un moment interdite d'autant plus que, pour piquer au vif son amour-propre, la déesse dansante, faisant preuve d'une perfidie des plus féminines, lui lança que la fesse générale était due à la présence par lui d'une divinité plus noble que vous. Le dieu à la poigne puissante, aux agnès à l'entrée de la grotte, en profita pour tirer Amaterasu à l'extérieur. On interdit à la déesse soignée de recommencer.

Dans l'enceinte du sanctuaire se trouve un très bel édifice, coiffé d'un toit d'écorce, classé trésor national, qui abrite une scène de danse traditionnelle lagura. Cette danse remonte à la nuit des temps : elle aurait pour origine la transe de la déesse « strip-teaseuse » pour faire sortir Amaterasu de sa caverne. La musique qui accompagne un lagura était appelée autrefois « divertissement des dieux », car elle était censée être jouée par les divinités elles-mêmes puis en qualité ainsi celle destinée à les apaiser et à les divertir. Les premières mentions crédibles de l'existence lagura remontent au VIII^e siècle, époque où les rites à caractère exotique auraient été transformés par la musique venue du continent.

Il existe plusieurs sortes de lagura. Celui de Takachibo, sans doute le plus ancien, s'est transmis de générations en générations de paysans. Il fait partie des rituels destinés à favoriser des récoltes abondantes. Entre novembre et février, les paysans se réunissent pour assister à ces trente-trois danses masquées en buvant du saké et en chantant. Ce

lagura primitif est devenu une attraction touristique qui a un groupe de jeunes de Takachibo s'efforcent de maintenir dans ses traditions.

Cette danse fut aussi à l'origine de rites de cour, à partir de l'époque Heian (VIII^e-XII^e siècles), pratiqués lors de la cérémonie de désignation solennelle des prémisses. Par opposition à ce lagura de cour, on parle des lagura dits des villages, apparus au Moyen Âge et exécutés notamment à Ise et à Izumo, les deux grands sanctuaires sacrés (de culte shinto) du Japon : ils font allusion à divers aspects de la vie paysanne. Il y a aussi les lagura des chamanes (miko).

Si l'on peut difficilement tirer des mythes une quelconque indication historiquement crédible sur l'origine de la famille impériale, les renseignements en revanche sur certaines données fondamentales de la civilisation japonaise. Mythes communs du chaos initial et du message céleste, présence d'une divinité solaire bénéfique, symbolisant l'énergie, culte de la fertilité — lié à la procréation humaine, pratiques de vénération permettant d'établir un contact entre les hommes et les divinités par l'intermédiaire de servants du culte, intermédiaires privilégiés dont l'empereur, descendant du messager céleste, sera une figure. On retrouve certains de ces thèmes dans la mythologie d'Asie du Sud-Est et de Polynésie, soulignant les similitudes.

Comme au Asia continentale, les chamanes, femmes médiums dans une société agraire originellement matrilinéaire, jouèrent d'abord ce rôle d'intermédiaire auprès des puissances supérieures. Selon Danielle et Valérie Bissacq, l'ethnologue reine Himiko qui aurait régné au III^e siècle symbolise « la puissance de ces liens physiques et moraux qui unissent corps humains et esprits divins et traduit la quasi-identité existant à l'origine entre religion et gouvernement ».

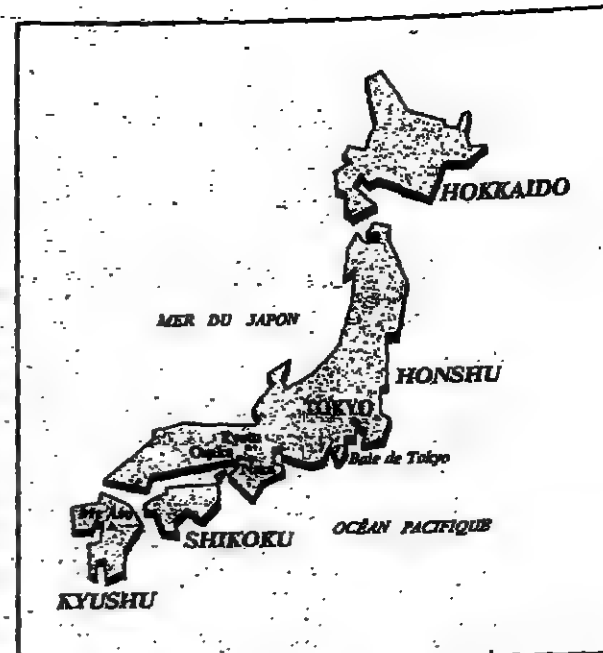
Ces croyances en des généalogies divines et impériales, que véhiculèrent les premières chroniques (Kojiki et quelques années plus tard, Nihon-shoki) furent systématiquement à partir du milieu du règne des shoguns Tokugawa (XVII^e-milieu du XIX^e siècle) sous l'influence des physiologues, ravivant la culture du Japon ancien et des empereurs oubliés, puis furent manipulées par les tenants des courants patriotiques.

Dans le vénérable sanctuaire de Takachibo, sous les frondaisons de gigantesques cryptomères que l'on dit plus que millénaires, sont vénérées quatre générations de divinités : Ninigi no Mikoto, messager céleste, et ses descendants. Une inscription au pied d'un petit pin rappelle qu'il fut offert au sanctuaire par Hirohito, qui n'y est cependant jamais venu. Selon le vieux prêtre du lieu qui vend entre autres souvenirs des brochures racontant aux enfants sous forme de bandes dessinées la descente du ciel de Ninigi, l'empereur actuel serait un parent des divinités.

An cours du régime militariste d'avant-guerre une chanson célébrait Takachibo, terre des dieux et origine de la dynastie impériale. Il n'y a plus aujourd'hui que des touristes à se rendre, sans grande solennité, en ces lieux.

De notre envoyé spécial à Kyushu
Philippe Pons

(1) La traduction française Kojiki, par Masami et Marjorie Shihata, comporte une introduction sur l'histoire de l'histoire nipponne, édition Maisonneuve et Larose. Sur les origines mythiques du Japon, voir également Danielle et Valérie Bissacq, *Le Cratère japonais*, Arthaud, et sur l'histoire de la période ancienne, les développements que lui consacre Françoise Hérald dans son *Histoire du Japon, des origines à la fin de la guerre*, Publications orientalistes de France ainsi que le chapitre « Des origines jusqu'au VII^e siècle », rédigé par François Marc de la toute récente *Histoire du Japon* (sous la direction de Françoise Hérald), publiée aux éditions Horvath.



VOICI EN DEUX LETTRES LE PLUS GRAND CHOIX DE VOLS ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE DU NORD.

BRITISH AIRWAYS DESSERT TORONTO, PITTSBURGH, NEWARK, DALLAS AINSI QUE 17 AUTRES DESTINATIONS.

Saviez-vous que British Airways est de loin la seule compagnie européenne à vous emmener vers autant de destinations en Amérique du Nord ? En effet, au départ de Londres vous pouvez joindre directement 21 destinations aux États-Unis et au Canada, 18 d'entre elles étant desservies quotidiennement. Un réseau et une flexibi-

lité qu'aucune compagnie n'est à même de vous offrir sans oublier une qualité de service et un confort inégalés grâce au Concorde, à la première classe et à la classe affaires Club World. Pour votre prochain voyage d'affaires, pensez à éviter les procédures de transfert dans les aéroports d'Amérique du Nord et prenez un vol British Airways.

BRITISH AIRWAYS

Michelin
homage partiel p

BILLET

Grève archaïque à Air France

Il y a quelque chose d'irréel dans le mouvement de grève que les syndicats tentent laborieusement de faire prendre à Air France.

Après l'aéroport de Nice, quasi paralysé depuis une semaine, par un arrêt de travail, c'est à Bordeaux que l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC appelle les employés de l'école d'Air France à se croiser les bras, le 23 novembre. A Toulouse, la CGT seule a lancé un mot d'ordre dans le même sens.

La cause de cette agitation est un plan de fermeture de lignes entre la province et l'étranger annoncé, le 14 novembre, par la direction pour supprimer une des causes d'un déficit qui a atteint 170 millions de francs, au premier semestre (le Monde du 16 novembre). Les syndicats n'admettent pas cette rationalisation.

Ils se battent à Nice, à Bordeaux et à Toulouse pour éviter un détachement des personnels en surmarge auprès de la compagnie Air Inter, filiale d'Air France, et pour limiter la suppression des contrats de travail saisonniers.

Il ne semble pas qu'ils aient pris l'exacte mesure des bouleversements auxquels est promis le transport aérien. L'Europe suppose une concurrence accrue que souhaitent les passagers et que la Commission de Bruxelles s'applique à introduire.

Les turbulences nées de la crise du Golfe commencent à peine à ralentir la croissance et toutes les compagnies aériennes de la planète taillent dans leurs coûts. Les pilotes de SAS n'ont-ils pas accepté des sacrifices salariaux équivalents à 5 % de leur masse salariale ? Que l'on sache, aucun licenciement n'est envisagé chez Air France...

Le refus des personnels locaux d'Air France d'être transférés, avec statut et avantages chez Air Inter, membre du même groupe Air France, laisse en outre mal augurer de l'homogénéité sociale de cet ensemble. Même les cheminots, qui ne sont pourtant pas considérés comme des parangons de souplesse, ne s'offusquent pas à ce point d'être détachés dans les filiales de la SNCF.

Sur tous ces points un tel archaïsme peut se révéler mortel dans la compétition aérienne qui s'annonce.

A. F.

Avec le retrait de Montedison, le groupe chimique Enimont nationalisé de fait

M. Raul Gardini cède ses intérêts dans la chimie à l'Etat italien

L'industriel italien Raul Gardini a annoncé jeudi 22 novembre la vente de ses actions dans le groupe chimique Enimont. Il a aussi démissionné de la présidence de la holding financière du groupe Ferruzzi-Finanziaria (Ferruzzi Finanziaria), dont sa famille détient près de 40 % du capital. Selon ses proches, cette décision ne traduit pas « un désaccord au sein de la famille » mais « la déception » de l'industriel face à l'attitude du gouvernement italien qui l'a privé de sa grande ambition : la prise du contrôle d'Enimont. Le groupe de M. Gardini devrait recentrer ses activités autour de l'agroalimentaire, sa première vocation.

ROME

de notre correspondant

Fin. Pour Raul Gardini, puissant patron de la Montedison et du groupe Ferruzzi réunis, l'Italie, et l'Italie seulement, c'est terminé. S'agissant « contractuellement » par l'Etat et la magistrature à céder à la Société nationale des hydrocarbures (ENI) les 40 % qu'il détenait dans le groupe chimique Enimont, l'homme à la cravate d'argent jette l'éponge, claque la porte et ramasse ses billes. « A partir de maintenant et pour des motifs idéologiques », liés à l'idée qu'il se fait de la libre entreprise, celui qu'on appelle ici « il contadino », le « paysan », se démet de toutes les fonctions qu'il assumait dans les sociétés et les organismes de droit italien.

« Tant que je serais président de la Montedison, affirmait le 3 mars dernier l'héritier — par mariage — de la puissante famille Ferruzzi je ne signerai jamais l'acte de vente de notre part dans l'Enimont », déclarait-il. Mais, le président d'Enimont, il a abandonné la présidence de la Ferruzzi Finanziaria (Ferfin), holding qui contrôle, entre autres, la Montedison. Un peu plus tard dans la soirée, il annonçait qu'il abandonnait également son poste de vice-président de la Confindustria (la CNPF transalpine), mais, cela, c'est accessoire.

Une formidable partie de poker-menteur

L'important à savoir pour la suite des événements est que M. Raul Gardini conserve — bien entendu — tous ses intérêts dans ces entreprises, qu'il a placé à leur tête des amis à lui, qu'il n'a aucunement l'intention de partir en retraite et que, bien au contraire, il a décidé d'exercer désormais ses réels talents de « contadino » industriel et financier dans l'Europe internationale.

Pour le reste, c'est vrai, sauf à imaginer que l'homme a joué et gagné une formidable partie de poker-menteur qui a duré deux longues années et qui se termine pour lui par un échec, une déception, « il contadino », est tellement amer d'avoir dû lâcher le contrôle de ce colosse de la chimie — qu'il avait

contribué à faire naître et qu'il s'était juré de posséder entièrement, — qu'on peut croire à sa colère. M. Raul Gardini vient bien de subir le plus cuisant échec industriel de sa longue carrière.

Bref récapitulation d'un feuilleton riche en péripéties, en volte-face et en quelques coups bas bien sentis. Le colosse Enimont est né le 1^{er} janvier 1989 du regroupement d'une bonne partie des activités chimie de la Montedison avec celles du groupe d'Etat ENI. En échange, chacun des deux partenaires reçoit 40 % du capital de la joint-venture. Les 20 % restants sont introduits en Bourse le 3 octobre 1989 à la suite d'une augmentation de capital. Synergies, activités complémentaires, nécessaire union d'intérêts transalpins pour créer un « vrai grand pôle de la chimie italienne » capable de faire front aux autres poids lourds du marché international. L'acte de naissance d'Enimont est pavé de bonnes intentions. Elles ne résisteront guère aux ambitions, affichées six mois après le mariage, par le « contadino » qui déclare alors publiquement se démettre trois ans, pas un jour de plus, pour prendre le contrôle du gros bébé.

Les querelles commencent. Industriel avant tout, M. Gardini a une stratégie qu'il veut appliquer. Il faut, dit-il, restructurer, élargir, augmenter le capital. L'ENI, qui, comme partenaire étatique oblige, a des comptes politiques à rendre, n'est pas d'accord du tout avec les projets de M. Gardini. Début 1990, après avoir tenté de faire passer le dossier au gouvernement, M. Gardini promet de faire bénéficier la Montedison d'une large amnistie fiscale — ce qui alterne encore les relations à l'intérieur d'Enimont, — on apprend que « le paysan » a fait discrètement passer en Bourse par ses alliés 11 % du capital de la joint-venture. Avec, entre autres, son allié français — Jean-Marie Vernès, — qui est membre du conseil d'administration de sa chère Montedison. M. Raul Gardini contrôle désormais 51 % d'Enimont, et sept membres, sur les douze de son conseil d'administration, sont à ses ordres. Il croit alors légitimement pouvoir appliquer son programme ; il se trompe.

Trahison des accords ?

Les directeurs de l'ENI parlent de « trahison des accords », démission, mensonge et un appelant finalement à l'arbitrage de la magistrature. Après bien des péripéties, et une longue bataille de communiqués venant dans la presse locale et internationale, celle-ci finira par « congeler » les participations de l'un et l'autre des parties en état de guerre. Jusqu'à ce qu'une nouvelle instance d'arbitrage, acceptée par les deux parties, prenne acte de l'impasse et somme l'un ou l'autre de racheter la part adverse. Prix par l'Etat : 1 650 litres par action. Pendant quelques semaines, « il contadino » donne l'impression de vouloir payer. Lui qui déclarait — il n'y a pas si longtemps — « la chimie en Italie, c'est moi », sonde le marché des capitaux, cherche des alliances et ne les trouve pas. Son groupe Ferruzzi-Montedison est déjà fortement endetté. Et puis, dès avant la crise du Golfe, la conjoncture inter-

naionale dans le secteur chimie s'était fortement dégradée.

Dès le début de la semaine, les bookmakers de la Bourse de Milan pariaient pour un jet de l'éponge par Gardini. Ils ont gagné, et les actionnaires de Ferruzzi-Montedison, à commencer d'abord par la famille des héritiers, poussent un gros soupir de soulagement. En acceptant les 1 650 litres par action Enimont — la somme qu'il aurait lui-même dû payer à l'ENI s'il avait trouvé l'argent, — le numéro trois des grands « contadinos » d'Italie — derrière M.M. Gianni Agnelli et Carlo De Benedetti — va encaisser la somme de 2 805 milliards de francs, soit, par rapport à la valeur de ce qu'il avait apporté en janvier 1989, un bénéfice net supérieur à 1 100 milliards de francs (environ 5 milliards de francs) !

Cette somme, qui entrera d'ici dix jours — ce sont les termes de l'accord — dans les caisses de la Montedison, allègera d'autant plus l'endettement consolidé du groupe que, évalué à 5 676 milliards de francs, il comprenait jusqu'ici 3 600 milliards de dettes propres à la société Enimont. Les voilà tout d'un coup effacées — ou plutôt renvoyées à la charge de l'ENI. En clair, grâce à cette défaite industrielle, l'endettement global du groupe Ferruzzi-Montedison — les deux sociétés sont fusionnées à partir de l'exercice 1991 — tombera de 9 000 milliards actuellement à environ 3 000. Belle affaire pour « le paysan », qui conserve encore, outre son empire agroindustriel, quelques beaux joyaux dans la chimie, et qui va ainsi pouvoir étendre encore ses activités à l'extérieur de la péninsule.

Pour l'ENI, dont le président, M. Gabriele Cagliari, affirmait jeudi qu'il avait « des capacités d'auto-financement et des ressources propres », les moyens de ses ambitions — « l'ENI affirme que l'Etat ne sortira pas un sou dans cette affaire », — l'addition se monterait au total à 4 200 milliards de francs. Les « petits » actionnaires, alliés de M. Gardini compris, qui avaient vu le titre Enimont s'effondrer jusqu'à moins de 1 000 francs l'action juste avant la suspension des cotations à Milan le 9 novembre dernier, se verront en effet proposer, au choix, un échange de leurs titres contre des obligations, ou les mêmes conditions de rachat à 1 650 francs l'unité.

Les syndicats et les « politiques » sont, dans l'ensemble, ravis de l'issue du divorce. « Une véritable appropriation », commentait avec sa modération coutumière M. Jean Marc Vernès — et seuls les industriels qui auraient pu être tentés par des unions contre nature avec l'Etat estiment qu'il s'agit là du plus retentissant échec de collaboration entre intérêts publics et privés. Pour le reste, on donnera très vite un nouveau nom de baptême à l'Enimont, il y aura une nouvelle restructuration, l'ENI se mettra en quête de nouvelles synergies avec des partenaires étrangers, décidera probablement une nouvelle augmentation de capital avec réintroduction en Bourse à la clef. Enfin, si tout va vraiment très bien, « le grand pôle chimique italien », désormais entièrement étatisé et couvert de dettes, pourra, peut-être, renaitre de ses cendres.

PATRICE CLAUDE

A 5,86 milliards de francs

Le déficit commercial a diminué en octobre

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est très sensiblement réduit : il a été de 5,86 milliards de francs en octobre au lieu de 10,6 milliards de francs en septembre (chiffres corrigés des variations saisonnières). Le déséquilibre de nos échanges extérieurs reste très élevé mais sur les dix premiers mois de l'année il a diminué : 38,5 milliards de francs à comparer au 39,5 milliards de francs de la période correspondante de 1989.

Sur cette tendance, le déficit pour l'ensemble de l'année pourrait se limiter à une cinquantaine de milliards de francs soit moins que ce qui était généralement attendu, l'INSEE le chiffrant notamment à 60 milliards de francs. En 1989, le déficit de la balance commerciale avait déjà atteint 45,7 milliards de francs.

Ce qui retient l'attention dans les résultats d'octobre, c'est le haut niveau des importations et des exportations. Les achats à l'étranger ont atteint — après correction des variations saisonnières — 108,3 milliards de francs, un record absolu, contre 104,6 milliards de francs en septembre (+3,3 %) et 104,4 milliards en octobre 1989 (+3,7 %). La flambée des prix du pétrole n'explique pas à elle seule ce bond des importations, le déficit énergétique s'étant réduit le mois dernier de presque un milliard de francs.

De même les exportations progressent-elles fortement, après avoir plafonné pendant de longs mois. Elles ont atteint 102,4 milliards de francs en octobre après correction des variations saisonnières, contre 94 milliards en septembre, soit une augmentation de 9 % tout à fait exceptionnelle. Même s'il est prudent de faire la part des aléas mensuels, les ventes de la France à l'étranger augmentent de 6,8 % par rapport à octobre 1989. C'est beaucoup, dans une phase de ralentissement du commerce mondial.

L'autre fait marquant d'octobre, s'ajoutant à des niveaux très élevés

d'échanges, est l'inégalité des résultats obtenus avec les pays étrangers. Avec les Etats-Unis, notre balance commerciale se détériore rapidement, le déficit mensuel atteignant 4,5 milliards de francs alors qu'il avait été limité à 2,2 milliards de francs en moyenne mensuelle au cours du premier semestre de cette année. Aut-il voir là les premiers résultats d'un dollar rendu sur-compétitif par la glissade de sa parité vis-à-vis des monnaies européennes ou ceux du ralentissement, peut-être de la stagnation de l'économie américaine, qui, produisant moins, importe moins ?

Quoi qu'il en soit, la réunification allemande et le boom économique qui se produit outre-Rhin compensent en partie le phénomène américain : le déficit commercial de la France avec l'Allemagne continue de se réduire et n'a été que de 2,4 milliards de francs en octobre contre 4 milliards en septembre avec une moyenne mensuelle de 4,1 milliards au cours du premier semestre de cette année. Il est plus étrange, en revanche, — même si cela nous est favorable à court terme — que nos échanges avec la Grande-Bretagne soient de nouveau excédentaires (+1,6 milliard de francs), alors que notre voisin s'enfonce dans la récession et que sa balance commerciale devrait s'améliorer.

Autre élément positif : le déficit de la balance commerciale des seuls biens manufacturés s'est nettement réduit en octobre revenant de 7,8 milliards de francs en septembre à 3,9 milliards de francs. La vente de onze Airbus pour un total de 2,5 milliards de francs (six en septembre pour 1,3 milliard) n'explique pas à elle seule cette amélioration. En revanche, l'excédent traditionnel de la balance agro-alimentaire est resté nettement plus faible que les mois précédents : 2,8 milliard de francs contre 4,4 milliards de francs en moyenne mensuelle sur les douze derniers mois. Il faut voir-là, une baisse sensible de nos ventes de céréales dans le monde.

ALAIN VERNHOLES

DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

RÉALISATION DE

" L'ESPACE PROVENCE "

AIRE AUTOROUTIÈRE SUR L'AUTOROUTE A7 A ORANGE-PIOLENC

CONCOURS D'URBANISME ET D'ARCHITECTURE

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

(Remise des offres : avant le 7 décembre 1990)

Sur le domaine public autoroutier, concédé à ASF (AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE), premier concessionnaire autoroutier français.

LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE L'AIRE AUTOROUTIÈRE D'ORANGE-PIOLENC lance un CONCOURS D'URBANISME ET D'ARCHITECTURE sur esquisse en vue de la réalisation d'un grand équipement de promotion régionale :

" L'ESPACE PROVENCE "

Sur une centaine d'hectares de terrains seront réalisés environ :

- 30 000 m² de bâtis
- 100 000 m² aménagés
- 120 000 m² plantés.

Situé au carrefour des autoroutes A7 et A9, mais aussi en bordure de la Nationale 7, cet équipement connaîtra une fréquentation de l'ordre de 5 millions de véhicules par an.

Il offre notamment aux visiteurs :

- un espace détente : équipements ludiques divers, parc paysager, éléments aquatiques, installations sportives...
- un espace tourisme : carte interactive et bureau de réservation
- un espace commerce : espace commercial centré sur les produits et services caractéristiques de la Provence
- un espace restauration/hébergements : hôtels 2 et 3 étoiles et restaurants depuis la restauration rapide jusqu'au restaurant gastronomique
- un espace culture : fenêtre de l'histoire, galerie d'expositions temporaires
- un espace affaires : salles d'exposition et de réunion, bureaux temporaires, facilités de télécommunication, centre d'information économique.

Pour tous renseignements, contacter la SEDV, société gérante de la SEM de l'aire autoroutière d'Orange-Piolenc, 14, rue Rempart-du-Rhône, 84000 AVIGNON. Tél. : 90-82-45-70 - Fax : 90-85-90-72 - Telex : 432-051.

Les difficultés de l'industrie du pneumatique

Michelin annonce des mesures de chômage partiel pour la fin du mois de décembre

Le groupe Michelin France a annoncé le jeudi 22 novembre aux membres du comité central d'entreprise, réuni à titre exceptionnel à Clermont-Ferrand, des mesures de chômage partiel pour les deux dernières semaines du mois de décembre, celles-ci affecteront la majorité de ses établissements en France. Il a justifié ces mesures en évoquant une situation conjoncturelle défavorable et des stocks de pneus non écoulés.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

La décision de Michelin n'est pas une mesure minimale puisque l'arrêt

est simple de la moitié du volume des productions a été annoncé pour l'avant-dernière semaine de décembre. De surcroît, certaines catégories pourraient être totalement arrêtées. Plus encore, pour la dernière semaine de décembre, l'arrêt de la production doit affecter de 85 % à 90 % des capacités.

A cela, il faut ajouter que des mesures de chômage partiel pourraient être prises en amont du processus de fabrication des pneumatiques durant la deuxième semaine de décembre 1990 et la première semaine de janvier 1991. Dès ce vendredi, la plupart des comités d'établissement des usines françaises de la manufacture ont été convoqués en réunion extraordinaire.

La majeure partie de ceux-ci sont touchés par cette mesure puisque le constat de mévente affecte les stocks

de pneumatiques de poids lourds, de camionnettes, de gaine civil, sans compter les produits annexes. Les sites de Bourges, Cholet, La Rochelle, Le Puy-en-Velay, Montluçon, Orléans, Poitiers, Tours, Troyes, sont ainsi directement concernés.

Unanimité syndicale

Dès jeudi, à Clermont-Ferrand, les syndicats CFDT, CGT et FO ont réagi. Ces mesures de chômage interviennent dans un climat qui n'est pas au beau fixe, après l'annonce en octobre de 2,3 milliards de francs de pertes du groupe pour 1990 et alors que le quatrième plan social de la manufacture portant sur la suppression de 2 260 emplois est en cours dans les usines du site clermontois. Mille personnes, en majorité des sala-

riés bénéficiant de mesures de pré-retraite par le biais d'un contrat FNE, ont déjà quitté l'usine, le plan devant être achevé fin mars 1991.

L'unanimité s'est faite dans les rangs syndicaux : « A la manière gestion de l'entreprise, qui n'aborde pas la situation de manière prospective, s'ajoutent des appétits mondialisés sans fondements véritables qui fragilisent la manufacture ». « Quoi qu'il en soit, estiment les syndicats, ce sont une nouvelle fois les salariés qui font les frais de l'inconscience d'un tel comportement gestionnaire ».

A cela, la direction répond que « ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une politique d'ajustement déjà annoncée visant à réduire les stocks en ajustant la production aux ventes dans un marché rendu difficile par une concurrence de plus en plus vive ».

JEAN-PIERRE ROUGER

ÉCONOMIE

SOCIAL

Des Japonais qui meurent au travail

Au Japon, les salariés travaillent trop. Les morts soudaines liées à l'excès de travail augmentent, et les cadres sont désormais touchés

TOKYO

de notre correspondant

Pour la mémoire de son mari, M^{me} Sachiko Ishii a décidé de se faire enterrer. Et sans doute beaucoup de Japonais lui en sauront gré. Elle vient de déposer une demande d'indemnisation auprès du bureau de l'inspection du travail de la mairie de son arrondissement de Tokyo, invoquant la loi sur les accidents du travail : son mari, âgé de quarante-six ans, est mort en juillet dernier d'une défaillance cardiaque dans un hôtel de Nagoya, et elle estime, non sans raison apparente, que son décès est dû à un excès de travail.

Au cours des dix mois qui ont précédé sa mort, M. Ishii avait effectué huit voyages à Moscou et avait été absent au total cent trois jours de chez lui. A la veille de sa mort, il était physiquement et nerveusement harassé. Son employeur, la maison de commerce Mitsui and Co., a implicitement reconnu que le décès de son cadre de la division des équipements industriels n'était pas sans relation avec un excès de fatigue.

□ Reprise du travail des mineurs lorrains. — Les 14 800 mineurs des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) ont repris, sans incident, le travail, jeudi soir 22 novembre à Freyming-Merlebach (Moselle), au terme de la journée d'action organisée par leur intersyndicale CGT, CFTD, CFTC, FO et SAHBL (autonomes). Les barrages routiers qui paralysaient l'est du département ont été levés en début d'après-midi tandis que la circulation ferroviaire est redevenue normale dans la soirée. Si aucun des quatre puits n'a fonctionné durant la journée, seuls 1 300 mineurs ont manifesté leur mécontentement contre « la liquidation des HBL ». (Le Monde du 23 novembre).

puisqu'elle a déjà versé à la famille, à titre d'indemnisation, 30 millions de yens.

L'action de M^{me} Ishii est la première démarche entreprise par un parent demandant réparation pour excès de travail ayant entraîné la mort. Quelle que soit la suite qui lui sera donnée, elle est significative d'une triste réalité. Les Japonais ont la réputation de travailler beaucoup, « trop » selon les critères occidentaux. Certains, à la lettre, se tuent à la tâche.

Kareshi (une mort par excès de travail) et pokkuri hyo (une mort soudaine) sont des expressions que l'on retrouve fréquemment dans la presse. Autrefois « réservées » aux travailleurs de force, ces mort d'épuisement, souligne l'*Asahi* dans son éditorial du 17 novembre, touchent désormais le monde des cadres.

« Les soldats de l'entreprise »

« Le courrier des lecteurs » des journaux reproduit d'autre part régulièrement des lettres de femmes qui se plaignent de la vie exténuante que mènent leurs maris, ceux que l'on appelle les « soldats de l'entreprise » (*kigo heishi*), et espèrent que leurs enfants y échapperont.

Au cours des vingt dernières années, les morts soudaines de salariés fauchés en pleine force de l'âge (entre quarante et cinquante ans), dans un pays où l'espérance de vie des hommes est de soixante-dix-sept ans, a considérablement augmenté. Si elles étaient une dizaine en 1969, elles se chiffraient à plus de six cents au cours de l'année dernière, selon les estimations d'un groupe d'avocats qui ont créé un service de conseil pour les familles dont l'un des membres présente des signes inquiétants. Depuis trois ans, le ministère du travail a d'ailleurs étendu à une semaine la période prise en considération pour établir si un décès peut

être attribué à une raison professionnelle. Au cours des deux dernières années, plusieurs personnalités du monde des affaires ont disparu aux alentours de la quarantaine, tels que le président de Fancu, M. Nobuo Hanaka, ou le président du groupe de presse Fuji-sankei, M. Haruo Shikanai.

Compétition et course à la promotion

Moins sans doute que cet amour pour le travail que les étrangers prêtent aux Japonais, ce sont les pressions exercées au sein d'entreprises, que le patronat français faut-il le rappeler, donnait il y a quelques années en modèle, qui sont à l'origine de ces morts par excès de travail. L'extrême compétition qui y règne, la course à la promotion (et le sacrifice de soi-même qui en est une des clés) conjugués aux pressions psychologiques diverses (le travail supplémentaire qui retombe sur le collègue si on prend des congés) concourent à créer un état de tension constant. A ce vété auquel on reconnaît un « bon » esprit s'ajoutent les heures supplémentaires destinées à arrondir les fins de mois dans le cas des salariés moyens.

La durée annuelle de travail reste au Japon supérieure de plus de trois cents heures à celle des pays occidentaux (2 150 heures contre 1 655 dans le cas de l'Allemagne). Une enquête du département des loisirs du géant de la publicité Dentsu montrait qu'en 1987 dans certaines entreprises on travaillait jusqu'à trois mille heures par an. Loin de diminuer la durée de travail tendrait plutôt à s'allonger (+ 0,3 % en 1988). Depuis l'année dernière cependant, une loi impose un week-end obligatoire deux fois par mois aux fonctionnaires, les banques ferment samedi et dimanche, et en moyenne les entreprises du secteur privé accordent un samedi libre une à deux fois par

mois. Un rapport du comité consultatif sur la durée du travail auprès de l'agence de planification montre qu'un salarié sur deux travaille plus de quarante heures par semaine et un sur quatre plus de soixante heures. Le comité a proposé une réduction des compensations versées au titre des heures supplémentaires et des pénalités pour les entreprises dont les employés ne prendraient pas leurs vacances. Selon la centrale syndicale Rengo, en 1989 les Japonais travaillant dans le secteur privé ont pris sept jours de congés. Même si les sondages indiquent que les jeunes préfèrent gagner moins et avoir plus de temps libre, l'objectif du gouvernement, mille huit cents heures par an, paraît donc loin d'être atteint.

A la durée du travail s'ajoutent

pour la majorité des salariés des trajets longs et pénibles. Dans certains cas, le chef de famille habite une pièce proche de son entreprise tandis que sa famille vit en grande banlieue en raison du prix des loyers excessivement élevés en ville.

Gaman (endurance) est le leitmotiv des réponses de salariés quand on leur demande pourquoi ils acceptent autant de contraintes. L'absence de choix plus encore que le respect de la vertu d'endurance est le lot de la plupart. Qu'en retirent-ils ? Une certaine satisfaction dans le travail. La jeune génération est moins « résistante » que la précédente, moins prête à se sacrifier. Un allègement des contraintes est l'un des facteurs qui poussent les jeunes salariés, ceux que l'on nomme la « nouvelle race »

(*shinjinru*), à changer de travail fréquemment — ce qui n'était pas le cas de leurs aînés.

Un film sorti l'année dernière témoigne de ce « ras-le-bol » des contraintes et des pressions de toutes sortes qui s'exercent sur les individus : *Bakayaro Part II*, de Yosamitsu Morita. Film à sketches, indolent, sardonique, il montre des situations intolérables qui finissent toujours par une scène où le héros lance à un patron tortionnaire, à un client irascible, à un amant impossible, ou à des parents abusifs un « bakayaro » (« ça... »). Une réaction qui n'est plus du seul domaine de la fiction et témoigne que chez les jeunes la persévérance a des limites.

PHILIPPE PONS

CONSOMMATION

Les écologistes suisses contre McDonald's

BERNE

de notre correspondant

Le géant de la restauration rapide McDonald's qui, au début d'octobre, consacrait son implantation en Suisse par la cotation de ses actions en Bourse de Bâle, Genève et Zurich, s'est subitement heurté à un vent de fronde dans le pays.

Celui-ci est parti de Schaffhouse, où McDonald's envisage d'ouvrir, l'an prochain, son dix-septième point de vente helvétique : la société a dû affronter l'hostilité d'une quinzaine d'adolescents « pour des raisons d'abord écologiques », parce qu'elle utilise des

emballages jetables au lieu d'assiettes.

Les jeunes écologistes ont réussi à sensibiliser une partie de l'opinion et à assurer le soutien de quelques députés ; ils viennent de réunir 1 356 signatures pour demander, en vertu du droit d'initiative populaire, une modification de la loi cantonale conditionnant l'octroi d'une patente à un restaurant à l'emploi de vaisselle réutilisable.

L'exemple de Schaffhouse a fait des émules dans le canton de Saint-Gall, où un député écologiste vient de déposer une motion analogue au parlement local. A Lausanne, la récente ouverture d'un

McDo drive-in a provoqué dans la presse des récriminations des lecteurs inquiets de voir s'amonceler les emballages perdus.

« McDonald's prend l'environnement au sérieux », ont rétorqué les responsables de la multinationale du hamburger, inquiets de voir son expansion — un nouveau point de vente toutes les dix-sept heures à travers le monde — entravée pour la première fois. « Nos déchets sont visibles mais nous n'en produisons pas davantage et nous n'utilisons ni eau, ni électricité, ni énergie pour laver la vaisselle », ont-ils répliqué sur papier recyclé, promettant de n'utiliser désormais que celui-ci.

JEAN-CLAUDE BUIRER

Seul votre temps est plus

pique cette

Zürich
TÜRLER
Paradeplatz
Bahnhofstr. 28

Düsseldorf
CHRENBLUME
Königsallee 30

München
ANDRIAS HUBER
Rudolfstr. 10

Milano
PISA LORU
Via Pietro 12
Ang. Milano

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

Mardi 20 novembre 1990 29

Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 33

ÉCHECS

Reprise de la rencontre entre Kasparov et Karpov La fièvre discrète de Lyon



Après les douze premières parties jouées à New-York du lundi 8 octobre au mercredi 7 novembre, le championnat du monde d'échecs, qui oppose Garry Kasparov, tenant du titre, à Anatoli Karpov, reprend à Lyon. La cérémonie d'ouverture devait se dérouler vendredi 23 novembre au Palais des congrès en présence de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, de son homologue soviétique, M. Koslovsky, et de M. Michel Noir, maire de la ville. Samedi, à 17 heures, commencera la treizième partie (Karpov ayant les Blancs). Les deux joueurs sont actuellement à égalité (6-6). Il reste douze parties à jouer, le vainqueur étant celui qui atteint le premier le score de 12,5, mais le règlement stipule qu'en cas d'égalité finale (12-12) le champion du monde conserve son titre.

LYON

de notre envoyé spécial

Si Lyon a la fièvre des échecs, la ville s'applique, comme en toute chose, à n'en rien laisser paraître. Réserve de rigueur ou de circonstance. A quelques heures de la reprise du championnat du monde entre le tenant du titre, Garry Kasparov, et son challenger, Anatoli Karpov, il n'y avait quasiment aucun signe extérieur du choc prochain des deux « monstres », ni affiche ni oriflamme comme il est d'usage pour informer la population. Peut-être a-t-on ici la tête ailleurs, aux « ripoux » ou aux « banlieues cocktail Molotov ». Depuis l'arrivée des deux K à l'aéroport de Satolas par un lundi 12 novembre humide, ils n'ont déclenché aucun événement de curiosité, aucune hystérie de groupies. Ils ont joué au tennis au T.C.C. (Kasparov) ou au Métropole (Karpov), ils ont fait leurs courses dans les magasins, ils ont participé à différentes opérations de promotion sans mettre sur les dents les services de sécurité. Jeudi, trois jours

avant la reprise officielle des parties, seuls un dais noir et un tapis rouge pouvaient signaler leur présence dans une bijouterie de la rue de la République. Les photographes, venus spécialement de Paris pour saisir leur molle poignée de main, étaient les seuls que l'événement excitait. Mais aucun dispositif policier exceptionnel ne semblait avoir été mis en place pour protéger le joaillier, qui révélait pour la première fois le trophée promis au vainqueur, deux K tête-bêche, en or, bronze et diamants, d'une valeur estimée à 1 million de dollars (5 millions de francs environ).

Lyon sait être discrète. Elle feignait donc de ne pas connaître les retraites des deux champions. Mais elle n'ignorait pas que Garry Kasparov et son entourage s'étaient établis dans une ancienne demeure de la fondation Méliès récemment acquise par le promoteur immobilier Glorja, que cette résidence était boulevard des Belges et qu'elle permettait au champion du monde de sortir discrètement dans le parc de la Tête-d'or pour faire son jogging quotidien.

Quant à Anatoli Karpov et à quelques-uns de ses proches (les autres étant logés à l'hôtel), on pouvait les trouver dans une villa isolée de la Croix-Rousse. De là, l'ancien champion du monde a une vue imprenable sur la ville et il bénéficie d'un calme absolu. Les coqs, dont le chant pouvait être susceptible de l'empêcher de dormir, ont été momentanément démenagés du poulailler. Lyon savait aussi que la société Giorgi avait mis gracieusement son hôtel particulier à la disposition de Kasparov et que le loyer de la villa de Karpov était de 100 000 francs pour six semaines, mais Lyon ne voulait pas faire état de ces détails.

Lyon est pourtant bonne compteable, et en particulier des deniers de ses contribuables. Elle dit ainsi que ce championnat du monde ne lui coûtera pas 1 sou, c'est-à-dire presque rien puisque la municipalité n'a pris à sa charge que les frais de « mise à disposition du Palais des congrès ». Brouillées par comparaison avec les 10 millions de francs que coûtera la prise en charge du prochain départ du Tour de France cycliste. Mais cette

aventure est pourtant une affaire d'argent puisqu'il a fallu mettre sur la table des négociations quelque 20 millions de francs. Et la conclusion de l'opération fut des plus délicates. Il fallut beaucoup de passions et de tractations pour la mener à son terme.

La passion, c'est d'abord celle de deux hommes, M. Michel Noir d'une part et M. Bachard Kouatly d'autre part. Le premier est maire de Lyon depuis mars 1989. Mais il est amateur d'échecs depuis beaucoup plus longtemps. Il a disputé des championnats de France open. Il a failli devenir président de la Fédération française d'échecs. Il a prouvé dans sa circonscription des expériences de jeu en milieu scolaire pour favoriser la réinsertion des enfants.

Mauvais procès bon arrangement

Le second, Bachard Kouatly, est de père syrien et de mère française. Il a appris les échecs à Beyrouth quand les premiers accrochages entre forces libanaises et palestiniennes contrainquirent à rester en France. Il est devenu le plus jeune maître international, puis le premier grand maître français. Michel Noir et Bachard Kouatly se sont rencontrés lors de différentes compétitions. Ils ont évoqué la possibilité d'organiser un championnat du monde pour la première fois en France. L'élection de Michel Noir au poste de maire a permis au projet de se matérialiser.

Lyon entra alors dans la phase de tractations. La ville de Wellington, qui voulait organiser l'événement à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Nouvelle-Zélande, avait lancé sa candidature de longue date. Seattle et Toronto s'étaient aussi mises sur les rangs. Rude concurrence. Il fallut convaincre le président de la Fédération internationale (FIDE), le sénégalais Florencio Campomanes, que Lyon disposait de tous les attributs d'une bonne candidature. Les plus célèbres cuisiniers de la région mirent ainsi les petits plats dans les grands pour convaincre ce Philippin, fine guele, des charmes locaux. Ils durent se montrer particulièrement talentueux car la Fédération internationale n'hé-

sita pas : lors de son congrès de Porto-Rico, en août 1989, la FIDE confia l'organisation du championnat à la deuxième agglomération française plutôt qu'à la capitale de la Nouvelle-Zélande.

Lyon n'avait pas gagné pour autant. La Fédération internationale n'exa- mine pas la seule à avoir son mot à dire dans le choix du site des championnats. L'association des grands maîtres doit aussi se prononcer. Bachard Kouatly en est le vice-président. L'agrément n'en fut que facilité. La course d'obstacle n'était pourtant pas terminée : le champion du monde, qui ne manque aucune occasion de mettre en difficulté le président de la FIDE depuis l'interruption du championnat du monde de 1984, se déclara complètement hostile à la préfecture du Rhône.

Embarras de Michel Noir. Il se flattait d'être un ami du champion du monde : ils s'étaient rencontrés une première fois à Paris lors d'un passage de Kasparov, qui connaissait l'intérêt du ministre du commerce extérieur de l'époque pour les dissidents soviétiques ; ils avaient ensuite disputé une « simulée » à Nice. La situation semblait d'autant plus incertaine que Kasparov, d'origine juive, paraissait aussi se défier de Bachard Kouatly, d'origine arabe. Il fallut des jours et des nuits de négociations et toute la finesse de l'avocat d'affaires international Samuel Pissar pour apaiser tous les différends.

En fait il s'agissait surtout de sauver la face des deux principaux protagonistes de cette querelle, Kasparov et Campomanes. Pour cela il fallait que le championnat soit coupé en deux. Il y avait précisément un candidat au partage. New-York avait en effet prouvé de tous ces attermoissements pour entrer en lice. Mais au lieu d'un champ de bataille franc contre dollars, c'est un terrain d'entente qui fut trouvé. Au bénéfice des organisateurs français et américains : ils pourraient ainsi partager les frais. Un bon arrangement après de mauvais procès. New-York aurait la première partie du championnat, Lyon, qui mettait en jeu le fameux trophée, la phase finale. Les « hostilités » commencèrent ainsi à New-York. Pendant ce temps Lyon mettait la dernière main

à sa part de contrat. Ou plus précisément Chessy, une association régie par la loi de 1901 spécialement constituée pour la circonstance. Bachard Kouatly en est le délégué général. Il a pris pour assistante une jeune femme polyglotte, Marie-Laure Benoit, qui avait l'expérience de l'organisation de manifestations de ce type dans le monde entier. Elle dit travailler quinze heures par jour et s'autosurnomme « M^{me} Fourre-tout ». La régie a été confiée à l'ancien directeur technique du Centre national d'art dramatique de Reims, Gilles Carle. Il a veillé à l'insouciance de l'auditorium du Palais des congrès, dont la norme acoustique a été descendue à 35 décibels. Il a également dû régler les problèmes d'éclairage, de sièges des joueurs, de table de jeu, d'écran géant, de moniteurs TV, de stands, de restaurant et de salle de presse. Plus de sept cents formulaires de demandes d'accréditation ont été distribués. Des sauteurs de l'Ecole française des attachés de presse courent d'un téléphone à l'autre.

Tout devait être parfaitement en place pour la revue de détail vendredi 23 novembre, la cérémonie officielle de réouverture. Les cadrages, qu'effectuèrent les six caméras pilotées par un réalisateur de TF1 pour les besoins de son résumé exclusif quotidien, avaient même été passés au cri-

ble. Le seul point noir paraissait être l'absence d'eau courante dans le salon de coiffure.

En tout cas, après un séjour new-yorkais assez éprouvant, les deux champions ne semblaient pas avoir de récriminations particulières à formuler. Karpov avait obtenu l'installation d'un four suffisamment grand pour nourrir les quinze personnes qui prennent leur repas avec lui. Il avait aussi toutes les liaisons téléphoniques qu'il souhaitait avec Moscou. Kasparov avait obtenu un chauffeur arménien. On lui avait aussi procuré des chaises dures supplémentaires. Tous les deux affirmaient être parfaitement bien entre Rhône et Saône pour recommencer à « pousser les pièces sur l'échiquier ».

Lyon s'étonnait d'ailleurs que les deux hommes, arrivés avec une réputation de « fauves tueurs d'hommes », soient apparemment aussi débouaillonnés et faciles à vivre. Certains y voyaient le signe de l'extrême concentration des joueurs, d'autres la marque de la fatigue accumulée au cours des premières parties. Lyon n'attendait pas moins une bataille de titans qui ne lui ferait pas regretter de s'exposer à la curiosité du monde pendant six semaines.

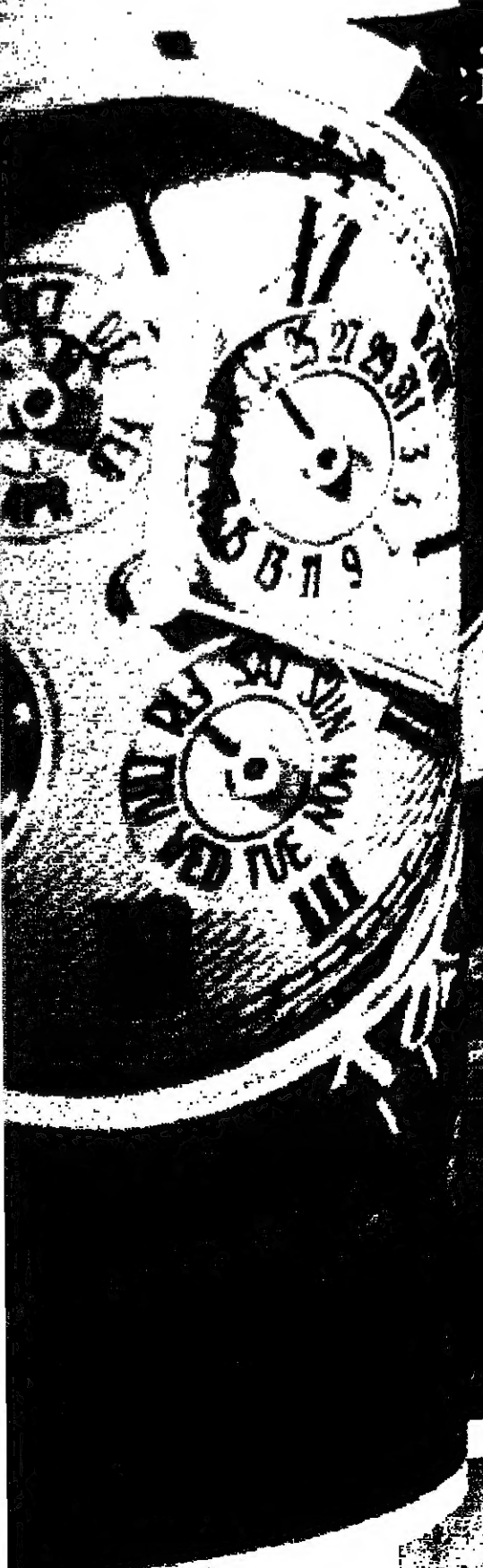
ALAIN GIRAUDO

COMMUNICATION

■ L'Algérie annonce la reprise prochaine des livraisons de la presse française. - Les messageries algériennes de presse (ENAMEP) ont annoncé mercredi 21 novembre que la distribution de la presse française reprendrait avant la fin de l'année en Algérie. L'ENAMEP précise qu'elle « souhaite » auparavant apurer ses dettes avec les NMPP françaises (Le Monde du 21 novembre). L'ENAMEP estime devoir 11 millions de francs aux NMPP.

■ L'agence photographique Sygma acquiert Kipa-France. - Sygma SA vient d'acquiescer l'une de ses concurrentes, l'agence photographique de presse Kipa-France, créée en 1971 par M. Annemiek Veldman. Cette opération devrait permettre à Sygma, reprise par le groupe Oros Communication en mars dernier, de consolider sa position dans le peloton de tête des agences photographiques travaillant pour les magazines. Sygma SA poursuit également son développement dans la production audiovisuelle.

ieux que cette montre.



Cette montre OMEGA Louis Brandt à quantième perpétuel, œuvre d'une classe infinie, reflète tout l'amour qui guide nos pas d'artisans. Elle est le fruit de la passion avec laquelle nous voulons perpétuer, jusque dans le moindre détail, la fascination qu'exerce à jamais l'art de l'horlogerie.

C'est pourquoi nous avons doté cette pièce d'exception d'un quantième perpétuel, programme jusqu'en l'an 2100. Particulièrement soignée, son mécanisme a été logé dans un boîtier en or jaune 18 carats. Cette œuvre achevée, nous l'avons dédiée à Louis Brandt, père d'OMEGA S.A., en témoignage de reconnaissance pour avoir fait de nous des horlogers capables de créer, aujourd'hui, de tels chefs-d'œuvre.

Cette montre à quantième perpétuel, ainsi qu'un chronographe et une montre automatique, sont les trois modèles qui constituent l'« Edition Louis Brandt d'OMEGA ». Le minutieux travail artisanal nous impose de limiter cette édition, pour la première année, à 150 exemplaires. Ceux-ci viendront ennobler les vitrines de sept prestigieuses bijouteries, sélectionnées dans le monde entier. Chacun d'eux se fera un honneur et un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

Ω
OMEGA
Louis Brandt

Paris
ALFEBERI
10, Place Vendôme
6, Rue de Fg-Saint-Honoré

London
WATCHES OF SWITZERLAND
10, New Bond Street

New York
TOURNEAU
500 Madison Avenue
635 Madison Avenue

3/1/2000

Le Monde • Samedi 24 novembre 1990 35

Cours relevés à 14 h 27

22/11

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

URSS

Débat serré au Parlement
sur les propositions de M. Gorbatchev

Le Soviet suprême de l'URSS a commencé vendredi 23 novembre ses débats sur les nouveaux pouvoirs demandés la semaine dernière par Mikhaïl Gorbatchev, après avoir refusé, à trois voix près, une résolution visant à accepter ses propositions en bloc. Celle-ci demandait à M. Gorbatchev de procéder à une réorganisation fondamentale du pouvoir exécutif dans un délai de deux semaines. Un second vote a permis l'ouverture d'un débat point par point sur le projet présidentiel.

Le président du parlement de Russie, M. Boris Eltsine, qui devait faire vendredi des contre-propositions au Soviet suprême, avait émis des réserves sur les propositions de M. Gorbatchev, évoquant à nouveau l'idée d'un référendum. Les présidents des trois Républiques baltes ont pour leur part dénoncé ces propositions per-

çues comme « une menace directe d'avoir recours à la force pour suspendre des institutions élues démocratiquement et les lois qu'elles ont adoptées ».

Samedi dernier, les députés soviétiques avaient approuvé, à une large majorité, les « principes » contenus dans un paquet de huit mesures proposées par M. Mikhaïl Gorbatchev. Elles prévoyaient une réorganisation du pouvoir central, mettant sous l'autorité directe du président le pouvoir exécutif et associant à celui-ci, par des mécanismes non précisés, le conseil des présidents des quinze Républiques.

Certaines de ces mesures visaient aussi à limiter l'autonomie des Républiques en créant auprès de M. Gorbatchev des organes chargés d'y faire appliquer les lois et décrets du Kremlin, ce qui avait suscité la forte approbation des conservateurs.

L'élection cantonale partielle de Nice

L'héritage du médecinisme
est en jeu

Les électeurs du cinquième canton de Nice sont appelés à voter dimanche 25 novembre et 2 décembre pour désigner le successeur de M. Jacques Médecin qui a démissionné de son mandat le 16 septembre. Ce scrutin, dans lequel s'affrontent treize candidats, dont la sœur de l'ancien maire, constitue un test pour la survie du médecinisme.

NICE

de notre correspondant régional

« Je sais très bien que le médecinisme risque de s'éteindre avec moi », avait déclaré M. Jacques Médecin peu de temps avant sa démission. « Je n'ai pas d'héritier mâle », constatait-il, et je n'ai pas formé un membre de ma famille pour me succéder ».

Surprise : à peine avait-il renoncé à ses mandats et choisi l'exil à l'étranger que sa sœur, Geneviève, une hôtelière de cinquante-trois ans, infirmait cette déshérence politique. S'il en restait une, ce serait elle. Sa candidature à l'élection dans le cinquième canton arrangeait les médecins orthodoxes auxquels elle épargnait des querelles de succession tout en symbolisant la continuité du système.

Le RPR a embobiné le pas, bon gré, mal gré, à M^{me} Médecin-Assémat. Mais l'UDF, également divisée sur la conduite à tenir, a finalement décidé de présenter un candidat, M. Didier Linotte, combattu par la majorité des élus de la mouvance nicoise mais soutenu par les radicaux, le CDS et, surtout, le maire de Cannes et président départemental du PR, M. Michel Mouillot.

L'élection de Nice n'est que la première étape d'une lutte d'influence entre les barons du médecinisme et ceux qui, à droite, sont partisans d'une « normalisation » politique. Derrière M. Linotte, se profile ainsi M. Pierre Laffitte, sénateur centriste, « père » de Sophie-Antipolis et candidat déclaré à la mairie de Nice avec l'appui ostensible du quotidien Nice-Matin.

M^{me} Médecin-Assémat est donc favorite de la primaire qui l'oppose à l'UDF. La sœur du maire déchu de Nice a axé toute sa campagne sur la pérennité de la dynastie Médecin. « Je ne veux pas voir mettre fin, proche-telle dans sa profession de foi, au contrat fondé sur la confiance et l'estime réciproques qui unit les Nicols à ma famille depuis soixante-deux ans ».

M. Didier Linotte, ancien recteur de l'académie de Nice, joue à fond la carte d'un « renouveau des hommes et des méthodes ». Cet agrégé de droit public de quarante-deux ans et ancien conseiller de M. Raymond Barre, entré, en 1989, au PR, dont il est devenu national chargé des problèmes de l'éducation — met, aussi, en avant sa « compétence » allée à son « honnêteté », une vertu plutôt malmenée à Nice. Sa base de départ : les 14 % de suffrages exprimés en faveur de M. Barre à l'élection présidentielle de 1988, base apparemment insuffisante pour lui permettre de déjouer les pronostics.

G. P.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Justice expéditive

UNE grande première, le départ de M^{me} Thatcher. A la différence de Churchill après la guerre ou de de Gaulle au soir d'un référendum, elle n'est pas victime du verdict populaire, elle a été condamnée par anticipation, sur simple projection du résultat d'une élection bide. Celle dont les sondages donnent à présent, semaine après semaine, en Occident, les résultats anticipés, flèches d'erreur et manipulations à la clé.

Etotant glissement ! On ne mène plus une politique pour le soumettre ensuite à l'appréciation des citoyens, on le fonde sur leurs seules intentions de vote. Et le suffrage universel se réduit à un échec ou à une victoire, févressement consulté en prévision d'une possible ou impossible victoire.

C'est là qu'on mesure la force d'âme, la conviction, le grand dessein, bon ou mauvais — l'avoir en jure — de Margaret Thatcher. Elle aurait pu, à l'exemple de tant d'autres, gouverner à vue avec pour seul retour les instituts de sondages. Non ! En suivant, obstinée, convaincue, son chemin, elle s'est taillé la route d'un grand destin.

Celui qui distingue un politicien

d'un politicien. Vous me direz : Entre deux consultations, il est tout de même précieux de connaître l'état de l'opinion. Rocard a raison : Le peuple n'a pas de leçons à recevoir de ses princes. Il est majeur. Il sait ce qu'il veut. Et il est en droit d'exiger ce qu'on lui refuse. L'école privée, par exemple. D'accord. Absolument d'accord. Mais attention, il ne faut pas confondre. Là, il s'agit de problèmes de société faciles à cerner. Quand le gouvernement a décidé d'imposer la CSG, mesure très impopulaire, il est passé outre à nos résistances, estimant, sans doute à juste titre, que beaucoup d'entre nous lui en seraient un jour reconnaissants.

Où, je sais, c'est aussi ce que pense Thatcher en se cramponnant à sa pol tax envers et contre tous. Peut-être y a-t-il une nouvelle formule à trouver, qui permettrait à ceux qui ont trop longuement exercé le pouvoir de reprendre plus souvent contact avec le pays réel. Franchement, je n'arrive pas à comprendre en quoi les vœux d'une nation s'exprimeraient moins démocratiquement par un référendum que par un simple sondage d'opinion.

Démission du président
de Rover France

M. Guy Bergeaud, président de Rover France, a annoncé mercredi 21 novembre qu'il quittait ses fonctions. Il semble que des divergences sur la stratégie de la marque en France l'aient opposé aux responsables de la maison mère, à Londres. M. Bergeaud avait remplacé à la tête de Rover, M. Bernard Lamy au mois de mai dernier. Ce départ intervient alors que la marque britannique est en plein renouvellement de sa gamme (le Monde du 22 novembre).

M. Neil A. Johnson, actuellement directeur des affaires européennes de Rover Group, lui succède. Agé de quarante et un ans, M. Johnson est entré chez British Leyland en 1974.

M. Julien Dray
invité
du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Julien Dray, député socialiste de l'Eure, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 25 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30. M. Dray, qui est l'un des animateurs de la Nouvelle école socialiste, répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Gérard Courtois du Monde, de Dominique Penniquin et de Béatrice Adjeje de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La correspondance

Castro-Khrouchchev... 2 et 3

La crise du Golfe... 4

La démission de M^{me} Thatcher... 8 à 10

Tension à droite

L'Europe divise de nouveau le RPR et l'UDF... 12

SECTION B

L'inculpation

de M. Claude Bez

La président des Girondins poursuivi pour escroquerie... 14

Journal

d'un amateur

« Boutelle », par Philippe Boucher... 14

Musées

au Japon

Une mode qui gagne tout l'archipel... 16

SECTION C

SANS VISA

• Les blues au long court

• Montségur hérétique et tolérante

• Kyushu, les dieux chez eux

• La table • Les jeux... 21 à 28

SECTION D

Chômage partiel

chez Michelin

Baisse de la production pour cause de mévente... 29

Grèves

à Air France

Après Nice, Bordeaux et Toulouse... 29

Thomson

à la baisse

Mauvais résultats annoncés pour le groupe électronique... 31

Echecs

Reprise à Lyon du championnat du monde... 33

Services

Abonnements... 17

Annuaire classés... 30

Cartes... 17

Jeux... 26

Loto... 17

Marchés financiers... 34-35

Météorologie... 20

Radio-Télévision... 19

Spectacles... 48

Week-end d'un chineur... 17

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1990 a été tiré à 582 553 exemplaires.

Le refus d'une information judiciaire dans l'affaire Urba

M. Georges Kiejman
et le « masochisme du milieu politique »

Ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman est décidé à protéger le monde politique de ses tentations masochistes, quitte à laisser entendre que l'opportunité des poursuites judiciaires se résume parfois à de simples opportunités politiques. C'est du moins ainsi qu'il explique son opposition à l'ouverture d'une information judiciaire sur le financement du Parti socialiste et de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988 par les bureaux d'études Urba-Gracco, réclamée aussi bien par des députés de l'opposition que par le Syndicat de la magistrature, proche de la gauche.

« Si on ouvrait une information supplémentaire aujourd'hui, elle déboucherait sur des faits relativement secondaires, qui donneraient lieu ou à un non-lieu ou à une amnistie », a affirmé, jeudi 22 novembre sur Europe 1, M. Kiejman, non sans préjuger quelque peu les découvertes éventuelles d'une in-

struction judiciaire. « Ce constituerait à entretenir indéfiniment une espèce de masochisme du milieu politique, qui ne réalise pas que, actuellement, il est en train de scier la branche sur laquelle il est assis ».

Tout en reconnaissant que « bien des milieux, y compris le milieu politique, ont besoin d'être assésés, de recevoir des leçons », M. Kiejman a aussi souligné que les leaders de l'opposition (M^{me} Jacques Chirac, Raymond Barre, Pierre Méhaignerie) « n'ont absolument pas participé au déchaînement » contre le garde des sceaux, M. Henri Nallet, pour son rôle de trésorier de la campagne de M. Mitterrand. Leur attitude signifie, selon lui, « qu'ils sont conscients qu'il y a eu pour les partis politiques une grande difficulté à se financer, dans une atmosphère de surenchère, où la publicité atteignait des coûts vertigineux ».

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : coup d'Etat manqué au Transkei. — Une tentative de putsch dans le banoutan du Transkei a été écartée et le chef présumé des rebelles a été tué, a annoncé, jeudi 22 novembre, l'homme fort de ce territoire noir officiellement « indépendant », le général Bantu Holomisa. Parant devant plusieurs milliers de personnes lors d'un meeting à Umtata, la capitale du Transkei, le général a affirmé que 12 rebelles, dont celui qu'il a présenté comme leur chef, le lieutenant-colonel Craig Duli, avaient été tués. Trois soldats loyalistes au moins ont trouvé la mort lors de l'attaque d'un camp militaire par les rebelles. Le lieutenant-colonel Duli avait pris part au putsch qui

porta au pouvoir le général Holomisa le 30 décembre 1987. Membre du Conseil militaire et considéré comme le numéro deux du régime, il avait peu après été emprisonné pendant quelques mois, puis s'était enfui en territoire sud-africain. — (AFP.)

M. Václav Havel inquiet d'un afflux de réfugiés soviétiques en Europe centrale. — Le président Václav Havel a indiqué, jeudi 22 novembre à Berne, où il a entamé une visite de deux jours, qu'il avait évoqué à Paris, en marge du sommet de la CSCE, les risques d'un afflux d'émigrés soviétiques en Europe centrale fuyant la situation économique tragique de leur pays. La Pologne, inquiète aussi d'un chaos possible à ses frontières orientales, a déjà indiqué qu'elle redéployait dans ce sens ses forces armées, alors que la Finlande renforce son dispositif de garde-frontières en prévision de graves pénuries alimentaires cet hiver dans la région de Leningrad.

Croissance économique soutenue en France au troisième trimestre. — Le produit intérieur brut (PIB) de la France a augmenté de 1,3 % au troisième trimestre 1990, soit nettement plus vite qu'au premier tri-

mestre (+ 0,8 %) et qu'au deuxième (+ 0,2 %). Ce regain s'explique par une forte demande intérieure, qui s'est manifestée notamment sous forme d'accroissement des stocks. Entre le troisième trimestre 1989 et le troisième trimestre 1990, la croissance économique a ainsi été de 3,1 %. Mais d'après les premières indications fournies pour le quatrième trimestre, la croissance économique devrait être, très faible, sinon nulle, en fin d'année.

Le RPR a boycotté la réunion hebdomadaire de Matignon sur le Golfe. — Après les propos tenus, mercredi 21 novembre, à l'Assemblée nationale par M. Michel Rocard (qui avait suspecté l'opposition parmi les députés n'ayant pas voté la censure), le RPR a boycotté, jeudi 22 novembre, la deuxième réunion des représentants des groupes parlementaires avec M. Rocard sur la situation dans le Golfe. Seul le sénateur RPR de l'île-de-France, M. Yvon Bourges, qui n'en avait pas été prévenu, a assisté à cette réunion, qui a porté essentiellement sur l'éventualité d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies autorisant le recours éventuel à la force contre l'Irak.

DECORATION,
QUE CHACUN
VOIT OÙ EST
SON INTERET!

Certaines boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme...

Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix.

Et là, souvent, rien ne va plus !

Voire intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer.

(depuis 40 F le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

IRELLI

inclinaison

tête et pied

soutient bien la colonne vertébrale

CAPÉLOU

17, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75001 PARIS TEL. 43 57 16 55 - METRO PARNES

Offrez-lui le Journal
du Jour de sa Naissance

Pour un anniversaire, une fête, offrez
LE JOURNAL ANNIVERSAIRE
EN COFFRET-CADEAU

Cadeau précieux, le Journal Anniversaire est présenté dans un luxueux coffret recouvert de balacron grainé, comme les plus vieux cuir.

C'est un vrai journal (ni une copie, ni une reproduction) puisé dans un stock unique de journaux de collection parus de 1890 à nos jours.

Il est accompagné d'un certificat d'authenticité du musée de la Presse.

Glissé sous jaquette carton, il est expédié chez vous, sans risque, sous 48 heures.

Bon de commande à envoyer

accompagné d'un chèque bancaire, CCP ou mandat du montant de votre commande à Boutique du Musée de la Presse, 43, rue de l'Arbre-Sec, 75001 Paris.

Dates des journaux demandés

Jour Mois Année

Non Person Adress

Ville Code postal

Prix 190 F par journal avec son certificat d'authenticité. Frais d'envoi inclus.

C'est un point de vue

F